



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats

---

Le mercredi 16 décembre 1987

Vol. 29 - No 158

**Président : M. Pierre Lorrain**

---

**QUÉBEC**

# Débats de l'Assemblée nationale

## Table des matières

Affaires courantes	
Présentation de projets de loi	
Projet de loi 193 - Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle	10727
M. Maurice Richard	10727
Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements	10727
Projet de loi 250 - Loi modifiant la charte de la ville de Québec	10727
Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements	10727
Dépôt de documents	
Rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transport	10728
Rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille	10728
Rapport du comité sur l'accessibilité des services de santé et des services sociaux du réseau aux communautés culturelles	10728
Rapport annuel du Protecteur du citoyen	10728
Dépôt de rapports de commissions	
Étude détaillée du projet de loi 97 - Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux	10728
Étude détaillée du projet de loi 46 - Loi sur le financement agricole	10728
Élection du vice-président de la commission de l'éducation	10728
Étude détaillée du projet de loi 98 - Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires	10728
Étude détaillée du projet de loi 80 - Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier	10728
Étude détaillée du projet de loi 75 - Code de procédure pénale	10729
Étude détaillée du projet de loi 105 - Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	10729
Étude détaillée du projet de loi 88 - Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec	10729
Étude détaillée du projet de loi 113 - Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale	10729
Questions et réponses orales	
Respect des compétences du Québec et accord de libre-échange	10729
Les recommandations du comité sur la relance de l'économie et de l'emploi dans l'est de Montréal	10732
Les irrégularités décelées par le Vérificateur général et d'autres chez REXFOR	10733
Le contrat d'aménagement et d'achat d'équipements pour l'édifice Chinic	10735
Refus du Conseil des arts du Canada (CAC) de subventionner trois compagnies de danse du Québec	10738
Construction d'un nouvel hôpital à Baie-Comeau	10739
Motions sans préavis	
Félicitations aux lauréats du Mérite sportif québécois	10739
M. Yvon Picotte	10740
Mme Carmen Juneau	10740
M. François Gendron	10740
M. Yvon Picotte (réplique)	10741
Saisir la commission de l'économie et du travail de l'accord de libre-échange	
M. Michel Gratton	10741
Avis touchant les travaux des commissions	10741

## Table des matières (suite)

Affaires du jour	
Projet de loi 108 - Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives	
Adoption du principe	10742
M. Paul Gobeil	10742
M. François Gendron	10743
M. Jacques Chagnon	10745
Renvoi à la commission du budget et de l'administration	10745
Projet de loi 90 - Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma	10745
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	10745
Mme Lise Bacon	10746
M. Gérald Godin	10746
Adoption des amendements et du rapport	10749
Projet de loi 59 - Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	10749
Mme Lise Bacon	10750
M. Gérald Godin	10752
Projet de loi 46 - Loi sur le financement agricole	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	10753
Projet de loi 103 - Loi modifiant la Loi sur le Vérificateur général	
Adoption	10754
M. Gérard D. Levesque	10754
M. Jean-Guy Parent	10754
Projet de loi 112 - Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec	
Adoption	10755
M. Gérard D. Levesque	10755
M. Jean-Guy Parent	10756
Commission plénière	10757
Adoption des amendements	10757
Adoption du projet de loi	10757
Projet de loi 91 - Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation	
Adoption	10758
Projet de loi 92 - Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil	
Adoption	10758
Mme Jeanne L. Blackburn	10758
Projet de loi 64 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal	
Adoption du principe	10759
M. Yves Séguin	10759
M. François Gendron	10763
M. Yves Séguin (réplique)	10770
Renvoi à la commission du budget et de l'administration	10773
Projet de loi 73 - Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile	
Reprise du débat sur la prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	10773

## Table des matières (suite)

Projet de loi 76 - Loi sur le camionnage	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10774
M. Marc-Yvan Côté	10774
M. Jean Garon	10774
M. Marc-Yvan Côté	10776
Projet de loi 62 - Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10778
M. Marc-Yvan Côté	10778
M. Jean Garon	10778
M. Marc-Yvan Côté	10783
Projet de loi 61 - Loi modifiant la Loi sur la division territoriale	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10785
Projet de loi 66 - Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10785
Projet de loi 71 - Loi modifiant de nouveau la Loi	
sur les tribunaux judiciaires	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10785
Projet de loi 77 - Loi modifiant le Code civil et la	
Loi sur les bureaux d'enregistrement	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10786
Projet de loi 78 - Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10786
Projet de loi 30 - Loi constituant la Commission des relations du travail et	
modifiant diverses dispositions législatives	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10786
M. Pierre Paradis	10786
Amendements déposés	10788
M. François Gendron	10789
M. Pierre Paradis	10794
M. Guy Chevrette	10795
M. Pierre Paradis	10796
Projet de loi 111 - Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec	
Adoption du principe	10797
M. André Bourbeau	10797
M. Francis Dufour	10799
M. Rémy Poulin	10803
M. Jean Leclerc	10804
M. Réjean Doyon	10805
M. André Bourbeau (réplique)	10807
Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements	10809
Projet de loi 72 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10809
M. Francis Dufour	10809
M. André Bourbeau	10811
Projet de loi 79 - Loi modifiant la Loi sur les élections municipales	
et les référendums dans les municipalités	
Prise en considération du rapport de la	
commission qui en a fait l'étude détaillée	10812

## Table des matières (suite)

Projet de loi 87 - Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	10812
M. André Bourbeau	10812
M. Roger Paré	10812
M. André Bourbeau (réplique)	10820
Projet de loi 54 - Loi sur le registre des associations et entreprises	
Adoption du principe	10822
M. Pierre-C. Fortier	10822
M. Jean Garon	10826
M. Pierre-C. Fortier (réplique)	10828
Ajournement	10829

Abonnement: 50 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 6 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28  
Québec, Qc  
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0709-3632

Le mercredi 16 décembre 1987

(Dix heures douze minutes)

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!  
Un moment de recueillement.  
Veuillez vous asseoir.  
Si vous le permettez, nous allons procéder maintenant aux affaires courantes.  
Déclarations ministérielles.  
Présentation de projets de loi.  
M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Oui, M. le Président. Je vous prierais d'appeler l'article c du feuillet s'il vous plaît.

#### Projet de loi 193

**Le Président:** À l'article c du feuillet, M. le député de Nicolet présente le projet de loi 193, Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle.  
M. le député de Nicolet.

**M. Maurice Richard**

**M. Richard:** M. le Président, je proposerais que l'Assemblée se saisisse du projet de loi 193 qui est la Loi sur le redressement des limites territoriales de la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle. Merci, M. le Président.

**Le Président:** Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir de ce projet de loi? M. le leader de l'Opposition. Le projet de loi 193, M. le leader de l'Opposition.

**M. Gendron:** Adopté.

**Le Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

#### Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements

**M. Gratton:** Oui, M. le Président, je voudrais faire motion pour que le projet de loi soit déféré à la commission de l'aménagement et des équipements et pour que le ministre des Affaires municipales en soit membre.

**Le Président:** Est-ce pour consultation générale, M. le leader du gouvernement?

**M. Gratton:** Non, M. le Président. C'est une motion pour procéder à l'étude du projet de loi.

**Le Président:** Article par article?

**M. Gratton:** Voilà!

**Le Président:** Est-ce qu'il y a consentement pour sauter l'étape et procéder comme s'il s'agissait d'un projet de loi d'intérêt privé? Est-ce qu'il y a consentement de cette Assemblée?

**Une voix:** Oui.

**Le Président:** Votre motion de déférence, M. le leader du gouvernement, est maintenant acceptée. Est-ce que cela va, M. le leader du gouvernement?

**M. Gratton:** Oui.

**Le Président:** Oui. Alors, cette motion de déférence est acceptée et adoptée. Toujours à l'étape de la présentation de projets de loi, M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** L'article f, M. le Président.

#### Projet de loi 250

**Le Président:** À l'article f du feuillet, j'ai reçu le rapport de la Direction de la législation sur le projet de loi 250, Loi modifiant la charte de la ville de Québec. La Direction de la législation a constaté que les avis ont été faits et publiés conformément aux règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé. J'aimerais déposer ledit rapport.

À l'article f du feuillet, M. le député de Taschereau présente le projet de loi d'intérêt privé portant le no 250, Loi modifiant la charte de la ville de Québec. Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir de ce projet de loi?

**Une voix:** Adopté.

**Le Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

#### Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements

**M. Gratton:** Oui, M. le Président. Je fais motion pour que le projet de loi soit déféré à la commission de l'aménagement et des équipements et pour que le ministre des Affaires municipales en soit membre.

**Le Président:** Cette motion de défé-

rence est-elle adoptée, M. le leader de l'Opposition? Adopté. Y a-t-il d'autres présentations de projets de loi, M. le leader du gouvernement?

M. Gratton: Non, M. le Président.

Le Président: Dépôt de documents, M. le ministre des Transports.

**Rapport annuel du Conseil  
de la recherche et du  
développement en transport**

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, il me fait plaisir de déposer le rapport annuel 1986-1987 du Conseil de la recherche et du développement en transport.

Le Président: Votre document est déposé, M. le ministre. Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

**Rapport annuel du Conseil des  
affaires sociales et de la famille**

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, j'ai le plaisir de déposer le rapport annuel 1986-1987 du Conseil des affaires sociales et de la famille.

**Rapport du comité sur  
l'accessibilité des services  
de santé et des services sociaux  
du réseau aux communautés culturelles**

J'ai également le plaisir de déposer le rapport du comité sur l'accessibilité des services de santé et des services sociaux du réseau aux communautés culturelles, comité qui était présidé par le député de Laurier, M. Sirros.

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, vos deux rapports sont maintenant déposés.

**Rapport annuel du  
Protecteur du citoyen**

J'aimerais également déposer le rapport annuel du Protecteur du citoyen pour l'année 1986. Ce rapport est maintenant déposé.

Dépôt de rapports de commissions. M. le président de la commission des affaires sociales et député de Laval-des-Rapides.

**Étude détaillée du projet de loi 97**

M. Bélanger: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission des affaires sociales qui a siégé les 8, 9, 10 et 15 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Le projet de

loi a été adopté avec des amendements.

Le Président: M. le député de Laval-des-Rapides, votre rapport de commission est déposé.

M. le président de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation et député de Nicolet.

**Étude détaillée du projet de loi 46**

M. Richard: M. le Président, j'ai le plaisir de déposer le rapport de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec qui a siégé les 14 et 15 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 46, Loi sur le financement agricole. Le projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: M. le député de Nicolet, votre rapport est maintenant déposé.

M. le vice-président de la commission de l'éducation et député de Shefford.

**Élection du vice-président de  
la commission de l'éducation**

M. Paré: Oui, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'éducation qui a siégé le 15 décembre 1987 afin de procéder à l'élection du vice-président de la commission en exécution des articles 134 et 137 du règlement.

Le Président: M. le président de la commission des institutions et député de Taillon.

Des voix: Bravo!

Une voix: Il a été élu en plus!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Toujours à l'étape du dépôt de rapports de commissions, M. le député de Taillon.

**Étude détaillée du projet de loi 98**

M. Fillion: Oui, M. le Président. Je voudrais déposer le rapport de la commission des institutions qui a siégé le 15 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 98, Loi modifiant le Code civil en matière d'indexation de pensions alimentaires.

**Étude détaillée du projet de loi 80**

Également, le rapport de la commission qui a siégé le 15 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 80, Loi modifiant la Loi sur le courtage immobilier.

**Étude détaillée du projet de loi 75**

Enfin le rapport de la commission qui a siégé les 7, 8, 9, 10, 11, 14 et 15 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 75, Code de procédure pénale.

**Le Président:** Vos trois rapports de commissions, M. le député de Taillon, sont maintenant déposés.

M. le président de la commission de l'économie et du travail et député de Verchères.

**Étude détaillée du projet de loi 105**

**M. Charbonneau:** Merci, M. le Président. Je dépose le rapport de la commission de l'économie et du travail qui a siégé le 15 décembre dernier afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 105, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

**Le Président:** Votre rapport est déposé, M. le député de Verchères.

M. le président de la commission de l'aménagement et des équipements et député de Bertrand.

**Étude détaillée du projet de loi 88**

**M. Parent (Bertrand):** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 10 et 15 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 88, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec. Le projet de loi a été adopté avec des amendements.

**Le Président:** M. le député de Bertrand, votre rapport de commission est déposé.

**Étude détaillée du projet de loi 113**

J'ai également, en tant que président de la commission de l'Assemblée nationale, à déposer le rapport de cette commission qui a siégé le 15 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 113, Loi modifiant le régime de pension et les autres conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale. Le projet de loi a été adopté avec des amendements. J'aimerais déposer ledit rapport.

Est-ce qu'il y a d'autres dépôts de rapports de commissions?

Dépôt de pétitions?

Ce matin, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel.

Nous allons maintenant procéder à la période régulière de questions et de réponses

orales.

Je vais reconnaître en première principale, M. le chef de l'Opposition.  
(10 h 20)

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES****Respect des compétences du Québec et accord de libre-échange**

**M. Chevrete:** M. le Président, on sait que le Québec a posé des conditions de l'appui du Québec à un accord sur le libre-échange. Ma question au premier ministre est la suivante: Est-ce que le premier ministre considère, ce matin, que le respect intégral des compétences du Québec constitue toujours une des conditions sine qua non de son adhésion au libre-échange?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** M. le Président, je ne sais si c'est parce qu'il manque de sujets, étant donné la qualité de notre administration, mais toutes ces questions-là ont été posées hier. J'ai répondu. On va avoir une séance du Conseil des ministres après la période de questions. J'ai accepté encore une fois une demande de l'Opposition pour une commission parlementaire. On dirait que je suis incapable de leur répondre négativement. Ne me demandez pas de changer de place, par exemple.

**Une voix:** Non, non!

**M. Bourassa:** Encore une fois, j'ai accepté la demande du chef de l'Opposition. Durant plusieurs heures aujourd'hui, des questions seront posées au ministre concerné. Je dois dire qu'on aura un rapport tantôt au Conseil des ministres, mais comme je le disais hier - malheureusement, je n'ai rien à ajouter au chef de l'Opposition - les demandes du Québec, dans leur ensemble, sous réserve d'une étude complète qui se terminera ce matin, il y aura des questions qu'on posera demain. Je l'ai dit hier au chef de l'Opposition. J'ai mentionné l'énergie, le développement régional, la question des responsabilités constitutionnelles. On va essayer de clarifier cela prochainement. Dans l'ensemble, notre réaction est plutôt positive.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Chevrete:** M. le Président, je ferai remarquer au premier ministre qu'on serait heureux de l'avoir à la commission parlementaire, ainsi que le ministre de l'Industrie et du Commerce, qui ne semblait pas l'avoir lu encore hier, et le ministre de l'Agriculture. Mais on nous a annoncé qu'il n'y aurait que deux ministres. Donc, on doit se



permettre de questionner ceux qui ne seront pas là, et vous faites partie du nombre.

Je reprends la question, M. le Président. Est-ce que les compétences du Québec constituent toujours, au moment où l'on se parle, une des conditions sine qua non de l'adhésion du Québec à l'entente sur le libre-échange?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** M. le Président, je crois que le ministre de l'Industrie et du Commerce est toujours disponible pour répondre aux questions. À ma connaissance, il n'y a pas eu une seule question, jusqu'à présent.

**Des voix:** Il n'a pas lu l'accord.

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** M. le Président, tout à coup, comme cela, l'Opposition décide qui a lu et qui n'a pas lu l'accord.

**M. Gratton:** Voyons donc!

**Une voix:** C'est lui qui l'a dit.

**M. Gratton:** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Bourassa:** Toujours cette même humilité. Je le répète, pas une seule question n'a été posée au ministre de l'Industrie et du Commerce. Quant au ministre de l'Agriculture, est-ce que je dois encore répéter? L'Opposition veut toujours que j'insiste sur la grande victoire qu'a remportée le ministre de l'Agriculture, sur l'article 11. Quelle est cette forme de masochisme politique qui les incite toujours à montrer les bons coups du gouvernement?

**M. Gendron:** M. le Président, question de règlement.

**M. Gratton:** Ils suivent l'exemple de M. Parizeau.

**Le Président:** Sur une question de règlement...

**M. Gendron:** Cela va, il n'y en a plus.

**Le Président:** Cela va. M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Chevette:** C'est fini?

**Le Président:** ...en additionnelle.

**M. Chevette:** De toute façon, avec les éléments de réponse, on peut se lever n'importe quand et poser des questions, on

n'a jamais de réponse.

M. le Président, est-ce que le premier ministre du Québec considère que l'article 103 concernant l'étendue des obligations, que l'article 502 concernant le traitement national des provinces et des États, que l'article 904 concernant l'énergie et les mesures à l'exportation - il aime ça, des chiffres, nommez-moi un seul cas, on va lui en donner cinq - que l'article 1402 paragraphe 8 concernant les droits et obligations dans les services, que l'article 1602 paragraphe 4 concernant le traitement national sur les investissements lui donnent l'assurance que les compétences du Québec sont respectées?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** M. le Président, on me permettra de féliciter le chef de l'Opposition pour sa connaissance du moins apparente...

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**M. Bourassa:** ...du dossier du libre-échange avec des références très précises. Je lui ai dit que toutes les informations... J'ai passé la fin de semaine à examiner le dossier. Dimanche soir, avec le ministre responsable, j'ai rencontré les conseillers du gouvernement et nous avons eu dans l'ensemble un rapport positif. J'ai dit hier au chef de l'Opposition qu'il nous restait des questions à poser sur le respect des compétences provinciales. Encore une fois, je répète ce que j'ai dit à propos des accords du GATT. Je ne sais pas si ses conseillers lui ont parlé des accords du GATT. Il y a eu plusieurs rondes de négociations. Je ne crois pas qu'on ait consulté ou qu'on ait impliqué les provinces comme on l'a fait dans cet accord du libre-échange.

Si je peux me permettre de donner d'autres exemples au chef de l'Opposition, si on examine par exemple la négociation faite par le marché commun européen qui regroupe des gouvernements souverains, on s'aperçoit que même dans un cas comme celui-là où il y a un regroupement de pays souverains, il y a des délégations de pouvoirs faites par les États. Je le réfère à l'article 113 du Traité de Rome.

**Des voix:** ...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! En conclusion, M. le premier ministre. En conclusion, M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que nous allons en temps opportun - demain, nous aurons l'occasion de le faire - poser des questions à nos interlocuteurs, notamment à ceux du gouvernement fédéral. Mais j'ai également

dit au chef de l'Opposition que le premier ministre du Canada s'était engagé à respecter la constitution canadienne. Je lui demande d'être rassuré sur la volonté politique du gouvernement du Québec de faire respecter ses compétences.

En conclusion, M. le Président, il y a aussi la question... en conclusion...

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**M. Bourassa:** Il y a toujours une convergence de pensées entre...

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**Le Président:** M. le premier ministre, en conclusion.

**M. Bourassa:** Je voudrais quand même signaler que nous allons poser les gestes pour faire respecter les compétences du Québec. Mais il y a toute la question des programmes d'adaptation. Comment se fait-il qu'on ne pose pas de questions là-dessus?

**Une voix:** Il n'y a pas de réponse.

**M. Bourassa:** Comment se fait-il qu'il n'y a pas de questions sur les programmes d'adaptation? M. Landry et M. Parizeau en ont parlé à plusieurs reprises. Comment se fait-il que leur influence ne se fasse pas sentir davantage, au sein du Parti québécois, sur des questions comme celles-là?

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Chevette:** Vous comprendrez, M. le Président, qu'on doit avoir le choix de nos questions, étant donné qu'on sait d'avance qu'on n'aura jamais de réponse.

**Une voix:** Profitez-en...

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**M. Chevette:** Ma question est précise. Je voudrais demander au...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Chevette:** ...premier ministre du Québec, lui qui s'est fait le champion de l'adhésion à l'entente constitutionnelle de 1982, comment il peut concilier aujourd'hui que l'entente de 1982... Je vais la lui lire. Elle disait ceci: La législature de chaque province a compétence pour prélever des sommes d'argent pour tout mode ou système de taxation. Comment peut-il dire aujourd'hui, en vertu de l'article 904 du libre-échange: "La partie n'impose pas, au moyen de mesures telles que des licences, des droits et des taxes...", ce qui vient

contrecarrer l'entente du lac Meech, dans la même année? On est en 1987, le premier ministre adhère à une constitution qui lui donnait un pouvoir de taxation et il adhère au libre-échange qui lui enlève ce même pouvoir de taxation. Comment peut-il soutenir que le Québec garde ses compétences?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Visiblement, le chef de l'Opposition doit se rendre compte qu'il change de sujet et veut parler de la réforme fiscale.

**M. Chevette:** Des compétences.

**M. Bourassa:** De la réforme fiscale. Oui, mais il parle d'imposition. Le ministre des Finances va faire une déclaration là-dessus vendredi. Il faut attendre la déclaration du ministre fédéral des Finances, cet après-midi. À 16 h 30, il y a une déclaration du ministre fédéral des Finances, M. Wilson. Là, il change complètement de sujet.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.  
(10 h 30)

**M. Chevette:** Je pense que c'est le premier ministre qui est mêlé. La constitution canadienne reconnaît qu'en matière de taxation sur l'hydroélectricité, il y a un pouvoir de taxation qui lui est conféré, en vertu de l'entente de 1982 à laquelle il a adhéré tout dernièrement.

Le libre-échange, qui est une autre entente, lui enlève ce même pouvoir auquel il a adhéré tout dernièrement. Le premier ministre considère-t-il que c'est attaquer les compétences du Québec?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Pas besoin de donner de coup de poing sur son bureau pour poser une question technique.

**Le Président:** À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Si je comprends bien le chef de l'Opposition, il aborde la question de l'énergie. Il y a trois tests dans la question de l'énergie. On sait qu'actuellement, en raison d'un règlement de l'Office national de l'énergie, il faut offrir aux autres provinces avant d'exporter à l'extérieur. On sait que c'est ce que nous avons fait il y a quelques semaines, quelques mois et que ce règlement de l'Office national de l'énergie nous a permis non seulement d'aller chercher les contrats ou de consolider le contrat avec le New England Power Pool mais d'aller

chercher un contrat de 650 000 000 \$ avec le Nouveau-Brunswick. Je pense qu'il faut quand même constater que cela nous a permis d'aller chercher 650 000 000 \$ de plus, un autre contrat.

Le chef de l'Opposition parle des droits d'exportation ou de la possibilité pour nous d'exporter. Pour ce qui a trait... Oui, cela revient à la même chose, les droits ou les entraves ou à l'exportation de l'énergie. Si j'ai bien compris, il se réfère à l'énergie. Ce que nous avons conclu de l'entente sur le libre-échange, c'est que nous avons toute la possibilité pour établir les prix en fonction des lois du marché. C'est cela que je dis au chef de l'Opposition. Nous avons toute la possibilité de vendre nos exportations, nos surplus d'exportation et de continuer la politique que nous avons commencée et qui donne des résultats très concrets depuis le début de l'année.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, question additionnelle.

**M. Chevette:** Ce que je veux bien faire comprendre au premier ministre, il peut nous parler de contrats, il peut parler de n'importe quoi. Est-il exact que la constitution amendée en 1982 donnait un pouvoir de taxation au Québec sur l'exportation hydroélectrique alors que l'entente sur le libre-échange - vous parliez du respect intégral des compétences du Québec - article 904, paragraphe b: "La partie n'impose pas au moyen de mesures telles que des licences, des droits et des taxes." Cela ne vient-il pas en contradiction avec ce que vous avez signé, ce à quoi vous avez adhéré au lac Meech...

**Le Président:** À l'ordre: À l'ordre, s'il vous plaît! Allez, M. le chef de l'Opposition.

**M. Chevette:** ...regardant précisément les compétences propres du Québec en matière de taxation et d'exportation d'hydroélectricité?

**Le Président:** M. le premier ministre. M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Non, M. le Président.

**Le Président:** Mme la députée de Maisonneuve, en principale.

#### **Les recommandations du comité sur la relance de l'économie et de l'emploi dans l'est de Montréal**

**Mme Harel:** Trois mois après la publication des recommandations du comité pour la relance de l'économie et de l'emploi dans l'est de Montréal, comité constitué par Québec et Ottawa, deux mois après la

publication des réactions de la ville de Montréal sur le plan d'action pour l'est, le ministre de l'Industrie et du Commerce maintient un silence inquiétant en regard de la situation des emplois industriels dans l'est de Montréal, quand on sait que la situation continue de se détériorer avec 2500 mises à pied de travailleurs industriels cette année. Comment le ministre de l'Industrie et du Commerce peut-il continuer à refuser d'endosser les principales recommandations du comité pour la relance de l'économie, qui sont la création d'un crédit d'impôt pour l'embauche de travailleurs chômeurs locaux et la création d'un bureau d'aide à la restructuration et à la modernisation des grandes entreprises?

**Le Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Johnson:** Oui, M. le Président. Il y avait beaucoup de choses dans la question de la députée de Maisonneuve. Je relève tout de suite son allusion à l'implantation d'un régime fiscal distinct de crédit d'impôt à l'emploi dans un secteur géographique déterminé. J'ai déjà dit en cette Chambre que, de l'avis de la plupart des ministres des Finances, y compris le nôtre, la plupart des gouvernements sont particulièrement hésitants à insérer de la discrimination de cette nature dans le régime fiscal. Cela étant dit, nous entendons, comme gouvernement, nous attaquer de façon globale au problème de l'est de Montréal, qu'il s'agisse de répondre, avec ou sans le gouvernement fédéral, à certaines suggestions qui ont été faites dans ce rapport. C'est une chose.

Par ailleurs, nous avons, nous aussi de notre côté, des responsabilités à prendre - nous entendons le faire - en matière de main-d'oeuvre, en matière d'aménagement, en matière de soutien aux entreprises, en matière d'ajustement de certains programmes de la SDI, afin de donner suite à des désirs de croissance et de démarrage d'entreprises dans l'est de Montréal. Ce sont des choses nombreuses qui vont dans certains cas au-delà des suggestions faites par le rapport du CREEM, et, à ce titre, ça prend quand même un certain temps, mais j'envisage au début de l'année de pouvoir apporter des réponses.

En attendant, M. le Président, en conclusion, nous continuons à soutenir les entreprises, comme j'ai continué à le faire notamment auprès du gouvernement fédéral, et je pense à un dossier qui a été évoqué ce matin dans les journaux, celui de la construction de locomotives pour le Nigéria par Bombardier: plusieurs centaines d'emplois.

**Le Président:** Mme la députée de Maisonneuve, en additionnelle.

**Mme Harel:** Oui. Le ministre reconnaît-il que la création d'un crédit d'impôt à la création d'emplois pour les chômeurs de l'est faisait partie des engagements électoraux du Parti libéral lors de la dernière campagne électorale? Et quand précisément entend-il faire connaître son plan d'action en regard des recommandations et des solutions préconisées par le rapport sur la relance de l'emploi dans l'est?

**Le Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Johnson:** M. le Président, je crois bien avoir répondu aux deux volets de la question. J'ai indiqué qu'au début de l'année 1988, de façon globale, nous entendons apporter des réponses au problème du développement de l'est de Montréal, bien au-delà, dans certains cas, des suggestions qui peuvent être faites par le CREEM. D'autre part, quant au crédit d'impôt à l'emploi, je réitère ce que nous devons dire comme gouvernement, en recherchant de la simplification dans le régime fiscal, en évitant d'introduire de la discrimination dans le traitement fiscal des entreprises sur une base purement géographique aussi restreinte que celle qu'indique la députée. Il n'apparaît pas, à ce moment, opportun d'introduire de telles mesures fiscales.

**Le Président:** Mme la députée de Maisonneuve... M. le leader adjoint de l'Opposition, en additionnelle ou en principale?

**M. Jolivet:** En principale, M. le Président.

**Le Président:** En principale, M. le leader adjoint de l'Opposition.

**Les irrégularités décelées  
par le Vérificateur général  
et d'autres chez REXFOR**

**M. Jolivet:** Merci, M. le Président. Depuis que le ministre délégué aux Forêts a nommé son monde au conseil d'administration de REXFOR, plusieurs irrégularités ont été mentionnées et en particulier par le Vérificateur général. M. le ministre a retardé le dépôt du rapport annuel de REXFOR, premièrement non seulement pour faire passer sous la signature de son ancien patron, M. Darveau, les 4 000 000 \$ de surplus qui avaient été enregistrés sous le règne de M. Duchesneau mais, quant à moi, il a aussi permis de faire en sorte qu'on camoufle certaines irrégularités.

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Jolivet:** Ma première question est la suivante: Est-ce que le ministre pourrait

m'indiquer si l'une de ces irrégularités n'aurait pas eu pour effet que deux chèques pour dépenses qui, normalement, après avoir été déposés à la banque et contresignés par la personne qui les reçoit, reviennent à REXFOR, sont, à ce moment-là, classés de façon numérique et, que deuxièmement, les photocopies additionnelles sont aussi classées pour éviter des pertes? Est-ce que le ministre peut me dire si ces deux chèques qui sont revenus ne sont pas classés numériquement et s'ils sont actuellement disparus?

**Le Président:** M. le ministre délégué aux Forêts.

**M. Côté (Rivière-du-Loup):** M. le Président, j'apprécie la question du député de Laviolette. Quand j'ai eu, de la part du Vérificateur général, vers la fin d'octobre, certaines remarques concernant les dépenses remboursées sans pièces justificatives appropriées, j'ai été choqué. J'ai également constaté que cela se faisait du temps que le député de Laviolette occupait mon poste et du temps de l'autre ministre également.

**Des voix:** Ah! Ah!

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Côté (Rivière-du-Loup):** J'ai été choqué également, M. le Président, et j'ai immédiatement demandé aux gens de REXFOR de corriger ces anomalies. J'ai rencontré le président du conseil d'administration et le président-directeur général de REXFOR. Je leur ai demandé de faire en sorte de corriger cette situation avec diligence. C'est ce qui a été fait. Par la suite, comme l'a mentionné le député de Laviolette, j'ai reçu, quelques jours après, la démission du président du conseil d'administration qui invoquait des raisons de santé. Quant à la question du député de Laviolette à savoir si les chèques en question ont été classés numériquement ou non, je n'en ai aucune espèce d'idée, M. le Président.

**Le Président:** M. le leader adjoint de l'Opposition, en additionnelle.  
(10 h 40)

**M. Jolivet:** Est-ce que le ministre pourrait m'indiquer si ces deux chèques - ou d'autres - ne viendraient pas du fait que M. Murray, qui a démissionné depuis les questions que nous avons posées à l'Assemblée nationale, ont trait à des voyages faits en Europe...

**Des voix:** Ha! Ha!

**Le Président:** À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Jolivet:**...sans mandat du conseil d'administration, que M. Duchesneau avait refusé de les payer et qu'ils ont été payés lors de la nomination des membres faite par le ministre et que ces chèques seraient de l'ordre de 6000 \$ et de 8000 \$?

**Le Président:** M. le ministre délégué aux Forêts.

**M. Côté (Rivière-du-Loup):** M. le Président, à la suite de la démission de M. Murray, j'ai été informé par REXFOR que le président du conseil d'administration avait remboursé un chèque d'environ 8500 \$ pour des dépenses non mandatées par le conseil d'administration.

**Des voix:** Il les rembourse, lui.

**Le Président:** M. le leader... À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader adjoint de l'Opposition, toujours en additionnelle.

**M. Jolivet:** Oui, M. le Président, tout en faisant mention au ministre qu'un autre chèque n'a pas été remboursé. Deuxièmement, le ministre pourrait-il confirmer les informations que je possède à savoir que deux personnes ayant participé au limogeage de M. Duchesneau auraient reçu, depuis ce temps, des augmentations de 20 %, leur salaire passant de 60 000 \$ à 72 000 \$ ? De plus, elles bénéficieraient d'automobiles, fournies par REXFOR, pour des postes qui n'en prévoient pas.

**Le Président:** M. le ministre délégué aux Forêts.

**M. Côté (Rivière-du-Loup):** M. le Président, il est bien évident que je ne suis pas tous les jours l'administration de REXFOR et je ne suis pas au fait de ce que le député de Laviolette mentionne. S'il y tient, je ferai enquête et je lui donnerai une réponse.

**Une voix:** Très bien.

**Le Président:** M. le leader adjoint de l'Opposition.

**M. Jolivet:** Le ministre est-il au courant, puisqu'il a la responsabilité comme ministre de surveiller REXFOR, que le conseil d'administration aurait ouvert un compte de banque dans lequel, sur demande du président, des transferts d'argent seraient faits du compte courant de REXFOR à ce fonds spécial avec lequel on se permet actuellement de payer des comptes de dépenses sans preuves et sans reçus?

**Le Président:** M. le ministre délégué

aux Forêts.

**M. Côté (Rivière-du-Loup):** M. le Président, je rappelle au député de Laviolette que des comptes, sans preuves ni reçus, ont été payés de son temps également, alors qu'il était également responsable de REXFOR.

**Des voix:** Ah! Ah!

**Le Président:** À l'ordre: À l'ordre, s'il vous plaît!

**Une voix:** Ne faites pas ce que je fais, faites ce que...

**M. Côté (Rivière-du-Loup):** Les remarques du vérificateur font suite à une vérification intégrée des cinq ou six dernières années. Ces remarques incluent également l'administration précédente. Quant à la question, je ferai également enquête et je donnerai ma réponse au député de Laviolette aussitôt que je l'aurai.

**Le Président:** M. le leader adjoint de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Jolivet:** Ce que je demande au ministre, c'est sous l'administration actuelle... Le ministre est-il au courant - il donnera les preuves, s'il le veut, pour les autres... Actuellement...

**Le Président:** M. le leader adjoint de l'Opposition. À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader adjoint de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Jolivet:** Le ministre pourrait-il vérifier les informations que j'ai à savoir que des membres du conseil d'administration organisent actuellement des réunions à travers le Québec, personnellement, en indiquant qu'ils sont allés voir, lors de ce qu'on pourrait appeler des rencontres bidons, un membre associé des filiales de REXFOR simplement pour se faire payer des voyages pour leur propre compagnie?

**Le Président:** M. le ministre délégué aux Forêts.

**M. Côté (Rivière-du-Loup):** M. le Président, évidemment les questions du député de Laviolette au sujet de REXFOR commencent à être assez compliquées sur le plan administratif. Je lui demanderais donc de bien vouloir les inscrire au feuillet pour que je puisse y répondre adéquatement.

**Le Président:** Je reconnais maintenant en principale M. le whip de l'Opposition.

### Le contrat d'aménagement et d'achat d'équipements pour l'édifice Chinic

**M. Brassard:** M. le Président, on se rappellera qu'à l'automne 1986, le gouvernement ordonnait à la Société immobilière du Québec d'acheter, sans demande de soumissions, dérogeant ainsi à la procédure régulière, l'édifice dit Chinic au coût de 4 300 000 \$. Le gouvernement décidait également de confier, sans appel d'offres, sans soumissions, à la firme Tragenco, le contrat d'aménagement et d'équipement de l'immeuble au coût de 7 700 000 \$. Tout cela sous le prétexte de l'urgence de la relocalisation des services informatiques du ministère des Communications.

Or, le Vérificateur signalait récemment qu'en octobre 1987, il n'y avait que 130 des 600 fonctionnaires qui logeaient dans l'édifice Chinic. Drôle d'urgence. Et le Vérificateur blâmait également la mise en tutelle par le Conseil du trésor de la Société immobilière du Québec dans ce dossier.

Ma question au ministre des Approvisionnements et Services: Est-ce que le ministre peut nous confirmer que ce contrat sans soumissions de 7 700 000 \$, à l'origine pour l'aménagement et l'achat d'équipements à l'édifice Chinic, comporte des dépassements de coûts substantiels et de quel ordre sont ces dépassements de coûts?

**Le Président:** M. le ministre des Approvisionnements et Services.

**M. Rocheleau:** M. le Président, je suis heureux que l'Opposition décide finalement de poser des questions en ce qui concerne certaines de mes responsabilités. D'autant plus, M. le Président, que j'avais fait une offre au leader de l'Opposition le 20 mars dernier, en commission parlementaire; je lui avais demandé à trois reprises s'il avait l'intention de poser certaines questions sur l'édifice Chinic dont nous étions portés acquéreurs, alors que tous les directeurs généraux de chacune des opérations, gestion, contentieux, construction, étaient présents.

Il est bien évident que l'historique de Chinic remonte à 1978 alors que le gouvernement du temps, le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, avait recommandé le déplacement du Bureau central de l'informatique pour des raisons que l'on retrouve à l'intérieur du rapport du Vérificateur général. On peut lire de la page 44 à la page 50 toutes les notes explicatives. En 1985, le BCI, par l'entremise du ministère des Communications, recommandait fortement le déménagement de Semple à un autre édifice.

M. le Président, si nous avons acquis l'édifice Chinic à ce moment-là, c'était premièrement pour une question d'urgence sachant que les employés ne pouvaient plus

travailler dans des conditions semblables et que la qualité de vie pour autant était largement diminuée. Nous avons acquis l'édifice Chinic et, effectivement, nous l'avons acquis au coût de 4 500 000 \$ pour le terrain et cela comportait des aménagements de 7 800 000 \$ lors de l'acquisition. Par la suite, il y a eu des demandes qui ont été faites par le ministère des Communications pour certains ajouts et d'autres ajouts ont été faits directement par la Société immobilière du Québec dans le but d'améliorer l'efficacité, l'efficience des services et de diminuer aussi les coûts d'opération.

**Le Président:** En conclusion.

**M. Rocheleau:** En conclusion, ça me ferait plaisir de retourner en commission parlementaire avec le député de Lac-Saint-Jean et de lui faire comprendre chacun des points pour lesquels la Société immobilière du Québec a été impliquée et aussi les besoins du ministère des Communications.

**Le Président:** M. le whip de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Brassard:** Ce ne sera pas nécessaire d'aller en commission parlementaire si le ministre répond à mes questions.

Ma question portait non pas sur ses responsabilités mais sur ses irresponsabilités. Et ma question était précise. De quel ordre sont les dépassements de coûts sans soumissions qui se sont ajoutés à un contrat sans soumissions de 7 700 000 \$ pour aménager et équiper l'édifice Chinic? De quel ordre sont ces dépassements de coûts actuellement?

**Le Président:** M. le ministre des Approvisionnements et Services.

**M. Rocheleau:** M. le Président, nous avons eu certaines modifications à la suite du contrat clés en main. On sait que la Société immobilière du Québec a décidé et souhaitait se porter acquéreur de l'édifice plutôt que de le louer par bail emphytéotique pour une durée de 40 ans.  
(10 h 50)

Il y a eu certains travaux commandés par la SIC au montant de 583 000 \$ qui comportaient entre autres l'ajout de fenestration au deuxième étage et qui comprenaient des mesures pour économiser de l'énergie de l'ordre de 250 000 \$, ce qui nous permettait, dans les cinq années suivantes, de récupérer ces sommes.

Cela nous permettait en même temps d'utiliser...

**M. Gendron:** Question de règlement, M. le Président.

**M. Fortier:** Vous ne voulez pas avoir de réponse?

**Le Président:** Sur une question de règlement, M. le leader de l'Opposition.

**M. Gendron:** C'est on ne peut plus clair à 79: "La réponse à une question doit être brève et se limiter au point qu'elle touche." Il est en train de donner le contenu des éléments de travaux. On ne veut rien savoir! La question, c'est le montant, le coût de dépassement.

**Des voix:** Ah! Ah! Ah!

**Une voix:** Le PQ ne veut rien savoir...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Gendron:** On veut une réponse, mais à la question posée.

**Le Président:** Un instant!

**M. Gratton:** M. le Président...

**Le Président:** Je vais permettre à M. le leader de l'Opposition de terminer sa question de règlement. Je me suis levé parce que je ne l'entendais pas. M. le leader de l'Opposition.

**M. Gendron:** Très clairement, M. le Président. Je pense que la réponse, selon l'article 79, c'est très clair, doit être brève et se limiter au point qu'elle touche. Or, dans la question, d'abord, on est en additionnelle, mon collègue a parlé du coût de dépassement sans soumissions. C'est cela qu'on veut savoir du ministre responsable. Il est en train de donner des explications sur les travaux. On a toute la liste des travaux qui ont été effectués. On ne questionne pas là-dessus, on sait qu'il y a une série de travaux qui ont été octroyés sans soumissions. Ce qu'on veut savoir, c'est combien de plus?

**M. Jolivet:** C'est cela!

**Le Président:** M. le leader du gouvernement, sur la question de règlement. M. le ministre.

**M. Gratton:** Le leader de l'Opposition ne nous apprend rien quand il dit que l'Opposition ne veut rien savoir des réponses à ses questions; on le savait depuis longtemps. J'aimerais simplement lui rappeler l'article 81 du règlement qui dit: "Aucun rappel au règlement ne peut être fondé sur l'opinion que la réponse à une question posée à un ministre est insatisfaisante." Il me semble qu'avant de répondre béatement à la question "combien?", le ministre manquerait

à ses responsabilités s'il ne donnait pas les explications qui peuvent justifier qu'il y a eu dépassement.

**Des voix:** Bravo!

**Le Président:** M. le ministre, je pense qu'il est clair que si les réponses sont insatisfaisantes, on en jugera et la population en jugera. Je vous demanderais d'être bref, M. le ministre, vous aviez déjà presque épuisé votre temps.

**M. Rocheleau:** Je souhaiterais être bref, M. le Président, mais quand on nous demande, dans une période de 30 secondes, de vous énumérer des travaux additionnels faits parce que des besoins ont été confirmés, et que la Société immobilière du Québec et le ministère des Communications en ont convenu, je veux expliquer, si la population veut savoir, les sommes d'argent qui ont été dépensées. J'avais déjà offert d'aller en commission parlementaire, lors de l'étude des crédits, pour expliquer au chef de l'Opposition d'aujourd'hui qui était alors responsable de ces dossiers, et il n'a jamais voulu poser une question. Si, aujourd'hui, vous voulez avoir des réponses, vous aurez des réponses sur chacun des points, sur chaque dollar qui a été dépensé.

**Le Président:** M. le whip de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Brassard:** M. le Président, il avait commencé, mais il a de la misère à finir. 583 000 \$ en plus. Bon! C'est un premier point. Est-ce que le ministre pourrait rapidement poursuivre sa liste pour qu'on puisse faire le total? Je suis capable d'additionner. Continuez.

**Le Président:** M. le ministre des Approvisionnements et Services.

**Une voix:** Il faut aller lentement...

**Une voix:** 483 000 \$...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre des Approvisionnements et Services.

**M. Rocheleau:** M. le Président, il me fera sûrement plaisir de préciser certaines dépenses qui ont été faites. Au système de téléphone, il y a eu 400 postes additionnels, au coût de 400 000 \$. Bell Canada, le réseau téléphonique indépendant, parce qu'on ne pouvait utiliser les mêmes conduites, 138 000 \$. La fourniture de 216 colonnettes additionnelles, parce qu'on a ajouté du personnel, on a 235 postes additionnels. Cela a été négocié entre le ministère des Communications et la SIQ pour des ajouts

d'espaces. Nous avons l'installation de fenêtres additionnelles pour permettre l'utilisation maximale de l'ensemble de l'édifice Chinic, 188 000 \$. Et la solidification du plancher de l'étage au-dessus de la salle d'informatique, 495 000 \$, ce qui nous permet de récupérer 3000 mètres carrés, pour lesquels on a déjà un locataire qui va les occuper dans les prochaines semaines.

Vous avez mentionné tantôt qu'il n'y avait que 160 employés entrés jusqu'à présent. Ce sont les employés qui occupaient l'édifice Simple, qui est déjà loué à d'autres fins. Alors, nous avons récupéré pleinement. On a demandé l'installation d'un débarcadère intérieur plutôt qu'extérieur à cause des besoins du service des communications, pour un montant de 41 000 \$. Nous avons, dans le contrat de base...

**M. Brassard:** M. le Président, question de règlement.

**Le Président:** Sur une question de règlement, M. le whip de l'Opposition.

**M. Brassard:** Question de règlement. En vertu de nos règlements, M. le Président, on peut demander à un ministre qui cite un document de le déposer. Ce serait plus simple qu'il dépose le document qu'il cite.

**Le Président:** Il se sert... Voulez-vous le déposer, s'il vous plaît? Est-ce qu'il y a consentement de cette Assemblée?

**M. Rocheleau:** M. le Président, un instant, là! Je cite actuellement des chiffres...

**Une voix:** Non, non...

**Le Président:** J'ai une question de règlement. On demande que vous déposiez le règlement dont vous vous êtes servi pour énumérer certains chiffres et certaines réparations à un immeuble.

**M. Gratton:** M. le Président.

**Le Président:** Sur cette question de règlement, je vais entendre M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Oui, très brièvement. Puisqu'un ministre peut évidemment citer, à partir de notes écrites, je pense bien qu'on ne demandait pas au ministre des Approvisionnements et Services d'avoir en mémoire l'ensemble des détails qu'il vient de fournir. Il n'y a pas d'obligation pour un ministre de déposer quoi que ce soit quand il s'agit de notes qu'il s'est faites à son intention personnelle.

M. Gendron: L'article 214...

**Le Président:** M. le leader de l'Opposition.

**M. Gendron:** Sur la question de règlement. L'article 214 est très clair: "Lorsqu'un ministre cite, même en partie...". On l'a vu avec sa liste, chercher ses pages et essayer de trouver la liste énumérative pour répondre à la question.

**Une voix:** Il a le droit de...

**M. Gendron:** Oui. Alors on veut qu'il dépose ce qu'il a cité. Si vous décidez d'appeler ça des notes, ça ne nous dérange pas.

**Le Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Il n'a pas à déposer des notes personnelles, voyons donc! Voyons donc!

**Le Président:** Bon. Alors je vais lire l'article 214: "Lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement..."

**Des voix:** ...

**Le Président:** Non, je n'ai pas terminé la lecture de l'article 214: "...le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public."

**Des voix:** On veut qu'il le dise. Qu'il le dise.

**Le Président:** Ce n'est pas à la présidence de décider s'il s'agit d'intérêt public ou pas, c'est au ministre. Est-ce que vous acceptez de déposer le document ou pas, M. le ministre?

**M. Rocheleau:** M. le Président, ce n'est pas un document, ce sont des notes, comme j'ai des notes sur l'ensemble de mes dossiers. Je pourrais déposer des notes qui déterminent des dépassements pour un contrat clés en main de 117 000 000 \$ pour le Stade olympique, donné dans le temps par le chef de l'Opposition. Des dépassements de 17 000 000 \$ qu'on a reçus la semaine dernière, je pourrais vous déposer ça peut-être aussi. Si vous en voulez, j'ai un paquet de notes, j'en ai pour toutes les constructions qu'on fait actuellement.

**Des voix:** Ce n'est pas cela qu'on lui demande.

**Le Président:** Il y a une autre cause de jurisprudence. Je vais rendre ma décision. M. le ministre n'a pas invoqué l'article 214



relativement à l'intérêt public mais il a allégué qu'il s'agissait de notes personnelles. Il y a une cause de jurisprudence qui est très claire là-dessus. Il ne peut pas y avoir obligation de citer et de demander le dépôt de notes personnelles lorsqu'on s'en sert simplement pour répondre aux périodes de questions. Cela a été décidé à quelques reprises en cette Chambre.

M. Brassard: M. le Président...

Le Président: Je vais reconnaître une autre additionnelle de M. le whip de l'Opposition.

M. Brassard: ...je voudrais savoir si le ministre considère que l'énumération de dépenses à même les fonds publics pour des contrats sans soumissions, sans appel d'offres, de cet ordre-là, c'est un document de notes personnelles. Vraiment, il faut le faire, n'est-ce pas?

Le Président: M. le ministre des Approvisionnements et Services.

M. Rocheleau: M. le Président, nous avons, à la Société immobilière du Québec, plus de 1700 baux, plus de 89 clients de ministères et organismes, plus de 583 contrats à signer. J'ai des notes sur l'ensemble de ces contrats-là. Vous pouvez me poser des questions sur n'importe quelle des constructions au Québec, sur le palais de justice de Joliette où on vient de faire une pelletée de terre...

Une voix: Ah! Ah!

M. Rocheleau: ...sur le palais de justice de Chicoutimi qu'on vient d'inaugurer, sur celui de Sherbrooke qu'on a inauguré il y a deux mois, sur celui de Longueuil qu'on a inauguré il y a trois semaines...

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

Des voix: ...

Une voix: Voyons donc!

M. Rocheleau: Et bien plus que ça, M. le Président, si je ne pouvais pas vous donner de notes aujourd'hui, vous me diriez que je ne connais pas mon dossier. Je le connais à fond, mon dossier. Venez-vous en en commission parlementaire et on va l'éplucher ensemble.

Le Président: Je vais reconnaître maintenant une question principale à la formation ministérielle.

M. le député de Beauce-Nord. À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de

Beauce-Nord.

Une voix: En conclusion.

Le Président: M. le député de Beauce-Nord, en principale. À l'ordre, s'il vous plaît!

(11 heures)

M. Audet: Merci, M. le Président.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Audet: M. le Président, depuis...

Le Président: M. le député de Beauce-Nord!

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: M. le député de Beauce-Nord, votre question principale, s'il vous plaît!

#### **Refus du CAC de subventionner trois compagnies de danse du Québec**

M. Audet: Merci, M. le Président. Depuis quelques jours, certains médias font état de la discrimination dont seraient victimes trois compagnies de danse québécoises de la part du Conseil des arts du Canada qui refuserait systématiquement de leur accorder des subventions de fonctionnement. Or, la notoriété de ces compagnies, les troupes de danse les Sortilèges, le Ballets Eddy-Toussaint et les Ballets-Jazz de Montréal, n'est plus à démontrer tant sur le plan national qu'international. Étant donné que le Conseil des arts semble refuser d'acquiescer aux demandes répétées de ces compagnies de danse québécoises, la ministre des Affaires culturelles peut-elle nous dire si elle entend apporter une aide ou un appui financier à ces trois troupes de danse?

Le Président: Mme la ministre des Affaires culturelles.

Mme Bacon: M. le Président, j'apprécie beaucoup la question du député parce que j'aurais voulu que l'Opposition s'inquiète du sort des compagnies de danse au Québec.

M. le Président, en ce moment, le ministère des Affaires culturelles subventionne les compagnies de danse qui sont allées manifester à Ottawa devant le Conseil des arts du Canada, parce qu'elles n'ont pas été reconnues par le Conseil des arts du Canada. Quand le ministère des Affaires culturelles accorde des subventions, il est évident que ces compagnies ont été jugées, ont été jaugées, ont été reconnues par un comité d'évaluation du ministère des Affaires culturelles et par des spécialistes de la danse qui reconnaissent que ces compagnies ont une valeur considérable. Nous

sommes dans l'obligation de constater que, malheureusement, le Conseil des arts du Canada n'a pas le même jugement que nos spécialistes du ministère des Affaires culturelles. Je dois dire que nous avons fait des pressions sur le Conseil des arts pour que ces compagnies soient reconnues. J'ai suivi l'évolution du dossier de très près et j'ai demandé que des fonctionnaires rencontrent le Conseil des arts, ce qui se fera d'ici à la fin de décembre. Je jugerai des gestes à poser dès que je recevrai un rapport des fonctionnaires du ministère.

**Le Président:** M. le député de Mercier, en additionnelle.

**M. Godin:** Oui, M. le Président. Est-ce que la ministre a fait des pressions par écrit, par bouderie ou autrement? Si c'est par écrit, est-ce qu'elle peut déposer les lettres qu'elle a fait parvenir à ses collègues fédéraux pour qu'ils aident les compagnies québécoises de danse, comme elle le fait à son ministère?

**Le Président:** Mme la ministre des Affaires culturelles.

**Mme Bacon:** M. le Président, on a l'habitude, au ministère des Affaires culturelles - j'espère que le député de Mercier en sait quelque chose - de faire les choses plus sérieusement. J'ai déjà rencontré moi-même, il y a un an et demi, les responsables du conseil d'administration du Conseil des arts du Canada. À ce moment-là, j'ai fait les demandes nécessaires, dans une conversation, lors d'une rencontre avec eux. J'ai aussi demandé à mon sous-ministre de rencontrer les gens du Conseil des arts du Canada, ce qui a été fait en cours de route. Nous avons discuté avec eux des possibilités d'inclure, dans les subventions du Conseil des arts, ces compagnies de danse qui ne reçoivent pas d'aide du Conseil des arts et qui sont reconnues internationalement, qui font la fierté du Québec et, donc, la fierté du Canada. J'espère que ces considérations faites, il y a peut-être, maintenant, des gens, au Conseil des arts, qui peuvent comprendre quelque chose.

**Le Président:** M. le député de Mercier, en additionnelle.

**M. Godin:** Est-ce que les résultats donnent satisfaction à la ministre? Est-ce que les résultats atteints vous donnent satisfaction, Mme la ministre?

**Le Président:** Mme la ministre des Affaires culturelles.

**Mme Bacon:** Le résultat atteint n'est pas satisfaisant, puisque nous continuons les

discussions. M. le Président, vous auriez dû voir ma surprise de voir un ancien ministre des Affaires culturelles du Québec siéger au Conseil des arts et ne pas mieux réussir que la ministre!

**Des voix:** Oh! Oh!

**Le Président:** M. le député de Duplessis, en principale.

**M. Perron:** Merci...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

#### **Construction d'un nouvel hôpital à Baie-Comeau**

**M. Perron:** ...M. le Président. Lors de la dernière campagne électorale, l'actuel ministre du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, alors critique libéral en matière de santé, se prononçait en faveur de la construction d'un nouvel hôpital à Baie-Comeau, au nom de son chef. Ce projet avait l'assentiment du candidat libéral du comté de Saguenay. Ma question à la ministre de la Santé et des Services sociaux est la suivante: Est-ce que la ministre peut nous dire si elle entend donner suite à la promesse de ses collègues?

**Le Président:** Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

**Mme Lavoie-Roux:** M. le Président, j'ignore si la promesse à laquelle le député de Duplessis fait allusion a actuellement eu lieu. Tout ce que je peux dire, c'est que nous avons examiné, à la suite de la demande des représentants de l'hôpital de Baie-Comeau, la possibilité de construire un nouvel hôpital. Je dois vous dire qu'après examen de la demande nous n'avons pas l'intention de nous y rendre.

**Le Président:** Cette dernière réponse met fin à la période régulière de questions. Nous allons maintenant continuer les affaires courantes.

Votes reportés.

Motions sans préavis.

M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. À l'ordre, s'il vous plaît! J'ai reconnu M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

#### **Félicitations aux lauréats du Mérite sportif québécois**

**M. Picotte:** Merci, M. le Président. Que cette Assemblée accepte de débattre la motion suivante pour féliciter les lauréats du Mérite sportif québécois.

**Le Président:** Est-ce que l'Assemblée

accepte de se saisir de cette motion?

**Des voix:** Adopté.

Le **Président:** Adopté. M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, vous avez la parole maintenant.

**M. Yvon Picotte**

**M. Picotte:** Merci, M. le Président. En fin de semaine dernière avait lieu le 15e gala du Mérite sportif québécois. Événement majeur organisé par la Société des sports du Québec, ce gala a pour objectif de favoriser la reconnaissance sociale des athlètes et de ceux qui se dévouent pour la cause du sport québécois de haut niveau.

Aussi, je demande l'appui unanime de cette Assemblée pour féliciter les différents lauréats qui, par catégorie, sont les suivants: athlète par excellence, Mme la Présidente, il s'agissait de Pierre Harvey, en ski de fond; coéquipiers par excellence, il s'agissait de Denyse "Julin" et de Joanne Falardeau au badminton; l'équipe par excellence, il s'agit de l'équipe canadienne de handball féminin...

**La Vice-Présidente:** M. le ministre, s'il vous plaît! Je demanderais aux députés de bien vouloir tenir leur caucus à l'extérieur afin que nous puissions continuer nos travaux. S'il vous plaît! À l'ordre!

M. le ministre, vous pouvez poursuivre.

**M. Picotte:** M. le ministre de l'Éducation. Vous allez sans doute me permettre, Mme la Présidente, de répéter au moins le nom des lauréats. Il s'agit de l'athlète par excellence, en l'occurrence, M. Pierre Harvey, en ski de fond; coéquipiers par excellence, il s'agit de deux athlètes dans le domaine du badminton, soit Mlles Denyse Julien et Joanne Falardeau; l'équipe par excellence, il s'agit de l'équipe canadienne de handball féminin, treize Québécoises font partie de l'équipe; l'entraîneur, M. Pierre Le Coz en escrime; l'officielle par excellence, Ginette Bernier en gymnastique; l'administrateur par excellence, André Lamothe, en patinage de vitesse.

De plus, Mme la Présidente, je m'en voudrais de ne pas souligner l'excellent travail du comité organisateur du Mérite sportif québécois qui, depuis maintenant quinze ans, veille à la reconnaissance des athlètes québécois et québécoises qui atteignent le seuil de l'excellence. Merci, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Avant de reconnaître Mme la députée de Johnson, j'aimerais, s'il vous plaît, qu'on puisse s'entendre et demander aux personnes qui ont des caucus de bien vouloir les tenir

à l'extérieur.

Mme la députée de Johnson.

**Mme Carmen Juneau**

**Mme Juneau:** Merci, Mme la Présidente. Je pense que nous sommes tous d'accord pour appuyer la motion du ministre du Loisir étant donné que la qualité des gens dont a fait mention le ministre est vraisemblablement la meilleure que nous ayons ici au Québec. Je veux aussi m'associer aux propos du ministre qui a dit que, pour former un athlète, il y a, bien sûr, la compétence personnelle, le talent personnel, mais il y a aussi un besoin inéluctable d'avoir un administrateur, un officiel, des entraîneurs, des équipes dans lesquelles cette personne va performer.

(11 h 10)

Il est important de noter que ces gens ont reçu la médaille d'excellence du Québec. Nous sommes tous fiers d'avoir dans nos rangs ces personnes de grand calibre et de grande qualité. Un petit correctif, par contre, au ministre; dans la classe coéquipier par excellence, c'est Denyse Julien - il y a certainement une faute de frappe - en badminton. Je voudrais aussi apporter juste un petit éclairage. Vous vous souviendrez qu'il y avait eu des questions ici concernant l'équipe canadienne de handball féminin. Le ministre, à l'époque, avait répondu qu'il y avait des problèmes, mais que lui, il n'était pas intéressé à subvenir aux besoins de l'équipe canadienne de handball qui devait aller aux Jeux de Séoul. On remarque que cette équipe a été l'équipe par excellence choisie lors de la soirée du Mérite sportif québécois.

Il me fait plaisir, donc, au nom de ma formation politique, d'accepter l'éloge qui a été fait à ces nombreux athlètes de qualité. Merci.

**La Vice-Présidente:** Merci, Mme la députée de Johnson. M. le député d'Abitibi-Ouest et leader de l'Opposition.

**M. François Gendron**

**M. Gendron:** Oui. Je suis convaincu que le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche ne m'en voudra pas de prendre 30 secondes. C'est parce que je ne peux garder le silence, alors que l'Assemblée nationale félicite les lauréats du Mérite sportif québécois et que je vois, dans les coéquipiers par excellence en badminton, Denyse Julien que j'ai eu l'occasion de connaître et qui vient de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, une extraordinaire athlète qui fait honneur au Québec et qui fait honneur à la région d'Abitibi-Témiscamingue, partout au Canada et à l'étranger. Je prends donc quelques secondes pour dire combien je

suis heureux que l'Assemblée nationale aujourd'hui félicite, bien sûr, l'ensemble de ceux qui ont mérité le Mérite sportif québécois, mais, en particulier, cette extraordinaire athlète de l'Abitibi-Témiscamingue en badminton qui s'appelle Denise Julien - et non pas "Julin" comme ce qui a été mentionné par le ministre - qui fait extraordinairement bonne figure sur le plan international et qui représente très fièrement l'Abitibi-Témiscamingue. Merci.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le député d'Abitibi-Ouest et leader de l'Opposition. M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, en réplique.

**M. Yvon Picotte (réplique)**

**M. Picotte:** Oui. Ce sera rapide. Vous allez me permettre sans doute de ne pas laisser passer ce qu'a dit la députée de Johnson tantôt. Je ne sais pas si c'est par manque de mémoire ou par manque de compétence, mais celui qui vous parle n'a jamais dit, au grand jamais surtout, qu'il n'était pas intéressé à ce que l'équipe de handball aille à Séoul. Celui qui vous parle a toujours dit que cela ne relevait pas de la compétence du gouvernement provincial. C'était une équipe canadienne qui relevait de la compétence du gouvernement du Canada. C'est exactement ce qui s'est dit. Je pense que je dois rafraîchir la mémoire de Mme la députée de Johnson et lui dire en passant que l'équipe de handball féminin aurait sans aucun doute reçu le même prix puisqu'il s'agit d'une équipe d'excellence, mais que son problème n'aurait pas été réglé pour autant si celui qui vous parle n'était pas intervenu avant même que la députée de Johnson en fasse mention à cette Assemblée. Merci.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Le débat étant clos, je vais donc mettre aux voix la motion présentée par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche qui se lit comme suit: "Que cette Assemblée félicite les lauréats du Mérite sportif québécois." Cette motion est-elle adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. Ceci met fin aux motions sans préavis.

**M. Gratton:** Mme la Présidente...

**La Vice-Présidente:** Oui, M. le leader du gouvernement.

**Saisir la commission de l'économie et du travail de l'accord de libre-échange**

**M. Michel Gratton**

**M. Gratton:** J'aurais une motion sans préavis qui se lit comme suit: "Que la commission de l'économie et du travail soit saisie de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, et qu'à cette fin elle siège aujourd'hui, le mercredi 16 décembre 1987, de 16 heures à 18 heures et de 20 heures à 22 heures, et que le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique et le ministre des Relations internationales et délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes soient membres de ladite commission pour la durée du mandat."

**La Vice-Présidente:** Y a-t-il consentement pour qu'on débâte de ladite motion?

**Une voix:** Oui, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Consentement. Y a-t-il des intervenants de part et d'autre?

**Une voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** La motion présentée par le leader du gouvernement est-elle adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. Fin des motions sans préavis.

Nous allons donc passer aux avis touchant les travaux des commissions. M. le leader du gouvernement.

**Avis touchant les travaux des commissions**

**M. Gratton:** Oui, Mme la Présidente. J'avise l'Assemblée qu'aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 13 heures, de 15 heures à 18 heures et, si nécessaire, de 20 heures à 24 heures, à la salle du Conseil législatif, la commission de l'aménagement et des équipements entendra les intéressés et procédera à l'étude détaillée des projets de loi suivants et ce, dans l'ordre indiqué: le projet de loi privé 245, Loi concernant la ville de Verdun; le projet de loi privé 249, Loi modifiant la charte de la ville de Laval; le projet de loi privé 232 (1987), Loi concernant la ville de Saint-Léonard; le projet de loi privé 252, Loi concernant la ville de Salaberry-de-Valleyfield; le projet de loi privé 233, Loi concernant la ville de Rock Forest; le projet de loi privé 216, Loi concernant la municipalité régionale de comté de la Rivière-du-Nord; le projet de loi

privé 247, Loi concernant la ville de Vaudreuil et, finalement, le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.

De plus, après les affaires courantes jusqu'à 13 heures et, si nécessaire, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 24 heures, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission du budget et de l'administration poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 74, Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne.

Je désire donner un préavis: une fois adopté le principe du projet de loi 108, Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives, dont on débattera le principe dès le début des affaires du jour, ledit projet de loi sera déféré à la commission du budget et de l'administration qui procédera à son étude détaillée dès que sera terminée l'étude détaillée du projet de loi 74.

Troisièmement, de 16 heures à 18 heures et de 20 heures à 22 heures, à la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine, la commission de l'économie et du travail accomplira le mandat qui vient de lui être confié par l'Assemblée nationale en vertu de la motion que nous venons d'adopter sur le libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique.

Finalement, j'ajoute à un avis déjà donné concernant certains projets de loi privés qui seront étudiés demain par la commission de l'aménagement et des équipements à la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine. On devra ajouter aux deux projets de loi privés déjà inscrits le projet de loi 250, Loi modifiant la charte de la ville de Québec.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le leader du gouvernement. Permettez-moi d'aviser également cette Chambre que la commission de la culture se réunira en séance de travail aujourd'hui, après la période des affaires courantes, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May. Ceci met fin aux avis touchant les travaux des commissions.

Nous allons donc passer aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

**M. Gratton:** Il n'y en a pas.

**La Vice-Présidente:** Il n'y a pas de renseignements sur les travaux de l'Assemblée. Donc, ceci met fin aux affaires courantes.

Nous allons maintenant passer aux affaires du jour. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Oui, Mme la Présidente. Avec le consentement de l'Opposition, qui nous est acquis, je pense, je vous prierais

d'appeler l'article 16 du feuillet.

**La Vice-Présidente:** Est-ce qu'il y a consentement pour qu'on puisse débattre de l'article 16 du feuillet?

**Une voix:** Oui, Mme la Présidente.

### Projet de loi 108

#### Adoption du principe

**La Vice-Présidente:** Il y a consentement. Donc, à l'article 16 de notre feuillet, le président du Conseil du trésor propose l'adoption du principe du projet de loi 108, Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives. Sur ce, je suis prête à reconnaître M. le président du Conseil du trésor.

#### M. Paul Gobeil

**M. Gobeil:** Mme la Présidente, le projet de loi 108 que nous étudions aujourd'hui a pour principal but de donner suite aux engagements du gouvernement de mettre en place un nouveau régime de retraite pour les agents de la paix en institutions pénales. De plus, le projet de loi contient des modifications de concordance avec les autres régimes des secteurs public et parapublic.

Permettez-moi d'en tracer un bref historique. Le 3 février 1983, une première lettre d'entente relative au régime de retraite confiait au comité paritaire prévu à la convention collective de travail des agents de la paix en institutions pénales le mandat, premièrement, d'examiner les propositions soumises par les parties patronale et syndicale, puis de soumettre au gouvernement des recommandations quant aux droits et obligations des employés et de l'employeur et, finalement, de proposer une modification pouvant aller jusqu'à la création d'un nouveau régime. Le 22 juillet dernier, le Conseil du trésor, par le CT 165008, et le Conseil des ministres, par le décret 1116-7, ont approuvé et la lettre d'entente relative au régime de retraite et la convention collective de travail des agents de la paix en institutions pénales. Notons que le nouveau régime de retraite prévu à la lettre d'entente ne vise que les employés faisant partie de l'unité de négociation couverte par l'accréditation de l'Union des agents de la paix en institutions pénales en fonction le ou après le 1er janvier 1988.

(11 h 20)

Ce nouveau régime de retraite, Mme la Présidente, se distingue principalement des régimes de retraite existant pour les autres employés des secteurs public et parapublic par les caractéristiques suivantes: la participation au RRAPIP et le transfert des

années de service cotisées aux autres régimes de retraite, les contributions des employés et de l'employeur, les critères d'admissibilité à la retraite, le calcul de la pension, les rentes aux survivants, conjoint et enfants, et, finalement, l'indexation annuelle des rentes. Si vous me le permettez, Mme la Présidente, j'expliquerai brièvement chacune de ces caractéristiques.

Le salarié en poste à la date de la création du régime doit obligatoirement y adhérer. Les années de service créditées antérieurement au 1er janvier 1988 sont pleinement reconnues au nouveau régime tant pour l'admissibilité à la retraite que pour le calcul de la pension. Le salarié nommé après le 1er janvier 1988 doit aussi obligatoirement adhérer au nouveau régime. S'il y a lieu, les années de service créditées à un autre régime de retraite, antérieurement à l'entrée en fonction en qualité d'agent de la paix, sont pleinement comptées pour les fins d'admissibilité à la retraite et elles sont transférées sur une base d'équivalence des valeurs actuarielles pour les fins de calcul de la pension. Le salarié réorienté ou rétrogradé maintient sa participation au nouveau régime en versant une cotisation additionnelle de 1,5 %.

Mme la Présidente, les coûts du nouveau régime sont partagés à raison de 54 % par les employés et de 46 % par l'employeur. Pour la période du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1989, l'employeur verse une contribution additionnelle de 0,5 % de la masse salariale. Les contributions des employés, Mme la Présidente, correspondent à 9,25 % de leur traitement admissible non cotisable au Régime de rentes du Québec et à 7,45 % dudit traitement admissible cotisable au Régime de rentes du Québec.

Une pension peut être accordée à tout employé qui a au moins 32 années de service créditées; qui est âgé de 65 ans, qui est âgé d'au moins 50 ans, s'il a moins de 30 ans de service; qui est âgé d'au moins 60 ans et dont l'âge et les années de service totalisent 90, qui est devenu incapable d'exercer ses fonctions ordinaires en cas d'incapacité physique ou mentale; qui a complété 25 années de service ou qui est âgé d'au moins 60 ans sous réserve, dans ces deux derniers cas, d'une réduction de la pension.

Le montant de la pension correspond à un taux de 2,1875 % par année de service crédité avec un maximum de 32 ans, du traitement admissible moyen des cinq années les mieux rémunérées, le tout, évidemment, coordonné au Régime de rentes du Québec.

Au décès du salarié admissible à la retraite ou au décès du retraité, le conjoint et l'enfant ont droit à des prestations de survivant. Finalement, Mme la Présidente, les pensions sont indexées annuellement de l'excédent de l'indice des prix à la consommation sur 3 %, sur l'ensemble des

années de service créditées.

De plus, Mme la Présidente, ce projet de loi contient des modifications de concordance avec les autres régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

En terminant, Mme la Présidente, je tiens à vous rappeler que les principaux éléments de ce projet de loi ont fait l'objet d'importantes considérations de la part du gouvernement, d'une part, en sa qualité d'employeur et, d'autre part, en sa qualité d'administrateur des fonds publics.

Nous nous devons donc, Mme la Présidente, tout en respectant les règles et coutumes de l'Assemblée nationale, d'honorer les ententes intervenues entre le gouvernement et les différents syndicats pour le bien commun de tous nos employés. Je vous remercie, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration. M. le député d'Abitibi-Ouest et leader de l'Opposition.

#### **M. François Gendron**

**M. Gendron:** Mme la Présidente, je veux prendre quelques minutes pour réagir au projet de loi qui nous est présenté aujourd'hui, projet de loi 108, Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives.

Comme le règlement nous y oblige, Mme la Présidente, c'est le moment de dire quelques mots sur le principe de ce projet de loi. Le principe premier était d'apporter des modifications au régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales, à la suite de représentations qui ont été faites lors de leurs négociations et de ce qu'on appelle communément, dans le régime de la fonction publique et parapublique, la conclusion de certaines lettres d'entente qui disent que, à la suite de la conclusion de conventions collectives, il y a des modifications législatives qui doivent être apportées aux différentes lois existantes pour donner un cadre juridique ou une assise juridique officielle aux bénéfices accrus qu'obtiennent les gens concernés.

J'entendais le président du Conseil du trésor dire: Le gouvernement a fait des considérations particulières, spéciales. Je ne suis pas en mesure de porter un jugement à savoir si oui ou non il a fait les efforts qu'il devait faire. Ce que je suis en mesure de mentionner, Mme la Présidente, c'est que, essentiellement, c'est un projet de loi de nature technique qui donne suite à des éléments de discussion qui doivent faire partie des conditions de travail des employés des secteurs public et parapublic et, bien sûr, pour ceux qui nous concernent.

Tout le monde sait que lorsqu'on a à

discuter de conditions de travail, il y a tous les aspects de la rémunération, tous les aspects de diverses politiques reliées à la fonction exercée, mais, de plus en plus, et ce sera toujours comme ça dans les secteurs public et parapublic, il faut également toucher les régimes de retraite. Il faut toucher toute la gestion de la rente de retraite qui leur sera versée parce que, un jour, ces gens-là auront à discontinuer l'apport qu'ils offrent au gouvernement du Québec ou à la fonction publique québécoise. Et, je suis un peu surpris que le président du Conseil du trésor n'ait pas insisté un peu plus sur ce qui caractérise ce projet de loi.

Quant aux agents de la paix - je ne ferai pas une longue description de leurs fonctions - tout le monde doit convenir que ce sont des gens qui n'oeuvrent pas de la même façon et dans le même milieu que l'ensemble des employés des secteurs public et parapublic. En conséquence, je pense qu'ils étaient complètement légitimés de prétendre qu'il y avait lieu d'avoir un régime de retraite un petit peu plus adapté à leur particularité, qui corresponde davantage à ce qu'ils font dans le milieu carcéral. Et, fondamentalement, à part des corrections de forme, à part des éléments sur lesquels le président du Conseil du trésor le dit lui-même dans ses notes explicatives, ce projet de loi comporte aussi des modifications aux régimes de retraite existants qui sont de concordance avec le nouveau régime.

Il me semble que le point majeur, le point important... Nous allons souscrire au principe de ce projet de loi sans aucune réticence parce que premièrement, il donne suite à une lettre d'entente qui fait suite aux discussions lors du renouvellement de la convention collective, mais surtout, Mme la Présidente, parce que, fondamentalement le syndicat des agents de la paix a revendiqué la nécessité pour eux d'avoir ce que j'appelle une clause d'acquisition d'une rente de retraite qui tiendrait davantage compte de leurs années de service dans le milieu carcéral, avec les difficultés que ça peut comprendre sur le plan psychologique, sur le plan de l'insécurité et les dangers que cela représente pour un certain nombre d'agents de la paix.

Règle générale, les gens qui sont dans ces milieux-là, c'est à la suite de ce que j'appellerais, sans le qualifier, un comportement social qui exige pour une période donnée de compenser d'une certaine façon la société. En conséquence, les agents de la paix qui oeuvrent dans le milieu carcéral ont toujours prétendu que l'exigence antérieure faisait que - je pense que le président du Conseil du trésor a été assez clair là-dessus - l'admissibilité à la pension résultait d'une série de conditions, sauf que n'existait pas celle des 25 années de service. Je pense que c'était le point majeur des agents de la paix.

En ce qui nous concerne, je pense que ces gens-là avaient complètement raison de dire: Il faudrait avoir la possibilité de prendre notre retraite dans un nombre d'années qui n'est pas le même que celui de l'ensemble de la fonction publique et parapublique parce que, après 25 années de service dans le milieu carcéral, il est important, je pense, d'avoir la possibilité de prendre une retraite. Et surtout, Mme la Présidente, que ces gens-là ont convenu d'absorber eux-mêmes la plupart des coûts. Donc, c'est un régime de retraite qui, pour ce qui est de la disposition que j'ai expliquée, n'a pas comme conséquence d'imputer une charge fiscale ou financière importante, majeure à l'État québécois. Dans ce sens-là, il s'agit d'une mesure qui répond à une demande des concernés qui est justifiable sur le fond, qui est justifiable et justifiée sur le fond parce que, comme je vous l'ai mentionné tantôt, ces gens-là ne voulaient pas avoir la clause générale des 35 ans de service et qu'ils pensaient qu'après 25 ans de service dans le milieu carcéral, l'État québécois devait leur accorder ce bénéfice de retraite par une clause d'acquisition, à savoir qu'ils avaient le droit de bénéficier de leurs rentes après 25 années de service. (11 h 30)

Bien sûr, c'est un avantage additionnel important parce qu'il faut convenir que ce n'est pas n'importe quelle profession qui peut avoir droit à la retraite après 25 ans de service. Il s'agit juste de faire une application pratique: Si quelqu'un a 25 ans et travaille pendant 25 ans, cela signifie qu'il a droit d'obtenir sa rente de retraite à 50 ans. Je pense qu'il faut l'expliquer comme cela, mais on est d'accord parce que, donner 25 ans de service dans le milieu carcéral, c'est quand même très généreux pour la société québécoise, c'est très exigeant sur le plan professionnel et personnel et cela peut brûler passablement d'énergies de toutes sortes. En conséquence, je pense que leurs demandes étaient valables.

Essentiellement, Mme la Présidente, ce sont des dispositions qu'on retrouve dans ce projet de loi. J'indique cependant, parce que je veux être très clair avec le président du Conseil du trésor, que je n'irai pas en commission parlementaire pour étudier le projet de loi article par article si les gens concernés n'ont pas eu l'occasion de prendre connaissance du projet de loi. Je veux bien, aujourd'hui, disposer de l'adoption du principe parce que le principe m'apparaît conforme à nos traditions parlementaires lorsqu'il donne suite à des engagements pris de part et d'autre lors d'une négociation et que le tout doit se traduire, en termes d'avantages additionnels, par des mesures législatives que nous devons corriger afin de donner une assise juridique à ces revendications ou à ces avantages accrus. L'Opposition sera toujours

d'accord pour poser ce geste positif.

Aujourd'hui, je pense que, pour l'instant, il n'y a pas beaucoup plus à dire parce que, fondamentalement, pour des projets de loi de cette nature, c'est surtout en commission parlementaire qu'il faut prendre le temps de s'assurer que chacune des dispositions prévues dans les articles du projet de loi sont en parfaite conformité avec les engagements pris lors de la période de négociations. Nous tenterons de nous en assurer en étudiant ce projet de loi en commission parlementaire, lors de ce qu'on appelle l'étude détaillée.

En conséquence, Mme la Présidente, je conclus en disant que l'Opposition donne son approbation à l'adoption du principe du projet de loi 108 concernant en particulier le régime de retraite des agents de la paix.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le député d'Abitibi-Ouest et leader de l'Opposition. M. le député de Saint-Louis.

#### M. Jacques Chagnon

**M. Chagnon:** Fort brièvement, Mme la Présidente, en réplique à l'appréciation, je dirais, de l'Opposition en égard au projet de loi 108. Vous me permettrez, d'une part, de souligner que ce projet de loi répond de façon intégrale à la lettre d'entente qui a été signée avec le Syndicat des agents de la paix, mais, comme l'a souligné le député d'Abitibi-Ouest, des agents de la paix qui ont une caractéristique tout à fait spéciale puisqu'ils travaillent en institution pénitentiaire. Effectivement, j'abonde dans le sens des propos du président du Conseil du trésor et du député d'Abitibi-Ouest, selon lesquels il s'agit là d'un travail tout à fait particulier.

Or, le projet de loi 108 vient aménager ou réaménager le régime de pension de ces agents de la paix et vient en fait le bonifier. S'il s'agit d'un projet de loi technique, nous aurons, de plus en plus dans cette Assemblée, l'occasion d'étudier des projets de loi techniques, de caractère particulier, aride, du droit de régime de pension, ce qui est probablement encore plus sec, difficile à défricher, plus difficile à travailler que du droit fiscal. Nous en aurons de plus en plus parce que, dans notre régime de relations du travail, outre la question salariale, il devient de plus en plus difficile de bonifier les avantages sociaux autres que les régimes de retraite. Nous en aurons davantage dans les années à venir que ce que nous avons pu voir au cours des dix ou quinze dernières années.

Il n'en demeure pas moins qu'il serait important - et là j'invite notre collègue de l'Opposition et celle-ci à le faire - d'accélérer les rencontres avec, je présume, le syndicat des agents de la paix en

institution pénitentiaire de façon que nous puissions faire adopter ce projet de loi 108 avant le 1er janvier parce que, comme l'indique le dernier article du projet de loi, il doit entrer en vigueur le 1er janvier. C'est justement pour le bénéfice des membres du syndicat des agents de la paix en milieu carcéral que nous voulons faire en sorte qu'ils puissent bénéficier du projet de loi le plus rapidement possible.

Evidemment, je n'entrerai pas dans le détail du projet de loi, à savoir qu'il améliore sensiblement les conditions de travail sur le plan du régime de retraite de ces employés et nous ferons en sorte, je l'espère, avec le concours de l'Opposition, de le faire adopter le plus rapidement possible. Je vous remercie, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le député de Saint-Louis.

Je constate qu'il n'y a pas d'autre intervenant.

Le débat étant clos, est-ce que le principe du projet de loi 108, Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en institutions pénales et modifiant diverses dispositions législatives est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté.

M. le leader du gouvernement.

#### Renvoi à la commission du budget et de l'administration

**M. Gratton:** Je fais motion pour déférer le projet de loi à la commission du budget et de l'administration et pour que celle-ci soit présidée par un président de séance.

**La Vice-Présidente:** Est-ce que cette motion est adoptée?

M. Gendron: Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté.

M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Mme la Présidente, je vous prierais d'appeler l'article 45 du feuillet.

#### Projet de loi 90

#### Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

**La Vice-Présidente:** À l'article 45 de notre feuillet, la ministre des Affaires culturelles propose l'adoption du rapport de la commission de la culture, ainsi que les amendements qui ont été transmis en vertu de l'article 252 de notre règlement, qui a étudié le projet de loi 90, Loi sur le statut



professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.

Mme la ministre des Affaires culturelles.

**Mme Lise Bacon**

**Mme Bacon:** Merci, Mme la Présidente. Nous prenons aujourd'hui en considération le rapport de la commission de la culture qui a siégé le 10 décembre 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 90, Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma.

Cette séance de la commission faisait suite à celle du 3 décembre 1987 qui a été consacrée à entendre les représentations des neuf associations professionnelles d'artistes et de producteurs sur ce même projet de loi. Ces représentations se sont avérées fort utiles pour les travaux ultérieurs de la commission et ont été une source d'enrichissement pour le gouvernement et aussi, je n'en doute pas, pour l'Opposition.

Quelque 70 amendements ont été apportés au projet de loi en vue de l'améliorer et de le rendre plus fonctionnel pour les artistes, pour les producteurs et leurs associations et aussi pour tenir compte de leur réalité. À cet égard, vous me permettez de remercier l'Opposition de sa collaboration, en particulier le porte-parole de la culture, le député de Mercier.

Parmi tous ces amendements, je voudrais en souligner quelques-uns d'importance qui devraient rassurer les organismes ou personnes qui ont exprimé certaines craintes, notamment à l'égard des artistes de la relève, de celles et ceux exerçant leur profession sous le chapeau d'une société commerciale.

Ainsi, le projet de loi lie la couronne, laquelle se doit d'être exemplaire dans les diverses démarches en vue de l'édification du statut professionnel des artistes.

De plus, le texte législatif proposé n'exclut pas les artistes qui fournissent leurs services professionnels au moyen d'une société commerciale et ce, pour diverses raisons dont celles de nature fiscale. Le projet de loi permettra dorénavant la reconnaissance d'associations professionnelles d'artistes non formées exclusivement d'artistes à leur propre compte. En effet, dans beaucoup de cas et selon les contrats de services négociés, des artistes sont assimilés à des salariés, même s'ils ne se considèrent pas comme tels et qu'ils continuent d'être membres d'une association d'artistes. Sans ce changement à l'article 7 du projet, ce dernier pourrait s'avérer extrêmement difficile à appliquer.

Quant à certaines réserves émises par des regroupements de producteurs au chapitre

de la négociation d'une entente collective par un producteur individuellement, nous avons renforcé le rôle de ces associations tant pour la demande d'annulation de la reconnaissance d'une association d'artistes que pour les négociations d'ententes. Ces mesures devraient éviter la surenchère dans les conditions d'engagement pouvant être offertes aux artistes.

(11 h 40)

Eu égard à la situation des jeunes artistes et à leur entrée sur le marché du travail, le projet de loi stipule que les parties à la négociation d'une entente collective doivent prendre en considération l'objectif de faciliter l'intégration des artistes de la relève. L'objectif est d'éviter que ces artistes ne deviennent des exclus à cause de conditions minimales d'engagement trop exorbitantes ou corporatistes.

Par ailleurs, dans l'exercice de son pouvoir de décider si une personne est comprise dans un secteur de négociation, la Commission de reconnaissance des associations professionnelles d'artistes devra prendre notamment en considération la communauté d'intérêt des artistes en cause et l'historique des relations entre artistes et producteurs en matière de négociation d'ententes collectives. Cette modification a pour objet de s'assurer que des artistes ou des catégories d'artistes d'un ou des secteurs de négociation ne soient injustement privés des bénéfices de la loi qui est sous étude.

La même commission pourra adopter des règlements pour sa régie interne et aussi édicter des règles de preuve et de procédure approuvées par le gouvernement. Elle a, en outre, un pouvoir d'enquête. D'autres amendements portent sur le regroupement des modalités d'application de la loi par la commission, dont les avis aux diverses associations d'artistes et de producteurs et les règles fondamentales de la médiation.

Enfin, les dispositions transitoires ont été révisées afin de prévoir un mécanisme de dépôt des ententes collectives déjà existantes ainsi que des règlements des associations d'artistes. La loi entre en vigueur, en partie, le 1er avril 1988 pour les dispositions transitoires, l'institution de la commission de reconnaissance et surtout les chapitres I et II sur le champ d'application, les définitions et les principes déclaratoires; et, en partie aussi, le 1er novembre 1988, quant aux dispositions relatives à la reconnaissance des associations d'artistes et à la négociation d'ententes collectives.

À ces nettes améliorations du projet de loi, je désirerais souligner ces autres amendements récents qui ne modifient aucunement la substance du projet de loi ni ne discutent l'excellent travail de la commission de la culture. Ces modifications de forme s'avèrent nécessaires afin de clarifier certains textes et d'ajouter, là, où

le rythme de nos travaux en commission a pu nous amener à omettre certains changements ou à sous-évaluer quelques corrections.

Ces amendements sont les suivants: Remplacer, dans la deuxième ligne telle que modifiée de l'article 6, les mots "auxquelles un producteur retient ses services" par les mots "de son engagement par un producteur", cela corrige une certaine inélégance de forme.

Ajouter l'alinéa suivant à l'article 13: "Dans le cas d'une demande de reconnaissance portant sur un secteur de négociation défini pour une partie seulement du territoire du Québec, l'avis prévu au deuxième alinéa peut être donné une fois dans un quotidien distribué dans l'ensemble du Québec et une fois dans un quotidien distribué dans la partie du territoire visée par la reconnaissance."

L'amendement vise à remédier à une omission qui avait été faite afin de permettre aux artistes et aux producteurs directement concernés par une demande de reconnaissance faite pour une ville ou une région déterminée. Je crois qu'il apparaît opportun d'autoriser la commission de reconnaissance à utiliser un journal local pour donner l'avis prévu par la loi. En même temps, la modification invoquera l'intention du législateur de ne pas exclure l'utilisation d'un critère géographique pour la définition des secteurs de la négociation.

Remplacer aussi l'alinéa de l'article 29 par le suivant: "Elle peut faire des recommandations aux parties sur les conditions d'engagement des artistes." La modification est d'ordre linguistique et surtout de nature corrective.

Insérer, dans la dernière ligne de l'article 34, tel que modifié, après les mots "oeuvre artistique", le mot "ou". La modification, encore une fois, est de nature purement corrective et la préposition "ou" a été omise par inadvertance en commission parlementaire, lorsque l'article 34 a été amendé.

Remplacer, dans les cinquième et sixième lignes de l'article 54.1, les mots "d'un artiste" par les mots "d'une personne". Cette modification proposée est de pure concordance avec l'article 52, tel qu'il avait été adopté par la commission.

À l'article 61.1, remplacer, dans la troisième ligne, les mots "insérer ici la date de la sanction de la présente loi" par les mots "1er avril 1988".

À l'alinéa suivant: "Pour l'application de l'article 11.1, cette date est considérée comme la date de la prise d'effet de la reconnaissance". La première modification ajuste la date avec celle de la mise en place de la commission. La deuxième modification apporte une précision afin d'éviter toute ambiguïté sur la date de prise d'effet de la reconnaissance.

Et, à l'article 61.2, supprimer dans la troisième ligne les mots "le 1er novembre 1988" et ajouter l'alinéa suivant: "Les articles 33 à 36 s'appliquent aux associations de producteurs, aux producteurs, aux associations d'artistes et aux artistes visés par cette entente à compter de la date de son dépôt à la commission."

La première modification proposée élimine une précision erronée qui apparaît, au demeurant, inutile. La seconde modification a pour effet de rendre applicables aux parties, dès le dépôt de l'entente, les obligations afférentes à l'existence de leur entente collective.

Remplacer dans les cinquième et sixième lignes de l'article 62 les mots "que le litige peut être soumis" par les mots "la possibilité de soumettre le litige".

Cette modification qui est proposée est d'ordre linguistique et de nature purement corrective.

Remplacer l'article 64 par les suivants: "Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur - nous indiquerons la date de sanction de la présente loi, sauf celle des articles 1 à 6, 37 à 62 qui entreront en vigueur le 1er avril 1988 - et les dispositions des articles 7 à 36 entreront en vigueur le 1er novembre 1988".

La modification vise à établir un calendrier d'entrée en vigueur du projet qui permettra d'appliquer dès le 1er avril 1988 l'article 37 qui prévoit un droit analogue à ceux des articles 1 à 6.

De plus, il est proposé de rendre applicables les dispositions transitoires, les dispositions pénales à compter de la même date car elles seront susceptibles d'application dès ce moment à l'égard des ententes collectives existantes qui seront considérées conclues en vertu du nouveau régime prévu par l'article 61.2.

Avec ces nouveaux amendements pour lesquels j'espère compter sur l'appui de nos collègues de l'Opposition, Mme la Présidente, je crois que le Québec disposera à coup sûr d'une législation innovatrice, on peut dire aussi d'une législation moderne et surtout d'une législation pratique sur le statut professionnel des artistes et aussi sur leurs conditions d'engagement dans certains domaines de la production artistique. Merci, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Merci, Mme la ministre des Affaires culturelles. M. le député de Mercier.

#### M. Gérald Godin

**M. Godin:** Mme la Présidente, commençons par la cuisine. En tant que porte-parole de l'Opposition, nous adoptons les amendements tels que tout fraîchement lus et déposés par la ministre. Nous

réadoptons dans son ensemble le projet de loi 90 pour que tout soit dans l'ordre.

Maintenant, mes propos seront brefs. Étant de Trois-Rivières, il y avait à l'époque un slogan qui disait: Notre pont, il nous le faut et enfin nous l'aurons. On peut dire maintenant en parlant des artistes: Leur statut, il le leur faut et enfin ils l'ont.

Rarement aura-t-on vu en commission parlementaire une telle unanimité pour doter les artistes de leur statut. Par ailleurs, on peut dire que la ministre et le gouvernement ont fait leur travail correctement. Ils ont, d'abord, convoqué une commission parlementaire il y a déjà plus d'un an pour entendre les divers groupes intéressés. Tel qu'entendu et tel que promis, Mme la Présidente, la ministre, le gouvernement et le ministère des Affaires culturelles ont livré la marchandise et la loi a été déposée même plus tôt que nous ne le pensions de ce côté-ci de la Chambre.

Il y a une tradition ici qui veut, de la part de l'Opposition, que, si une loi est bonne, on l'adopte rapidement et on l'oublie le plus tôt possible pour que le gouvernement ne fasse pas trop de millage avec, comme on le dit dans le jargon du métier.

Mais nous avons pris une position différente, Mme la Présidente, parce que nous pensions que, même si le principe était bon, il fallait encore modifier des articles de ce projet de loi, surtout après avoir entendu une deuxième fois un groupe choisi par le ministère des Affaires culturelles qui nous a fait comprendre qu'il y avait encore dans ce gruyère comme dans toute loi un perfectionnement possible.

Ainsi, je pense que le plus important a touché le Syndicat des techniciens du cinéma. Après de longues négociations en direct entre leur porte-parole, l'Opposition, le gouvernement et des textes entérinés par des hochements de tête de la salle, c'était une démonstration de démocratie directe comme j'en ai rarement vu dans ce Parlement qui démontrait bien que les deux côtés de la Chambre étaient tout à fait d'accord pour doter ce milieu artistique d'un statut digne de ce nom.  
(11 h 50)

On a adopté ces amendements, 70 en tout, en un temps record et dans une forme qui donne satisfaction à tous les groupes représentés à cette commission. Le boulot a été bien fait et on doit en remercier et en féliciter le ministère des Affaires culturelles, la ministre et le gouvernement dans son ensemble, parce qu'il y a, sur ce projet de loi, unanimité aussi bien avec les Affaires culturelles qu'avec le Revenu.

Je pense qu'il faut le souligner parce que les artistes nous ont dit à quelques reprises: Un statut, c'est bien, des revenus, c'est mieux. Je pense que la présence à la commission du ministre du Revenu, M. le

député de Montmorency, a attesté de l'importance que lui-même et son ministère accordent à ce statut et a attesté aussi d'une ouverture d'esprit à l'égard d'un statut de l'artiste sur le plan fiscal qui reconnaisse vraiment qu'il est un travailleur autonome et qu'il a des dépenses particulières dont l'impôt doit tenir compte chaque année dans le mois terrible de mars où les gens remplissent leur rapport d'impôt.

On peut dire que le boulot a été fait et bien fait. Mais je voudrais ajouter un bémol. Le président de l'ADISQ, M. Di Cesare a formulé presque subrepticement en commission parlementaire, et dans la crainte presque de déplaire à ceux qui l'accompagnaient, de son côté, certaines inquiétudes quant au financement des nouvelles conditions de travail que la loi imposait à ses collègues producteurs. - On l'a fait parler un peu plus que le gouvernement là-dessus. Sa crainte était que ces conditions de travail-là obérerait tellement son budget sur chaque disque ou spectacle qu'il produirait que cela pourrait signifier la mort de certains de ses collègues, et la disparition et la faillite de certains membres de l'ADISQ.

Cela signifie que, si nous voulons avoir un statut d'artiste qui, dans la mosaïque d'activités culturelles au Québec, survive aux exigences économiques du milieu, il faut que le gouvernement débloque davantage de fonds et que l'organisme subventionnaire, genre SODICC ou SOGIC, comme on l'appellera bientôt, augmente ses contributions à la production de spectacles ou de disques pour que l'État, de façon cohérente, comble lui-même les nouveaux frais qu'il doit imposer par cette loi aux producteurs de spectacles, de disques, de vidéoclips ou de films. Je pense qu'il y a là un message très discret de la part du président, M. Di Cesare, mais très clair indiquant que certains producteurs craignent que les nouveaux frais n'entraînent des faillites et des disparitions d'entreprises.

La ministre qui se bat pour avoir son 1 % depuis qu'elle est dans son ministère en est aussi consciente que nous. La Coalition du 1 % a rencontré récemment le premier ministre et celui-ci lui a fait, avec son charme habituel bien connu, des promesses qui se concrétiseront, on l'espère, dans des chiffres et dans des budgets vraiment de 1 % le plus tôt possible, sans lesquels le statut sera partiellement une coquille vide. Il y a déjà beaucoup de contenu, mais il ne faut pas oublier que tout ça ne fonctionne en partie au Québec que grâce à l'appui de l'État. Comme on le dit dans un rapport de l'UNESCO: "the subsidized muse", la muse subventionnée. Je pense que l'État dans un cas comme le Québec, d'ailleurs, comme tout État, qu'il soit américain, la France ou n'importe quel État dans le monde moderne, subventionne la création artistique.

Des chiffres récents nous montrent que la France, l'an passé, a publié 400 romans, le Québec en a publié à lui seul presque autant. Grâce à quoi, disent les éditeurs? Grâce à l'aide de l'État à la création artistique et à la rédaction de romans et de poèmes par nos auteurs québécois. L'État est essentiel pour que, je dirais, la réalité culturelle profonde du Québec apparaisse à la face du monde. Et la ministre peut compter sur un appui total de l'Opposition comme sur cette loi pour décrocher de la part de son collègue du Trésor et de ses collègues qui y siègent, dont elle aussi, d'ailleurs, le 1 % sans lequel le statut de l'artiste risque de ne pas être aussi faramineux que le laissent entendre tous les milieux concernés.

Nous adoptons les amendements proposés. Nous adoptons globalement le projet de loi 90 tel qu'amendé. Nous nous réjouissons avec la ministre qu'elle ait eu de "grandes oreilles" pendant toute la durée de la commission et qu'elle ait pu écouter les revendications les plus criantes, à notre avis, qui étaient celles des techniciens du cinéma. Voilà le groupe qui est le plus menacé depuis des années au Québec parce qu'il travaille dans des conditions temporaires avec peu de conditions minimales de travail.

À ce groupe de techniciens qui sont des vrais créateurs, tels que reconnus par la remise des oscars: les cadres, les éclairagistes, les ingénieurs du son et les autres techniciens créateurs et artistes, cette loi va permettre, grâce à l'article 52, si je me souviens bien, d'avoir un statut et le respect des producteurs, qui souvent les exploitaient, comme ils l'ont dit eux-mêmes en commission parlementaire. Ce sera donc un statut qui leur permettra d'avoir enfin un niveau de vie digne de ce nom. C'est bien beau, la culture et le cinéma, mais encore faut-il que les créateurs puissent en vivre, si nous voulons qu'ils poursuivent leur métier, qu'ils se perfectionnent, surtout, si nous voulons que ces postes attirent les jeunes, la relève.

Nous croyons, nous, qu'au Québec, déjà dans les cégeps et dans les écoles de cinéma, il y a des jeunes qui sont en formation et qui ne vont devenir des professionnels et des gens de talent et de métier, avec une expérience digne de ce nom et qui vont améliorer leur performance, que s'il y a, pour eux, un avenir, des emplois, du pain sur leur table et du beurre sur leur pain, grâce à leur métier.

Cette loi, dans la mesure où elle promet de tels avantages sociaux aux artistes et aux créateurs, est une loi qui fera beaucoup pour que le Québec réalise sa souveraineté culturelle, si chère au premier ministre depuis des années, et, surtout, prenne, à la face du monde, sa place comme étant un lieu très fécond et très riche per capita. C'est peut-être le lieu le plus riche

au monde, quand on regarde le nombre de productions théâtrales et de romans qui sont publiés ici, au Québec. Je pense que Montréal est devenue la capitale mondiale du théâtre grâce à nos créateurs et grâce à l'appui total du gouvernement du Québec. Ce statut va encore confirmer ce rôle du Québec comme griffon et comme source généreuse de productions dans tous les domaines.

Donc, nous voterons en faveur du projet de loi et nous nous engageons à appuyer la ministre dans ses efforts pour que 1 % du budget du Québec soit consacré à la culture. Mme la Présidente, j'ai terminé. Merci beaucoup.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le député de Mercier. Il n'y a pas d'autre intervention? Je déclare le débat clos.

#### **Adoption des amendements et du rapport**

Est-ce que les amendements qui ont été transmis en vertu de l'article 252 et qui concernent le projet de loi 90, Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma, sont adoptés?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. Est-ce que le rapport de la commission de la culture qui a étudié le projet de loi 90, Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma, est adopté tel qu'amendé?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. M. le leader du gouvernement

**M. Gratton:** Mme la Présidente, si vous voulez appeler l'article 33 du feuillet, s'il vous plaît.

#### **Projet de loi 59**

#### **Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée**

**La Vice-Présidente:** À l'article 33 de notre feuillet, la ministre des Affaires culturelles propose l'adoption du rapport de la commission de la culture qui a étudié le projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications. Mme la ministre des Affaires culturelles.

### Mme Lise Bacon

**Mme Bacon:** Merci, Mme la Présidente. Le projet de loi 59 a été déposé à l'Assemblée nationale avant l'ajournement de la dernière session, soit au mois de juin dernier. La deuxième lecture de ce projet de loi a eu lieu le 11 novembre dernier. La commission de la culture a eu l'occasion d'étudier ce projet de loi article par article et les modifications proposées jeudi dernier et lundi de cette semaine, et celles-ci ont toutes été adoptées en commission parlementaire.

On se souviendra que ce projet de loi vise à modifier la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications. Il vise à clarifier et à revoir le partage des responsabilités entre les organismes créés par ces deux lois de manière à assurer une plus grande cohérence des interventions gouvernementales. Un des effets importants du projet de loi sera l'intégration de la Société générale du cinéma du Québec et de la Société de développement des industries de la culture et des communications.

Ce projet de loi a été déposé avant l'ajournement de l'été dernier afin qu'on puisse obtenir des avis et des recommandations des milieux concernés. Il y a eu des consultations notamment avec des associations professionnelles du cinéma. Il est ressorti qu'un certain nombre d'ajouts et d'ajustements de différents ordres s'avéraient nécessaires. Ces modifications sont de deux ordres: Certaines sont strictement techniques ou mineures et d'autres sont plus significatives. C'est de ces dernières que je voudrais vous entretenir pendant quelques minutes.  
(12 heures)

La question du commerce du matériel vidéo a été soulevée par plus d'un intervenant du secteur du cinéma. Il s'agit, en effet, de solutionner deux problèmes. Le premier concerne un simple ajustement législatif à la réalité du marché. La Loi sur le cinéma stipule que seul un distributeur, détenteur d'un permis, peut, sur une base commerciale, vendre, louer, prêter ou échanger des films. De façon spécifique, un commerçant au détail est soustrait à cette obligation. Donc, le grossiste qui vend les cassettes aux commerçants au détail, ce qui est une pratique courante, n'est pas exempt de cette obligation, tel que l'article est libellé actuellement. S'il procède à la vente, il est donc hors la loi. En conséquence, il fallait corriger cette imprécision.

Les modifications proposées vont nous permettre d'ajuster le cadre législatif à la réalité commerciale de ce secteur d'activité sans, pour cela, remettre en question le principe fondamental du permis de distributeur. Ce qu'on corrige ici permettra

aux grossistes de matériel vidéo d'exister et de fonctionner légalement.

L'autre aspect de la question du commerce vidéo concerne la classification des vidéocassettes. La prolifération de la location des vidéocassettes a engendré une situation qui préoccupe de plus en plus les différentes couches de la population. Les regroupements de femmes ont manifesté leurs inquiétudes et ont demandé un contrôle de l'exploitation du matériel vidéo. Plusieurs hypothèses ont été examinées, comme la classification de tout le matériel vidéo. Cette approche engendrerait des coûts additionnels importants et irait à l'encontre de la philosophie même de la Loi sur le cinéma qui s'appuie sur la liberté de choix et aussi sur le respect de la vie privée des gens, le matériel vidéo étant consommé chez soi, privé, habituellement.

Il nous est apparu que la question du classement de la vidéo trouvera une réponse davantage appropriée par la création d'un permis de commerce au détail qui permettra d'encadrer les activités de ce secteur tout en respectant les paramètres de la loi. Un règlement établirait les conditions pour l'obtention d'un permis de commerçant au détail de matériel vidéo et les conditions d'exploitation des activités comme, par exemple, l'aménagement d'une zone à accès contrôlé. Il y a aussi une modification à la loi à cet effet qui permettra, en outre, de mieux contrôler la piraterie et d'encadrer les activités d'un secteur qui a connu une expansion fulgurante ces dernières années et un développement quelque peu anarchique fortement critiqué par divers milieux.

Au-delà du classement de la vidéo, plusieurs regroupements, particulièrement ceux des femmes, nous ont demandé d'assurer un encadrement du classement des films. La création d'un comité consultatif permanent à cet effet a été proposée et, afin de respecter la philosophie actuelle de la Loi sur le cinéma concernant cet aspect particulier, l'Institut québécois du cinéma pourrait être mandaté à former des comités afin de tenir des audiences publiques sur l'application et le fonctionnement du chapitre III de la Loi sur le cinéma et, donc, sur le classement des films, ce qui est important pour les groupes que nous avons consultés. Cette solution est compatible avec le mandat de l'institut et corrige une lacune puisque la Régie du cinéma, responsable actuellement de la tenue d'audiences publiques en vertu de l'article 137, est actuellement, en quelque sorte, juge et partie de ses propres activités.

Mais il y a plus, Mme la Présidente, puisque le gouvernement récupère, tel que proposé par le projet de loi 59, l'initiative de la réglementation en vertu de l'article 168. Cela devient une conséquence même de ce choix. Le cas le plus évident qui démontre l'importance que le gouvernement

soit en mesure de déterminer des règlements régissant l'industrie du cinéma, puisqu'ils ont une incidence sur les conditions d'opération de ce secteur d'activité, c'est l'article 83 de la Loi sur le cinéma.

On pourrait peut-être, Mme la Présidente, parler quelque peu de cet article 83 dont le principe consiste à assurer, au minimum, la parité entre le nombre de copies visées en langue française et le nombre de copies visées en langue autre que le français. Dans la pratique, Mme la Présidente, cela a été contourné et, lors de la consultation sur le projet de loi 59, tous les intervenants convenaient que l'article 83 est, dans sa forme actuelle, inopérant et qu'il y avait lieu de le resserrer.

La Régie du cinéma s'était engagée à fournir des données statistiques en septembre et, au cours d'une séance de travail avec les membres de la régie, j'ai demandé à celle-ci de me soumettre des hypothèses de solution. Les statistiques démontrent, en effet, que les objectifs visés ne sont pas atteints. Pour l'année 1986-1987, seulement 43,7 % des films projetés au Québec l'ont été en langue française.

Que se passe-t-il dans la pratique de projection des films en salle dans le contexte actuel? La situation est la suivante. Un distributeur lance un produit qui existe en langue anglaise seulement en autant de copies qu'il le veut. Il n'a aucune contrainte pendant 60 jours. Il écrème le marché tant anglophone, ce qui est normal, que francophone, ce qui est acceptable jusqu'à un certain point, mais ce qu'il ne ferait certainement plus s'il y avait un véritable choix pour le consommateur. En pratique, le battage publicitaire qui entoure les lancements nord-américains a un effet d'entraînement sur la clientèle francophone dont, par ailleurs, les entreprises profitent peu - on mentionne les distributeurs, les salles des indépendants, ces entreprises québécoises - puisque le partage des droits de distribution et d'exploitation se fait généralement selon la géographie - on parle de l'Amérique du Nord, on parle du Canada - se fait souvent aussi suivant la langue et le support, on pense aux films par rapport aux vidéos. Enfin, à la fin des 60 jours, souvent au 59e jour, le distributeur peut déposer sa preuve de doublage pour maintenir à l'affiche en langue anglaise, sans limite du nombre de copies, un film qui marche et qu'il peut ainsi continuer à exploiter de façon infinie.

Cependant, cela correspond au moment où le film commence sa vie commerciale en Europe, particulièrement en France, d'où l'apparition d'une version française dans les semaines qui suivent. C'est alors que la parité intervient et que le simple fait de faire viser autant de copies suffit à maintenir à l'affiche le film dans sa version anglaise en toute légalité. Finalement, la

version française est mise en marché dans les salles des indépendants via un distributeur québécois et, le cas échéant, serait même, dans certains cas, prévue dans les contrats des distributeurs.

Et c'est tout cela, Mme la Présidente, qu'il y a lieu de faire changer. La modification proposée a donc pour objectifs de resserrer l'article 83 sans en changer la structure, de permettre aussi une application souple et une possibilité d'adaptation au comportement de l'industrie. Ainsi, dans le cas où il y a parité entre les copies françaises et autres, le distributeur s'engagera à une diffusion simultanée puisqu'il arrive actuellement que les films en français disponibles dorment bien souvent sur des tablettes, ce qui est pour le moins anormal compte tenu des objectifs avoués de l'article 83.

Par ailleurs, le gouvernement pourrait, par règlement, déterminer les cas où la parité dans l'exploitation ne s'applique pas. Et, dans le cas où seule la version autre que française est présentée à la régie et où le requérant est à même de déposer un contrat en vue du doublage, un visa temporaire est octroyé. Par règlement, on déterminera la durée des conditions pour l'obtention d'un tel visa. Les modifications auraient donc pour effet d'accélérer le doublage et d'assurer la parité des copies des films au chapitre de la distribution dans les salles du Québec.

Par ailleurs, en matière de patrimoine, j'ai proposé de doter la nouvelle société, la SOGIC, de pouvoirs qui lui permettront d'intervenir seule en ce domaine. Depuis un certain temps, le parc d'immeubles, particulièrement les 21 immeubles de la Place Royale, font l'objet de grandes discussions. En effet, comme vous le savez, le ministère est propriétaire gestionnaire des immeubles dont la valeur patrimoniale est reconnue. Puisque le ministère n'a ni la structure financière, ni la souplesse d'intervention qui lui permettraient d'assurer une gestion efficace de ce parc immobilier, il m'a semblé indiqué de faire en sorte que le gouvernement puisse confier sa gestion à la SOGIC, société publique qui pourrait davantage assumer en même temps toutes ces contraintes.

(12 h 10)

Une modification au projet de loi est nécessaire afin d'habiliter la SOGIC à agir seule dans le domaine du patrimoine lorsque le gouvernement le requiert.

Un certain nombre d'autres modifications ont été apportées. Il s'agit bien souvent de détails techniques ou de corrections de tir tels que la vice-présidence à la SOGIC, la représentation au conseil d'administration de l'Institut du cinéma. Ainsi, même s'il est tout à fait normal et légitime que le gouvernement nomme lui-même les dirigeants d'une société de gestion

de fonds aussi importante, le choix que nous avons fait de ne pas faire siéger les deux vice-présidents au conseil d'administration nous semble indiqué, car le conseil d'administration de cette société ne doit pas être fictif. En conséquence, il est sage, je pense, de ne pas assurer la majorité aux permanents sur un quorum de cinq membres. Quant au conseil d'administration de l'Institut québécois du cinéma, nous avons opté pour une formule de représentation plus souple qui permet un ajustement selon les priorités de l'industrie.

Les modifications proposées font suite aux commentaires et aux recommandations recueillies lors des consultations qui ont été menées avec les organismes, les associations professionnelles du cinéma et aussi les regroupements de femmes. La commission de la culture a étudié le projet de loi 59 article par article et l'Opposition a donné son appui aux modifications proposées. Nous voulons remercier l'Opposition pour sa collaboration dans l'étude de ce projet de loi et, en particulier, encore une fois, le député de Mercier. L'unanimité de cette Chambre semble vouloir devenir une constante en matière de développement des industries culturelles et nous croyons que le travail qui a été fait en commission parlementaire nous assure que cette unanimité puisse continuer le plus longtemps possible.

La **Vice-Présidente**: Merci, Mme la ministre des Affaires culturelles. M. le député de Mercier.

#### M. Gérald Godin

**M. Godin**: Quant à nous, Mme la Présidente, nous avons travaillé en commission parlementaire sur cette loi et nous avons eu les réponses que nous souhaitions avoir. Remarquez bien qu'on a posé une question, ici même en Chambre, il y a quelques semaines, au sujet de la pléthore de films anglais qui passaient partout au Québec, ce qui tendait, à notre avis, à angliciser de plus en plus les Québécois dans la mesure où le cinéma est une arme puissante de pédagogie linguistique. La ministre nous promettait alors une action rapide et je constate qu'elle livre la marchandise. Encore une fois, nous la félicitons et, dans ce domaine, elle peut compter sur notre collaboration totale.

Il y a quelques jours, elle nous a promis une intervention dans le domaine du doublage et, comme le passé est garant de l'avenir, nous avons confiance que, d'ici le 15 janvier, elle saura convaincre son collègue "Léopard" et les tigresses de son cabinet - à lui, j'entends, et non pas à elle - que le doublage peut être aussi partagé. Nous sommes convaincus donc que, si le passé est garant de l'avenir, d'ici le 15 janvier, elle

aura trouvé une solution magique ou merveilleuse pour que nos artistes québécois aient, en plus du statut, des revenus et puissent prendre une partie du gâteau du doublage du film américain qui inonde le Québec et, d'ailleurs, l'Europe et la France aussi. Nous avons confiance qu'elle saura utiliser les nouvelles armes que lui donne la loi 59 pour parler aux Français. Parce qu'on sait maintenant, par expérience, en négociant avec les "majors" américains aussi bien qu'avec le gouvernement français, que, si une épée de Damoclès est suspendue au-dessus de ceux qui négocient, les négociations ont de meilleures chances de porter des fruits.

La loi lui donnait déjà le pouvoir, mais elle lui en donne plus encore aujourd'hui, d'apposer des permis sur des films qui circulent au Québec. Elle pourra donc utiliser la loi pour donner à penser aux Français, aux gens du film français que, s'ils ne donnent pas au Québec, aux Québécois et aux Québécoises, une part du marché du doublage, ils risquent de voir leurs films traîner en rade un peu plus longtemps que normalement. Je pense que ce genre de partenaires, Mme la Présidente, pour l'avoir vécu avec les "majors" américains dans le domaine du cinéma - malheureusement, pas avec les Français, quoique je pense que l'analogie peut se faire entre les deux groupes - s'ils n'ont pas une crainte quelque part de perdre une partie de leurs profits, ne bougent jamais. Tout négociateur dans quelque domaine que ce soit sait très bien que, s'il y a quelque part une menace de porter atteinte aux profits, aux revenus des entreprises, la négociation se fait beaucoup plus doucement et poliment.

Donc, nous sommes convaincus que le problème du doublage devrait être réglé d'ici la rentrée parlementaire de mars. Nous avons confiance en la ministre pour nous faire rapport, au retour de nos bien-aimées vacances, qu'elle a décroché le gros lot là aussi et que les artistes auront, en plus d'un statut, une part du gâteau du doublage.

Le deuxième point que je voudrais aborder, Mme la Présidente, c'est le fait que, du côté américain, les "majors" américains perçoivent, au Québec, 18 000 000 \$ de profits par année aux portes des cinémas du Québec où passent leurs films. Nous aurions souhaité, à l'époque où nous étions de ce côté-là de la Chambre, que le Québec retire une partie de ces 18 000 000 \$, soit sous forme de placements dans des films québécois, donc, encore là, un statut, mais des emplois et des revenus. Nous souhaitons que la ministre se penche à nouveau sur cet aspect de la question des rapports entre Jack Valenti, le Québec et les salles de cinéma québécoises, pour s'assurer que chaque dollar que les "majors" américains perçoivent au Québec serve partiellement ou totalement à aider le film

québécois et la production de films québécois. Dans la mesure où nous savons très bien que les producteurs de films frappent à cinq ou six portes pour trouver les millions requis pour faire leurs films, on sait très bien que, si une des portes à laquelle ils frappent dit non, les films tombent à l'eau et nos réalisateurs ne travaillent pas.

Nous souhaitons donc que, dans sa réflexion sur la loi 59 et ses suites, la ministre se penche aussi sur la question de la récolte des millions que les "majors" américains font ici et qu'elle ne perde pas de vue que ces millions pourraient servir à l'essor des comédiens et comédiennes québécois et, également, des réalisateurs et réalisatrices québécois.

En terminant, Mme la Présidente, la ministre a fait état du fait que la nouvelle loi 59 qui modifie la SODICC donne maintenant le pouvoir à la SOGIC de préserver des biens du patrimoine. Nous savons que le Québec est parsemé de très beaux bâtiments anciens dont, je dirais, les vieilles pierres sont les ancêtres du Québec moderne. Lorsqu'ils visitent un vieux pays, que ce soit les vieux pays en Europe ou les vieilles villes du Québec et les vieux quartiers des villes anciennes du Québec, Trois-Rivières, Québec ou Montréal, nous savons très bien que les touristes cherchent à revivre ou à revoir le passé.

J'ai constaté qu'à Saint-Pétersbourg, qu'on appelle maintenant Leningrad, les communistes athées - même M. Joseph Staline qui était le plus athée des athées - ont sauvé des églises ainsi que des couvents et en ont fait des musées, alors que le ministre des Affaires municipales, collègue de la ministre des Affaires culturelles, montre à l'égard du patrimoine québécois une espèce d'indifférence insolente, pour ne pas dire un certain mépris.

Je souhaite que la ministre, avec son talent de conviction et de prosélytisme, convainque tous ses collègues que le patrimoine est important au Québec dans la mesure où chaque ville devient un lieu d'arrêt pour les touristes qui se promènent au Québec, en quelque saison que ce soit, même en hiver, et constatent sur place que le Québec a une histoire architecturale, religieuse et autre. Je pense que le pire exemple de manque de conscience historique au Québec nous vient de Montmagny où on a rasé un couvent plus que centenaire. Cela m'a fait aussi mal que si on avait rasé le couvent des Ursulines à Trois-Rivières qu'a fréquenté Mme la ministre, parce que c'était un très beau monument et parce qu'on aurait pu le convertir en musée, en salle communautaire, en centre culturel ou même en centre d'accueil pour les personnes âgées.

Donc, je pense qu'il y a eu là une erreur patrimoniale et culturelle

fondamentale et je souhaite que le premier ministre lui-même parle à tous ses ministres pour leur dire: Le patrimoine, on ne touche pas à cela, comme il a annoncé, hier, qu'on ne touchait pas à la loi 101.

Je me réjouis donc, en terminant, de voir que la loi 59 permettra au gouvernement de conserver des bâtiments sur lesquels même des collègues ministres auraient des visées destructrices. Nous voterons donc pour le projet de loi 59. Nous l'avons endossé en commission et ici même. Nous serons donc d'accord, une fois de plus, avec la ministre des Affaires culturelles. Merci beaucoup.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le député de Mercier.

Il n'y a pas d'autre intervenant? Je déclare le débat clos.

Est-ce que le rapport de la commission de la culture sur le projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur le cinéma et la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Mme la Présidente, je voudrais, avec le consentement des membres de l'Assemblée, vous demander d'appeler la prise en considération du rapport de la commission de l'agriculture sur le projet de loi 46 qui apparaît au feuillet à l'article 19, puisque le rapport a été déposé ce matin.

**La Vice-Présidente:** Est-ce qu'il y a consentement pour qu'on prenne en considération le rapport de la commission de l'agriculture sur le projet de loi 46, compte tenu du fait que ce rapport a été déposé ce matin? Est-ce qu'il y a consentement?

**M. Gendron:** Il y a consentement, Mme la Présidente.

#### **Projet de loi 46**

#### **Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée**

**La Vice-Présidente:** Il y a consentement. Donc, le ministre de l'Agriculture...

**Une voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Ah! Il n'y a pas d'intervenant de part et d'autre? Est-ce que le rapport de la commission de l'agriculture qui a étudié le projet de loi 46, Loi sur le financement agricole, est adopté?



**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Mme la Présidente, compte tenu du fait que cela complète les travaux que nous avons planifiés pour ce matin, je vous propose que nous suspendions les travaux de l'Assemblée jusqu'à cet après-midi, 15 heures.

**La Vice-Présidente:** Est-ce que cette motion est adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. Nous allons donc suspendre nos travaux jusqu'à 15 heures, cet après-midi.

(Suspension de la séance à 12 h 22)

(Reprise à 15 h 15)

**La Vice-Présidente:** À l'ordre, s'il vous plaît! Nous allons reprendre nos travaux. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Oui, Mme la Présidente. Je vous prierais d'appeler l'article 51 du feuillet, s'il vous plaît!

#### Projet de loi 103

##### Adoption

**La Vice-Présidente:** À l'article 51 de notre feuillet, le ministre des Finances propose l'adoption du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le Vérificateur général. M. le ministre des Finances.

**M. Gérard D. Levesque**

**M. Levesque:** Mme la Présidente, on se rappellera que, tout récemment, nous avons discuté en cette Chambre du projet de loi 103 qui modifie la Loi sur le Vérificateur général sous deux aspects, le premier touchant le mandat du Vérificateur général justement pour préciser l'étendue de ce mandat.

Il y avait certains doutes touchant particulièrement la Fondation Jean-Charles-Bonenfant et nous avons voulu éliminer ainsi toute incertitude à cause de certaines dispositions antérieures de notre loi afin que le Vérificateur général puisse exercer ses fonctions d'une façon non équivoque quant au libellé de certaines lois antérieures qui pouvaient laisser certains doutes.

Nous avons également discuté du deuxième aspect de ce projet de loi qui touche la rémunération du Vérificateur

général et, à cette fin, nous avons encore là procédé à une concordance afin que certaines décisions qui remontaient à juin 1985 touchant les sous-ministres s'appliquent également au Vérificateur général sans pour cela lui causer préjudice. Ce sont les deux volets de ce projet de loi 103 dont je recommande l'adoption à la Chambre.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le ministre des Finances. M. le député de Bertrand.

**M. Jean-Guy Parent**

**M. Parent (Bertrand):** Merci, Mme la Présidente. La teneur des explications qui ont été fournies lors de la deuxième lecture et lors de l'étude article par article du projet de loi 103 qui modifie la Loi sur le Vérificateur général m'a rassuré. Comme vient de le mentionner le ministre des Finances, l'ajout du Protecteur du citoyen et les raisons pour lesquelles on le fait satisfont entièrement l'Opposition. Quant aux articles 2 et 3, ce sont effectivement des questions de dates dont il s'agit de s'assurer de la concordance. Comme je l'ai précisé lors de la deuxième lecture, cela peut sembler rétroactif, et cela l'est effectivement, mais comme on nous l'a expliqué, il est important de revenir en arrière afin de corriger, si on veut, cette forme d'anomalie auprès du Vérificateur général en ce qui concerne les questions de traitements qui n'avaient pas été clairement précisées.

Dans cet esprit, sans autre débat, nous donnons notre approbation au projet de loi 103. Je vous remercie.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le député de Bertrand. Il n'y a pas d'autre intervention? Je vais déclarer le débat clos. Est-ce que le projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le Vérificateur général, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. Je serais prête à... M. le ministre des Finances, est-ce que vous pouvez appeler le prochain projet de loi?

**M. Levesque:** Article 52, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Si vous me permettez, à l'article 52 de notre feuillet, j'ai besoin du consentement de cette Chambre en vertu de l'article 22, étant donné que le projet de loi a été présenté le 14 décembre et qu'il doit être adopté à la même période. Donc, j'ai besoin du consentement pour pouvoir l'appeler. Est-ce que j'ai ce consentement?

**Une voix:** Consentement.

### Projet de loi 112

#### Adoption

**La Vice-Présidente:** Consentement. Le ministre des Finances propose l'adoption du projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec. Je suis prête à reconnaître M. le ministre des Finances.

#### M. Gérard D. Levesque

**M. Levesque:** Mme la Présidente, comme vous le savez, nous avons eu l'occasion d'étudier le projet de loi 112 relativement à certaines modifications que nous désirons apporter à la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec. Nous avons eu, dis-je, l'occasion d'en discuter ici lors du débat précédant l'adoption du principe de ce projet de loi et, également, en commission plénière.

On se rappellera que ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec pour établir des critères additionnels de qualification des placements que la Caisse peut effectuer en vertu de pouvoirs particuliers.  
(15 h 20)

Le projet de loi précise justement que la Caisse pourra acquérir et détenir des actions d'une compagnie qui satisfait à certaines conditions de rendement pour les années précédant l'acquisition ou dont les titres comportent une forte liquidité selon les conditions définies par règlement. Il y a d'autres éléments qui ont été mis de l'avant, justement, pour donner plus de flexibilité à la Caisse dans ses placements.

Entre autres, il y a la clause omnibus qui limite, par exemple, les placements de la Caisse à 7 % et où nous portons ce montant à 10 %. Il y a des facteurs qui nous amènent à apporter ces changements à la demande de la Caisse, particulièrement certaines conditions qui apparaissent, par exemple, à la suite des dettes contractées par certains pays du tiers monde envers des banques canadiennes, ce qui fait en sorte que le rendement des banques pourrait être différent de celui qu'il aurait été, n'eût été de ces circonstances. De sorte que tout cela est fait justement pour donner plus de flexibilité à la Caisse, pour permettre à celle-ci d'atteindre un meilleur degré de rentabilité, tout en préservant son objectif de sécurité de l'épargne des Québécois et des Québécoises.

Nous en avons discuté, d'ailleurs, en commission plénière, article par article, et il est devenu évident que d'un côté comme de l'autre de l'Assemblée nous étions d'accord

pour donner suite... Même avec un consentement comme vous venez de le demander, Mme la Présidente, consentement qui a été donné d'emblée, il a été convenu et je pense que nous pouvons résumer cela en disant que d'un côté comme de l'autre de la Chambre nous sommes convenus que les suggestions qui nous avaient été faites par la Caisse de dépôt et placement et qui se retrouvaient dans les dispositions de ce projet de loi étaient réellement raisonnables et désirables.

Il y avait un point, cependant, qui revenait continuellement, si on se rappelle, dans la discussion que nous avons eue en commission plénière. C'était à savoir s'il y avait une absolue nécessité de prévoir, par une clause dite crépusculaire, que ces amendements auraient une durée limitée. J'avais indiqué à la Chambre à ce moment-là que, s'il y avait l'introduction d'une telle clause crépusculaire qui avait pour effet de faire en sorte que les amendements en question trouveraient leur terminaison le 31 décembre 1991... Eh bien, est-ce que c'était absolument nécessaire qu'il en soit ainsi? Est-ce que cette clause pouvait créer certaines incertitudes pour la direction de la Caisse, pour les gestionnaires? Ne pouvait-on pas, par d'autres moyens, rencontrer cette préoccupation de prudence vis-à-vis le mandat de la Caisse? Il est bon de se rappeler que dès, 1965, on avait établi que la Caisse devait poursuivre des objectifs de rentabilité mais également des objectifs de sécurité de l'épargne.

C'est un peu dans ce sens que je répondais à mon interlocuteur, le député de Bertrand. Si cette clause crépusculaire était suggérée, c'était afin de bien donner un signal à la Caisse de dépôt à savoir que ces mesures que nous prenions étaient pour répondre à une conjoncture particulière mais qu'on ne voulait, en aucune façon, changer le mandat et les objectifs de la Caisse de dépôt.

Cependant, j'avais dit au député de Bertrand que j'étais prêt à revoir la question avec la Caisse, voir si on ne pouvait pas atteindre les mêmes objectifs sans nécessairement avoir à introduire une telle clause dans la législation proposée. J'ai tenu parole. J'ai rencontré les gens de la Caisse, j'ai rencontré les légistes, je suis même allé au Conseil des ministres pour m'assurer que le changement serait agréé et, je propose maintenant, Mme la Présidente, un amendement qui, j'en suis convaincu, va sourire à l'Assemblée nationale mais particulièrement à mon ami, le député de Bertrand, qui a fait une suggestion qui sera retenue dans le sens suivant: C'est que nous allons faire disparaître cette clause crépusculaire mais nous prendrons d'autres mesures, que nous avons déjà commencé à prendre parce que nous avons eu une conversation avec des représentants de la Caisse de dépôt et

placement. Nous allons probablement pouvoir arriver aux mêmes fins et si jamais ce n'était pas le cas, nous pourrions revenir ici à l'Assemblée nationale nous assurer justement du maintien des objectifs qui sont ceux que le législateur avait établis pour la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Dans les circonstances, Mme la Présidente, je vais vous lire les amendements que j'ai l'intention de proposer et vous verrez que c'est la même chose que nous avons discutée ici à l'Assemblée nationale lors du débat sur l'adoption du principe, lors de la commission plénière. Il s'agit simplement de faire disparaître cette clause crépusculaire, autrement dit la date du 31 décembre 1991. Pour ce faire, il est nécessaire de procéder de la façon suivante: "À l'article 1, remplacer l'article 1 par le suivant: 1. La Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (chapitre C-2) est modifiée par le remplacement de l'article 30 par le suivant. 30. La Caisse peut acquérir et détenir des actions privilégiées d'une compagnie dont les actions ordinaires constituent un placement admissible selon l'article 31 ou 31.1 et malgré le paragraphe c de l'article 27 des titres de créances émis ou garantis par une telle compagnie.

"Article 2. Remplacer l'article 2 par le suivant: 2. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 31 par le suivant. 31. La Caisse peut acquérir et détenir des actions ordinaires: a) d'une compagnie qui a uniquement pour objet d'acquérir, détenir, louer ou administrer des immeubles; b) d'une compagnie qui en moyenne pendant quatre des cinq années précédant l'acquisition a obtenu un rendement ou versé un dividende sur ces actions ordinaires d'au moins 4 % de leur valeur comptable; c) d'une compagnie constituée moins de cinq années avant l'acquisition sous réserve que l'investissement total de la Caisse dont les actions ordinaires de compagnies de cette catégorie n'excèdent pas 3 % de son actif total; d) d'une compagnie dont les titres inscrits à une Bourse offrent une forte liquidité selon la définition et les conditions déterminées par règlement de la Caisse. (15 h 30)

"Article 3. - c'est le dernier amendement, Mme la Présidente, très court - remplacer l'article 3 par le suivant: 3. L'article 34 de cette loi est modifié en remplaçant dans la deuxième ligne du paragraphe a, 7 % par 10 %."

L'article 4, évidemment, qui prévoit la sanction, qui prévoit que le projet de loi entrera en vigueur au moment de sa sanction, eh bien, il va de soi qu'il n'est pas amendé.

Alors, ces amendements, je les suggère à cette Assemblée. S'ils sont retenus, je suggérerais que... Évidemment, je vais attendre que d'autres opinants vous disent,

Mme la Présidente, ce qu'ils pensent de ces amendements. Je suis convaincu d'avance que le député de Bertrand, à moins qu'il n'ait changé d'idée depuis la commission parlementaire, va souscrire d'emblée à ce qu'il a lui-même suggéré. C'est en présumant de cette acceptation générale que je suggère, si tel est le cas, qu'une fois le débat terminé là-dessus, on puisse aller, avant l'adoption, en commission plénière, mais on pourrait le faire peut-être simplement en demandant au secrétaire général de procéder aux écritures. Je vous remercie, Mme la Présidente, et je propose, encore une fois à cette Chambre, le projet de loi et les amendements suggérés pour adoption.

**La Vice-Présidente:** M. le député de Bertrand.

**M. Jean-Guy Parent**

**M. Parent (Bertrand):** Merci, Mme la Présidente. Je veux immédiatement rassurer le ministre et lui dire que je n'ai pas changé d'idée par rapport à l'argumentation que nous tenions ici, en cette Chambre, il y a à peine 48 heures, à savoir que l'argumentation que j'ai portée à son attention pour faire en sorte que la clause, qui était l'article 3 du projet de loi, qui faisait en sorte qu'il y avait une date qui mettait fin à ces nouvelles mesures, soit le 31 décembre 1991, était pour moi et pour l'Opposition tout à fait inacceptable. Je n'ai pas changé d'idée. Je suis content que le ministre se soit rendu à ces arguments, parce que je pense que c'est important pour le bon fonctionnement de la Caisse. On se souviendra que l'ensemble du contenu du projet de loi 112, c'est un ensemble de mesures qui permettent ou qui vont permettre dorénavant, dès que la loi sera sanctionnée, à la Caisse de dépôt et placement d'avoir un peu plus de marge de manoeuvre à la lueur des nouvelles règles du jeu, si on veut, qui évoluent ici, au Québec, particulièrement concernant les sociétés, le rendement des sociétés et le portefeuille pour les nouvelles sociétés. À toutes fins utiles, les mesures qui sont prises dans le projet de loi 112 vont permettre dorénavant à la Caisse de dépôt et placement du Québec de faire des acquisitions ou de prendre des actions, des portefeuilles d'actions dans des entreprises qui ont moins de cinq années. Je pense que c'est important, un maximum de 3 % du portefeuille de la Caisse de dépôt et placement pourra être affecté à cette nouvelle classe.

Il y a aussi le portefeuille des entreprises. On se souviendra qu'auparavant c'était un rendement de 4 % pendant cinq années pour que la Caisse de dépôt et placement du Québec puisse investir avec ce portefeuille. Dorénavant, l'assouplissement

permet d'y aller avec des entreprises qui auront un rendement moyen, non pas un rendement de 4 % par année pendant cinq ans, mais un rendement moyen pendant quatre des cinq dernières années. Ceci va permettre justement un assouplissement aussi de ce côté.

Troisièmement, le portefeuille ou la clause omnibus qui permettait d'aller chercher d'autres classes va être augmenté de 7 % à 10 %. Là aussi, cela va permettre une marge de manoeuvre importante puisqu'on sait qu'on dépassait déjà au 1er décembre 1987 les 6 %.

Quant à l'abolition telle que présentée de la clause du 31 décembre 1991, je pense qu'elle est importante. Je tiens à remercier le ministre des Finances d'être revenu à la charge et d'avoir convaincu ses collègues du Conseil des ministres. J'ai fait cela avec des convictions profondes que cela pouvait nuire au bon fonctionnement de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Je pense que le débat que nous avons eu a été très sain. J'espère qu'il pourra se répéter dans d'autres projets de loi puisque, lorsque les deux partis sont de bonne foi et veulent améliorer ou bonifier un projet de loi, il est possible de le faire, et je pense que nous en avons un témoignage avec le projet de loi 112. Je suis très heureux. Bien sûr que j'accepterai les modifications telles qu'elles ont été présentées il y a quelques minutes par le ministre des Finances.

Je conclurai en portant à l'attention du ministre que deux autres points avaient été mentionnés lorsque j'ai présenté le projet de loi de mon côté. Nous espérons voir éventuellement d'autres mesures pour permettre à la Caisse de dépôt et placement du Québec d'être plus active auprès des petites et moyennes entreprises qui ont besoin, justement, de soutien et de capital et aussi vis-à-vis des épargnants qui ont besoin de se faire rassurer auprès de certaines entreprises, de se faire dire qu'ils sont non seulement solvables, qu'ils ont un avenir prometteur et que la Caisse de dépôt et placement du Québec dans différentes régions du Québec, en matière de développement régional, pourra aller acheter des actions, être très active afin qu'on puisse créer, avec l'appui financier de la Caisse de dépôt et placement, ce que j'appelle un mouvement encourageant, ici, au Québec. Je pense que l'occasion sera certes bonne au cours de 1988 pour rendre et dynamiser davantage la Caisse de dépôt et de placement.

Je suis sûr que le ministre des Finances fera toutes les démarches dans ce sens-là et pourra - on ne peut pas le faire dans ce projet de loi - éventuellement, avoir des mesures qui pourront le rendre incitatif. C'est certes mon voeu le plus cher parce que je pense que la Caisse de dépôt et placement - le plus bel exemple, on le vivra

avec le projet de loi 112 - pourra davantage être active au Québec, être présente, être un soutien pour des dirigeants d'entreprises qui aimeraient avoir un partenaire minoritaire, mais un partenaire qui se veut le plus actif possible. Je pense que c'est rassurant autant pour les épargnants qui achèteront des titres de ces entreprises que pour des dirigeants d'entreprises qui auront un partenaire - avec quelque pourcentage que ce soit, si minime soit-il - aussi prestigieux, aussi crédible et aussi dynamique que la Caisse de dépôt et placement. À la suite des amendements qui ont été apportés par le ministre, il est bien sûr qu'il me fait plaisir d'agréer et d'accepter, tel que proposé, le projet de loi 112, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le député de Bertrand. Il n'y a pas de réplique? Donc, je conclus qu'on a fait une motion pour qu'on puisse faire les écritures. Cette motion est-elle adoptée?

**Une voix:** Adopté.

#### Commission plénière

**La Vice-Présidente:** Adopté. Je vais donc procéder aux écritures. La motion pour se transformer en commission plénière est-elle adoptée?

**Des voix:** Adopté.

#### Adoption des amendements

**La Vice-Présidente:** Les amendements proposés par le ministre des Finances sont-ils adoptés?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. Le rapport de la commission plénière est-il adopté?

**Des voix:** Adopté.

#### Adoption du projet de loi

**La Vice-Présidente:** Le projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec est-il adopté?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Oui, Mme la Présidente. Tout en remerciant les membres de l'Assemblée pour leur collaboration, Mme la Présidente, je vous prierais maintenant d'appeler l'article 49 du feuillet, s'il vous plaît!

**Projet de loi 91****Adoption**

**La Vice-Présidente:** À l'article 49 de notre feuillet, le ministre de l'Éducation propose l'adoption du projet de loi 91, Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation. M. le ministre de l'Éducation.

**M. Ryan:** Mme la Présidente, nous avons eu l'occasion, à d'autres stades de l'étude du projet, d'en expliquer les buts et la portée. Je me bornerai à proposer, pour l'instant, que le projet soit adopté.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le ministre de l'Éducation. Mme la députée de Chicoutimi.

**Mme Blackburn:** Oui, Mme la Présidente, aussi brièvement que l'a fait le ministre pour la longueur du projet de loi, je pense que cela ne mérite pas beaucoup plus d'explications. Ce qui a été dit antérieurement devrait être largement suffisant. Adopté, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Je constate qu'il n'y a pas d'autres répliques. Je déclare le débat clos.

Le projet de loi 91, Loi modifiant la Loi sur l'enseignement privé et la Loi sur le ministère de l'Éducation est-il adopté?

**Des voix:** Adopté.  
(15 h 40)

**La Vice-Présidente:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** L'article 50, Mme la Présidente.

**Projet de loi 92****Adoption**

**La Vice-Présidente:** À l'article 50 de notre feuillet, le ministre de l'Éducation propose l'adoption du projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil.

M. le ministre de l'Éducation. Il n'y a pas d'intervention?

Mme la députée de Chicoutimi.

**Mme Jeanne L. Blackburn**

**Mme Blackburn:** Mme la Présidente, brièvement, parce que ce projet de loi fait l'unanimité chez les membres de l'Opposition et il fut appuyé plus particulièrement par celui qui a été le porte-parole, le député de Taillon, parce qu'il est aussi membre du Barreau de Longueuil ou du futur Barreau de

Longueuil. À cet égard, on estime que c'est un projet de loi que tout le monde reçoit avec satisfaction et qui va permettre de tenir compte d'une situation particulière dans cette région.

Je m'en voudrais, Mme la Présidente, de terminer l'examen de ces deux projets de loi sans souligner la pauvreté des projets de loi qui ont été présentés par le ministre au cours de cette session. On sait que la prochaine session s'annonce un peu plus fructueuse et c'est avec plaisir qu'on aura l'occasion d'avoir une véritable session. Merci, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Merci, Mme la députée de Chicoutimi. Il n'y a pas d'autres interventions? Je déclare le débat clos.

Est-ce que le projet de loi 92, Loi modifiant la Loi sur le Barreau concernant la création du Barreau de Longueuil, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Mme la Présidente, je suggère que l'Assemblée suspende ses travaux pour quelques minutes pour se ressaisir à la suite de l'adoption très rapide de ces deux projets de loi.

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**La Vice-Présidente:** Est-ce qu'il y a consentement pour qu'on puisse suspendre quelques minutes?

**Une voix:** Adopté.

**Mme Blackburn:** Quand il n'y a pas de menu législatif...

**La Vice-Présidente:** Consentement. Nous allons donc suspendre nos travaux pour quelques minutes.

(Suspension de la séance à 15 h 42)

(Reprise à 15 h 46)

**La Vice-Présidente:** À l'ordre, s'il vous plaît!

Vous pouvez vous asseoir, nous allons reprendre les travaux. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Mme la Présidente, si vous voulez bien appeler l'article 12 du feuillet, s'il vous plaît!

**La Vice-Présidente:** Si vous me permettez, M. le leader du gouvernement,

avant d'appeler cet article, j'aimerais qu'on ait le consentement, en vertu de l'article 237, du feuillet. Est-ce que j'ai ce consentement?

Une voix: Consentement, Mme la Présidente.

#### Projet de loi 64

##### Adoption du principe

**Le Vice-Président:** Consentement? Donc, nous allons procéder. M. le ministre du Revenu propose l'adoption du principe du projet de loi 64, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal. M. le ministre du Revenu.

##### M. Yves Séguin

**M. Séguin:** Merci, Mme la Présidente. Nous sommes effectivement à l'étape de l'adoption du principe du projet de loi 64 qui, essentiellement, reprend en termes de dispositions législatives, sous forme de projet de loi, le budget présenté par le ministre des Finances le 30 avril. J'aimerais, en quelques minutes, simplement résumer de quoi il s'agit, et je le ferai en deux volets.

Dans un premier temps, je veux simplement rappeler le processus par lequel ce discours sur le budget prononcé à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances le 30 avril donne lieu au texte de loi que nous avons aujourd'hui, sous le numéro 64. Dans un deuxième temps, je prendrai quelques minutes pour résumer les mesures, les dispositions qui me semblent les plus intéressantes et les plus significatives, contenues dans ce projet de loi, il faut le dire, quand même fort complexe, puisque toutes les lois fiscales, que ce soient les règles d'harmonisation ou l'introduction d'autres mesures, sont toujours données dans un contexte technique et complexe. Mais il y en a plusieurs qui touchent l'ensemble des contribuables et il me semble approprié de les rappeler et de les expliquer un peu pour comprendre la nature du projet de loi 64.

À ce stade-ci, je ne voudrais pas entrer dans des détails techniques, puisque, de toute façon, dans le cheminement qui suivra, nous aurons l'occasion plus tard, en commission parlementaire, de faire une étude détaillée de chacune des dispositions et on pourra, à ce moment-là, fournir davantage d'explications et de détails. Je suis sûr que mon collègue, le député d'Abitibi-Ouest, posera des questions en commission parlementaire, auxquelles je tâcherai d'apporter le plus d'éclairage possible.

Le projet de loi 64 contient tout près de 200 articles et amende plusieurs lois. L'une d'elles en particulier, qui nous

intéresse peut-être davantage ou, à tout le moins, sur laquelle j'aimerais davantage attirer l'attention aujourd'hui, c'est la Loi sur les impôts du Québec puisque, à proprement parler, c'est le cœur du projet de loi.

Donc, je mentionnais tantôt que, dans un premier volet, je voulais vous parler du discours sur le budget qu'a prononcé le ministre des Finances le 30 avril dernier, ici à l'Assemblée nationale, puisqu'on sait que c'est le ministre des Finances qui, lorsqu'il le juge approprié - la tradition veut que ce soit habituellement au printemps, à l'occasion cela peut se faire à l'automne ou à un autre moment de l'année - a la responsabilité d'élaborer la politique fiscale du gouvernement et de l'annoncer habituellement par un discours sur le budget. Mais il peut aussi le faire par une déclaration à l'Assemblée nationale lorsqu'il le juge utile durant l'année, soit pour apporter un amendement, un complément ou modifier.

Récemment, par exemple, juste pour illustrer ce principe, le ministre des Finances a annoncé la prolongation de la période de contribution au Régime d'épargne-actions du Québec pour faire porter la date habituelle du 31 décembre tout près du 1er mars, à toutes fins utiles, ou, enfin, dans les 60 jours qui suivent la fin de l'année fiscale qui est le 31 décembre. Cette déclaration a été faite par le ministre des Finances ici à l'Assemblée nationale.

Donc, en plus du discours sur le budget, on peut avoir et nous avons effectivement ici des déclarations ministérielles faites antérieurement par le ministre des Finances qui donnent lieu à des amendements à la loi ou à de nouvelles dispositions qui, pour avoir force de loi, doivent être incluses dans la Loi sur les impôts du Québec. Beaucoup de ces dispositions auront effet le 1er janvier 1988, d'autres, à des dates particulières et d'autres auront effet à compter du 30 avril ou à une période à proximité du 30 avril.

J'aimerais attirer l'attention sur un phénomène bien courant dans le système fiscal pour illustrer que... Je mentionnais tantôt le discours sur le budget le 30 avril. Il est évident que la loi ne peut pas être adoptée le 30 avril. Donc, il y a nécessairement une période qui s'écoule entre le prononcé du discours, d'une déclaration et l'adoption ou la sanction de la loi qui se fera éventuellement suivant le processus parlementaire que l'on connaît, soit: l'adoption du principe comme on le fait aujourd'hui, on réfère le projet de loi en commission parlementaire, ce que nous ferons dans quelques mois ou avant la reprise des travaux au mois de mars - du moins, c'est à souhaiter - et, à cette commission parlementaire, les députés qui représentent les partis politiques siègent et discutent le projet de loi article par article. Finalement, il y a ce qu'on appelle la dernière étape,

une troisième lecture où des amendements sont toujours possibles et ensuite l'adoption finale du projet de loi où d'autres représentations peuvent, à l'occasion, être faites.

Donc, nous enclenchons actuellement tout ce processus, mais il faut réaliser que le discours sur le budget date du 30 avril, donc, une période antérieure à aujourd'hui, évidemment. Ce qu'il est important de considérer, c'est ce phénomène dont je parlais tantôt, qui fait que l'application des mesures fiscales a un effet rétroactif. Cela a été sanctionné par les tribunaux, c'est un phénomène bien connu. À peu près tous les pays qui ont un système fiscal le connaissent puisque c'est inévitable en pratique. Donc, lorsqu'on procède à l'adoption du projet de loi, les mesures, parce que dans le temps elles sont adoptées postérieurement au budget, mais parce que le budget voulait que ces mesures s'appliquent le 30 avril, ont un effet rétroactif. Dans le projet de loi la plupart des mesures seront reconnues valables et s'appliqueront rétroactivement à la date du 30 avril ou à d'autres dates qui y seront mentionnées, de sorte que dès le discours sur le budget, le ministre des Finances est en situation d'annoncer des mesures applicables dès maintenant même si la loi viendra sanctionner ces mesures-là plus tard puisque, on le sait, ultimement c'est la loi qui doit sanctionner une disposition d'ordre budgétaire. Cet effet rétroactif bien connu et appliqué depuis le début de tout le système fiscal, tant au fédéral que chez nous, fait en sorte qu'il n'y a pas de temps mort, si vous me permettez l'expression, ou d'incertitude entre le moment où le discours est prononcé et le moment où la loi est adoptée.

Un deuxième phénomène qui s'intercale dans celui-là, c'est celui relié à l'écoulement du temps et à la possibilité que d'autres déclarations entre le discours sur le budget du 30 avril et, par exemple, le mois de décembre, aujourd'hui, présentement, en ce moment, que d'autres déclarations du ministre des Finances aient pu se produire à l'occasion pour avoir un effet direct sur notre projet de loi.

C'est arrivé dans le passé, cela peut arriver et on verra plus tard que quelques dispositions n'originent pas directement du discours sur le budget, mais d'autres déclarations qui sont même postérieures au discours sur le budget. Donc, la loi actuellement essaie et couvre l'ensemble de toutes les dispositions annoncées par le ministre des Finances.

Je dois d'ailleurs mentionner une autre parenthèse à ce phénomène de la rétroactivité. C'est que les mesures rétroactives sont indiquées dans le projet de loi pour donner la certitude aux contribuables qu'effectivement l'effet remonte dans le

temps, comme je le disais tantôt, au 30 avril ou à une date à proximité du 30 avril.

Je dois dire, Mme la Présidente, que cela peut occasionner un délai dans la rédaction des lois. D'ailleurs, c'est un problème de tous les temps et de toutes les administrations fiscales d'une quarantaine de pays dans le monde qui, comme nous, ont un système fiscal. C'est cette problématique de rédiger et de sanctionner le plus rapidement possible un projet de loi qui, dans le temps, est rétroactif. Donc, pour ne pas que cette rétroactivité qui est acceptée d'un côté mais qui s'étend trop longtemps dans le temps devienne, en soi, un obstacle au contribuable à bien comprendre l'application des lois, il est souhaitable et absolument légitime de désirer raccourcir ce délai. Parfois c'est possible, parfois il y a une complexité telle... Et, pour ajouter à la complexité, mentionnons tout simplement la problématique que nous avons vis-à-vis de la fiscalité fédérale à laquelle nous devons nous harmoniser sur un ensemble de mesures.

Donc, tant et aussi longtemps que le gouvernement fédéral n'a pas sanctionné sa propre loi à laquelle on veut s'harmoniser, il nous est absolument impossible, nous aussi, d'enclencher notre processus législatif. C'est ce qui fait que quelques mesures dans notre projet de loi ont dû attendre avant de faire l'objet du présent projet de loi.

Je peux vous assurer, Mme la Présidente, qu'en ce qui nous concerne au ministère du Revenu, et c'est là le dernier volet que je vais expliquer pour qu'on comprenne le processus qui est devant nous aujourd'hui... C'est le ministre des Finances qui élabore les concepts, les politiques fiscales. C'est sa responsabilité de les déclarer, de les annoncer dans un discours ou dans une déclaration à l'Assemblée nationale mais c'est au ministère du Revenu de rédiger et de présenter le projet de loi de sorte que je suis devant vous aujourd'hui pour vous présenter le projet de loi 64 qui doit traduire le plus fidèlement possible le discours et les intentions budgétaires qu'a déjà annoncées le ministre des Finances.

Pour revenir sur la question des délais, on le fait le plus rapidement possible. Le discours a été prononcé le 30 avril, nous sommes au mois de décembre, c'est déjà une amélioration intéressante lorsqu'on considère qu'il n'était pas rare, dans le passé, d'entendre des discours et, de voir des projets de loi qui les suivent connaître des délais de deux ans, trois ans avant la sanction d'un projet de loi pour confirmer les déclarations qu'il contenait.

Sans dire que c'est peut-être tout à fait l'idéal - on atteindra l'idéal quand on pourra présenter le projet de loi le même soir que le budget - je pense qu'on a fait des efforts considérables pour raccourcir ce délai. Actuellement, je suis heureux que nous

procédions à l'adoption du principe de la loi au mois de décembre.

On aurait peut-être pu, même, si les circonstances s'y étaient prêtées, procéder à la sanction avant le 31 décembre mais, éventuellement, on aura aussi d'autres façons d'améliorer ce délai.

Maintenant, je voudrais prendre quelques minutes aussi pour résumer quelques dispositions qui me semblent fort intéressantes à considérer et qui sont particulièrement significatives dans le projet de loi.

(16 heures)

La première, Mme la Présidente, c'est celle concernant une réduction du fardeau fiscal d'un ensemble de familles, d'individus, de contribuables mariés ou seuls. Cette réduction, qui a été annoncée le 30 avril apparaît sous le système d'un crédit d'impôt, c'est-à-dire d'une part, qu'un ensemble fort important de familles, jusqu'à 300 000 familles au Québec, vont pouvoir connaître une réduction d'impôt en 1988. Cela va donner comme résultat qu'un grand nombre de personnes n'auront plus à payer d'impôt sur un seuil de revenu donné. Je voudrais vous donner simplement quelques exemples. Je pense que les exemples illustrent très bien et mieux que beaucoup d'explications. Avant le budget du 30 avril, donc avant ce projet de loi, pour l'année 1987, par exemple un couple avec deux enfants de six à onze ans, ne payait pas d'impôt si le revenu de travail ne dépassait pas 13 000 \$.

Ce qu'on fait ici, c'est qu'on augmente le seuil non taxable de revenu de sorte que le même couple avec deux enfants âgés de six à onze ans va pouvoir gagner 20 000 \$ sans payer d'impôt. Je pense que c'est assez intéressant. Cela signifie, en termes pratiques, une économie d'impôt jusqu'à 1000 \$ pour le couple, une réduction d'impôt de 1000 \$. Autrement dit, il était susceptible de payer avant 1000 \$ d'impôt et maintenant il n'aura plus à payer ces 1000 \$. Je pense qu'en 1987 ou en 1988, c'est quand même intéressant de considérer qu'un couple avec deux enfants peut gagner 20 000 \$ sans payer un sou d'impôt. Voilà l'effet de cette mesure qui, je pense, mérite d'être soulignée.

Je vous donne un autre exemple. Un couple avec un enfant de moins de six ans et un revenu de travail - c'est aussi une situation qu'on rencontre beaucoup dans les couples maintenant - pourra également gagner jusqu'à 20 000 \$ sans payer d'impôt contrairement à la situation antérieure où, déjà à 13 000 \$, il commençait à payer de l'impôt. Si on considère les frais de garde d'enfants, c'est encore plus significatif comme réduction d'impôt. Un couple avec deux enfants, même situation que j'ai donnée tantôt, âgés de six ans à onze ans, si les deux parents travaillent et qu'ils considèrent

les frais de garde d'enfants - autrement dit, ils ont déduit de leurs revenus les frais de garde d'enfants - ils pourront gagner jusqu'à tout près de 26 000 \$ sans payer d'impôt.

Il y a la question aussi des allocations familiales du Québec qui connaissent une modification par ce projet de loi où on n'effectuera plus de récupération fiscale à partir du troisième enfant. Je pense que c'est significatif dans ce cheminement pour réduire l'impact fiscal de la récupération des allocations familiales. Quelques mots aussi sur l'allocation de disponibilité qui a été modifiée. L'allocation de disponibilité est un montant d'argent payé particulièrement à l'égard des enfants. À compter de 1987, on va modifier cette allocation de sorte qu'à l'avenir le premier enfant se verra allouer 100 \$, le deuxième 200 \$, et 500 \$ à partir du troisième et 500 \$ pour chacun des autres qui peuvent suivre après.

Concernant les personnes retraitées, Mme la Présidente, quelques mots également. Je pense que c'est intéressant de souligner que le discours sur le budget apporte une modification que l'on retrouve évidemment dans le projet de loi. On apporte un amendement quant à la réduction de la déduction qui était consentie aux personnes âgées tant à l'égard de la déduction pour personnes âgées qu'à l'égard de la déduction de revenus d'intérêts et de revenus de placements. On introduit maintenant un allègement, de sorte que jusqu'à 10 000 \$ de revenus d'intérêts ou de revenus visés par ces déductions, on ne réduira pas la déduction de sorte que le premier dollar gagné en termes de revenus de placements ou de travail ne réduira pas jusqu'à concurrence de 10 000 \$ ces déductions que les contribuables peuvent réclamer.

Autrement dit, on leur donne ce qu'on appelle une franchise non taxable sur les premiers 10 000 \$ gagnés avant que cela affecte les déductions qui sont déjà allouées aux contribuables dans la loi.

Je voudrais vous dire quelques mots sur les artistes. Dans un projet de loi antérieur, qu'on a présenté ici il n'y a pas longtemps, j'ai eu l'occasion de vous expliquer une disposition qui avantageait les artistes. J'aimerais la résumer un petit peu pour me permettre de vous expliquer encore d'autres modifications qui sont apportées.

Alors, les artistes, comme contribuables - je pense particulièrement à ceux qui gagnent un revenu provenant de la vente de leurs oeuvres, donc ceux qui ont un inventaire; je pense qu'ils se reconnaissent bien, ils savent qu'ils ont des peintures, des objets sur lesquels ils ont fait des travaux artistiques, etc. - aux fins fiscales, produisent un état de revenus et de dépenses. Dans le calcul de leurs revenus et de leurs dépenses, ils pourront déduire ou réduire, si vous voulez, le montant qu'ils



doivent indiquer dans leur état de revenus et de dépenses - c'est un choix qu'ils font - du montant d'inventaire de fin d'année. Sans être trop technique, ce choix, cette nouvelle disposition, permet aux artistes de réduire l'impôt que, normalement, ils devraient payer. Cette disposition peut réduire l'impôt de près de 50 % en faisant ce choix.

On ajoute, depuis le discours sur le budget, une autre mesure, même deux mesures que je veux simplement résumer en quelques mots. On pourra, dorénavant, déduire de son revenu le don que l'on fait à certains organismes à caractère culturel, dont la liste sera déjà préparée et qui fait partie du projet de loi. Donc, pour les personnes intéressées à faire un don et même faire don de leurs propres oeuvres d'art à un organisme artistique pourront déduire ces donations de leur propre revenu.

Également, les cotisations à des associations artistiques ou reconnues artistiques sont dorénavant déductibles par les artistes ou par les personnes qui doivent devenir membres de ces associations. Je pense, Mme la Présidente, que c'est une déduction intéressante pour alléger quelque peu le fardeau fiscal de ce groupe de contribuables, les artistes.

Dans la recherche et le développement, quelques mots également, malgré que ce soit un chapitre assez détaillé et fort technique. Je veux simplement résumer l'essence de l'aménagement, de l'amendement, que l'on propose aujourd'hui. On augmente considérablement les avantages fiscaux de la recherche et du développement, depuis ce discours du 30 avril. Par exemple, particulièrement dans les associations avec les universités pour la recherche et le développement, il y aura une déduction du salaire encouru dans la recherche et le développement, qui passe de 10 % à 20 %. Le crédit d'impôt afférent à la recherche et au développement est également plus généreux, comme d'ailleurs la définition des dépenses admissibles dans la recherche et le développement est élargie. Ces mesures vont faire en sorte que les avantages fiscaux pour la recherche et le développement, particulièrement quand c'est associé avec le milieu universitaire, rendent beaucoup plus intéressant l'investissement dans la recherche et le développement puisque le fardeau fiscal peut être réduit considérablement.

Je pourrais vous donner quelques chiffres qui pourraient illustrer ce que peut donner, en termes d'argent, l'avantage de contribuer dans la recherche et le développement pour un contribuable. Simplement pour résumer, c'est que 100 \$ investis dans la recherche et le développement par un contribuable, par vous et moi, par n'importe qui, dans un programme défini, accepté et agréé par le ministère du Revenu, ne coûtent, après dégrèvement d'impôt, que de

11 \$ à 20 \$, selon certaines dispositions. Cela veut dire qu'il y a une économie d'impôt pour chaque dollar investi d'au moins 50 %. Cela peut même atteindre 70 % d'économie d'impôt sur chaque dollar investi. (16 h 10)

D'autres mesures qui touchent la recherche et le développement ont fait l'objet du discours sur le budget et du projet de loi. Je mentionne uniquement certains aménagements qu'on a apportés au Régime d'épargne-actions du Québec pour mieux s'harmoniser avec le développement et la recherche et en même temps apporter plus de mesures correctrices sur certaines tendances et tangentes qui se sont développées dans l'application du Régime d'épargne-actions du Québec pour le rendre plus conforme à ses objectifs premiers et en même temps corriger certains écarts des politiques fiscales qu'on avait pu observer au cours des années.

Mme la Présidente, je veux ajouter aussi que, pour la recherche et le développement, dorénavant, les promoteurs de projets de recherche et de développement devront obtenir du ministère du Revenu et cela, de façon obligatoire - une décision anticipée, c'est-à-dire une opinion du ministère du Revenu garantissant ou assurant l'interprétation fiscale qui est annoncée dans le projet pour protéger les contribuables et en même temps les promoteurs contre, peut-être, des interprétations qui pourraient amener malheureusement des cotisations éventuellement qui pourraient, évidemment on peut l'imaginer, occasionner des désagréments absolument pas souhaitables. Donc, par mesure de prudence, dorénavant, dans le domaine de la recherche et du développement, comme dans les projets du Régime d'épargne-actions du Québec, la demande au ministère du Revenu d'une décision anticipée est obligatoire.

Il y a aussi plusieurs mesures d'harmonisation avec la législation fédérale. Je ne veux pas toutes les énumérer. C'est un peu long et un peu technique. Il est d'usage, dans les discours sur le budget ou à quelques époques dans l'année, d'examiner la politique fiscale fédérale et de décider sur un ensemble de points une harmonisation ou une non-harmonisation. Sur cela, tous les gouvernements qui se sont succédé ici à l'Assemblée nationale ont fait le même exercice. Il est d'un côté inévitable de s'assurer qu'il n'y ait pas ce qu'on appelait et ce que tous les ministres des Finances qui se sont succédé ici ont appelé une jungle fiscale. On vit en Amérique du Nord. On tient compte de la réforme fiscale américaine et de sa fiscalité, du système fiscal fédéral et du nôtre. Il faut essayer dans la mesure du possible d'harmoniser l'ensemble de toutes ces mesures puisque, finalement, c'est le contribuable qui a à vivre aussi dans ces

systèmes qui se marient et qui se juxtaposent de sorte qu'il devient absolument nécessaire, pour que les contribuables se retrouvent, d'avoir une bonne harmonisation en particulier entre la législation fédérale d'un côté et la législation du Québec en matière fiscale. De sorte qu'on retrouve dans le projet de loi un ensemble de mesures, plusieurs dizaines de mesures, pour s'harmoniser et certaines font, si vous voulez, plutôt bande à part et ne s'harmonisent pas pour diverses raisons que le gouvernement du Québec juge appropriées. Que voulez-vous? C'est la politique fiscale qui le décide. On les retrouve dans ce projet de loi.

J'ajoute également que cela s'additionne de l'autre phénomène que d'autres déclarations du ministre des Finances du gouvernement fédéral se sont produites depuis avec des effets rétroactifs, avec lesquelles on a également décidé de s'harmoniser et qu'on retrouve dans notre projet de loi. Tout cela pour dire que cette grande complexité n'est pas facile. Je pense qu'on arrive maintenant avec un peu plus de clarté à s'y retrouver plus vite.

Finalement, quelques mots également sur la taxe de vente qui est un chapitre important. On a tendance à penser que dans les recettes fiscales cela se limite à l'impôt sur le revenu. Je veux simplement vous indiquer, Mme la Présidente, que l'impôt sur le revenu n'est même plus 50 % des recettes fiscales du gouvernement du Québec. Dans toutes sortes de taxes à la consommation et particulièrement la taxe de vente au détail, nous avons des recettes fort importantes. Cela devient une loi fort développée. Je voudrais seulement vous donner quelques indications qui sont touchées ici.

Par exemple, une réduction de la taxe de vente au détail sur les primes d'assurances, comme l'assurance automobile. La taxe était de 9 % et elle est réduite à 5 %. La même chose... Par exemple, on exempté dorénavant de la taxe de vente les sièges d'enfants pour les automobiles; il y a l'abolition de la taxe de 2 \$ à l'achat de vidéocassettes. Il y a aussi une nouvelle mesure qui est intéressante pour certaines personnes: on va reconnaître dorénavant, par ce projet de loi, que les exploitants d'érablières, de cabanes à sucre, sont dorénavant considérés comme des agriculteurs aux fins de l'impôt de sorte qu'ils peuvent avoir droit maintenant à certains avantages fiscaux dans le calcul de leurs revenus. Je pense qu'il est intéressant de le mentionner.

Il y a également, Mme la Présidente, des modifications qui ont été apportées à la taxe sur le carburant. J'aurai sans doute l'occasion de revenir sur l'ensemble des dispositions et sur d'autres également. Je pense que, à ce stade-ci, il faut s'assurer - et c'est là le but si vous voulez, Mme la

Présidente, du projet de loi que nous présentons à l'Assemblée nationale, aujourd'hui, et je pense que c'est là aussi mon devoir et ma responsabilité de m'en assurer - que ce projet de loi soit le plus fidèle, le plus conforme possible au discours sur le budget. Je n'ai pas, suivant ma responsabilité, à discuter de la légitimité ou non d'une mesure. Je comprends que des observations seront faites en commission parlementaire et je vais les écouter très attentivement. Mais il faut comprendre que ma responsabilité est, avant tout et uniquement, de bien traduire, en termes législatifs, dans un projet de loi, le discours sur le budget. Ce n'est pas ma responsabilité, ni ma compétence de rediscuter de mesures contenues dans le discours sur le budget ou de redéfinir de nouvelles dispositions ou d'effets qui sont contenus dans le discours sur le budget.

Voilà, Mme la Présidente, essentiellement, les propos que je voulais faire à ce stade-ci, conscient que j'aurai l'occasion d'y revenir, surtout en commission parlementaire. Je peux déjà assurer mes collègues, tant ceux de ce côté-ci de l'Assemblée nationale que ceux qui participeront aux travaux, de ma pleine collaboration pour faire en sorte que les travaux que nous ferons éventuellement soient les plus faciles possible, compte tenu déjà, et peu par nature, de la complexité du domaine fiscal. Je tâcherai d'ailleurs de donner le mieux possible les outils de travail les plus appropriés possible à mes collègues. Je vous remercie, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le ministre du Revenu. M. le député d'Abitibi-Ouest et leader de l'Opposition.

#### **M. François Gendron**

**M. Gendron:** Mme la Présidente, nous allons, aujourd'hui, adopter le principe d'un projet de loi qui donne suite au discours sur le budget du ministre des Finances de même qu'à diverses déclarations ministérielles, toujours eu égard à des politiques fiscales ou à des dispositions qui affectent les contribuables québécois. Il est présenté au nom du ministre du Revenu qui a expliqué en quoi consistent ses responsabilités, ce qu'il a probablement bien fait, c'est-à-dire s'assurer qu'il puisse, comme membre du gouvernement et ministre du Revenu, donner un cadre législatif ou des assises plus définies au projet de loi concernant les diverses mesures fiscales proposées par son collègue, le ministre des Finances et député de Bonaventure.

Je ne veux pas revenir tellement sur le processus et sur le fait que nous ayons à regarder cela aujourd'hui. J'ai déjà indiqué que je ne suis jamais très chaud, si vous me

permettez l'expression, pour discuter du principe d'un projet de loi un an et demi, deux ou trois ans après les événements. Et c'est le cas.  
(16 h 20)

Si on regarde les notes explicatives, d'ailleurs, si jamais certains étaient intéressés, le projet de loi 64 est un projet quand même assez complexe, comportant tout près de 200 articles et c'est probablement un des rares projets de loi qui comportent presque autant de notes explicatives que de pages. Dans les notes explicatives, on dit ceci, entre autres: "Ce projet de loi modifie diverses lois fiscales de même qu'un certain nombre de dispositions législatives afin de donner suite en partie à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement - écoutez bien la date - du 18 décembre 1985". On est donc à deux ans des événements. Deux ans après les événements, je vous avoue que cela n'est pas particulièrement emballant de faire un discours très élaboré pour reprendre des conceptions qui, bien sûr, de part et d'autre de la Chambre, n'ont pas tout à fait la même résonance. J'aurai l'occasion de revenir sur des points précis.

J'entendais le ministre du Revenu parler des excellentes mesures concernant la disposition budgétaire qu'on appelait dans le jargon les allocations de disponibilité pour les mères d'enfants de moins de six ans. J'y reviendrai tantôt et vous verrez que, selon qu'on soit d'un côté ou de l'autre de la Chambre, on n'a pas du tout la même analyse au sujet des bénéfices des contribuables.

Je continue, Mme la Présidente, on disait: "...le 18 décembre 1985 et aux déclarations ministérielles du ministre des Finances du 11 novembre 1986 - vous avez bien lu, 11 novembre 1986, cela fait un an et quelques mois - du 11 décembre 1986 - ce n'est pas mieux, cela fait un an - du 18 juin 1987 ainsi qu'en partie au discours sur le budget du 1er mai 1986..." Ici, on doit adopter le principe d'un projet de loi concernant des mesures du budget, non pas celui en catastrophe du 30 avril 1987, mais du 1er mai 1986, donc le premier budget du nouveau gouvernement à la suite de l'accident de parcours du 2 décembre 1985.

On indique que ce projet modifie en premier lieu la Loi sur la Commission des affaires sociales et ainsi de suite. Je m'arrête là dans les notes explicatives, je veux seulement indiquer à la population qu'on doit adopter un projet de loi en principe, mais pour lequel les contribuables québécois vivent déjà, positivement ou négativement, selon le point de vue où on se place, l'application concrète des dispositions fiscales énoncées dans ces divers discours sur le budget et dans plusieurs politiques fiscales.

Le ministre du Revenu ajoutait,

toujours sur le processus avant de toucher le fond, qu'il aurait souhaité qu'effectivement on puisse envisager d'adopter au complet pour raccourcir cet écart entre ce sur quoi nous discutons et le moment où nous le faisons, raccourcir cet écart entre les dates de présentation et la présentation du texte législatif à l'intérieur d'un projet de loi avant le 31 décembre 1987. Je veux juste lui indiquer de même qu'au leader du gouvernement que la meilleure façon de le faire aurait été de le présenter avant. Ce n'est pas à un ou deux jours d'une fin de session où on sent une espèce de vide total en matière de projets de loi importants, majeurs...

C'est la première fois de ma vie, comme parlementaire, que j'assiste à une fin de session où on est obligé de suspendre nos travaux à tout bout de champ. On a fait le choix de le présenter aujourd'hui, le mercredi 16 décembre, un ou deux jours avant la fin de la session. Si ce gouvernement avait véritablement eu la volonté politique de s'assurer qu'il y ait moins d'écart entre le moment de la présentation des diverses mesures fiscales et l'adoption du cadre législatif, la meilleure façon d'y arriver n'aurait pas été d'attendre une journée ou deux avant la fin de session mais de présenter le projet de loi le plus rapidement possible.

Sur le fond, c'est clair que le ministre du Revenu a été d'une franchise totale comme il l'est depuis qu'il est à ce poste en disant: Écoutez, moi, je suis porteur de ce dossier, mais il n'est pas question de changer quoi que ce soit parce que ce n'est pas mon rôle, ce n'est pas ma responsabilité. Moi, je dois prendre ce que l'autre édicte et le traduire dans un cadre législatif, indépendamment du fait qu'il y ait des modifications qui pourraient être souhaitables pour les contribuables. Je le comprends. Le processus veut que lors de l'adoption du principe d'un projet de loi donnant suite à des dispositions d'ordre fiscal et de nature reliée à des éléments d'impôt, le ministre du Revenu ne peut que traduire ces dispositions dans un cadre législatif - c'est écrit en toutes lettres - et dire: Voilà comment cela s'arbitre, comment cela s'interprète.

Donc, Mme la Présidente, la commission parlementaire, est plus l'endroit pour faire un débat plus large, pour s'expliquer davantage sur la portée des mesures, sur l'application des mesures, mais il faut au moins que les contribuables sachent que, quand on aura fait nos devoirs correctement, on n'aura rien changé pour eux, on n'aura rien modifié d'aucune façon la portée des diverses mesures fiscales pour les citoyens, du moins pas dans ce qu'on a à ratifier. C'est sûr qu'un ministre du Revenu peut prendre bonne note de ce qui est discuté, peut toujours parler - c'est permis -

à son collègue, ministre des Finances, et lui indiquer que, dans les prochains discours sur le budget, il y aurait peut-être lieu de corriger certaines mesures, il y aurait peut-être lieu d'avoir des orientations et des tendances différentes. C'est plus cela que je vais essayer de couvrir dans les minutes qui vont suivre, parce que ce sont plus ces aspects, à ma connaissance, qui doivent s'inscrire dans nos débats parlementaires pour lesquels, règle générale, dans le système parlementaire britannique, il y a un gouvernement et une Opposition.

Le rôle de l'Opposition, ce n'est pas de prendre des heures pour louer le gouvernement sur ce que j'appellerais les bonnes dispositions du budget parce que, que je sache, jamais dans l'histoire d'un Parlement quel qu'il soit, il n'y a moyen de trouver de bonnes mesures dans quelque budget que ce soit. À moins d'être un farfelu de la pire espèce, on est toujours en mesure, si on se force le moins, de trouver des applications positives pour le contribuable.

L'important, c'est l'évaluation globale, le diagnostic ou le jugement: Est-ce qu'il s'agit d'un budget qui répond à des objectifs d'une société? Est-ce qu'il s'agit d'un budget qui, globalement, offre des mesures valables pour ce que j'appellerais l'ensemble des catégories de travailleurs, de professionnels, les femmes, les jeunes, les personnes du troisième âge? Est-ce que ces budgets offrent des mesures intéressantes en matière d'emplois? Est-ce qu'on sent que, dans la présentation d'un discours sur le budget, il y a une volonté gouvernementale d'offrir des cadres de référence qui font que ceux qui auront à vivre avec se trouvent avec des dispositions qui leur permettent de faire progresser la société québécoise, de la développer avec des politiques de soutien, avec des politiques d'appui, avec des programmes gouvernementaux qui répondent à des besoins particuliers des concernés?

Est-ce qu'on peut dire que nous avons retrouvé, en particulier dans les budgets de 1986 et 1987, une série de mesures qui allaient dans ce sens? Vous me permettez, Mme la Présidente, de vous indiquer qu'en ce qui nous concerne, la réponse, c'est non.

Je veux tout d'abord faire quelques commentaires sur le discours sur le budget de 1987 avant de venir au discours sur le budget de 1986. Il faut d'abord se rappeler qu'en 1987, pour la première fois dans le Parlement, et probablement pour la première fois en Amérique du Nord, on a eu droit à la présentation du budget une semaine avant la date fixée. C'est du jamais vu. On n'a jamais vu cela dans aucun Parlement. On a déjà vu des budgets qui, malheureusement, ont dû subir quelques fuites, quelques heures avant le prononcé du discours sur le budget, mais jamais on n'a eu un discours sur le

budget qui a été présenté en catastrophe une semaine avant la date annoncée par le concerné parce que le gouvernement n'avait pas pris les dispositions pour s'assurer de garder le caractère de confidentialité sur l'ensemble des dispositions budgétaires.

Tout le monde sait que dans un cadre parlementaire comme le nôtre, il est fondamental de s'assurer qu'il n'y a aucun contribuable du Québec, aucun groupe, aucune corporation, aucun organisme qui puisse bénéficier d'un avantage quelconque qui lui permettrait, à même les fonds publics, de tirer profit de la connaissance d'une disposition fiscale anticipée. On ne peut pas dire cela du budget de 1987 du vétéran ministre des Finances, le député de Bonaventure, qui, avec sa très vaste expérience, n'a pas été en mesure d'offrir cette sécurité concernant la garantie de confidentialité en ce qui a trait aux informations budgétaires. On a présenté le budget en catastrophe, une semaine avant la date prévue.

(16 h 30)

Que disait ce budget, fondamentalement? Je ne peux pas reprendre l'ensemble des éléments, mais je voudrais revenir sur quelques éléments. En ce qui me concerne je n'en prendrai que deux exemples. On avait pu obtenir, en tout cas en ce qui nous concerne, du **Soleil**, le 2 mai 1986 - je reviendrai sur le budget de 1987 - un titre de journal qui disait: Le Parti libéral s'est attaqué aux familles et aux gagne-petit. Il faut se rappeler que, fondamentalement, dans le budget du 30 avril 1986, si ma mémoire est bonne, l'essentiel de notre critique avait porté sur les éléments suivants: le gouvernement libéral a fait passer de 30 %, l'ancien taux prévu dans la loi, à 37,5 % la taxe sur l'essence en la gelant à minuit hier soir. Rappelez-vous que je cite toujours des choses qu'on a vécues en 1986. Ce faisant, le Parti libéral, donc, le gouvernement du Québec, pouvait tirer un revenu additionnel de 200 000 000 \$ des poches des contribuables.

Dans le fond, même si en 1986 il y avait eu une mesure heureuse sur la taxe sur l'essence pour les régions, et j'en suis, il faut reconnaître qu'on avait profité du fait que le niveau de taxation était le plus élevé jamais vécu parce que au cours des années antérieures, en moyenne, il était à 30 % et au moment du prononcé du discours sur le budget il était à 37,5 %. Et là on a fait accroire qu'on annonçait la bonne nouvelle à la population. On a dit: Il n'y aura plus de taxe ascenseur. On gèle la taxe ascenseur, on la fait disparaître, mais on a eu l'audace de la geler à 37,5 %, ce qui avait comme conséquence un peu hypocritement de faire entrer dans les coffres du gouvernement 200 000 000 \$ de revenus additionnels. Et on a présenté ça comme une mesure extraordinaire, intéressante pour les régions

alors qu'on a gelé la taxe ascenseur à son niveau le plus élevé et qu'on a dit: Dorénavant, il n'y a plus d'ascenseur. Vous pouvez avoir toute la sécurité voulue, ça ne montera plus, ça va rester toujours stable. Je comprends! À 37,5 %, c'était important pour le gouvernement, mais un peu moins pour les contribuables.

On avait indiqué que, dans le budget de 1986, la plupart des mesures avaient des effets un peu contre la famille, en particulier parce que, en abolissant l'allocation de disponibilité et en baissant l'exemption des revenus d'intérêts et de dividendes de 1000 \$ à 500 \$, encore là c'était une façon pour le gouvernement d'aller chercher plus de revenus dans les poches des contribuables.

On avait également reculé en partie sur l'impôt concernant les soins dentaires pour les enfants. On avait également indiqué en 1986 qu'on irait chercher 50 000 000 \$ appartenant aux travailleurs à la suite de la Commission des normes du travail qui, malheureusement, avait constitué une réserve d'argent importante. On avait dit à la Commission des normes du travail: Tu n'as plus de réserve. On prend ta réserve et on met ça dans le fonds consolidé.

Je veux juste indiquer par là que voilà des perceptions différentes selon qu'on soit de l'autre côté ou de ce côté-ci de la Chambre, sauf que c'est très difficile, deux ans après, d'intéresser les contribuables sur le discours sur le budget même si nous avons aujourd'hui à adopter le principe d'un projet de loi qui vient consacrer ou donner une forme législative à des mesures budgétaires que les citoyens vivent depuis deux ans. Depuis deux ans les contribuables du Québec sont affectés par ces mesures, positivement dans certains cas et négativement dans d'autres, et nous avons à dire si, oui ou non, on est pour le principe du projet de loi qui a fait que des contribuables ont été pénalisés et que d'autres ont été avantagés. Je vous avoue que ce n'est pas la mécanique la plus heureuse dans laquelle nous nous trouvons. Je veux bien faire le débat, mais c'est un petit peu inutile.

Pour ce qui est du budget 1987, là, on s'attendait qu'il n'y ait pas de raison pour le gouvernement du Québec, compte tenu que l'économie était passablement meilleure... Et même si on a essayé de faire accroire que l'essentiel du budget avait eu comme conséquence de réduire considérablement le déficit du Québec, on oubliait toujours de dire que, si on avait été capable de réduire le déficit, c'est parce que les revenus entraient d'une façon très importante, qu'il y avait une reprise économique importante à la suite de la fameuse crise de 1982 et que des mécanismes avaient été mis en place pour que le Québec s'en relève le plus rapidement possible par la suite.

Ce que je dis doit être vrai parce que le ministre des Finances lui-même, au moins à trois reprises en 1987, a indiqué qu'il engrangeait sérieusement, que les revenus renaissent d'une façon beaucoup plus importante qu'espéré. En conséquence, c'est sûr qu'on peut se gourmer, c'est sûr qu'on peut faire semblant d'être un gestionnaire à toute épreuve, extraordinaire, parce que quand l'économie performe cela ne prend pas énormément de connaissances en économie pour savoir que c'est clair. Il y a moins de chômage, les corporations, les entreprises font plus de profits et, par définition, si elles font un peu plus de profits, elles paient un peu plus d'impôt. Si elles paient plus d'impôt et font entrer plus de perceptions fiscales directement à la source parce qu'il y a plus de travailleurs actifs sur le marché de l'emploi, c'est clair qu'on appelle cela une économie en meilleure santé et qu'on appelle cela des revenus accrus. Essentiellement, il s'agit tout simplement d'avoir l'intelligence de s'assurer que les prévisions de dépenses ne sont pas défoncées considérablement et on a facilement la capacité de présenter un excédent des revenus sur les dépenses.

Mais, en 1987, nos deux principales critiques, au-delà de la fuite, cela a été de constater, qu'en particulier, toujours pour ce qui est des familles québécoises, on pouvait dire... Le 8 mai 1987, le député de Lévis, critique de l'Opposition en matière de finances, M. Garon, avait eu l'occasion de dénoncer la modification de la modulation des allocations de disponibilité annoncées par le ministre des Finances, dans son budget.

J'ai indiqué tantôt que j'y reviendrais parce que le ministre du Revenu a senti le besoin de parler de cela comme s'il s'agissait d'une excellente mesure en disant - je l'ai pris directement à, ce que j'appellerais, la lettre - que, dorénavant, le montant accordé pour le premier enfant était de 100 \$, pour le deuxième enfant, 200 \$ et, imaginez, pour les troisième, quatrième, cinquième et sixième - ce que la plupart des familles n'ont plus malheureusement, la plupart des familles n'ont malheureusement pas de quatrième enfant, n'ont pas de troisième enfant, n'ont pas de sixième enfant - oh allégresse! - c'était extraordinaire cet esprit de solidarité et de considération pour les familles québécoises de la part du ministre des Finances - nous allons octroyer 500 \$ pour les familles qui ont trois enfants et plus.

Est-ce que vous savez, M. le Président qu'il y a à peine 10 000 familles au Québec qui ont trois enfants et plus. Par contre, des familles qui ont un et deux enfants, qui elles, comme familles, se sont vu réduire leur montant de 300 \$ qu'il était à 100 \$ et de 300 \$ à 200 \$, cela représentait pour le gouvernement un surplus de 68 000 000 \$.

Il faut se rappeler qu'en 1985, le gou-

vernement avait versé des allocations de disponibilité - écoutez bien le chiffre - à 363 219 familles avec des enfants âgés de moins de six ans. Notre critique estimait que la décision du ministre des Finances pénalisait ces familles de plus de 68 000 000 \$. En effet, les quelque 353 000 familles qui ont un ou deux enfants de moins de six ans recevront, chacune, 200 \$ de moins par année avec les dispositions budgétaires contenues dans le discours sur le budget du ministre des Finances. Un montant de 200 \$ de moins par année. Quand nous avions la prétention que ce gouvernement n'avait pas de préoccupation pour les familles québécoises et les gagne-petit, je viens de l'illustrer par une mesure concrète quant à l'allocation de disponibilité et la hausse annoncée par le ministre des Finances pour un troisième enfant de moins de six ans. Le ministre des Finances sait tout cela.

Le ministre des Finances a tous les chiffres de même que le ministre du Revenu. Il sait bien qu'il n'aura qu'à verser le fameux montant de 500 \$ qui, lui, est intéressant. C'est exact. Il n'aura à le verser qu'à 10 000 familles. Résultat net? Ce n'est pas une mesure budgétaire intéressante pour les familles québécoises quand elle se traduit, pour elles par une perte de 68 000 000 \$.

(16 h 40)

M. Garon, critique en matière de finances, avait ajouté que la baisse d'impôt annoncée pour les familles ne sera effective qu'en 1988, ce qui est exact. La baisse d'impôt prévue dans le discours sur le budget du ministre des Finances s'appliquera dans le temps en 1988. Par contre, la modulation qui avait comme effet de réduire les allocations de disponibilité ne s'appliquera pas en 1988, elle s'applique dès 1987. Déjà, les familles pénalisées ont eu à subir cette réduction importante qui permet au gouvernement d'empocher, sur le dos des contribuables, sur le dos des familles québécoises. Pour des gens qui se targuent d'avoir une politique familiale qui, dans le fond, se traduit par la création d'un conseil consultatif de la famille, on a réussi à extirper littéralement dans les poches des mères de famille du Québec 68 000 000 \$.

Aujourd'hui, on parle de cela quelques jours avant Noël alors que c'est une mesure qui a été annoncée dans le budget présenté en catastrophe par le ministre des Finances au mois de mai 1987, donc, il y a six mois. Autre mesure sur laquelle je voudrais dire au moins quelques mots. Je suis toujours fermement convaincu que ce gouvernement, contrairement à ce qu'il a affirmé dans le discours sur le budget, n'a aucun, mais aucun souci de faire un effort pour soutenir les initiatives de développement dans les régions du Québec. On l'a dit depuis qu'ils sont au pouvoir et les exemples se multiplient.

À titre d'exemple dans le discours sur le budget, le ministre des Finances avait le culot de dire: Mesdames, messieurs du Québec, je suis très heureux, ce soir, parce que je suis en mesure de vous dire qu'on a ajouté 10 000 000 \$ de plus au Fonds de développement régional. Six semaines avant - il faut avoir du culot - il l'avait coupé dans ses crédits budgétaires de 23 000 000 \$. Je ne peux pas, M. le Président, "triper" bien bien fort, vous me permettez l'expression, quand j'entends un ministre des Finances dire: Je mets 10 000 000 \$ de plus, mais six semaines avant il a coupé de 23 000 000 \$. J'ai déjà fait un peu d'algèbre. Les plus et les moins, je connais ça. Moins 23 plus 10, ça fait quand même moins 13. Ça fait 13 000 000 \$ de moins pour soutenir, pas les 35 outils de développement régional, il y en a un outil de développement régional important et j'en dirai quelques mots tantôt. Il y en a peut-être deux.

Il y en a un qui est important qui s'appelle le Fonds de développement régional. Qu'est-ce qu'on a fait au Fonds de développement régional depuis que ce gouvernement est au pouvoir? On l'a réduit de 27 000 000 \$. Ce sont 27 000 000 \$ de moins pour soutenir des initiatives de développement régional. Je vais être d'accord aujourd'hui pour dire "Alléluia" parce qu'on est dans la période des fêtes. Bravo! Budget extraordinaire. Bon projet de loi, bon principe parce qu'il consacre des formules qui ont eu comme effet de venir strictement enlever des sommes pour soutenir des initiatives de développement régional. Non, M. le Président, je ne peux pas être d'accord là-dessus. Malgré un ajout de 10 000 000 \$, il faut se rappeler que pour ce qui est du Fonds de développement régional, le budget consacré au développement régional final n'aura été que de 19 000 000 \$. 19 000 000 \$, c'est moins élevé cette année que le budget de l'année 1985, dernière année de pouvoir du gouvernement du Parti québécois qui, lui, s'occupait des régions du Québec parce qu'on pense que les ressources étant dans les régions du Québec, c'est important qu'on ait un peu de considérations pour le développement des régions du Québec.

Là-dessus, le gouvernement libéral est méprisant pour les régions. Le gouvernement libéral ne cherche qu'à créer l'impression que le budget a consacré au développement régional, en l'augmentant, une considération importante. On a fait cette passe deux ans de suite de la même façon et la plupart des députés libéraux sont allés louer le ministre des Finances d'avoir haussé le budget consacré au développement régional et d'avoir haussé également le budget de voirie régionale après l'avoir coupé, six semaines avant dans les crédits, de sommes

beaucoup plus importantes que celles qu'il a données dans le budget.

Je ne peux pas marcher dans de telles attitudes parce qu'il s'agit carrément d'hypocrisie, de fraude fiscale pour les contribuables québécois. C'est notre devoir de dire aux contribuables québécois: Nous, on ne marche pas là-dedans même si c'est deux ans après qu'on fait l'analyse de ces considérations. Je ne peux pas mentionner, je ne peux pas conclure sur cet aspect que le gouvernement du Québec a eu véritablement dans ses budgets du souci pour développer, soutenir et renforcer les initiatives de développement régional. Je le vois tous les jours.

À titre d'exemple - ça c'est d'actualité, c'est aujourd'hui - aujourd'hui, pas en 1987, pas en 1986, aujourd'hui, le 16 décembre, je reçois une lettre de la présidente du groupement jeunesse qui s'appelle Référence jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue. Pour le conseil d'administration, c'est la présidente, Mme Morin. Un petit exemple bien simple. Elle dit ceci: "Référence jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue a reçu 170 000 \$ pour l'exercice financier 1987-1988, ce qui équivaut à 34 000 \$ par point de services. Par rapport à la moyenne provinciale des subventions accordées par organisme, il se situe entre 40 000 \$ et 60 000 \$, donc une pénalisation de 22 000 \$." Je veux bien, on est loin; l'Abitibi, c'est loin pour ces gens-là. On n'a pas beaucoup de considération pour des régions-ressources comme celles-là. Le résultat. Elle dit ceci - c'est d'actualité, la lettre est signée et datée du 11 décembre, je ne parle pas d'une affaire d'il y a deux ans - cela finit comme ceci: "Les conséquences d'un refus du ministère de notre surplus budgétaire requis est critique, la survie de notre organisme est en jeu. Nous revenons un an en arrière." Ce n'est pas moi qui dis cela, je lis ce dont nous informe la présidente du groupe Référence jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue.

Premièrement, fermeture de points de services, donc tâches alourdies qui vont provoquer des démissions. Services en région amoindris. On devra recommencer au complet la restructuration de cet organisme qui donnait de bons services, qui fonctionnait et pour lequel les gens de l'Abitibi-Témiscamingue étaient heureux.

Cela a été exactement la même chose avec les groupes coopératifs, avec les groupes de soutien aux coopératives. J'ai eu des représentations pendant un an de temps. Résultat: On les a fermés. C'est important pour nous autres d'avoir des groupes techniques, qu'on appelle, des GTH, qui donnaient du soutien à la formation de coopératives de travail et de coopératives de développement. Là, on a réglé l'affaire, ils sont fermés, ils n'existent plus, pas de budget, parce qu'on a fait accroire que

c'était bon pour Montréal, Québec et pour les grands centres, mais nous, dans les régions, on n'a pas droit à cela. Je pourrais continuer pendant des heures sur ces dispositions, avec des cas concrets, des actualités concrètes.

J'ai eu l'occasion, entre autres concernant le budget des Transports... Cela fait combien de fois que je dis que ce gouvernement n'assume pas ses responsabilités? Ah, il fait de beaux discours. Il prend 200 000 000 \$ de la Régie de l'assurance-maladie et il transporte cela je ne sais pas où, mais cela ne donne pas plus de travaux routiers. Cette année, en onze ans, je n'ai jamais vu cela: aucune initiative nouvelle dans le réseau routier en Abitibi-Témiscamingue. Pourtant, lors du discours sur le budget, le ministre des Finances se targuait avec toutes sortes de chiffres de dire: l'économie est performante, jamais on n'a atteint un niveau économique aussi élevé, en termes de chiffres et de performance.

Je suis prêt, avec réserve, à lui donner raison sur plusieurs points. Oui, l'économie va bien. C'est ce que je me fais dire comme député de comté. Il y a un paquet de mes électeurs et de mes électrices qui ne comprennent pas. Ils ne comprennent pas comment il se fait que l'économie va bien, que l'argent rentre - c'est le ministre des Finances qui l'a dit, qu'il engrangeait - et qu'on assiste depuis deux ans à une série de coupures de services sans précédent, pire que ce qu'on a vécu en pleine crise, en 1982. Toutes sortes de services qui sont réduits, coupés, pas d'initiatives gouvernementales.

C'est ce qui faisait dire, d'ailleurs - ce que je vous dis là, je ne suis pas le seul à le penser - à la suite du budget présenté en catastrophe en 1987, à la Fédération des travailleurs du Québec... En gros, j'ai pris cet exemple: La Fédération des travailleurs du Québec estime que le ministre des Finances, M. Gérard D. Levesque, a été beaucoup trop timide dans son budget. Le secrétaire général ajoutait qu'il aurait dû faire preuve d'un peu plus d'agressivité et d'innovation, compte tenu du fait que la situation financière du gouvernement s'est considérablement améliorée à la faveur de la reprise économique. Et il avait raison. M. Daoust déplore, par contre, l'absence de mesures visant la création d'emplois et surtout la mise en place, en consultation avec les partenaires sociaux, d'une politique de développement de l'emploi. C'est quand même un peu aberrant que nous soyons dans une période de conjoncture forte. En tout cas, fin de 1986 et début de 1987, personne ne va nier cela. Les taux de chômage ont été réduits. L'inflation a été jugulée passablement.

(16 h 50)

Je demanderais, comme citoyen, au premier ministre du Québec: Est-ce que, M.

Bourassa, vous pouvez déposer votre politique d'emploi en 1987? Je vous jure que je n'aurais pas grand dépôt. Je suis convaincu qu'il ne serait pas capable de déposer quoi que ce soit, mais il me dira: Bien non, mais cela va bien. Notre rôle, c'est de dire aux gens: Ayez confiance. On va dire à l'entrepreneurship: Assumez vos responsabilités - ce qu'ils font bien - et l'économie va rouler. Non, nous, nous pensons que gouverner, c'est prévoir. Il faut prévoir que, à un moment donné, l'économie ira un peu moins bien. Quand l'économie va un peu moins bien pour toutes sortes de raisons, il est important d'avoir des programmes de soutien à l'emploi, il est important d'avoir des initiatives de développement économique et de développement du plein emploi. Ce n'est pas ce que nous sentons, ce n'est pas ce que nous sommes capables de toucher et de palper.

Je pourrais revenir sur le budget 1986. Je pourrais revenir sur des dispositions concernant des déclarations du ministre des Finances. En gros, tout ce que je voulais illustrer, c'est que bien sûr aujourd'hui on nous demande de nous prononcer sur le principe du projet de loi 64 qui modifie la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives pour tenir compte de l'application des mesures fiscales, des différents discours sur le budget, deux ans après les événements. C'est pourquoi, après les fêtes, compte tenu de l'entente que nous avons avec le leader du gouvernement, nous aurons effectivement à aller travailler en commission parlementaire, à étudier ce projet de loi article par article, ce qu'on appelle l'étude détaillée, et à voir concrètement comment se sont appliquées et comment les citoyens et les contribuables québécois ont vécu les diverses mesures fiscales des différents budgets du ministre des Finances. C'est probablement là que nous serons en mesure d'illustrer sur des exemples encore plus concrets et plus détaillés qu'il y a quand même beaucoup d'inquiétude qui s'est installée dans la population du Québec, en particulier eu égard à ce que j'ai mentionné tantôt, la conciliation du fait que, règle générale, quand l'économie est bonne, les budgets présentés par les ministres des Finances, quels qu'ils soient, tiennent compte d'une série d'engagements et de politiques qui permettent d'offrir une plus grande sécurité aux contribuables, un climat de confiance qui leur permet de savoir clairement que les mesures sont dans des créneaux de développement qui correspondent aux priorités d'une société qui veut constamment progresser et qui veut se développer, dans des créneaux de développement qui offrent une stabilité économique, une permanence et une confiance en l'avenir pour nos jeunes.

Aujourd'hui, s'il y avait une centaine de jeunes dans cette salle et que je leur donnais

la parole, est-ce que vous pensez qu'ils ne seraient pas heureux de le prendre pour eux aussi? À plusieurs moments dans leur vécu ils sont inquiets. Ils sont inquiets face à l'avenir, ils sont inquiets devant certaines perspectives d'emplois et ils sont inquiets surtout devant l'incapacité, souvent, des gouvernants de leur offrir des orientations claires par des politiques fiscales qui leur permettraient d'avoir davantage confiance en leur capacité d'être éventuellement d'excellents contribuables québécois. Ils sont tous d'accord pour payer leurs impôts à condition qu'ils puissent voir du développement, de la sécurité dans l'avenir et la capacité de leur offrir des emplois et à leur famille.

En règle générale, on voit cela dans des politiques budgétaires et dans des politiques fiscales. Un budget trace des orientations. C'est tout de même une activité très majeure pour un gouvernement, le prononcé du discours sur le budget. En règle générale, dans les éléments du budget il y a des politiques claires, précises et importantes concernant les principaux groupes de la société. Normalement, dans un budget on donne suite à des engagements électoraux. C'est là que nous aurions dû voir, entre autres dans les différents budgets, des mesures concrètes pour permettre aux femmes du Québec de participer au Régime de rentes du Québec. C'est un engagement constamment répété, mais pour lequel il n'y a pas de suite.

C'est la même chose en ce qui concerne l'aide sociale. Ce n'est pas parce qu'on a présenté la réforme. On avait pris l'engagement de la faire le lendemain de l'élection de ce gouvernement. Là, il y a quelques semaines, nous avons appris que ce ne sera pas avant 1990 ou 1991. Donc, cinq ans plus tard. Je veux bien qu'on soit souvent en retard, mais cinq ans, cela commence à faire! C'est de cela qu'on va devoir parler en commission parlementaire lors de l'étude article par article.

Je tenais à prendre quelques minutes sur l'adoption du principe du projet de loi 64, à faire quelques considérations pour tout de même faire savoir à la population du Québec que, lorsque nous sommes dans un Parlement et qu'il y a deux formations politiques, il y a toujours, même d'une façon très lucide, très froide, sans aucune partisanerie, la capacité de faire voir que, dans les principaux budgets présentés par l'actuel gouvernement, il y a quand même énormément de trous, de faiblesses et que c'est notre rôle de les faire ressortir. C'est ce que j'ai essayé de faire pendant les quelques minutes que je viens d'utiliser. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Je cède maintenant la parole à M. le ministre du Revenu pour



l'exercice de son droit de réplique.

**M. Yves Séguin** (réplique)

**M. Séguin:** Merci, M. le Président. Je tâcherai d'être bref. Je voudrais simplement non pas corriger mon collègue mais, peut-être, préciser certains points pour ne pas que des doutes ou des inexactitudes persistent.

J'ai expliqué tantôt, M. le Président, dans mon allocution, que ce qu'on faisait maintenant, c'était de présenter le projet de loi 64 qui fait suite au discours sur le budget du ministre des Finances qui a été présenté ici, à l'Assemblée nationale, le 30 avril. J'écoutais mon collègue, le critique en matière fiscale ou critique de l'Opposition pour le ministère du Revenu, faire un long débat, encore une fois, sur le discours sur le budget comme tel. On a eu l'occasion, M. le Président, ici même, de faire ce débat. On sait que le processus parlementaire veut que le ministre des Finances présente son discours, que l'Opposition réplique. On se souviendra que l'Opposition avait fait à ce moment-là une très longue réplique. Ensuite, un certain temps est alloué à chacun des partis pour, faire des représentations.

Il y a certains mécanismes parlementaires qui permettent à l'Opposition d'exprimer ses remarques, ses représentations pour critiquer le budget. Il y a aussi des débats publics par la voie des journaux, des médias, des conférences de presse, des chambres de commerce où les parties peuvent faire connaître leur point de vue. Je ne voulais pas entrer dans l'appréciation du budget mais mon collègue m'y force un peu. Je veux simplement rappeler quelques notions, quelques faits vécus également qui se sont produits depuis le 30 avril. Comment la population a-t-elle réagi à ce budget? Est-ce que ce ne sont pas les contribuables eux-mêmes qui sont les premiers à juger de ce qu'on fait? Si on s'est trompé dans le budget, si le budget n'est pas bon, les contribuables vont nous le dire. Ultimement, lors d'une élection, les contribuables peuvent, à la rigueur, changer de gouvernement. On sait d'ailleurs que plusieurs gouvernements sont battus à cause de leur budget. Je ne voudrais pas, de triste mémoire, mais mon collègue m'y amène un peu, rappeler le budget d'avril 1985 que son ex-collègue, le ministre des Finances de l'époque, M. Yves Duhaime, avait présenté. Est-ce que la population était satisfaite de ce budget en 1985? Je crois que non. Je ne pense pas vraiment torturer les faits en disant cela. Je pense que c'était clair. Je pense que le résultat du vote qui a suivi la campagne électorale, a été clair aussi dans ses conséquences puisque la population a décidé de se donner un nouveau gouvernement.

Permettez-moi, M. le Président, de rappeler simplement deux petits faits qui

étaient contenus dans ce budget que l'ex-ministre des Finances, M. Duhaime avait présenté, à l'époque, pour le gouvernement du Parti québécois. Ces deux mesures vont probablement rappeler des souvenirs douloureux à mon collègue. Il prétend que, dans le discours sur le budget qu'on a devant nous, on fait des gestes peu généreux pour les familles, pour les petits contribuables etc. Il mentionne des montants de 60 000 000 \$. Vous savez, 60 000 000 \$ sur une masse de 30 000 000 000 \$, c'est relatif.

Je veux seulement lui rappeler deux mesures qui sont tellement considérables que je pense qu'il va même préférer ne pas se les rappeler. Deux petites mesures... Là, je ne veux pas faire de débat, mais, enfin, c'était dans le budget et c'est d'ailleurs devenu une loi. Cela fait un peu partie de notre héritage, comme d'autres choses aussi dont je vous parlerai après. On a un héritage qui, sur certains aspects, est positif et sur d'autres, négatif. Je vous parlerai de l'héritage du livre blanc sur la fiscalité parce que c'est là le fondement de la politique fiscale que nous suivons présentement et sur laquelle mon collègue a soulevé quelques commentaires. Par exemple, sur les politiques familiales dont je vous parlerai dans quelques minutes. Mais sur d'autres mesures qui font partie de notre héritage, avec lesquelles on n'est pas d'accord, mais avec lesquelles on est pris pour vivre, je vais vous en mentionner deux et vous allez vous rendre compte que le souvenir qu'on a de 1985 était lourd à l'époque...

(17 heures)

La taxe sur les primes d'assurances, dans le budget d'avril 1985, on ne peut pas dire que c'était une mesure fort populaire. Cela représentait une masse monétaire fort importante. On se souviendra de la réaction de la population à l'époque vis-à-vis d'une disposition fiscale annoncée dans le budget d'avril 1985 par l'ex-ministre des Finances, M. Duhaime. Vous vous rappelez comment la population a réagi et quelle émotion cela avait soulevée dans la population de voir que les polices d'assurances devenaient taxables à 9 %.

Une autre mesure qui n'était pas non plus tellement favorable aux familles, les allocations familiales du Québec. Est-ce qu'il n'y a pas là un symbole plus clair, plus évident d'une mesure qui touche les familles? Allocations familiales. On se souviendra que l'ancien gouvernement avait décidé lors du budget d'avril 1985 de continuer à payer les allocations familiales mais de les récupérer par la déduction de l'impôt à la source sur chaque chèque de paie mensuellement de sorte qu'on voulait donner d'une main mais récupérer de l'autre. C'est plus de 150 000 000 \$ qu'on voulait ainsi payer mais récupérer automatiquement. On a dénoncé

cette situation. Je me souviens que le ministre des Finances actuel a récemment dénoncé cette disposition concernant les allocations familiales, la trouvant absolument injustifiable et certainement pas transparente. Des dispositions sont en cours, il y a eu des mesures pour en limiter les effets, mais que voulez-vous, cela fait partie d'un héritage avec lequel on est obligé de composer un certain temps, le plus court possible, j'espère. Tout ce que je souhaite, moi, comme membre du gouvernement, c'est qu'on trouve la façon, les moyens - je suis confiant que le ministre des Finances va le faire, surtout à l'aube d'une politique familiale qui est en train de se construire - et que toute cette disposition qui est apparue dans le budget de 1985 de l'ancien gouvernement ne sera qu'un triste souvenir et qu'on n'aura plus à le vivre.

Voilà deux mesures, la taxe sur les primes d'assurances et les allocations familiales qui, dans ce budget, étaient fort surprenantes et douloureuses. Par contre, pour être honnête, si on regarde l'ensemble du développement fiscal au Québec et surtout l'arrivée du livre blanc sur la fiscalité, on se souviendra que M. Parizeau, alors ministre des Finances, avait beaucoup travaillé à l'élaboration d'une nouvelle politique fiscale qui a été déposée par son successeur, M. Duhaime - j'en parlais il y a quelques minutes - et on a appelé ce projet "le livre blanc sur la fiscalité". On s'en est inspiré comme gouvernement depuis deux ans. J'ai eu l'occasion d'en parler avec M. Parizeau récemment, ici à Québec, lors d'un congrès où nous partagions la même table. Il m'a dit: Finalement, à toutes fins utiles, vous appliquez le livre blanc sur la fiscalité, vous avez augmenté les déductions pour frais de garde d'enfants - oui - vous avez augmenté la déduction pour les enfants à charge. Effectivement, elles sont au seuil le plus élevé dans toute l'histoire du Québec. Jamais dans l'histoire du Québec, la déduction pour frais de garde d'enfants et la déduction pour enfants à charge n'ont atteint ce niveau. Il m'a dit: Somme toute, vous avez repris et continué le livre blanc sur la fiscalité. Oui, effectivement, dans l'ensemble, et c'est encore la tendance.

Je lisais ce matin une coupure de presse disant que le projet de réforme sociale présenté par mon collègue s'inspirait du livre blanc sur la fiscalité. Oui, bien sûr, pourquoi pas? Il y a là une philosophie intéressante à développer et je ne crois pas, au-dessus de la partisanerie, qu'un projet qui peut être bon dans ses fondements ne puisse pas être repris par une autre équipe ou un autre gouvernement. Je pense que, de ce côté, sur les politiques familiales, on a fait un bon bout de chemin. Quand on regarde l'ensemble des déductions depuis deux ou trois ans, on se rend compte qu'elles ont

passablement augmenté. Ce n'est peut-être pas encore suffisant, mais on s'interroge.

Pour fermer ma parenthèse sur ce volet qui nous échappe dans les travaux d'aujourd'hui, parce que c'est mon collègue qui a voulu parler du discours sur le budget et non pas moi, pour fermer ce volet, mon collègue, le député de Beauce-Nord, ministre responsable des politiques familiales a déposé un premier jalon d'une politique familiale et on verra dans les prochains mois comment toute la réflexion du gouvernement va s'articuler et converger vers cette priorité qu'est la famille en 1988. La réforme fiscale s'annonce pour très bientôt, et même, présentement, au moment où je vous parle, il est presque 17 heures et si je ne me trompe, le ministre fédéral, M. Wilson, est en train de livrer, ou il le fera bientôt, son projet de réforme fiscale. Le premier ministre a indiqué ce matin que le ministre des Finances, M. Levesque, aura une déclaration vendredi pour y faire suite. Ce projet de réforme fiscale est important et ce sera une excellente occasion, bien sûr, pour réfléchir à l'articulation de ces priorités et à des ajustements.

Je voudrais aussi revenir sur quelques points soulevés par mon collègue pour qui, d'ailleurs, j'ai beaucoup de sympathie et d'admiration même, et je le fais avec beaucoup d'amitié. Bien sûr, je respecte les commentaires qu'il a faits et je les comprends, mais ils s'adressent davantage, à toutes fins utiles, aux politiques fiscales qui peuvent connaître d'autres modifications et, à ce moment-là, ce serait peut-être à lui de les diriger davantage au ministre des Finances pour le sensibiliser à des aspects ou pour l'amener à corriger ou à débattre des politiques de notre gouvernement. Comme je l'ai indiqué plus tôt, mon rôle, c'est de m'assurer que le discours sur le budget et les autres mesures soient bien reflétés dans ce projet de loi pour que, légalement parlant, les contribuables soient dans un contexte légal conforme à la réalité et qu'ils n'en subissent aucun préjudice.

Je tiens à assurer mon collègue d'Abitibi-Ouest ainsi que tous les contribuables que, dans le fond, toute cette technique du projet de loi, dont on parle ici, n'a aucun effet sur leurs droits comme contribuables, sur leurs déductions ou leur rapport d'impôt puisque les discours, les déclarations à l'Assemblée nationale ont effet à la date annoncée par le ministre des Finances, peu importe que notre projet de loi suive le lendemain, deux semaines plus tard, six mois, un an, deux ans plus tard. La mécanique légale dans ce domaine est maintenant développée depuis de nombreuses années, et il n'y a pas de préjudice pour les contribuables.

Donc, je comprends qu'il faut souhaiter améliorer et simplifier ce système, et on le

fait, M. le Président. J'ai indiqué des mesures qu'on voulait prendre pour accélérer et aider à la publication. Vous me permettez non pas d'annoncer, mais de vous indiquer que, pour la première fois au Québec, en 1988, on pourra probablement trouver sur le marché un texte de loi, la Loi sur les impôts du Québec, imprimé et disponible en librairie. Parce que, aussi incroyable que cela puisse paraître - je ne fais pas nécessairement le reproche à mon collègue alors que son parti formait le gouvernement - il n'y a eu, jusqu'à présent, aucune possibilité pour un contribuable d'acheter ou de se procurer un texte relié de la Loi sur les impôts du Québec. Mon intention est de travailler pour qu'en 1988, au moins les contribuables désireux d'approfondir un sujet puissent se procurer un texte de la Loi sur les impôts relié, à jour, chez l'Éditeur officiel. Et je pense que c'est une autre démarche vers une meilleure information des contribuables.

Je m'emploierai également à faire d'autres projets dans le même sens et je pense qu'avec la collaboration de l'ensemble des collègues... Je dis encore une fois à mon critique, le député d'Abitibi-Ouest, que, dans les travaux qui vont suivre, s'il croit devoir présenter des amendements ou s'il semble que, légitimement, on doit apporter des modifications, il n'y a absolument rien qui l'interdit, et on le fera. Je l'ai fait. J'ai eu l'occasion d'explorer les possibilités de correctifs alors que je me souviens qu'il n'y a pas tellement longtemps, il y a quelque huit ou neuf mois, mon prédécesseur, le député de Gatineau, qui était alors ministre du Revenu, avait eu l'occasion de discuter d'un amendement à un projet de loi; on l'a débattu, et on a accepté l'amendement. (17 h 10)

Je pense que c'est dans un but de perfectionnement. Et pour les contribuables, je serai le premier, si on peut me convaincre qu'un amendement peut améliorer le sort d'un contribuable en modifiant la loi que nous avons devant nous, je vais y souscrire entièrement. Je serais le premier et le plus heureux à le faire. Cependant, il faut être conscient qu'amender la loi de l'impôt, c'est une chose délicate et technique. Or, il n'est pas toujours arrivé que les débats que nous avons eus antérieurement en commission parlementaire aient permis de conclure qu'il y avait lieu d'apporter un amendement. Même, on se rendait compte - et je pense avoir donné des explications dans un projet de loi antérieur - que l'amendement suggéré pouvait être pire dans ses effets que ce qu'on avait pensé.

Pour ma part je fais confiance aussi jusqu'à un certain point, bien sûr, même beaucoup, aux collaborateurs du ministère et du ministère de la Justice qui préparent les projets de loi sur le plan technique et qui

s'assurent également que c'est conforme au discours sur le budget et à l'ensemble des autres déclarations budgétaires. Sur ce point-là je ne suis pas inquiet du tout, mais je suis ouvert. Je l'indique tout de suite, M. le Président, n'importe quel collègue de l'Assemblée nationale qui désirerait, à la lecture de ce projet de loi, apporter un amendement, il est le bienvenu et je vais lui apporter la plus grande attention et s'il est convenable de modifier le projet de loi je vais le faire sans hésitation. Il faudra, bien sûr, être convaincu qu'il faut le faire, mais je peux vous assurer que je n'ai aucune réticence là-dessus.

En terminant, M. le Président, je voudrais expliquer simplement en quelques mots que le projet de loi 64 contient 200 articles quand même assez techniques. Je me dois de dire qu'il y a quand même un effort constant depuis plusieurs années pour améliorer la rédaction des lois fiscales. J'ai été fort heureux récemment, il y a deux semaines, je pense, de lire dans *La Presse* ou *Le Devoir*, peut-être - ma mémoire peut me jouer un tour - que la Canadian Tax Foundation, la fondation bien connue, le Centre canadien d'études fiscales, portait une espèce de jugement sur la rédaction fiscale au Canada et dans les différentes provinces parce qu'il faut rappeler que le Québec est la seule province à avoir un impôt sur le revenu, mais la plupart des provinces ont un ministère du Revenu et un impôt sur les corporations et ont, par conséquent, des lois et des règlements d'ordre fiscal. Je lisais, et ça m'a fait beaucoup plaisir de voir ça, que c'est au Québec que l'on retrouve actuellement la meilleure rédaction en termes fiscaux. Le français est bon, est correct, c'est plus clair, nous avons une présentation qui relève plus de la méthodologie du Code civil que de la "common law". Pour ne pas entrer dans le détail, dans l'ensemble, même si pour le profane, pour l'ensemble des contribuables ce n'est pas clair, j'en conviens, on peut convenir pour ceux qui ont peut-être un peu de facilité à lire les lois, que, comparé aux autres lois... Il ne faudrait pas s'imaginer que la réforme fiscale américaine a rendu la loi américaine moins volumineuse dans ses articles, au contraire. Actuellement il y a 700 articles de loi de plus dans la loi américaine depuis la réforme. Donc, j'ai été extrêmement content et heureux de voir ce constat et ça nous encourage à continuer dans le même sens. J'assure mon collègue que, s'il a des propositions d'amendement convenables pour améliorer le texte ou le français, il me fera plaisir d'y souscrire. Je peux vous assurer qu'on fait nous-mêmes l'exercice chaque fois pour améliorer le texte le mieux possible.

En terminant, je me permets de vous indiquer ceci, M. le Président: c'est également une nouveauté et j'en fais une petite

annonce puisqu'il y a eu une espèce d'accord qui est intervenu récemment là-dessus. Je vous parle d'amélioration de texte; j'ai associé l'Office de la langue française du Québec à nos démarches pour améliorer nos textes au ministère du Revenu pour trouver les expressions françaises plus simples, plus claires et plus significatives pour les contribuables. Durant l'année 1988, on travaillera avec l'Office de la langue française et son président en particulier que j'ai rencontré récemment et on s'est mis d'accord pour tâcher de faire un examen de l'ensemble de nos textes en 1988 et, dans la mesure du possible, d'améliorer la rédaction française, mais aussi d'avoir une rédaction qui, pour l'ensemble des contribuables, sera plus facile à comprendre, toujours dans le but d'aider les contribuables à mieux s'y retrouver dans la fiscalité. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Le débat étant clos, à cette étape de l'étude du projet de loi, est-ce que cette motion d'adoption du principe du projet de loi 64, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, proposé par M. le ministre du Revenu, est adoptée?

Des voix: Adopté.

Une voix: Sur division.

Le Vice-Président: Adopté sur division.  
M. le leader du gouvernement.

#### **Renvoi à la commission du budget et de l'administration**

M. Gratton: Sur division. Alors, je fais motion pour que ce projet de loi soit déferé à la commission du budget et de l'administration pour étude détaillée et pour que la commission soit présidée par un président de séance.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion de déférence est adoptée?

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, étant donné que les ministres dont les projets de loi doivent être débattus à ce moment-ci sont tous deux retenus en commission de même que leur critique de l'Opposition, je suggère et je fais même motion pour que nous suspendions nos travaux jusqu'à 20 heures ce soir.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion de suspension de nos travaux est adoptée?

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. En conséquence, les travaux de l'Assemblée nationale sont suspendus et reprendront ce soir à 20 heures.

(Suspension de la séance à 17 h 17)

(Reprise à 20 h 14)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

Vous pouvez vous asseoir.

Nous allons reprendre nos travaux.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 40 du feuillet, s'il vous plaît!

#### **Projet de loi 73**

##### **Reprise du débat sur la prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée**

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

À l'article 40 de notre feuillet, le ministre des Transports propose l'adoption du rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile. Il s'agit d'une reprise de débat. Là-dessus, je suis prête à reconnaître le premier intervenant.

M. le ministre des Transports.

M. Côté (Charlesbourg): Très brièvement, Mme la Présidente. Devant la clarté d'un tel projet de loi approuvé à l'unanimité de l'Assemblée, de même que des amendements acceptés lors de l'étude article par article après la deuxième lecture et devant l'appui unanime de toute la population devant ce projet de loi, je vous en propose l'adoption immédiatement.

Une voix: Bravo!

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: M. le député de Roberval, est-ce qu'il y a des intervenants de votre formation?

M. Gauthier: Non, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Donc, je déclare le débat clos.

Est-ce que le rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi

73, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et la Loi sur l'assurance automobile, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

La **Vice-Présidente:** Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. **Lefebvre:** Article 41, Mme la Présidente.

#### **Projet de loi 76**

##### **Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée**

La **Vice-Présidente:** À l'article 41 de notre feuillet, le ministre des Transports propose l'adoption du rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 76, Loi sur le camionnage, ainsi que les amendements qui ont été transmis en vertu de l'article 252 de notre règlement.

Là-dessus, je suis prête à reconnaître le premier intervenant.

M. le ministre des Transports.

#### **M. Marc-Yvan Côté**

**M. Côté (Charlesbourg):** Merci, Mme la Présidente. Il y a un amendement proposé au projet de loi 76 et il se lit comme suit: "Remplacer le paragraphe 6 de l'article 20 du projet de loi par le suivant: 6. Effectué par la filiale d'une entreprise de production, de transformation ou de vente de biens pour le compte de cette entreprise ou d'autres filiales de celle-ci."

Je vais vous donner le commentaire que le ministère nous fournit à ce moment-ci pour donner l'explication totale. Le transport entre filiales est généralement un transport privé qui a été confié à une compagnie affiliée pour des raisons de gestion interne qu'il serait inutile de contrôler par le test d'intérêt public. Il nous a été soumis qu'il conviendrait de restreindre l'application de la disposition aux filiales d'entreprises de production, de transformation ou de vente de biens pour écarter les filiales d'entreprises de courtage en transport. La modification proposée a pour effet d'empêcher que de nombreux services de transport puissent échapper au test d'intérêt public, lorsqu'ils sont confiés à des courtiers en transport.

Je veux aussi vous dire, Mme la Présidente, que l'étude du projet de loi 76 article par article a nécessité deux jours de travaux et qu'avec la collaboration du député de Lévis, nous avons apporté un amendement majeur, d'autres amendements plus mineurs, de telle sorte que les 128 articles ont fait l'objet de l'approbation de la commission

parlementaire. Je vous propose à ce moment-ci l'adoption du rapport de la commission.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le ministre des Transports. Je suis prête à reconnaître le prochain intervenant. M. le député de Lévis.

#### **M. Jean Garon**

**M. Garon:** Mme la Présidente, nous avons eu l'occasion d'étudier en commission parlementaire le projet de loi 76, Loi sur le camionnage, et d'étudier les différentes dispositions présentées par le gouvernement dans ce projet de loi. Le ministre doit s'enquérir ou vérifier s'il n'y aurait pas moyen de faire en sorte, à la suite des représentations que nous avons faites, que le transport des automobiles au Québec soit réalisé davantage par des entreprises québécoises. On sait que si des trains apportent des automobiles manufacturées en Ontario, soit à Montréal, soit à Charny, ce sont des camions de l'Ontario pour une grande part qui viennent chercher ces automobiles au déchargement des trains et qui véhiculent ces automobiles dans les différentes régions du Québec.

Ce camionnage d'automobiles au Québec représente un chiffre d'affaires de 160 000 000 \$. Il semble, selon les représentations qui nous ont été faites et que nous avons transmises en commission parlementaire, que ce sont des entreprises de l'Ontario qui viennent transporter ces automobiles sur le territoire du Québec. C'est pourquoi nous avons indiqué au ministre que, puisque les différents secteurs semblaient manifester le souci que le projet de loi soit adopté avant l'ajournement de la session, par ailleurs, comme il y a la commission parlementaire, le rapport de la commission et, éventuellement, une troisième lecture qui n'aura pas lieu avant demain, le ministre pourrait en fonction des événements qui sont survenus entre-temps décider ou non, ou l'Opposition pourra décider ou non, de présenter des projets d'amendement pour faire en sorte que de plus en plus ce soit l'industrie québécoise qui prenne la relève maintenant, puisqu'elle désire vouloir le faire et que le camionnage, le transport des automobiles qui sont vendues au Québec soit fait par des entreprises du Québec.

Je vois ici, Mme la Présidente, dans cette Chambre, le député des Îles-de-la-Madeleine qui ne prendra sûrement pas la parole sur ce projet de loi. Mais je pense que c'est un projet de loi très important pour l'ensemble des régions du Québec parce qu'il s'agit d'un chiffre d'affaires de 160 000 000 \$ et que 160 000 000 \$ de camionnage, ce n'est pas une "pinotte". Vous, comme députée de Bellechasse, Mme la Présidente, je suis convaincu que vous n'êtes

pas indifférente à ce que ce soit Bellechasse Transport qui puisse faire le transport plutôt qu'une compagnie de l'Ontario. Je suis persuadé que le député de Montmagny n'est pas indifférent à ce que ce soit une compagnie de Montmagny, comme Montmagny Transport, qui fasse le camionnage des automobiles qui vont être vendues dans le comté de Montmagny. C'est pourquoi il est important que nous réagissions pour essayer de donner davantage de travail aux gens de chez nous.

Je sais qu'actuellement, le gouvernement est parti sur le pilote automatique du libre-échange, d'un texte dont la plupart des ministres ne connaissent pas cinq lignes. Tous les ministres sectoriels que nous avons eu à interroger jusqu'à maintenant n'ont aucune idée de ce qui se trouve dans ce rapport. C'est pourquoi il est important, par ailleurs, que les différents ministres des différents ministères soient conscients qu'ils sont un gouvernement qui gouverne au Québec et dont la mission essentielle est de protéger les intérêts québécois plutôt que d'être sur le pilote automatique, de faire en sorte que dans une perspective oecuménique nord-américaine il n'y ait plus personne qui protège les intérêts québécois.

Nous sommes convenus, le ministre des Transports et moi... Et, là-dessus, je dois dire qu'il a collaboré. Il était réticent au point de départ, mais il a accepté. Je me rappelle, dimanche, j'étais avec le grand poète Gaston Miron qui me disait qu'une fois il était à un dîner où la personne à côté de lui lui disait: Monsieur, vous répétez toujours les mêmes choses. Il avait répondu, a-t-il dit à l'assemblée publique: Monsieur, je répéterai les mêmes choses jusqu'à ce que vous les compreniez.

Dans la loi sur le camionnage, nous avons estimé important de répéter les mêmes choses pour faire en sorte que le camionnage, au Québec, soit davantage fait par des compagnies québécoises. Je vois le député de Mille-Îles, ici. Nous l'avions perdu de vue lors de l'analyse de la loi 74. Apparemment, il a eu des ordres et on ne le voit plus. Dans le domaine du transport, il est important qu'on fasse en sorte que cela se passe davantage au Québec et avec des gens qui vont y gagner leur vie, d'autant plus que les usagers - c'est très important parce que le ministre se réfère souvent à la notion d'usager - sont davantage des consommateurs, des acheteurs québécois que des manufacturiers de l'Ontario qui travaillent déjà à la fabrication de ces véhicules automobiles. S'il peut y avoir le maximum de retombées économiques sur le territoire québécois, le maximum du transport de véhicules automobiles déjà manufacturés en Ontario, ceux qui vont gagner leur vie là-dedans, bien, ce sera autant de gens qui auront pu faire vivre leur

famille avec du travail qui sera réalisé grâce aux achats des consommateurs québécois.

C'est pourquoi, dans l'analyse du projet de loi 76, nous avons veillé à avoir le maximum dans ce sens-là. Je ne connais pas beaucoup le député de Charlesbourg, je n'ai pas eu à travailler beaucoup avec lui, jusqu'à maintenant. Je dois dire que, sur ce sujet, il m'a dit que les représentations que nous avons faites, étaient tombées dans une oreille qui n'était pas l'oreille de quelqu'un qui ne voulait pas entendre. Il a convenu, et nous avons convenu que si les problèmes n'étaient pas réglés avant la troisième lecture, il devrait y avoir des amendements en troisième lecture pour faire en sorte que ces objectifs puissent être réalisés dans une loi qui irait davantage dans le sens des intérêts québécois.

C'est là le rôle de l'Opposition, comme disait le grand Disraeli: "The duty of Opposition is to oppose". Elle doit faire en sorte que tous les aspects d'un projet de loi, qui ne sont pas parfaits, qui ne sont pas dans le sens des intérêts de la population ou dans l'intérêt commun, soient combattus, comme aurait dit Churchill "par air, par mer et par terre", c'est-à-dire par tous les moyens possibles qu'a l'Opposition.

Par ailleurs, il est assez important, dans la mesure du possible, quand c'est possible, de faire entendre raison au gouvernement. Je dirai que cela a été plus facile avec le député de Charlesbourg qu'avec le député d'Outremont, en espérant que tout cela se réalise. Mme la Présidente, si je dis ces paroles, c'est parce que je sais qu'elles sont enregistrées, que chacun fait son lit et que nous espérons que ce projet de loi... J'ai dit en deuxième lecture qu'il n'était ni bon ni mauvais. Il s'inscrit dans le temps. En fonction de sa réponse aux besoins du temps, il peut être un bon projet et dans le sens où il ne répond pas ou ne répond plus aux besoins du temps, il peut être un projet qui n'est plus bon. Un projet sur un aspect technique peut être un projet qui est bon ou n'est pas bon.

Maintenant, je dois souligner, Mme la Présidente, que les gens du secteur de l'industrie nous ont manifesté que ce projet de loi qui pouvait avoir de bons aspects avec le projet de loi 73 parce que les deux doivent s'analyser un peu ensemble. C'est pourquoi nous n'avons pas fait de représentations spéciales concernant le projet de loi 73 puisque nous avons concouru à son adoption en deuxième lecture de même qu'en commission parlementaire et que, souvent, on m'a dit que je fais des débats vigoureux. Mais je ne fais pas des débats vigoureux quand ils ne sont pas utiles. À mon avis, pour le projet de loi 73, nous avons concouru. Mais les projets de loi 73 et 76 dépendent de leur application parce que si ces projets sont mal appliqués parce qu'il n'y

a pas les budgets suffisants, parce qu'il n'y a pas la main-d'oeuvre requise, c'est-à-dire le personnel requis pour faire l'application de ces projets, ils peuvent devenir un boulet attaché au dynamisme de chacune des entreprises du Québec parce qu'à ce moment-là, une pourra l'appliquer, l'autre ne pas l'appliquer. À ce moment-là, le gouvernement ne joue pas son rôle pour faire en sorte que ces projets de loi soient appliqués dans toute leur dimension.

Or, il arrive, Mme la Présidente, que c'est la principale inquiétude de l'industrie, du monde du camionnage qui souhaite que ces projets soient appliqués à tous. Il y aura un bienfait tant pour le projet de loi 73 sur la sécurité routière que pour le projet de loi sur le camionnage si ces projets de loi sont vraiment appliqués par tous également et équitablement. Le ministre a dit qu'il concourrait dans cette perspective, qu'il pourrait annoncer éventuellement des mesures, du personnel, des fonds qui vont permettre vraiment l'application de ces projets de loi. C'est la principale inquiétude du secteur industriel qui souhaite que ce projet de loi soit vraiment appliqué équitablement et également par tous. S'il y en a qui l'appliquent et d'autres qui, pas vus pas pris, ne l'appliquent pas, il est évident que pour l'application de toutes les mesures qui sont comprises au point de vue de la sécurité dans le projet de loi 73 et au point de vue des répartitions des responsabilités au point de vue de la Loi du camionnage, à ce moment-là, il y aura des coûts additionnels pour ceux qui vont l'appliquer, alors que ces coûts seront évités par ceux qui ne l'appliqueront pas.

Troisièmement, Mme la Présidente, ce projet de loi s'inscrit dans une perspective nouvelle qui est établie par le libre-échange, et le document qui a été signé il y a peu de temps par les fonctionnaires qui ont fait la négociation et qui devrait être signé au début de l'année 1988 par les gouvernements des États-Unis et du Canada. On sait que, sur l'aspect du transport, les principales dispositions du libre-échange écartent, à toutes fins utiles, le transport de ces ententes. Par ailleurs, on sait également qu'aux États-Unis, il y a beaucoup d'États, 43 États sur 51, qui n'ont pas fait les harmonisations de déréglementation qui ont été faites au niveau fédéral américain et que le gouvernement canadien vient d'adopter dans la loi C-19.

(20 h 30)

Il y a une certaine inquiétude chez nous dans le sens que l'on ne souhaite pas que le gouvernement du Québec s'harmonise avec le gouvernement de l'Ontario ou les autres provinces du Canada dont, jusqu'à maintenant, aucune n'a adopté des lois d'harmonisation avec la loi fédérale C-19. Et il y a aussi la volonté au Québec que l'on

fasse des accords de réciprocité avec les États américains qui vont bien vouloir adopter des mesures qui vont dans le même sens que la sécurité routière ou la Loi sur le camionnage québécois.

Mme la Présidente, nous avons travaillé dans le sens d'avoir une possibilité de réciprocité qui soit inscrite dans la loi, pour faire en sorte que ces articles ne soient pas appliqués par le gouvernement avant que les autres provinces n'aient fait leur lit au point de vue d'une adoption d'une loi en vue de l'harmonisation des dispositions au Canada, mais qu'en même temps, on ne fasse pas d'harmonisation avec des États américains qui, eux, n'ont fait aucune déréglementation dans le domaine du transport ou qui ne donneront pas des avantages équivalents à ceux qui vont être octroyés par le gouvernement québécois ou le gouvernement canadien à ces États, à ces parties des États-Unis qui sont connues sous le nom d'États.

Mme la Présidente, ces quelques remarques ne sont pas les seules, mais ce sont les remarques que je voulais faire à ce moment-ci, à l'occasion de la prise en considération du rapport. J'attendrai à la troisième lecture, sans doute demain, pour que nous puissions faire le point final avec le ministre en fonction des engagements qui ont été pris en commission parlementaire.

Mme la Présidente, j'espère que, comme députée de Bellechasse, le comté voisin du mien, vous allez concourir vigoureusement, plus vigoureusement que vous ne l'avez manifesté jusqu'à maintenant, dans le domaine du camionnage, mais aussi dans le secteur des frégates pour que le secteur de la rive sud de Québec ne soit pas pénalisé par une action trop timide d'un gouvernement qui se veut libéral. Je vous remercie.

La **Vice-Présidente**: Merci, M. le député de Lévis.

M. le ministre des Transports, pour une intervention de cinq minutes.

#### M. Marc-Yvan Côté

**M. Côté (Charlesbourg)**: Très brièvement, Mme la Présidente. Les projets de loi 76 et 73 doivent être pris ensemble puisque le projet de loi 73 est un peu le garde-fou du projet de loi 76, dans le sens que toutes les mesures adoptées dans le cadre du projet de loi 73 et qui sont incluses au Code de la sécurité routière relèvent de normes canadiennes qui sont connues, comme le Code canadien de sécurité. En ce sens, nous avons pris toutes les mesures sur le plan législatif pour être capables, effectivement, de bien contrôler à la fois par la Régie de l'assurance automobile du Québec, le ministère des Transports, la Commission des transports du Québec, en collaboration avec

les agents de la paix, que ce soient des agents de la paix de corps policiers municipaux ou de la Sûreté du Québec... Dans ce sens, cette déréglementation se fait avec toute une série de balises, sur le plan de la sécurité routière, qui vont être très difficiles à contourner et qui seront appliquées à l'ensemble du Québec et à tous les transporteurs du Québec. En ce sens, c'est un progrès énorme quant à la sécurité routière. Il reste bien sûr, comme le disait le député de Lévis, à l'appliquer partout au Québec, et c'est ce que nous ferons dès le mois de janvier.

Un élément extrêmement important qui différencie le projet de loi 76 du projet de loi C-19 est le fait que nous nous obligeons à revenir devant le Parlement au bout de cinq ans pour faire disparaître à tout jamais le test d'intérêt public afin d'être capable de mesurer l'impact de la déréglementation sur notre industrie du camionnage.

Le renversement du fardeau de la preuve, c'est capital en ce sens que, maintenant, nous devons privilégier davantage d'usagers et nous conformer en cela à la loi C-19 puisque le pouvoir en matière de transport des marchandises est un pouvoir qui est délégué au gouvernement du Québec depuis plusieurs années, mais confirmé depuis 1954 et que le gouvernement fédéral pouvait le rapatrier. En ce sens, nous l'avons dit en commission parlementaire, il n'est pas question de mettre en application au Québec l'intérêt public tant et aussi longtemps que l'Ontario, province voisine, n'aura pas fait de même. On mentionne que cela pourrait être au mois d'avril 1988. Ce sera donc en avril 1988 que le test d'intérêt public pourra être mis en application alors que le test d'aptitude commence dès le 1er janvier, et pour tous les transporteurs à travers le Canada. Il n'y a pas seulement le Québec qui est partie à cette déréglementation. Le Nouveau-Brunswick le sera le 1er janvier 1988, d'autres provinces comme la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan le sont déjà, le Manitoba étant une province qui s'y oppose.

J'ai retenu trois choses en particulier de l'intervention du député de Lévis. Premièrement, sa volonté, que nous partageons, que le transport des automobiles se fasse par des intérêts québécois le plus rapidement possible. En cela, nous avons convenu d'un certain nombre de choses, en commission parlementaire, ce qui sera respecté puisque, aujourd'hui, une étape très importante a été franchie par ceux qui s'opposaient et qui ont retiré leur opposition. Une autre étape sera franchie, demain. Elle devrait, effectivement, permettre à des Québécois d'avoir les permis nécessaires pour transporter des automobiles partout au Québec.

La deuxième chose: libre-échange et pilote automatique. C'était un des thèmes

favoris du député de Lévis dans ce grand débat. Je pense que l'accord sur le libre-échange est venu nous confirmer que le transport était exclu. Cela apaisait, à tout le moins, certaines de ses craintes et cela le sécurisait, pour peu qu'on puisse sécuriser le député de Lévis. C'était le deuxième point qui faisait l'objet de son intervention et que je souligne.

Le troisième point est un peu humoristique. Le député de Lévis a souligné la bonne compréhension et l'ouverture d'esprit du député de Charlesbourg lors de la discussion en commission parlementaire et de la manière dont on l'a conduite en acceptant, tantôt, de donner des documents qui, finalement, sont d'intérêt public et doivent être connus de la population et, d'autre part, en acceptant, en plusieurs occasions, certains amendements qu'a proposés, avec beaucoup de sagesse et beaucoup d'expérience le député de Lévis. C'est ainsi que je vois le travail en commission parlementaire et c'est avec plaisir que je l'ai fait, pour le plus grand bénéfice des usagers du transport et des transporteurs eux-mêmes.

C'est signe, M. le député de Lévis, quand on vous connaît - on connaît votre réputation et la mienne, deux béliers, deux têtes dures, supposément - que lorsqu'on veut discuter et qu'on veut régler un certain nombre de dossiers pour le plus grand bénéfice des usagers, que ce soient des usagers municipaux ou des usagers d'autres services, il est toujours possible, avec le député de Charlesbourg et ministre des Transports, d'avoir une certaine ouverture d'esprit, pour peu que la partie d'en face en ait autant. Merci.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le ministre des Transports. Le débat étant clos, est-ce que l'amendement proposé par le ministre des Transports au projet de loi 76, Loi sur le camionnage, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. Est-ce que le rapport tel qu'amendé de la commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 76, Loi sur le camionnage, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** L'article 35 du feuillet, Mme la Présidente.



**Projet de loi 62****Prise en considération du  
rapport de la commission qui  
en a fait l'étude détaillée**

**La Vice-Présidente:** À l'article 35 de notre feuillet, le ministre des Transports propose l'adoption du rapport de la commission de l'aménagement et des équipements ainsi que des amendements qui ont été transmis en vertu de l'article 252 de notre règlement concernant le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile. M. le ministre des Transports.

**M. Marc-Yvan Côté**

**M. Côté (Charlesbourg):** Juste pour situer un peu le député de Lévis avec l'amendement dont on parle puisqu'il semble se chercher un peu, nous avions prévu, à l'intérieur du projet de loi 62, verser certaines sommes à partir des 200 000 000 \$ sur l'année 1987-1988, 1988-1989 et 1989-1990. Le but de cet amendement a pour objectif de faire les versements sur l'année financière 1988-1989 de même que 1989-1990, soit sur deux exercices commençant sur le prochain exercice financier au lieu de trois en incluant celui de l'année dernière.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le ministre des Transports.

M. le député de Lévis.  
(20 h 40)

**M. Jean Garon**

**M. Garon:** Mme la Présidente, les amendements que le ministre a produits ne rendent pas le projet de loi meilleur parce qu'il s'agit, avec le projet de loi 62, de faire siphonner, par le ministre des Finances, 200 000 000 \$ en provenance de la caisse des assurés de la Régie de l'assurance automobile pour les verser au fonds consolidé du revenu. On ne peut pas siphonner impunément 200 000 000 \$ d'une caisse d'assurance sans que les assurés en paient le coût un jour ou l'autre ou sans que les prestataires de paiements faits par la Régie de l'assurance automobile soient "squeezés", ou serrés un peu.

Quand on voit des prestataires qui devraient recevoir des paiements se faire serrer par la Régie de l'assurance automobile, on comprend qu'il y aura 200 000 000 \$ à payer, soit 100 000 000 \$ par année. Je vois le député de Lac-Saint-Jean qui est ici présent. Je suis persuadé qu'il va s'élever contre le fait que 200 000 000 \$ seront siphonnés de la caisse de la Régie de l'assurance automobile vers le fonds consolidé. Ensuite, le premier ministre

dira: Nous sommes de bons administrateurs. Sauf qu'ils auront siphonnés 200 000 000 \$ de la caisse des assurés qui devront, un jour ou l'autre, quel que soit le moment, payer pour ce siphonnage de fonds publics qui appartiennent non pas au gouvernement mais aux assurés de l'assurance automobile.

Le ministre des Finances aime toujours se vanter de ses talents. Le seul talent que je lui connaisse vraiment, c'est le talent des fuites de budget. Dans toute l'histoire du Commonwealth, du parlementarisme britannique, il n'est jamais arrivé qu'un budget total et complet ait fui et que le ministre des Finances doive faire son discours une semaine plus tôt parce que le discours est déjà diffusé aux nouvelles. Ce que le ministre des Finances ne nous a pas dit au 31 mars 1986, quand il essayait de montrer à quel point la situation du Québec n'était pas rose, c'est que la caisse de la Régie de l'assurance automobile, par sa réserve de stabilisation, était, en 1985, de 525 700 000 \$ en surplus, qu'il y avait des excédents considérables de revenus sur les dépenses qui totalisaient 525 700 000 \$ en 1985 et, rendu au 31 mars 1986, c'est-à-dire sur la même erre d'aller du gouvernement précédent, à 654 100 000 \$ dans la caisse des assurés de l'assurance automobile.

Quel a été le geste du gouvernement devant une caisse de 654 000 000 \$, Mme la Présidente? Cela a été d'abord de faire une loi en 1986 pour siphonner 60 000 000 \$ par année pour envoyer au fonds consolidé du Québec en disant: Il faut bien compenser l'assurance-maladie pour les soins donnés aux victimes d'accidents d'automobile sauf que pour 1986, 1987, 1988 et 1989, cela fera au-dessus de 240 000 000 \$ avec l'indexation, sûrement au-dessus de 250 000 000 \$.

Par le projet de loi que le ministre nous présente, il va aller chercher l'an prochain et l'année suivante 100 000 000 \$ par année, 200 000 000 \$ additionnels, ce qui fera au total un minimum de 450 000 000 \$ que le ministre des Finances va venir siphonner de la caisse de l'assurance automobile au détriment des assurés de l'assurance automobile.

Le ministre va prendre toutes sortes de moyens pour dire que ce n'est pas grave mais est-ce qu'on peut, entre 1986 et 1989, soutirer à l'avantage du gouvernement, pas à l'avantage des assurés... Je vois le député de Sainte-Anne qui devrait parler là-dessus. Il aime souvent dire qu'il protège les petits, mais en quel sens peut-il nous dire que les centaines de milliers d'automobilistes du Québec, les millions d'automobilistes du Québec qui vont se faire siphonner 450 000 000 \$ dans la caisse des assurés éventuellement n'en paieront pas le coût, que les prestataires n'en paieront pas le coût, que les assurés ne devront pas payer éventuellement des hausses de primes plus

rapidement parce que le gouvernement est allé se financer avec la caisse des assurés de l'automobile?

Le député de Taschereau est là. Il fait partie des députés qui vont avoir des augmentations de salaire. Mais que va-t-il dire pour parler des assurés de l'automobile? Qu'est-ce qu'il va dire?

**La Vice-Présidente:** À l'ordre!

**M. Garon:** Pas un mot. Le député de Lévis, à lui seul, parle plus souvent pour défendre les citoyens de la région de Québec que les seize autres députés libéraux ensemble. Pourquoi? Parce que les députés sont là silencieux. Ils ont le même temps de parole que le député de Lévis, Mme la Présidente. En vertu du règlement, le député de Taschereau peut parler, le député de Montmagny-L'Islet peut parler. Le député des Îles-de-la-Madeleine, dont je ne reconnaitrais même pas le son de la voix tellement il ne parle jamais, il peut parler. Le député de Rivière-du-Loup que je vois ici présent pourrait parler, sortir du bois et parler sur l'assurance automobile. Le député de Montmorency pourrait parler. Je comprends que, comme ministre du Revenu, il est habitué à siphonner le contribuable. Mais est-il normal que le ministre des Finances vienne siphonner 450 000 000 \$ de la caisse des assurés de l'assurance automobile? C'est de l'argent, 450 000 000 \$ qui vont sortir de la caisse de la Régie de l'assurance automobile, qui vont aller dans la caisse du ministre des Finances. On me dira que cela n'a aucun effet sur les primes qu'ont à payer les assurés. S'il y avait trop d'argent dans la caisse, c'était de remettre l'argent aux assurés et de faire payer les réparations des routes par ceux qui les utilisent, non pas par les assurés qui paient les mêmes montants d'assurance, mais qui n'utilisent pas les routes dans la même proportion.

Je vois le député de Vanier qui arrive. Est-ce qu'il va dire un mot pour la défense des assurés de l'assurance automobile? Le député de Limoilou qui se pointe dans la porte va-t-il dire un mot pour défendre les assurés de l'assurance automobile qui vont se faire siphonner 450 000 000 \$ dans la caisse de la Régie de l'assurance automobile au profit du député de Bonaventure, ministre des Finances? C'est de l'argent, 450 000 000 \$:

Je ne suis pas millionnaire comme l'ancien ministre à Ottawa qui disait: "What's a million?" Là, il s'agit de 450 000 000 \$, c'est beaucoup d'argent. Et 450 000 000 \$ qui vont sortir de la caisse, qui vont s'en aller dans la caisse du ministre des Finances. Le député de Charlesbourg l'a dit tantôt et, quand il fait une bonne chose, je le reconnais. Mais, là, j'aurais pensé que le député de Charlesbourg aurait la force de

résister au député de Bonaventure, un député qui est député depuis 30 ans. On s'attendrait que le jeune député de Charlesbourg soit plus vigoureux que le vieux député de Bonaventure, qu'il soit capable de lui dire: Non, vous ne passerez pas et vous ne siphonnerez pas 450 000 000 \$ de la caisse de la Régie de l'assurance automobile au détriment des assurés de l'automobile du Québec.

Les gens qui conduisent des automobiles au Québec, ce ne sont pas tous des millionnaires. Ce ne sont pas tous des gens en Alfa Roméo, en Corvette ou en Cadillac Séville. La plupart d'entre eux sont des gens qui ont une automobile pour leurs besoins quotidiens, ce sont souvent des couples où les deux travaillent et ils doivent avoir chacun une automobile, pas très grosse, et payer tous les deux de l'assurance automobile pour des accidents qu'ils ne feront pas. Ou encore, si quelqu'un a eu un désavantage, une erreur ou une faute et qu'il a un accident, il pourrait être pénalisé pour la vie. Là, la Régie de l'assurance automobile parce qu'elle aura perdu 450 000 000 \$ au profit du ministre des Finances, devra tordre l'assuré, devra lui dire: M. l'assuré, vous pourriez toujours être gardien d'un terrain de stationnement. Vous pourriez gagner de B000 \$ à 10 000 \$ par année, donc, on va réduire les montants qu'on devra vous payer du montant que vous pourriez gagner comme gardien de terrain de stationnement.

Je vais vous le dire, Mme la Présidente, vous savez comme moi qu'à Saint-Raphaël, Bellechasse, à Armagh ou à Honfleur, ce n'est pas facile de se faire engager comme gardien de terrain de stationnement, que les emplois ne pullulent pas dans ce domaine. On pourra toujours dire à votre concitoyen qu'il pourrait déménager, mais qu'il ne vienne pas dans le comté de Lévis. Là encore, on a peu de terrains de stationnement payants. Devra-t-il déménager à Montréal pour venir garder les terrains de stationnement parce que la Régie de l'assurance automobile déduit le salaire qu'il pourrait éventuellement gagner s'il pouvait se faire engager comme gardien de terrain de stationnement?

(20 h 50)

Mme la Présidente, voilà la situation. J'ai protesté de toute la vigueur possible pour dire au ministre: Il ne faut pas faire cela. N'écoutez pas ceux qui vous le recommandent. Je comprends que la régie pourra dire: Nous sommes des bons administrateurs. Nous avons une caisse qui est en surplus de tant. Si votre caisse est en surplus de tant, à qui appartient cet argent, sinon aux assurés eux-mêmes, parce que la Régie de l'assurance automobile n'est ni plus ni moins qu'une vaste mutuelle composée de tous les propriétaires d'automobile du Québec qui sont assurés auprès d'elle? Il n'est pas

normal que le gouvernement vienne voler la caisse, vienne siphonner la caisse en disant: Nous, nous sommes de bons administrateurs. On va prendre l'argent, pas des grandes sociétés, pas des millionnaires, pas de ceux qui ne paient pas d'impôt, mais de l'assuré de l'automobile qui paie ses plaques d'immatriculation ou son permis, qui paie des montants et, à même l'argent qu'on aura épargné sur les victimes d'accidents d'automobile, on ira aider le ministre des Finances à boucler son budget ou encore à faire prétendre aux gens qu'il est un bon administrateur.

Y en a-t-il qui pensent sérieusement que le ministre des Finances est un bon administrateur parce qu'il a ramassé la caisse de la Régie de l'assurance automobile, parce qu'il a siphonné la caisse de Loto-Québec et celle de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, parce qu'il a vendu à 700 \$ l'action, en 1986, les actions de Crustacés de Gaspé, acquises à 100 \$ l'action par le gouvernement en 1981? Est-ce que c'est lui, par exemple, qui va obliger les pêcheurs de Newport à racheter à 330 \$ l'action les montants d'argent investis par le gouvernement en 1984-1985, à 100 \$ l'action, dans une entreprise que les députés libéraux qualifiaient d'éléphant blanc et dont ils vont revendre les actions, deux ans plus tard, 330 \$ l'action, alors que le précédent gouvernement les avait acquises à 100 \$ l'action, seulement?

Il faut arrêter de prendre le monde pour des valises. Il faut arrêter de les prendre pour des valises en disant: On peut les remplir, il n'y a pas de problème. Les gens sont assez intelligents. Je comprends qu'en fin de session, les journalistes sont incapables de suivre toutes les commissions parlementaires qui fonctionnent...

**La Vice-Présidente:** À l'ordre!

M. Garon: ...en même temps...

**La Vice-Présidente:** À l'ordre!

**M. Garon:** Ils ne suivent pas tous ces débats. Je souhaite que l'on dise, qu'on informe les gens. Est-ce que le gouvernement a la capacité d'envoyer avec les brochures qu'il envoie à ceux qui reçoivent des allocations familiales, les petits montants du gouvernement du Québec, une lettre disant: On a siphonné 450 000 000 \$ aux propriétaires de l'assurance automobile, aux assurés de l'assurance-automobile. Quand les gens vont renouveler leur permis, leur plaque d'immatriculation, est-ce que le gouvernement aura le courage d'informer les assurés que leur caisse a été et sera vidée de 450 000 000 \$ en 1986 et 1989 parce que le gouvernement a décidé de se financer avec la caisse des automobilistes? Est-ce que

le député de Beauce-Nord, que je vois ici présent, va dire aux gens de Beauce-Nord: en plus de ne pas avoir défendu la prison de Saint-Joseph, en plus d'avoir permis qu'elle soit fermée, je n'ai pas été capable d'empêcher le gouvernement de voler vos fonds d'assurance accumulés au cours des années de surplus et constitués sous l'ancien gouvernement?

C'est cela, la réalité. J'ai les chiffres ici. En 1980, l'excédent des revenus sur les dépenses était de 33 000 000 \$; en 1981, de 120 000 000 \$; en 1982, de 195 000 000 \$; en 1983, de 146 000 000 \$; en 1984, de 233 000 000 \$; en 1985, de 400 000 000 \$, en 1985, à la fin de l'année, 525 000 000 \$; en 1986, de 654 000 000 \$. Une caisse de 654 000 000 \$, dans laquelle le ministre des Finances est venu ou viendra chercher, en 1986, 1987, 1988 et 1989, plus de 450 000 000 \$, à raison de 60 000 000 \$ par année pendant quatre ans. Et cela va continuer dans les années subséquentes; 60 000 000 \$ pour verser au fonds consolidé en disant: "bien, il faut payer des frais de maladie, de santé"; et, en même temps, en vertu du projet de loi qui est devant nous ce soir, 100 000 000 \$ par année en 1988 et en 1989 pour des fins de sécurité routière. Ce qui veut dire qu'on va prendre la caisse des assurés pour payer l'asphalte, les clôtures à neige, la peinture, toutes sortes de choses qui, normalement, devraient faire partie du budget normal du ministère des Transports.

C'est pourquoi, je pense, Mme la Présidente, que le ministre des Transports qui doit être capable d'être un homme vigoureux... Je l'ai connu en cette Chambre dans l'Opposition. Je le vois maintenant au gouvernement. C'est celui qui m'a l'air le plus vigoureux de ce gouvernement, mais il s'est fait siphonner 450 000 000 \$. Je me dis qu'il n'est pas normal que le député de Charlesbourg ait pu laisser aller 450 000 000 \$ au fonds consolidé qui est accaparé par le ministre des Finances. Il aurait dû garder le coffre-fort. Il aurait dû dire "jamais" au ministre des Finances, "over my dead body" comme disent les Anglais. Jamais vous ne toucherez à cette caisse dont j'ai la responsabilité statutaire...

**La Vice-Présidente:** À l'ordre, s'il vous plaît!

À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Garon: ...de garder l'intégrité en fonction des besoins des assurés. Cette caisse appartient aux assurés.

Je sais que le ministre des Affaires culturelles n'a pas dû aider beaucoup le ministre des Transports en disant: Je peux avoir une partie de la caisse...

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

M. **Garon:** Mais je pense que les députés de comté auraient dû défendre le ministre des Transports. Celui-ci, se sentant trop faible, aurait dû dire comme Belzébut: Je vais aller chercher sept autres plus durs que moi encore pour faire en sorte qu'on protège la caisse des assurés. C'est 450 000 000 \$ qui vont partir de la caisse des assurés. C'est de l'argent, Mme la Présidente. C'est pourquoi je me serais attendu que vous quittiez votre trône pour faire un discours pour dire à quel point c'est important, comme députée de Bellechasse, que vos électeurs ne perdent pas des fonds parce que éventuellement, quel que soit le moment, les assurés devront payer des plaques d'immatriculation, des permis plus chers pour compenser les 450 000 000 \$ que le ministre des Finances sera allé chercher dans la caisse du ministre des Transports.

Je suis en train de me demander si le ministre des Finances n'est pas comme les chevaux qui vieillissent. Il devient vicieux en vieillissant. Que le ministre des Finances aille chercher des taxes, qu'il impose des taxes, parfait, qu'il impose des tarifs, parfait, qu'il impose des taux, parfait, sous sa responsabilité, mais qu'on aille subrepticement, à la faveur d'un budget sorti en catastrophe le soir d'une partie de hockey et qui n'a pas pu être annoncé officiellement avant minuit, de nuit, de nuit comme le lac Meech, de nuit comme la constitution en 1981, de nuit comme une maladie honteuse...

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

M. **Garon:** Mme la Présidente, je me serais attendu que le ministre fasse cela ouvertement. Mais non, on va soutirer de nuit la caisse des assurés de l'assurance automobile. Ce n'est pas normal. Je sais qu'aujourd'hui, le ministre des Transports, le député de Charlesbourg, va porter dans son curriculum cette trace comme une marque indélébile, une marque indélébile de quelqu'un qui s'est fait voler la caisse par le ministre des Finances, soit 450 000 000 \$ sur 650 000 000 \$ qui ont été siphonnés par le ministre des Finances. Ce n'est pas un petit montant.

Je sais que les gens de l'Opposition pourront trouver cela drôle sauf que l'assuré qui est chez lui ce soir quise dit: Je paie des taxes, je paie mon permis, je paie mes droits d'immatriculation, cela constitue une caisse et, qu'à un moment donné, le gouvernement va chercher la caisse pour ses fins personnelles, si vous faisiez cela dans le privé, vous seriez accusé de détournement de fonds. Vous seriez mis au cachot, poursuivi pour fraude pour avoir soutiré des fonds qui ont été perçus pour une autre fin. Les fonds ont été perçus auprès des gens du Québec pour des fins d'assurance automobile. Aujourd'hui, on va les chercher, on se les

approprie et on va les employer à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été perçus.

Mme la Présidente, je pense que si les gens deviennent cyniques face à la politique, c'est parce qu'ils se rendent compte que les règles du jeu ne sont pas respectées, parce qu'ils se rendent compte qu'on les trompe, qu'on leur dit qu'on va faire les choses de telle façon et que les choses ne sont pas faites de cette façon. On leur dit: On va vous faire payer de l'assurance automobile et on se rend compte ensuite que les assurés se font tordre, se font visser, se font éplucher, presser comme un citron. Alors que des gens ont besoin de prestations parce qu'ils sont devenus des victimes de l'assurance automobile, en même temps, on vide la caisse. On vide la caisse et on l'envoie au ministre des Finances.

(21 heures)

Mme la Présidente, il s'agit d'une action grave. Il s'agit d'une action grave parce que ce n'est pas correct. Les lois veulent dire quelque chose. Les lois veulent dire qu'on va chercher de l'argent à des fins. Après ça, une fois les fonds accumulés, on les emploie à d'autres fins. J'ai vu le critique, le député de Taillon, qui vient d'arriver, le critique en matière pénale. N'importe quel citoyen qui ferait ça serait poursuivi pour fraude, serait poursuivi, irait devant les tribunaux. Aujourd'hui, le gouvernement fait ça comme si c'était un geste naturel.

Mme la Présidente, ce n'est pas normal. Il faut que les Parlements soient respectables, respectés parce qu'ils sont respectables. Et les Parlements ne pourront pas être respectés s'ils ne sont pas respectables parce qu'ils font des choses contraires aux lois qu'ils ont votées. Il s'agit de lois pour amasser des fonds pour l'assurance automobile et, après ça, on envoie l'argent ailleurs.

Mme la Présidente, si on veut mettre des couches d'asphalte, ceux qui doivent payer pour les couches d'asphalte, ce sont ceux qui utilisent les couches d'asphalte. Et, moi, ce n'est pas parce que je fais 10 000 kilomètres par année que je dois payer le même montant que celui qui fait 100 000 kilomètres par année. Et la façon de payer des couches d'asphalte, c'est par des revenus qui sont fonction de l'utilisation de l'asphalte. C'est ça l'équité. C'est ça les règles du jeu, et non pas dire: On va vers la facilité, on va faire en sorte d'aller chercher l'argent qui a été accumulé au cours des années par un gouvernement prévoyant qui avait une attitude de fourmi plutôt qu'une attitude de cigale et qui a fait en sorte que les fonds étaient pleins partout.

Vous savez, quand le gouvernement est parti en 1985, les fonds étaient là partout. Vous l'avez vu: qu'il s'agisse de SOQUIA...

Oh, vous pouvez vérifier. Demandez à votre ministre des Finances tous les fonds qu'il a vidés des différents organismes publics qui avaient des fonds partout. Qu'il s'agisse de SOQUIA, avec la vente des actions de Provigo qu'elle détenait, cela a rapporté environ 40 000 000 \$ de profit net. Quand on regarde la raffinerie de sucre, par exemple, mauvaise vente, où le gouvernement paie les taxes d'une entreprise privée qui a acheté la raffinerie pour les dix prochaines années et en plus paie l'entretien de la bâtisse à 100 000 \$ par mois pour avoir une entreprise vendue au secteur privé et qui ne lui appartient plus. Qu'il s'agisse de Loto-Québec où le gouvernement est allé siphonner 40 000 000 \$, comme ça. Qu'il s'agisse des fonds de la Régie de l'assurance automobile. C'est comme ça dans tous les domaines.

Ils changent les conventions comptables pour dire que les profits d'Hydro maintenant, même s'ils ne sont pas payés au gouvernement, devront être calculés dans les revenus de l'État, ce qui n'était pas le cas sous l'ancien gouvernement dans les mêmes situations. Aujourd'hui, on se targue après ça d'être de bons administrateurs. N'importe quel gnochon serait un bon administrateur dans des conditions comme celles-là. Si j'additionne l'argent de vos poches dans les miennes pour faire mon revenu de l'année, mon revenu est plus haut. Sauf que j'ai réglé quoi réellement, concrètement?

Mme la Présidente, mon temps de parole achève... Oui ou non?

**Des voix:** Oui.

**La Vice-Présidente:** Il vous reste six minutes.

**M. Garon:** Pardon?

**La Vice-Présidente:** Six minutes.

**M. Garon:** Pardon?

**La Vice-Présidente:** Six minutes.

**M. Garon:** Six minutes. Mme la Présidente, pour 450 000 000 \$ je vais prendre mes six minutes. Parce qu'il ne s'agit pas de "pinottes", il ne s'agit pas de "garnotte", il s'agit de 400 000 000 \$. C'est de l'argent. Ce sont des sommes considérables. Je vois le député de Roberval, je vois le député de Johnson, qui sont ici et qui viennent travailler arduement dans des commissions pour empêcher le gouvernement de faire des bêtises, et je suis persuadé qu'ils doivent prendre la parole également sur ce projet de loi pour dire au gouvernement: Vous n'avez pas le droit de prendre 450 000 000 \$ de la caisse des assurés de l'assurance automobile à vos propres fins.

Ces caisses appartiennent aux assurés de l'assurance automobile. L'assuré qui est là n'a pas la parole. Il n'a pas la parole. L'argent qu'il a payé, c'est quelque chose. C'est 654 000 000 \$ d'accumulés à la fin de 1986. Au 31 mars, c'était 654 000 000 \$. Pourquoi le gouvernement accaparerait-il ces fonds qui ne lui appartiennent pas? En vertu de quel principe? En vertu de quel droit le gouvernement prendrait-il la caisse des assurés? C'est ça qui n'est pas normal, Mme la Présidente. C'est contre cela qu'il faut protester et dire au gouvernement: Vous n'avez pas le droit de faire ça.

Je sais qu'aujourd'hui, dans l'administration publique, c'est le cynisme qui est devenu la marque dominante de l'administration. On se demande comment il se fait maintenant que les gens n'ont pas de respect pour l'administration publique devant tant de cynisme? Pourquoi? Parce qu'on n'a pas le droit de prendre la caisse. C'est aussi simple que ça. On n'a pas le droit de prendre la caisse qui appartient à quelqu'un d'autre et la caisse appartient aux assurés de l'automobile qui l'ont payée; c'est eux qui l'ont payée. C'est eux qui ont payé des fonds et on dira dans deux ans: C'est une société d'État, cela ne marche pas, cela ne fonctionne pas, cela ne rapporte pas ce que cela devrait rapporter, alors qu'on l'aura siphonnée, qu'on lui aura enlevé son argent.

Je comprends que le député d'Outremont ne parlera pas là-dessus. Il est dans les hautes sphères, il est au niveau du harfang des neiges, sans doute. Celui-ci ne parle pas, ne se reproduit pas, ne fait rien. Je comprends qu'aujourd'hui les ornithologues du Québec commencent à dire: Quel est ce symbole qui ne migre pas, qui ne parle pas et qui ne se reproduit pas? Je vous dirai de la même façon que le harfang des neiges va devenir une espèce de symbole non pas du Québec, mais du Parti libéral... On viendra dire ensuite qu'on veut, qu'on essaie d'adopter des dispositions qui vont dans le sens du progrès.

Mme la Présidente, c'est de l'improvisation, c'est de l'administration à la petite semaine où on prend la solution de facilité, de vider la caisse plutôt que de bien administrer, d'aller chercher des montants accumulés plutôt que d'accroître la richesse pour mieux la répartir. Les gens qui sont dans le domaine de l'automobile, ceux qui auront payé des droits dans les années qui viennent, ceux qui auront à payer une immatriculation dans les années qui viennent ne devront pas oublier que le gouvernement libéral en 1986, 1987, 1988 et 1989 aura siphonné 450 000 000 \$ d'une caisse qui leur appartenait, qui avait été constituée essentiellement sous le gouvernement précédent qui avait établi la Loi sur la Régie de l'assurance automobile malgré le combat forcené, enragé, féroce de l'Opposi-

tion libérale qui ne voulait rien en savoir et qui, aujourd'hui, devant sa rentabilité, devant tous les droits qu'elle donne aux citoyens, veut faire en sorte que cette loi devienne une loi qui sera mal vue par les citoyens. Et la façon dont on le fait, c'est en siphonnant la caisse des assurés pour qu'on puisse dire éventuellement: Voyez ce que cela coûte, cette loi, voyez ce que cela donne. C'est pourquoi les libéraux diront: On était justifiés de la combattre, mais ils oublieront de dire qu'en 1986 ils ont voté une loi pour enlever 60 000 000 \$ indexés de la caisse des assurés et qu'en 1987 ils votaient une autre loi pour enlever 100 000 000 \$ par année pendant deux ans de la caisse des assurés.

Mme la Présidente, c'est pourquoi il est important de voter contre le projet de loi et je vous inciterais à quitter votre siège de présidente et, comme députée de Bellechasse, à vous asseoir à votre fauteuil et à voter avec votre voisin de comté, le député de Lévis, contre un projet de loi qui va contre l'intérêt de tous les assurés de l'assurance automobile du Québec, parce qu'ils devront payer aujourd'hui pour les actions du ministre des Finances qui vient siphonner la caisse de la Régie de l'assurance automobile qu'aurait dû garder comme la prunelle de ses yeux le député de Charlesbourg, ministre des Transports, qui était responsable de cette caisse. Merci, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Avant de reconnaître M. le ministre des Transports, j'aimerais vous informer, M. le député de Lévis, que j'ai constaté à maintes occasions que, lors de vos discours, vous mettiez en cause la présidence dans vos propos. Permettez-moi de vous rappeler qu'en vertu de notre règlement la présidente n'est ni pour ni contre un projet de loi et je vous demanderais à l'avenir de voir à vous abstenir de citer la présidence dans vos propos.

Là-dessus, je suis prête à reconnaître le ministre des Transports...

**M. Côté (Charlesbourg):** Je suis d'accord avec vous, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** ...pour une intervention de cinq minutes.

**M. Marc-Yvan Côté**

**M. Côté (Charlesbourg):** Mme la Présidente, force nous est d'admettre que la venue des fêtes provoque une certaine recrudescence du folklore. Nous en avons eu l'incarnation vivante pendant 30 minutes; non pas que j'aie quelque chose contre le folklore, sauf que cette Assemblée a l'habitude d'avoir un certain niveau auquel n'a pas fait honneur le député de Lévis par

ses propos.

(21 h 10)

Permettez-moi de rétablir un certain nombre de faits que le député de Lévis connaît très bien puisqu'il a été un des participants très actifs au débat de deuxième lecture ainsi qu'en commission parlementaire, lors de l'étude article par article. Ce qu'on entend de la part du député de Lévis, c'est siphonner, vider la caisse, voler.

À ce moment-ci, pour être bien sûr que ceux qui nous écoutent comprennent très bien ce qui se passe et sachent faire la différence entre ce que nous faisons et ce qu'ils ont fait, retournons un peu en arrière pour constater si les paroles ou les propos tenus aujourd'hui par le député de Lévis, porte-parole officiel du Parti québécois, ont un quelconque lien logique avec le passé, donc avec ce qu'a fait le PQ. Vous allez comprendre pourquoi le député de Lévis, dès à présent, se dissocie du passé péquiste. M. Parizeau a été celui qui a le plus siphonné toutes les caisses qui existaient au Québec: Hydro-Québec, la Régie de l'assurance automobile en 1981: 238 000 000 \$, contre la volonté de son propre conseil d'administration, c'était clair. Mais, c'était M. Parizeau et bien d'autres choses...

Je comprends que le député de Lévis, aujourd'hui, prenne ses distances vis-à-vis des mesures qui ont été adoptées par son gouvernement alors qu'il était ministre, du fait que M. Parizeau, maintenant, deviendra son opposant au leadership. Cela se comprend. Ce sont des raisons que le député de Lévis connaît lui-même et qu'il peut justifier aujourd'hui. C'est clair.

Il faut revenir à une situation où on parle de voler, de siphonner, de vider la caisse.

**M. Garon:** Question de règlement, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Question de règlement, M. le député de Lévis.

**M. Garon:** Mme la Présidente, je me serais attendu que vous défendiez vous-même le député de Lévis, mais j'aimerais invoquer le règlement pour vous dire que le député de Charlesbourg n'a pas le droit d'imputer des motifs quels qu'ils soient au député de Lévis dans son intervention, sauf l'intérêt du Québec.

**La Vice-Présidente:** Sur la question de règlement...

**M. Lefebvre:** Je ne vois pas en quoi le député de Lévis peut s'offusquer qu'on utilise 25 % du même style qu'il a adopté pendant 30 minutes, tout à l'heure. Le ministre n'a fait que répliquer avec beaucoup de délicatesse. Il rappelle au député de Lévis

son passé et, évidemment, cela lui fait mal. Je ne vois pas en quoi vous pouvez soulever une question de règlement là-dessus.

M. Gendron: Mme la Présidente...

**La Vice-Présidente:** M. le leader adjoint de l'Opposition.

**M. Gendron:** Je veux juste mentionner que les propos du leader adjoint du gouvernement ne portaient pas du tout sur la question de règlement soulevée par mon collègue. La question qu'il a soulevée était: un membre de cette Assemblée, au moment où il fait son discours, ne peut imputer des motifs... Qu'il relève le passé du député de Lévis, je pense qu'on va vivre avec cela, mais vous êtes ici pour faire appliquer le règlement et, effectivement, le député de Charlesbourg a imputé des motifs au député de Lévis. En conséquence, on vous demande d'avoir la même rigueur que celle que vous sembliez avoir tantôt.

**La Vice-Présidente:** Là-dessus, en vertu du paragraphe 6 de l'article 35 de nos règlements, le député qui a la parole ne peut imputer des motifs indignes à un député. Or, M. le ministre, je vous demanderais, dans votre intervention, de vous abstenir d'imputer des motifs indignes.

**M. Côté (Charlesbourg):** Mme la Présidente, je peux vous dire que je n'ai pas imputé de motif au député de Lévis, sauf celui d'être candidat au leadership de son parti. Est-ce que je dois comprendre par son intervention qu'il n'est plus candidat? Si c'est ce que je dois comprendre, parfait, je retire les motifs que j'ai pu lui imputer et il est maintenant derrière M. Parizeau comme candidat au leadership.

Ce passé si glorieux, je m'en souviens encore. Le député de Lévis était assis ici, à ce moment-là. Il se promenait avec un beau chèque d'Ottawa au montant de 11 000 000 \$ dans ses poches, alors qu'il aurait dû le déposer pour que le Québec puisse profiter des intérêts. Il y a toute une série de choses qu'on doit faire...

Mme la Présidente, vous me faites signe qu'il me reste une minute. Excusez-moi, mais des questions de règlement sur mon temps, cela ne marche pas! Il y a des limites!

**La Vice-Présidente:** Écoutez...

**M. Côté (Charlesbourg):** Indiquez-moi ce que je dois...

**La Vice-Présidente:** M. le ministre des Transports, il y a une jurisprudence là-dessus selon laquelle, pour les questions de règlement, on utilise le temps du débat. La

jurisprudence est claire à ce sujet, M. le ministre. Je vous accorde 30 secondes.

**M. Côté (Charlesbourg):** Mme la Présidente, je dois comprendre que le temps réservé au gouvernement peut être utilisé n'importe quand de la manière dont le député de Lévis l'a fait. Une chose est certaine, c'est que le projet de loi qui est actuellement devant cette Assemblée sera adopté. Pour montrer leur vrai visage, 17 ou 18 députés sont intervenus au moment où il y avait une caméra de télévision, alors que cela a pris une heure en commission parlementaire pour adopter le projet de loi, article par article, au moment où il n'y avait pas de caméra de télévision. C'est cela, leur véritable visage. Au moment où on parle de siphonner la Régie de l'assurance automobile, vous n'avez même pas l'honnêteté intellectuelle de dire aux citoyens du Québec que les 60 000 000 \$ dont vous faisiez état tout à l'heure pour les soins de santé au Québec, cela avait été présenté par vous, que nous l'avons complété et que c'est un juste retour des choses quant aux paiements.

Vous n'avez pas eu non plus l'honnêteté intellectuelle de dire aux citoyens du Québec que pour la première fois de l'histoire de la Régie de l'assurance automobile, c'est le gouvernement actuel qui a retourné aux citoyens du Québec, donc aux payeurs de taxes, à partir de la Régie de l'assurance automobile des paiements au niveau de l'immatriculation pour 50 000 000 \$.

**La Vice-Présidente:** En conclusion, M. le ministre.

**M. Côté (Charlesbourg):** Si vous aviez 525 000 000 \$ dans la réserve, qu'en avez-vous fait au lieu de les retourner aux citoyens alors que nous l'avons fait?

En conclusion, Mme la Présidente, je veux dire au député de Lévis que ni le ministre des Finances ni le ministre des Transports ne l'a imposé, mais c'est à la demande du conseil d'administration de la Régie de l'assurance automobile que ça se passe et que tous mes collègues de la région de Québec, que ce soit les députés de Taschereau, de Vanier ou de Limoilou, n'ont certainement pas de leçon à recevoir du député de Lévis quant à la défense des intérêts de leurs électeurs à tous les niveaux et surtout des intérêts des citoyens de la grande région de Québec. On se reverra dans mon temps de réplique en troisième lecture et je remettrai le député de Lévis à sa place, Mme la Présidente.

**Des voix:** Bravo! Bravo! Bravo!

**La Vice-Présidente:** Le débat étant clos, est-ce que l'amendement proposé par le

ministre concernant le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**Des voix:** Sur division.

**La Vice-Présidente:** Adopté sur division. Est-ce que le rapport tel qu'amendé de la commission de l'aménagement et des équipements sur le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**Des voix:** Sur division.

**La Vice-Présidente:** Adopté sur division. M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** Mme la Présidente, avant d'appeler le prochain projet de loi, je dois vous indiquer que la commission du budget et de l'administration reprend ses travaux à partir de maintenant. Je vous demanderais maintenant d'appeler l'article 34 du feuillet, s'il vous plaît! Je vous indique tout de suite qu'il n'y a pas d'intervention du côté du gouvernement et je pense que c'est également la même chose du côté de l'Opposition.

#### Projet de loi 61

##### Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

**La Vice-Présidente:** À l'article 34 de notre feuillet, le ministre de la Justice propose l'adoption du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la division territoriale.

M. le leader de l'Opposition, y a-t-il des intervenants de votre formation?

**M. Gendron:** Non, Mme la Présidente, il n'y a pas d'intervenant et nous sommes prêts à procéder à l'adoption.

**La Vice-Présidente:** Je déclare donc le débat clos. À l'ordre, s'il vous plaît! Est-ce que le rapport de la commission des institutions qui a étudié le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur la division territoriale, est adopté?

**M. Gendron:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté.  
M. le leader du gouvernement.

**M. Lefebvre:** Article 34 du feuillet,

Mme la Présidente. Je fais aussi les mêmes remarques que j'ai faites concernant le projet de loi 62 qu'on vient tout juste d'adopter.

**La Vice-Présidente:** On vient d'adopter l'article 34, M. le leader du gouvernement.

**M. Lefebvre:** Je m'excuse. L'article 37, Mme la Présidente.

**M. Gendron:** Je fais également les mêmes remarques pour l'article 37 du feuillet.

**La Vice-Présidente:** Est-ce que je pourrais l'appeler, pour les fins de la transcription?

**M. Gendron:** Ah oui.

#### Projet de loi 66

##### Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

**La Vice-Présidente:** Donc, à l'article 37 de notre feuillet, le ministre de la Justice propose l'adoption du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 66, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur.

M. le leader de l'Opposition, je dois comprendre qu'il n'y a pas d'intervenant de votre formation ni du côté gouvernemental. Je déclare le débat clos.

Est-ce que le rapport de la commission des institutions sur le projet de loi 66, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur, est adopté?

**M. Gendron:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** Article 38, Mme la Présidente, même scénario.

#### Projet de loi 71

##### Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

**La Vice-Présidente:** À l'article 38 de notre feuillet, le ministre de la Justice propose l'adoption du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 71, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires.

M. le leader de l'Opposition, y a-t-il des intervenants de votre côté?



**M. Gendron:** Non, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Pas d'intervenant. Donc, je déclare le débat clos.

Est-ce que le rapport de la commission des institutions sur le projet de loi 71, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires, est adopté?

**M. Gendron:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté.  
M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** Article 42, Mme la résidente.

#### Projet de loi 77

##### Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

**La Vice-Présidente:** À l'article 42 de notre feuillet, le ministre de la Justice propose l'adoption du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 77, Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement. Y a-t-il des intervenants?

**M. Gendron:** Il n'y a pas d'intervenant de notre côté, Mme la Présidente.  
(21 h 20)

**La Vice-Présidente:** Pas d'intervenant du côté gouvernemental? Je déclare le débat clos.

Est-ce que le rapport de la commission des institutions sur le projet de loi 77, Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les bureaux d'enregistrement, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** Article 43, Mme la Présidente.

#### Projet de loi 78

##### Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

**La Vice-Présidente:** À l'article 43 de notre feuillet, le ministre de la Justice propose l'adoption du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 78, Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel. Est-ce qu'il y a des intervenants?

**M. Gendron:** Il n'y a pas d'intervenant

de notre côté, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Est-ce qu'il y a des intervenants du côté gouvernemental?

**Une voix:** Pas d'intervenant.

**La Vice-Présidente:** Pas d'intervenant. Je déclare le débat clos.

Est-ce que le rapport de la commission des institutions sur le projet de loi 78, Loi modifiant la Loi sur les renvois à la Cour d'appel, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**La Vice-Présidente:** Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** Mme la Présidente, je fais motion pour suspendre les travaux pendant quelques minutes.

**La Vice-Présidente:** Est-ce que cette motion est adoptée?

**M. Gendron:** À regret, oui.

**La Vice-Présidente:** Nous allons donc suspendre nos travaux pour quelques instants.

(Suspension de la séance à 21 h 21)

(Reprise à 21 h 32)

**La Vice-Présidente:** À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous allons reprendre nos travaux. M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 32 du feuillet.

#### Projet de loi 30

##### Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

**La Vice-Présidente:** À l'article 32 de notre feuillet, le ministre du Travail propose l'adoption du rapport de la commission de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives. M. le ministre du Travail.

**M. Pierre Paradis**

**M. Paradis (Brome-Missisquoi):** Mme la Présidente, nous sommes, ce soir, appelés à discuter en cette Chambre la prise en

considération du rapport de la commission parlementaire de l'économie et du travail qui a fait l'étude article par article du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives. Afin de bien situer le contexte dans lequel mon intervention s'inscrit aujourd'hui, j'aimerais tout d'abord rappeler aux collègues membres de cette Assemblée les différentes étapes qui nous ont amenés au stade où nous nous retrouvons actuellement.

Il nous faut, en tout premier lieu, vous remémorer qu'à l'automne 1985 l'actuelle équipe gouvernementale s'est engagée dans son programme électoral à mettre sur pied une Commission des relations du travail. Il est aussi opportun et nécessaire de se souvenir que le principe même de la création d'un tel organisme figurait au cœur même des recommandations du rapport de la commission Beaudry. Il faut retenir de ce rapport qu'un consensus relativement large des partenaires socio-économiques s'est dégagé devant les membres de la commission, à savoir la nécessité de revoir le système actuel et surtout d'en améliorer l'efficacité. Ces deux sources, l'examen de la situation ailleurs au Canada et les conclusions d'une analyse sérieuse du fonctionnement du système actuel devaient consolider la volonté gouvernementale d'agir et se traduire par la présentation du projet de loi 30, le 7 mai 1987.

Cette pièce législative a par la suite fait l'objet d'un débat en cette Chambre, au terme duquel les principes mis de l'avant par le projet de loi 30, loi créant une Commission des relations du travail, ont été adoptés, et je le souligne, à l'unanimité de cette Assemblée nationale. Subséquemment, de l'initiative du gouvernement, une commission parlementaire a été convoquée afin de permettre aux groupes et organismes intéressés de se faire entendre sur le sujet. Cet exercice d'ouverture, de démocratie a permis à cinq organismes patronaux et à autant d'organisations syndicales, ainsi qu'à une association professionnelle, de venir transmettre leurs points de vue aux parlementaires réunis en commission et à permettre à ces derniers de mieux se préparer pour l'étude détaillée, article par article, du projet de loi 30.

Ce sont les résultats de cette toute dernière étape, l'étude article par article, que nous sommes appelés, aujourd'hui, ensemble, à évaluer. Le rapport de la commission de l'économie et du travail, qui a siégé les 12, 15, 16 et 17 juin 1987, afin d'étudier chacun des articles du projet de loi 30, est maintenant devant nous en cette Chambre. Il s'agit de voir à l'opportunité de lui donner, je le souhaite, tous ensemble notre aval.

Pour le bénéfice des collègues,

permettez-moi d'indiquer quel est le sens et la portée du rapport de la commission qui est devant nous. Par comparaison avec le projet de loi 30, tel que déposé en mai dernier, le rapport de la commission nous présente une pièce législative sensiblement modifiée pour tenir compte de l'ensemble des représentations qui nous ont été soumises. En fait, plus de 30 amendements ont été apportés au projet de loi original. Toutes ces améliorations ont été apportées avec l'aide et la collaboration des collègues présents aux travaux de la commission parlementaire.

En effet, plus de 80 % des articles ont été adoptés à l'unanimité des collègues présents en commission parlementaire. Ces amendements répondent aux suggestions et aux représentations qui nous ont été soumises par les groupes et organismes qui se sont présentés devant nous en commission parlementaire. Ces amendements ont aussi - je tiens à le souligner - le mérite d'améliorer sensiblement le projet de loi 30 et d'ainsi faire que la Commission des relations du travail qu'il propose sera plus efficace, plus efficace. L'ensemble de ces amendements traduit, également, un meilleur consensus des partenaires socio-économiques, non pas que ce consensus soit total ou complet, mais, à tout le moins, il apparaît plus large aujourd'hui qu'il ne l'était à l'époque de la consultation en commission parlementaire de juin dernier.

Par ailleurs, ces amendements ont le grand mérite de respecter l'esprit du projet original soumis à cette Chambre en mai 1987. Les principes qui ont guidé le gouvernement dans sa volonté de voir instaurer une Commission des relations du travail sont préservés. Ces principes qui sous-tendent le projet de loi 30, je crois qu'il est opportun, à ce stade-ci, de les rappeler: le principe de la diminution du nombre des instances et des recours à caractère judiciaire, le principe de la déjudiciarisation de notre système des relations du travail, le principe de la réduction des délais, le principe de l'harmonisation, de l'alignement de ce qui se fait au Québec avec ce qui se fait ailleurs au Canada.

(21 h 40)

Ces grands objectifs et ceux qui en découlent demeurent l'essentiel de ce que le gouvernement recherche par le projet de loi 30. L'étude détaillée en commission parlementaire aura permis d'affiner le projet, de l'améliorer tout en gardant intacts les principes de base adoptés à l'unanimité et ayant présidé à l'élaboration de ce projet.

Par ailleurs, Mme la Présidente, à la suite des discussions et des débats de juin 1987 et consécutivement aux modifications apportées, dans 80 % des cas à l'unanimité, au projet original, nous avons cru bon de profiter de la période estivale et sommes

retournés en consultation privée auprès des personnes et groupes intéressés par le sujet. Les consultations que nous avons menées jusqu'à tout tout récemment nous ont permis de dégager, encore une fois, un certain nombre de modifications, un certain nombre d'assouplissements comme ceux qui ont été apportés en juin. Elles ne remettent pas en cause l'économie générale du projet et elles permettent de préciser la législation et d'assurer à chacune des parties de meilleures garanties.

Le rapport de la commission doit être reçu comme une amélioration positive au projet de loi, plus de 80 % des amendements et des articles ayant été adoptés à l'unanimité des parlementaires. En ce sens, j'invite les collègues des deux côtés de la Chambre, tout comme ils l'ont fait lors du dépôt du projet de loi, tout comme ils l'ont fait au moment de l'adoption du principe du projet de loi, tout comme ils l'ont fait à l'occasion de l'étude article par article de plus des 100 articles du projet de loi qui ont été adoptés, dans le cas de 80 % de ces articles, à l'unanimité de l'ensemble des parlementaires de l'Assemblée nationale, j'invite ces mêmes parlementaires à continuer de travailler de façon sérieuse, constructive et positive pour que nous recevions ce soir positivement, comme Assemblée nationale, le rapport d'une commission parlementaire qui a travaillé avec sérieux, honnêteté et surtout ayant à coeur l'intérêt des personnes concernées par le projet de loi.

J'invite ces gens à voter à l'unanimité la prise en considération d'un rapport qui le mérite de façon à rassurer sur les 20 % des articles qui n'ont pas été adoptés à l'unanimité parce que, sur les articles adoptés à l'unanimité, nous considérons que les problèmes sont généralement réglés. Sur le principe, vu qu'il a été adopté à l'unanimité et que tous les parlementaires ont en fait une étude assidue et attentive, nous considérons ces problèmes réglés à l'unanimité.

#### Amendements déposés

Sur les 20 % des articles qui demeurent et qui n'ont pas été adoptés à l'unanimité, à la suite des consultations auprès des parties intéressées, le gouvernement dépose... Il s'agit d'articles - 20 % des articles - une vingtaine d'articles sur lesquels il n'y avait pas unanimité. Bien que ce ne soit pas l'occasion privilégiée, avec le consentement de l'Opposition, Mme la Présidente, je déposerais pour l'information de l'ensemble des députés les 20 amendements que nous proposons au projet de loi et que nous aurons l'occasion d'analyser et d'étudier attentivement dans une étape

ultérieure.

Donc, en conclusion, Mme la Présidente, si j'ai ce consentement, je déposerai...

**La Vice-Présidente:** Si je comprends, M. le ministre du Travail, ce que vous désirez, c'est distribuer vos amendements? C'est cela que vous désirez?

**M. Paradis (Brome-Missisquoi):** Oui, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Nous allons distribuer vos amendements.

**M. Paradis (Brome-Missisquoi):** Avec le consentement de l'Opposition.

**M. Gendron:** Oui, Mme la Présidente, l'Opposition est d'accord pour recevoir les amendements à titre d'information.

**La Vice-Présidente:** Nous allons donc distribuer vos amendements, M. le ministre. Vous pouvez poursuivre.

**M. Paradis (Brome-Missisquoi):** Merci, Mme la Présidente. Je conclurai donc en vous rappelant que c'est de consentement que le projet de loi 30 a été déposé à l'Assemblée nationale. Je vous rappellerai donc, Mme la Présidente, que l'Opposition, ayant bien fait ses devoirs, a voté unanimement en faveur de l'adoption du principe du projet de loi 30. Je vous rappellerai, Mme la Présidente, qu'à la suite des audiences publiques, des auditions publiques, où ont été entendues les associations patronales, les associations syndicales, une association professionnelle, après plusieurs journées d'étude, article par article, en commission parlementaire, plus de 80 % des articles du projet de loi ont été adoptés à l'unanimité, et que, pour souligner ce travail positif de la part de l'ensemble des parlementaires des deux côtés de la table, j'invite l'ensemble de l'Assemblée nationale à souscrire unanimement à l'adoption du rapport.

J'ajouterais, parce que des inquiétudes peuvent subsister sur les 20 % qui n'ont pas encore fait l'objet d'une approbation unanime, j'insiste, que les amendements que je viens de communiquer pour l'information de l'ensemble des parlementaires devraient amener cette unanimité qui est tellement souhaitable dans le cas de la mise sur pied, de la création, d'une Commission des relations du travail qui se verra l'outil privilégié d'intervention dans le domaine de l'accréditation et des pratiques déloyales en matière de relations du travail.

Merci, Mme la Présidente.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le ministre du Travail.

M. le député d'Abitibi-Ouest et leader de l'Opposition.

**M. François Gendron**

**M. Gendron:** Oui, Mme la Présidente, je me dois, comme critique en matière de relations du travail pour l'Opposition, d'intervenir sur le rapport de la commission parlementaire qui a eu à étudier le projet de loi 30 créant une nouvelle Commission des relations du travail au Québec.

Il s'agit d'un projet de loi majeur beaucoup plus important que ce que je viens d'entendre par les applaudissements de ceux qui ont l'habitude, sans savoir de quoi exactement il s'agit, d'appuyer sans nuance les propos d'un ministre, membre du gouvernement, au nom de je ne sais trop quelle solidarité, sans savoir ce qu'il y a exactement dans le projet de loi.

C'est un projet de loi qui modifie profondément toute l'organisation de l'accréditation syndicale en matière de relations du travail. C'est un projet de loi qui transforme le bureau du Commissaire général du travail qui est remplacé par un organisme indépendant qu'on veut appeler la Commission des relations du travail. De plus, le Tribunal du travail, qui agissait comme juridiction d'appel des décisions des commissaires du travail et comme tribunal de première instance en matière pénale, sera supprimé. Par ailleurs, cette nouvelle commission doit assumer la juridiction en matière de services essentiels, et, en conséquence, le Conseil des services essentiels sera aboli comme tel. Il n'existera plus de Conseil des services essentiels. Il y aura des dispositions prévues à la nouvelle Commission des relations du travail pour faire le travail qui était assumé jadis par le Conseil des services essentiels. Est-ce là un règlement de comptes? On aura l'occasion d'y revenir. Mais le Conseil des services essentiels disparaît.

Au moment de l'adoption du principe du projet de loi, il est exact - et c'est à peu près à cette seule partie que le ministre a eu un peu d'honnêteté dans les faits - que l'Opposition s'est déclarée favorable au principe proposé, tout en indiquant au ministre que les mécanismes proposés par lui-même étaient déficients, et que l'étude détaillée devait être méthodique, serrée et qu'elle devait à tout le moins être précédée de consultations particulières.

Ces étapes ont été franchies. Le ministre du travail a acquiescé à des consultations particulières et, à la suite de notre travail en commission parlementaire, que je reconnais correctement fait - comme parlementaires je pense qu'on a fait un travail propre, on a fait un travail efficace, on a fait ce que nous devons faire en commission parlementaire... Mais le résultat,

Mme la Présidente, après les audiences et après notre travail correctement fait, c'est que le ministre a apporté quelque 50 amendements tout comme l'Opposition en a suggérés. Je pense qu'on a fait notre travail. On a même reçu des félicitations de la part du ministre parce qu'on avait fait notre travail sérieusement et je suis convaincu que c'est ça.  
(21 h 50)

C'est de bonne guerre, le ministre en a pris, il n'en a pas pris. Il a prétendu, à certains égards, que nos amendements dépassaient le premier geste de réforme qu'il voulait faire en termes de relations du travail, en disant: Écoutez, ce n'est pas une réforme du Code du travail que je suis en train de faire. C'est un premier pas de l'avant pour donner suite au rapport de la commission Beaudry. Et il a raison. Nous aussi, nous étions d'accord pour donner suite à un engagement de la commission Beaudry. La preuve, c'est que c'est nous qui avons commencé cette réflexion pour nous assurer qu'il y ait un jour au Québec une Commission des relations du travail. Mais le résultat à la toute fin de notre travail en juin - je voudrais bien qu'on soit très attentif - c'est qu'après les amendements, après les audiences, il n'y a personne de concerné qui voulait de ce projet de loi, à tel point que toutes les parties, y compris l'Opposition, demandaient son retrait ou son report à l'automne.

Finalement, c'est le premier ministre du Québec qui a dû faire entendre raison au ministre du Travail en lui disant: Il n'est pas question... J'étais en commission et je l'ai vu fonctionner. On a suspendu à quatre ou cinq reprises parce que le ministre du Travail devait répondre au téléphone et que le premier ministre lui disait: Écoutez, cela n'a pas de bon sens, je reçois des télégrammes de toutes parts. C'est cela, la vérité. À la fin de juin, le ministre, sous l'ordre du premier ministre, laissait voir qu'il comprenait le bon sens et disait: Je ne vais pas plus loin dans la conduite du projet de loi 30.

Que s'est-il passé depuis juin? C'est cela qui est grave, qui est insultant. Je vous le dis comme je le pense, c'est très insultant, à deux jours d'une fin de session, une session plate, vide, sans contenu, où, constamment, y compris ce soir il y a 20 minutes, on est obligé de suspendre parce qu'on n'a pas de menu. Deux jours avant la fin de la session, le ministre, sans jamais parler au critique, sans jamais indiquer où il allait avec ses skis dans ce projet, sans jamais indiquer à qui que ce soit ses intentions, ce qu'il faisait et ce qu'il avait modifié à la suite du projet de loi de juin dernier que personne ne voulait...

On va le regarder ensemble, Mme la Présidente, et vous allez voir que ce n'est

pas beau du tout. On est resté en contact avec les parties patronale et syndicale. Tous nous ont indiqué avoir demandé audience à Son Excellence, pas à n'importe qui, à Son Excellence, le ministre du Travail. Peu de gens ont été entendus, Son Excellence faisait ses devoirs. Les rares qui ont pu avoir accès à Son Excellence ont déploré sa tendance à négocier son projet de loi comme s'il s'agissait de vendre un vieux "char". Le ministre s'est comporté comme un vendeur de tapis dans un dossier où, effectivement, il avait l'honnêteté de dire en avril ou mai que le projet de loi 30 était un projet de loi majeur, pour lequel on devait avoir un très large consensus.

Comment voulez-vous modifier les relations du travail au Québec quand on sait - et avec raison - que c'est un secteur fragile? Comment voulez-vous faire ces modifications sans mettre les parties concernées dans le coup et sans s'assurer d'un maximum de consensus, pas d'un minimum, d'un maximum de consensus? Aujourd'hui, il n'est pas pressé, le ministre du Travail. Parce qu'il sait qu'il ne sera plus là dans quelques mois, il veut laisser son nom quelque part. Il n'est pas pressé, il veut absolument que le projet de loi 30 mal fait, ne répondant à peu près à aucun objectif de son principe, cela ne le dérange pas... On est en fin de session et, volontairement - il sait ce qu'il fait - volontairement, il sait que nous étions rendus à une étape où on ne pouvait pas le bloquer, nous comme Opposition. C'est important que la population le sache, parce que jamais on n'aurait accepté ce projet de loi et jamais on ne l'acceptera en ce qui nous concerne, mais, compte tenu de la force du nombre... C'est cela, ses consensus, la force du nombre, le bazooka, le bulldozer en fin de session dans un contexte où il sait qu'on ne peut même pas modifier les amendements qu'il va nous proposer.

Ce n'est pas grave, il a la vérité, ce n'est pas grave, il est sûr de son affaire. Ce monsieur veut créer un consensus dans les relations du travail au Québec, Mme la Présidente. Nous, on ne marche pas là-dedans. C'est clair qu'on ne marchera pas là-dedans. Il ramène le projet de loi à la veille de l'ajournement de la session, alors qu'un seul organisme concerné a été consulté, un seul. Pour tous les autres, on a appliqué la politique de la porte close et je le démontrerai dans quelques secondes.

Pourtant, encore au début de cette semaine, le ministre indiquait: "Les mesures proposées ont besoin d'un consensus minimum pour être mises en place. Pas question de créer à la force du poignet un nouvel organisme qui, critiqué tant par les patrons que par les syndicats - écoutez bien ce qu'il disait - n'aurait aucune crédibilité et ne pourrait même pas fonctionner." C'est le ministre du Travail qui parlait, pas il y a

quatre ans, pas il y a six mois, il y a une semaine. Il a raison, pour être minimal, le consensus l'est vraiment. Il est non seulement minimal, il est inexistant, Mme la Présidente. Le ministre est beaucoup plus préoccupé par sa conception de l'autorité ministérielle que par un sain climat de relations du travail au Québec. Cela ne l'intéresse pas du tout et il en fait la preuve ce soir.

Le ministre arrive aujourd'hui avec des amendements de dernière minute qui ne satisfont aucune des parties. Écoutez, on est dans un régime parlementaire que vous connaissez, j'ai reçu les amendements à 20 h 20 le 16 décembre, aujourd'hui même, 20 h 20, une trentaine d'amendements. Cela fait sérieux pour créer un consensus concernant les nouvelles relations du travail au Québec. Cela fait sérieux, en étoile! Le ministre va semer l'anarchie dans tous les secteurs, et il le sait. Il s'en balance complètement, sachant probablement qu'il sera un des premiers à être déplacés dans le remaniement que prépare le premier ministre. Dans ce cas particulier, on peut dire que l'Opposition appuiera le premier ministre, et nous ne serons pas les seuls, je peux vous l'assurer. L'Opposition ne peut cautionner un tel "bulldozage" aussi irréfléchi d'un ministre inconséquent, irresponsable, qui n'a aucune préoccupation qu'une conception infantile de la crédibilité et qui veut laisser son nom quelque part.

Maintenant, les preuves au complet, Mme la Présidente. Comme je viens de le signaler, le mois de juin n'était pas passé... Commençons au début d'octobre, 10 octobre. "Les juges du Tribunal du travail trouvent inutile et excessive la réforme de Paradis." Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les juges du Tribunal du travail qui disent au ministre du Travail: Ta bébelle n'a pas d'allure, elle n'a pas de bon sens, ça ne marche pas, on ne veut rien savoir de cela. Le lendemain, "Le CPQ a peur de l'État québécois". Pourtant, y a-t-il plus amis de ce gouvernement que le Conseil du patronat du Québec? Même avec les "chums", le Conseil du patronat demande au gouvernement de ne pas adopter dans sa forme actuelle le projet de loi créant une nouvelle Commission des relations du travail parce qu'il dit que cela n'a pas de bon sens. On va voir un peu plus loin.

Le 18, il revient à la charge parce que le ministre ne veut rien savoir, il ne comprend pas. D'ailleurs, je citerai plusieurs exemples où il n'accuse même pas réception des avis qui lui sont envoyés, il ne veut rien savoir, il a la vérité. Le 18 octobre, le Conseil du patronat dit au ministre du Travail, à la veille de l'ouverture des travaux de l'Assemblée nationale qui a inscrit en tête de liste de ses travaux l'étude du projet de loi 30 créant une

nouvelle Commission des relations du travail... Si je cite le Conseil du patronat, c'est pour donner un exemple; j'y reviendrai tantôt. La CEQ, la CSN, la CSD ne veulent rien savoir de ce projet de loi. Il parle d'un consensus? Pensez-vous qu'on va marcher là-dedans?

On se rappelle ce qui s'est passé en juin, je vous l'ai signalé tantôt. Le Conseil du patronat continue: "Même amendé, le projet de loi 30 ne fait pas notre affaire pour les raisons suivantes." Ce serait trop long de citer toutes les objections, je n'en donne que quelques-unes. Les principales objections enregistrées par le CPQ à l'endroit du projet de loi: "L'introduction dans nos lois du travail d'une série de nouvelles pratiques déloyales". Je ne veux même pas savoir si c'est vrai ou pas, je vous dis que c'était leur prétention; "des pouvoirs énormes et discriminatoires sont accordés à la nouvelle commission; l'interventionnisme inutile de l'État". L'hypocrisie du ministre du Travail, en faisant croire dans son discours de deuxième lecture que c'était pour déjudiciariser, pour raccourcir des délais, pour procéder plus rapidement et plus efficacement.

Unaniment, les intervenants ont dit: Ce n'est pas ce qu'on voit dans le projet de loi. Corrigez-le, modifiez-le. Le ministre du Travail possède la vérité, pas question de toucher à son projet de loi. C'est un avis très étoffé, très articulé, avec une série d'amendements, des commentaires additionnels envoyés au ministre du Travail le 16 octobre 1987. Le ministre du Travail ne veut rien savoir, il n'a même pas la décence de retourner un appel et d'indiquer qu'au moins il a reçu ces amendements-là. (22 heures)

J'ai ici une étude neutre, de spécialistes en relations du travail, de quelque 50 pages. Le ministre a cette étude, je le sais. Il ne l'a pas lue parce qu'il n'est pas pressé. Voici ce que l'étude dit: Page 45, conclusions: "D'après les renseignements que j'ai obtenus au cours des derniers mois, le ministre du Travail se propose de déposer le projet de loi 30 dans sa deuxième version dès le début de la session d'automne, c'est-à-dire mardi prochain le 20 octobre et de le faire adopter sans aucune modification d'ici la fin du mois d'octobre." Octobre est passé, ça fait un bon moment, Mme la Présidente, on est rendus à deux jours de la fin de la session. Il s'est traîné les pieds, n'a pas fait sa "job", n'a pas fait ses consultations, avait peur du premier ministre, avait peur d'aller montrer à ses collègues que ça n'avait pas de bon sens, a attendu à la dernière minute pour présenter son projet de loi et il pense que ça va créer un consensus.

Pensez-vous qu'on va marcher dans des folies comme ça? Et voici ce que les auteurs de l'analyse ajoutaient: "Comme je vous l'ai

mentionné au cours de mon exposé, plusieurs des modifications proposées par le projet de loi 30, même dans sa deuxième version, vont beaucoup trop loin à mon avis et sont inacceptables. D'ailleurs - écoutez bien les faussetés constamment répétées par le ministre du Travail - je ne crois pas personnellement que ce projet de loi corrige..."

M. Lefebvre: Question de règlement, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Je m'excuse, j'ai une question de règlement.

M. Lefebvre: Je pense, Mme la Présidente, qu'on a été excessivement large. Je ne me suis pas encore levé une seule fois. Les propos tenus par le leader de l'Opposition ont été démagogiques jusqu'à maintenant, antiparlementaires mais là, on va trop loin, on parle de faussetés et celle-là je ne peux pas la laisser passer, Mme la Présidente. Je vous demanderais de demander au leader de l'Opposition de se rétracter, de retirer ces propos-là.

La Vice-Présidente: M. le leader de l'Opposition, sur la même question de règlement?

M. Gendron: Oui, sur la question de règlement qui n'en est pas une. D'aucune façon ce soir je n'ai dit autre chose que ce que j'ai à dire sur le rapport de la commission et d'aucune façon quand, dans une étude, tous les intervenants conviennent que les informations qui ont été transmises sont erronées... Je cite le rapport et l'expression "faussetés" pour le jeunot qui nous arrive, n'a jamais été antiparlementaire. C'est quand on prétend qu'un ministre a menti en cette Chambre que c'est antiparlementaire. Donc, ce n'est pas une question de règlement et je vous demande rapidement de rendre votre décision pour que je puisse poursuivre...

M. Lefebvre: Sur la même question de règlement, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Je suis prête à rendre ma décision. En vertu de l'article 35 de notre règlement le député qui a la parole ne peut refuser... Si vous me le permettez... Ne peut accepter la parole d'un député. Or, à maintes occasions et j'ai moi-même décidé en cette Chambre et je cite la jurisprudence à cet effet, le terme "fausseté" a été jugé antiparlementaire. Je vous réfère au **Journal des débats** des 4 juin 1986, 9 juin 1986, 11 juin 1986, 22 octobre 1986, 29 octobre 1986, 2 décembre 1986 et 8 décembre 1986.

Là-dessus, M. le député d'Abitibi-Ouest, je vous demanderais de retirer vos paroles,

sans commentaire.

**M. Gendron:** Mme la Présidente, je ne peux pas retirer les paroles parce que je n'ai pas prononcé ces paroles-là. Je cite un rapport que j'ai en main, que le ministre a lui-même en main, et chaque fois qu'un parlementaire a cité un point de vue d'un éditorialiste, d'un chercheur, d'un documentaliste, cela a toujours été accepté en cette Chambre. Ça fait onze ans que je suis en cette Chambre. Je lis un rapport. Ce n'est pas celui qui vous parle qui dit que le ministre a dit des faussetés. "Je ne crois pas personnellement - et l'auteur du rapport est M. Yves Brunet - que les amendements proposés par le projet de loi 90 dans une étude qui s'appelle *In sight*". C'est ça que je suis en train de lire, Mme la Présidente, et je vous l'ai indiqué à deux reprises.

**M. Lefebvre:** Mme la Présidente, non seulement le leader de l'Opposition fait indirectement ce qu'il n'a pas le droit de faire directement mais, en plus de citer un texte et de manquer à la règle que je viens d'expliquer, il commente le texte qu'il a en main en même temps qu'il le cite. Il est doublement fautif, Mme la Présidente et tout vieux parlementaire qu'il est, je pense qu'il commence à régresser et qu'il en oublie des bouts. Il l'a peut-être déjà su mais j'ai l'impression qu'il l'a oublié.

**La Vice-Présidente:** Sur la même question de règlement sans commentaire?

**M. Gendron:** Non, il n'y a pas de question de règlement, Mme la Présidente. C'est évident. Écoutez. Mais je suis prêt à retirer le mot "faussetés". Cela ne me dérange pas parce que je suis capable de trouver un synonyme dans le rapport. Comment pouvez-vous accepter les commentaires du leader adjoint du gouvernement qui dit que je commente quand je lis un texte? C'est lui ou moi qui a le texte, Mme la Présidente? Je suis prêt à retirer le mot "faussetés".

**La Vice-Présidente:** Regardez, M. le député d'Abitibi-Ouest, je vais me baser sur une jurisprudence. En effet, il y a des jurisprudences qui ont été rendues en cette Chambre selon lesquelles lire un extrait d'un article de journal qui contient des paroles interdites par le règlement c'est faire indirectement ce qu'il n'est pas permis de faire directement. Là-dessus, je vous réfère à une jurisprudence en date du 9 juin 1986. Vous pouvez la retrouver au **Journal des débats** à la page 2432. Là-dessus, M. le...

**M. Gendron:** Je retire le mot "faussetés", Mme la Présidente, et je continue mon exposé. "D'ailleurs - et je cite

toujours l'auteur du texte - je ne crois pas personnellement que ce projet de loi corrige les malaises que le ministre du Travail disait avoir constatés et je ne crois pas non plus qu'il réalise les objectifs visés par le gouvernement."

Et après en avoir parlé pendant quelques pages, il dit: "Cependant, si malgré les vives réactions de la très grande majorité des organismes concernés, le projet de loi 30 devait devenir loi, j'espère au moins vous avoir sensibilisés aux principales modifications avec lesquelles les employeurs québécois devront s'habituer à vivre même si ces dispositions n'ont pas d'allure et vont créer le chaos dans les relations du travail." C'est cela que disait le rapport, Mme la Présidente.

Continuons: "Le projet de loi sur la Commission des relations du travail soulève de plus en plus d'appréhension." Ce n'est pas moi qui parle. Quelle date? Le 28 octobre. On sent le besoin de revenir là-dessus et on ajoute: Tous les syndicats - pas uniquement un - CSN, FTQ, CEQ, CSD et Conseil du patronat ne veulent rien savoir de ton affaire parce que cela n'a pas de bon sens. Le ministre du Travail, lui, ne donne même pas suite aux lettres. Il ne s'occupe même pas de cela et il veut créer un consensus.

Le 9 novembre, on va se ressayer, que voulez-vous? Le 9 novembre, le Conseil du patronat écrit au ministre du Travail. Écoutez ce qu'ils disent du ministre du Travail: "On n'a même pas reçu réponse ou même un accusé de réception de votre part à notre lettre du 8 juin 1987." Je veux bien croire que le ministre du Travail est pressé, mais on est rendu au 9 novembre, quatre mois plus tard, et on dit qu'on n'a même pas eu un accusé de réception pour quelque chose de majeur, de fondamental qui va conditionner les relations du travail du Québec. C'est de la poudre aux yeux, de la frime, de l'hypocrisie, Mme la Présidente.

Le 29 octobre, nouveau télégramme de la CSN. Le 29 octobre, la CSN dit ceci: "Le projet de loi actuellement devant l'Assemblée nationale, n'ayant pas été modifié, ne répond pas du tout aux exigences de la CSN. En conséquence, on en demande le retrait." Le ministre du Travail ne veut rien savoir de tels avis. Il a la vérité révélée.

Le 7 décembre 1987, projet de loi 30. Nouveau télégramme, cette fois-ci encore envoyé par le Conseil du patronat. "Le 17 novembre dernier, M. le ministre, nous vous avons fait part de nos dernières positions sur le projet de loi 30 et nous vous avons informés, ainsi que M. Denis Jean, par téléphone, de notre grande disponibilité pour en discuter avec vous." Le télégramme continue. "Depuis, nous n'avons eu ni accusé de réception ni réaction ni offre quelconque de discussion." Même pas un coup de téléphone pour dire: Je serais d'accord pour

en parler; ni accusé de réception ni réaction ni offre quelconque pour en discuter. Le ministre du Travail a la vérité révélée et prétend qu'il va nous passer cela dans la gorge une journée ou deux avant la fin de la session et c'est un projet de loi qui doit créer un consensus.

C'est tellement vrai que j'y reviens. Là, on dirait qu'il se réveille. Le 10 décembre 1987, il se ressaisit et fait du chantage. Il fait des menaces publiques en disant le 10 décembre 19...

**M. Lefebvre:** Question de règlement, Mme la Présidente. Question de règlement.

**La Vice-Présidente:** Question de règlement, M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** "Faire du chantage", "faire des menaces publiques", qu'est-ce que c'est, Mme la Présidente? "Faire du chantage", ce n'est pas écrit dans le texte, c'est vous qui venez de le dire.

Tout à l'heure, Mme la Présidente, vous avez décidé, vous avez rappelé au leader de l'Opposition qu'il existe une jurisprudence claire qu'on ne peut pas faire indirectement ce qu'on n'a pas le droit de faire directement. Vous lui avez rappelé que cette jurisprudence existe. Il récidive. Si je me levais chaque fois qu'il manque au règlement, Mme la Présidente, je serais debout depuis le début de son intervention.  
(22 h 10)

**La Vice-Présidente:** S'il vous plaît, s'il vous plaît! Je voudrais vous lire l'article 35.6 où il est dit que: "Le député qui a la parole ne peut imputer des motifs indignes à un député ou refuser d'accepter sa parole." M. le député d'Abitibi-Ouest, je vous demanderais de respecter cet article et de voir à ne pas employer de termes injurieux à l'endroit d'un membre de cette Assemblée. M. le député.

**M. Gendron:** Je suis complètement d'accord avec vous, Mme la Présidente. Pierre Paradis lance un ultimatum aux patrons et aux syndicats. Et, le 10 décembre, le ministre du Travail ajoute: Oui, il sera adopté par l'Assemblée nationale ou je ferai une déclaration ministérielle pour le retirer. Voici ce qu'il ajoute, là, je pense qu'il était dans sa responsabilité de ministre sérieux: "De telles mesures ont besoin d'un consensus minimum pour être mises en place, pas question de créer à la force du poignet un nouvel organisme qui, critiqué tant par les patrons que par les syndicats, n'aurait aucune crédibilité et ne pourrait fonctionner, a soutenu M. Paradis. Dans le cas où un consensus pourrait se dégager, M. Paradis demeure confiant que l'Opposition laissera adopter le projet de loi".

Réponse - là c'est l'Opposition qui a

la parole - oui, s'il y avait un consensus, on aurait laissé adopter le projet de loi parce que nous, on a fonctionné par consensus. Nous, on est d'accord avec le principe de la création, par le projet de loi 30, d'une nouvelle Commission des relations du travail. On est pour cela. Mais pas si les parties n'en veulent pas, si les concernés qui auront à vivre avec le projet de loi n'en veulent pas et ne veulent rien savoir. C'est cela, la réalité d'aujourd'hui, le 16 décembre.

Reculons de deux jours, le 14 décembre. Pensez-vous que le ministre du Travail n'aurait pas pu, au moins, prendre connaissance des télégrammes qui ont afflué à son bureau? Le 14 décembre, qu'est-ce qu'on lui dit? Voici copie d'un télégramme expédié aujourd'hui à M. Paradis, ministre du Travail. Objet: Projet de loi 30. La CEQ a revendiqué et revendique toujours une réforme du Code du travail.

Celui qui vous parle fait la même chose. Il revendique une réforme du Code du travail majeure, importante. Le moment est venu d'adapter nos relations du travail au contexte de 1987. Oui, on a donné notre accord et notre parole au principe du projet de loi 30, mais même la CEQ, qui veut la même chose que nous, que dit-elle le 14 décembre?

Le 14 décembre, la CEQ dit, pendant une dizaine de paragraphes, mais je vous cite la conclusion: "Si vous entendez soumettre à l'Assemblée nationale une version du projet de loi 30 qui répond à l'ensemble de ces objectifs, vous pourrez compter sur notre appui." J'ai pris connaissance des amendements par personne interposée - parce que le ministre, pour lui, à 20 h 20 ce soir, c'était suffisant les critiques - et les amendements ne répondent d'aucune façon aux objectifs de la CEQ. Voici ce qu'elle ajoute: "Par ailleurs, on regrette de n'avoir pu accepter votre invitation à vous rencontrer vendredi dernier puisque vous refusiez manifestement de recevoir ensemble les représentants des centrales syndicales québécoises."

Le ministre aime mieux faire ses petites tractations dans les coulisses, en cachette, en négociant je ne sais trop quoi en échange de quoi. Mais si on avait un ministre du Travail responsable, un peu sérieux, un peu mature, pensez-vous qu'il aurait procédé en hypocrite comme cela? Cela n'a pas de bon sens. Le 14 décembre, projet de loi 30, je n'ai pas de nom...

**M. Lefebvre:** Hypocrite, Mme la Présidente. Je demande simplement au leader de l'Opposition d'être un peu décent, d'être un peu à l'image de ce qu'il est habituellement, correct. Je ne sais pas quelle mouche l'a piqué ce soir, depuis le début. Il me semble, Mme la Présidente, que vous pouvez de vous-même décider qu'un propos est antiparlementaire sans que je le soulève



chaque fois. Vous pouvez le faire vous-même, Mme la Présidente. Hypocrite, cela fait deux fois qu'on le rappelle à l'ordre là-dessus.

**Une voix:** Pour ce mot-là.

**La Vice-Présidente:** Je me répète, mais que voulez-vous, c'est l'article 35.6 qui dit qu'on ne peut imputer des motifs indignes à un député ou refuser d'accepter sa parole. Employer les termes que vous avez employés, M. le député d'Abitibi-Ouest, je considère que c'est imputer des termes indignes à un membre de cette Assemblée. Je vous demanderais de retirer vos paroles et ce, sans commentaire.

**M. Gendron:** Je les retire. Cela n'a rien à voir avec la parole. Je n'ai jamais vu cela, mais ce n'est pas grave. Il y a des choses qu'on ne voit pas ici. Je les retire, c'est réglé.

Le 14 décembre, n'ayant pas été directement consulté en fin de semaine sur le projet, le Conseil du patronat dit la même chose: M. le ministre, on ne veut rien savoir du projet de loi.

Finalement, on est, aujourd'hui, le 16 décembre. Le 16 décembre, dernière vérification, je tenais à parler personnellement avec les gens concernés. La CSN nous dit: On connaît les amendements, on ne veut rien savoir. Le ministre nous fait signe qu'il ne les a même pas vus. Imaginez, cela va bien pour créer un consensus! La CSN nous dit: Je ne suis pas d'accord avec ces amendements. La CEQ m'a cité certains amendements, 112, 114. Voici ce que le ministre fait et on n'est pas d'accord avec ceux-ci. Je ne l'ai pas inventé, c'est de la Centrale de l'enseignement du Québec, le 16 décembre et voici la conclusion: "En conséquence, M. le ministre du Travail, nous vous prions de surseoir à l'adoption de ce projet de loi."

Je conclus, Mme la Présidente, pour des raisons de temps. Pensez-vous que c'est normal et sérieux, dans un contexte où on veut, effectivement, instaurer de nouvelles règles régissant les relations du travail au Québec? Il est évident que le ministre, volontairement, a attendu à la dernière minute pour faire adopter son projet de loi. D'aucune façon, il n'y a un consensus réel. Est-ce que nous serons d'accord, est-ce que nous allons marcher là-dedans? La réponse, c'est non. C'est non. On ne sera pas d'accord avec le rapport, pas plus qu'en troisième lecture parce que le ministre n'a pas réalisé du tout les engagements qu'il avait pris lors de l'adoption du principe pas plus que ceux pris en commission. En conséquence, nous serons contre ce projet de loi.

**La Vice-Présidente:** Merci, M. le leader

de l'Opposition et député d'Abitibi-Ouest. M. le ministre du Travail, sur votre intervention de cinq minutes.

**M. Pierre Paradis**

M. Paradis (Brome-Missisquoi): M. le Président, très brièvement. Celui que vous venez d'entendre est le critique officiel de l'Opposition en matière de relations du travail. Si ma mémoire est exacte, il l'était au moment où nous avons déposé, de consentement de l'ensemble des membres de cette Assemblée, le projet de loi 30. Il est celui qui a recommandé à sa formation politique de voter pour le principe de l'établissement d'une Commission des relations du travail au Québec. Cela a été adopté à l'unanimité dans cette Chambre. Il l'était au moment des audiences publiques où nous avons entendu, comme parlementaires des deux côtés de la Chambre, cinq associations patronales, autant d'organisations syndicales, une association professionnelle dans le domaine des relations du travail. Il était celui qui, avec son chercheur, a piloté les amendements de l'Opposition, critiqué ceux de la partie gouvernementale, pour en arriver, finalement, sur les 144 articles que contient le projet de loi, à en adopter à l'unanimité 115.

Celui que vous venez d'entendre vient de traiter le projet de loi, dont il a adopté le dépôt, les principes et plus de 80 % des articles, de... Je n'utiliserai pas ses termes, vous seriez obligée de me rappeler à l'ordre, Mme la Présidente. Je tiens à vous éviter ce lourd fardeau. Je vous dirai que ce soir, je ne comprends absolument pas l'humeur du député d'Abitibi-Ouest. Sur ce que je lui ai remis tantôt, pour son information, je ne lui demande pas de nous dire oui ou non tout de suite, mais il m'a dit non sans le lire. Il y a 20 amendements que je lui ai remis, il y en a 11 qui sont techniques, 9 qui sont de fond (3 patronaux, 3 syndicaux et 3 patronaux-syndicaux ou syndicaux-patronaux) qui font consensus. Il refuse d'en prendre connaissance, de les lire. Il préfère mépriser son vote de deuxième lecture, mépriser 80 % des articles pour lesquels il a voté avec le gouvernement; il préfère mépriser les parties. On se demande ce qui l'anime. Est-ce que c'est le fait que le gouvernement libéral est en train de mettre en place la principale recommandation de la commission Beaudry dans les relations du travail? Est-ce que c'est cela qui lui fait mal? Si c'est cela, je le comprends, mais on n'est pas pour attendre que le Parti québécois revienne au pouvoir.

Devant le langage utilisé par le député d'Abitibi-Ouest, devant son humeur, je n'ai pas l'intention d'utiliser tout le temps qui m'est imparti. Je vous dirai simplement que cela m'attriste, ce soir, de constater que

l'humeur du député d'Abitibi-Ouest n'a d'égal que son raisonnement. Merci, Mme la Présidente.  
(22 h 20)

La **Vice-Présidente**: M. le chef de l'Opposition.

### M. Guy Chevette

**M. Chevette**: Mme la Présidente, si je me permets d'intervenir à ce stade-ci, c'est que je considère que le ministre du Travail affiche carrément une attitude tout à fait déplorable, tout à fait inacceptable pour un ministre qui se dit responsable. Au moment où trois centrales syndicales n'en acceptent pas le contenu, au moment où le Conseil du patronat n'en accepte pas le contenu, il présente un projet de loi avec 30 amendements à l'étape de l'adoption du rapport, alors qu'il aurait très bien pu, au cours du mois d'octobre ou de novembre, présenter son projet de loi au vu et au su du monde, non pas à 22 h 20, à la toute fin d'une journée de travail, et ce, supposément pour créer, au Québec, une nouvelle structure.

Le ministre sait très bien - s'il ne le sait pas, il devrait le savoir après deux ans comme ministre du Travail - qu'on n'implante pas une nouvelle structure en relations du travail sans un assentiment au moins spontané des belligérants ou des gens en cause. C'est une première. Le ministre du Travail, sentant sa fin arriver comme ministre du Travail - il sera sans doute remanié prochainement, il sera un des premiers qui sera basculé comme ministre du Travail - il veut laisser son nom à ce ministère en faisant adopter un projet de loi. À la toute fin d'une session, voici une structure nouvelle qui va contribuer à assurer la gestion en relations du travail. La CSN dit non, la CSD dit non, la CEQ dit non et le CPQ, le Conseil du patronat du Québec, dit non. Et là, M. le Président - je m'aperçois qu'on a changé de président - le ministre du Travail dit: Ce n'est pas vrai, ce que vous dites. Je m'excuse, on a parlé aux gens; je m'excuse, on a eu des télégrammes; je m'excuse, on a eu des contacts directs avec ces gens-là et ils sont contre.

Le ministre joue quitte ou double. Quel "deal" a-t-il fait dans les couloirs, avec qui que ce soit, pour présenter à cette heure-ci un projet de loi qui doit gérer les relations du travail dans les années à venir? C'est inacceptable, M. le Président. C'est irresponsable. La façon utilisée pour l'amener est fourbe. Pour demander à des gens de voter un projet de loi qui assure toute la façon de fonctionner en relations du travail pour les années futures, au moment où on sait que ce projet de loi est contesté - il y a même une centrale qui va assez loin pour dire que c'est pire que le projet initial - il faut être irresponsable, tout à fait

irresponsable. Je comprends qu'il n'aura peut-être pas à assumer les responsabilités de ministre du Travail dans quelques mois, mais il reste que des gens vont avoir à vivre avec cela. Le ministre, en posant ce geste, ce soir, M. le Président, se conduit comme un "fafoin" et, à la dernière minute, fait voter une loi sans se préoccuper des incidences concrètes sur les relations du travail au Québec par la suite. Je trouve cela épouvantable.

Il aura beau dire qu'on a voté pour le principe; oui, on a voté pour le principe. Je m'en souviens très bien, je suis intervenu et mon collègue d'Abitibi-Ouest est intervenu sur le projet de loi, ainsi que plusieurs de notre côté, pour lui dire: Oui, mais les mécanismes sont inacceptables. C'est à l'étude article par article qu'on discutera des modifications. On en a présenté une foule. Elles ont presque toutes été refusées. Toutes, M. le Président. Pourquoi? Parce que notre formation politique a été en continu contact avec les centrales syndicales, pas avec une en particulier, pas avec une seule. On n'a fait de "deal" avec aucune des centrales. On leur a demandé: Croyez-vous que ces structures peuvent assurer une paix syndicale? Est-ce qu'on peut s'assurer que cette structure peut permettre aux relations du travail de se gérer correctement dans les années à venir, autant dans le monde patronal que dans le monde syndical? Au moment où l'on se parle, on a non seulement la garantie ferme que cela ne marche pas, mais il voulait un consensus, disait-il dans les journaux pas plus tard que le 16 décembre, et il y a un groupe qui l'appuie. Un, un seul groupe. Oui, il y a consensus majoritaire, mais contre lui, contre la structure qu'il propose.

Il va essayer de dire à la population ce soir: C'est beau, j'ai présenté dix-sept amendements techniques, trois qui font plaisir à celui-ci ou à celui-là. Voyons, cela n'a pas de bon sens. C'est de l'irresponsabilité, c'est de l'amateurisme, c'est en p'tit gars en culottes courtes qu'il agit ce soir avec l'attitude qu'il affiche, en se foutant éperdument de l'avenir dans la gestion des relations du travail. C'est irresponsable et il devrait, au moins, avoir la décence de ne pas le faire en ricanant, en se vantant dans les couloirs qu'il joue quitte ou double sur le projet de loi. Ce sont des attitudes arrogantes. On est responsable du climat social par la suite, quand on adopte des lois. Quand une loi, au départ, ne recueille même pas un assentiment majoritaire, quand on ne recueille même pas 50 % d'appui, c'est inquiétant pour un gouvernement. On ne se fout pas de cela. On ne présente pas cela à la fin d'une session quand on aurait pu en discuter à l'ouverture même de la session.

En juin dernier, le ministre lui-même a

été rappelé à l'ordre par son premier ministre, disant: Il ne sera pas adopté, le projet de loi 30, cela n'a pas d'allure, les groupes sont contre. Bien, les mêmes groupes sont contre. Et au lieu de le discuter au vu et au su de tout le monde, on attend à 22 h 25, une fin de session de décembre, une session intensive, pour présenter un projet de loi, croyant que pendant le temps des fêtes, cela ne provoquera rien. M. le Président, je le répète: C'est de l'irresponsabilité, c'est de l'incompréhension vis-à-vis de son rôle fondamental.

Un ministre du Travail, par essence, est là pour rapprocher les parties; il est là, par essence, pour voir au règlement des conflits; il est là, par essence, pour faire une conciliation perpétuelle entre le patronat et le syndicat; il est là, par essence, pour s'assurer que ce beau monde se rapproche, se parle, travaille ensemble pour améliorer le climat dans les relations du travail. C'est lui-même qui se fait l'élément provocateur; C'est lui-même qui essaie de mettre une structure sur pied qui est décriée non seulement par le monde patronal, mais par le monde syndical. C'est de l'irresponsabilité. C'est digne de quelqu'un qui n'est pas conscient de son rôle fondamental de ministre du Travail. Il s'en fout peut-être, mais il aura des successeurs à ce ministère. Et on doit se donner le maximum de chances, dans notre société, de faire en sorte que ce qu'on adopte ici ait des chances d'être accepté, d'être partagé par les groupes.

Oui, il y a consensus, M. le ministre, mais il y a consensus contre votre projet de loi. J'aimerais bien que vous ayez l'honnêteté intellectuelle de nous dire ce soir ce que vous avez "barguiné" pour présenter un projet de loi à cette heure-là, avec qui vous avez "dealé" pour qu'on puisse en arriver à adopter un projet de loi qui est décrié par les gens, qui est décrié par les groupes, par les centrales.

Pas plus tard que cet après-midi encore, mon collègue pouvait communiquer avec les groupes. Et, cet après-midi même, la CSD, la CSN, la CEQ et le CPQ nous disaient: Non, "no way", M. le ministre, votre projet ne passe pas. Il y a seulement la FTQ qui vous a donné son "O.K." officiel. D'ailleurs, ils ne nous ont pas retourné les appels, on doit le dire très carrément. On a même essayé de les rejoindre. C'est tout à fait aberrant qu'un gouvernement qui a bloqué lui-même par la voix de son premier ministre... C'est moi qui négociais, à l'époque, pour savoir quels projets de loi seraient adoptés ou non. Quand on a négocié sur la loi 30, cela a été: "No way", on ne la présente pas, parce que les parties avaient fait pression sur le premier ministre du Québec, à l'époque. Elles avaient dit au premier ministre du Québec: Ce projet de loi

n'a pas de bon sens, on n'en veut pas. Le premier ministre avait pris ses responsabilités, il a dit: "No way", M. Paradis, M. le ministre du Travail, rentrez chez vous avec votre projet. Et piteusement le ministre, au mois de juin, était rentré chez lui, faisant son petit bonhomme de chemin, avec son projet de loi 30 sous le bras.

Ici, même scénario: fin de session intensive, il arrive avec son petit projet de loi encore avec toutes les parties contre lui sauf une du monde syndical, ce qui est un quart; 25 % des centrales syndicales l'appuient, alors que le patronat ne l'appuie même pas. M. le Président, c'est de l'irresponsabilité. Il aura beau faire les fanfaronnades qu'il voudra, mais, s'il avait un tant soit peu le sens des responsabilités, il ferait comme il a fait en juin: il rentrerait chez lui et n'attendrait même pas, cette fois-ci, que le premier ministre le retire.

**Le Vice-Président:** Je reconnais maintenant M. le ministre du Travail pour une intervention maximum de cinq minutes.  
(22 h 30)

**M. Pierre Paradis**

**M. Paradis (Brome-Missisquoi):** M. le Président, je salue le retour dans le dossier des relations du travail d'un de mes anciens critiques depuis deux ans. Je comprends maintenant que, comme chef, il a le devoir de tenter de venir à la rescousse de ceux qui, chez lui, peuvent se laisser emporter par l'émotion du moment. Il l'a fait et avec brio, mais il l'a fait sans traiter du fond du dossier. J'ai écouté attentivement le chef de l'Opposition. En aucune occasion il ne nous a expliqué pourquoi il avait consenti au dépôt du projet de loi. En aucune occasion il ne nous a dit pourquoi il avait voté pour le principe du projet de loi, à aucun moment ne nous a indiqué pourquoi son bras droit et leader avait incité sa formation politique à voter pour plus de 80 % des articles en commission parlementaire, lors de l'étude article par article, pas une seule fois, il ne nous a mentionné pourquoi.

**Le Vice-Président:** Un instant, s'il vous plaît! Sur une question de règlement, M. le chef de l'Opposition.

**M. Chevette:** M. le Président, que je sache, quand je me suis levé tantôt - c'est une question de fait personnel, appelez cela comme vous voudrez - j'ai même expliqué qu'on était pour le principe mais contre les mécanismes.

**Le Vice-Président:** Bon, un instant.

**M. Chevette:** S'il avait l'honnêteté

intellectuelle...

Le Vice-Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Ce n'est pas une question de règlement. Manifestement, vous n'êtes pas d'accord avec... Je suis d'accord que le chef de l'Opposition ne soit pas d'accord avec les propos, mais il a eu le temps d'exercer son droit de parole qui, malheureusement pour lui à ce stade-ci, est seulement de dix minutes. Vous aurez l'occasion de vous reprendre lors de l'adoption du projet de loi. M. le ministre du Travail.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Je vais reprendre là où le chef de l'Opposition a laissé. Il a dit: J'ai expliqué qu'on était pour le principe, mais sur les amendements, par exemple, on n'était pas d'accord. Je vous dirai, M. le chef de l'Opposition, par l'entremise du président, que vous auriez avantage à prendre connaissance de ce qui s'est passé en commission parlementaire et vous seriez peut-être surpris d'apprendre que celui qui est assis à côté de vous et qui est critique de l'Opposition en matière de relations du travail, le député d'Abitibi-Ouest, a voté pour plus de 80 % des articles contenus dans le projet de loi 30, les modalités du projet de loi 30. Quant aux autres 20 %, nous lui avons soumis ce soir des amendements. La nuit porte conseil, si son humeur peut revenir, il peut examiner les amendements sur le fond et nous indiquer si lui, comme individu dans la société, comme député, comme critique de l'Opposition, il est capable d'y souscrire. Ce qui m'inquiète de l'attitude de l'Opposition, c'est qu'il m'a déjà annoncé, celui à qui le chef de l'Opposition fait confiance et à la rescousse de qui il est venu ce soir, que, sans les regarder, ce serait non. C'est cette attitude qui fera en sorte que ces gens-là demeureront longtemps dans l'Opposition, M. le Président.

Le Vice-Président: Il n'y a pas d'autre intervention. Le débat est donc clos à cette étape de l'étude du projet de loi. Est-ce que le rapport de la commission de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives, est adopté? M. le leader de l'Opposition.

M. Gendron: M. le Président, je souhaiterais que le vote soit reporté à demain. Nous, de l'Opposition, souhaitons que le vote soit enregistré et je souhaiterais que le vote soit reporté à demain.

Le Vice-Président: Est-ce qu'il y a demande formelle en ce sens? La demande est agréée, il y a consentement pour que le vote sur la prise en considération du rapport

soit reporté à demain, à la période des affaires courantes. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, je vous demanderais de suspendre les travaux pour quelques instants, s'il vous plaît.

Le Vice-Président: Très bien. Nous allons suspendre nos travaux pour quelques instants.

(Suspension de la séance à 22 h 33)

(Reprise à 22 h 56)

Le Vice-Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous allons reprendre nos travaux et je demanderais au leader adjoint du gouvernement de m'indiquer quel article du feuilleton je dois appeler.

M. Lefebvre: L'article 17, M. le Président.

Le Vice-Président: Très bien. À l'article 17 du feuilleton, est-ce que l'Assemblée donne son consentement pour que nous dérogeons à nos règles de procédure pour passer immédiatement à l'adoption du principe de ce projet de loi. Y a-t-il consentement?

M. Gendron: Consentement.

#### Projet de loi 111

#### Adoption du principe

Le Vice-Président: Il y a consentement. En conséquence, à l'article 17 du feuilleton, M. le ministre des Affaires municipales propose maintenant l'adoption du principe du projet de loi 111, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec. Je cède donc la parole à M. le ministre des Affaires municipales.

#### M. André Bourbeau

M. Bourbeau: M. le Président, en cette fin de journée, nous commençons le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 111, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec. Créée en 1969 par une loi de l'Assemblée nationale, la Communauté urbaine de Québec vit le jour à la même époque que la Communauté urbaine de Montréal et que la Communauté régionale de l'Outaouais. Elle regroupe actuellement treize municipalités dont quatre ont une population qui dépasse 60 000 habitants, alors que les neuf autres ont une population inférieure à 15 000 habitants. À ce chapitre, on constate

plus particulièrement que la population de la ville de Québec dépasse le double de celle de la seconde ville en importance.

Cette différence marquée dans l'ordre de grandeur des municipalités qui composent la Communauté urbaine de Québec n'a pas été, depuis 1969, sans susciter critiques et mécontentements au chapitre de la représentation au sein du conseil et du comité exécutif de cet organisme supramunicipal. Afin de rétablir l'équilibre dans la représentation de chaque municipalité dans ces instances décisionnelles, le législateur est intervenu en 1971, en 1978 et en 1984. Tantôt, il lui a fallu enlever le trop de poids que la formule de représentation proportionnelle accordait à la ville la plus peuplée. Plus tard, il est devenu impérieux de mieux reconnaître l'importance des trois grandes municipalités qu'étaient Beauport, Charlesbourg et Sainte-Foy et une dernière fois, le législateur a dû intervenir pour protéger les intérêts des neuf municipalités de 15 000 habitants et moins.

Ces multiples modifications de la formule de partage des voix tant au conseil de la communauté qu'à son comité exécutif ont eu pour effet de diminuer considérablement la représentation qu'avait à l'origine la ville de Québec au sein de la Communauté urbaine de Québec. Si le besoin d'équilibre commandait à chaque époque ces manoeuvres du gouvernail de la Communauté urbaine de Québec, il ne recherchait certes pas pareil changement à la timonerie. Comme la commission d'étude sur la ville de Québec présidée par M. Jean-Louis Lapointe le laisse percevoir dans son rapport, il devient urgent d'introduire de nouveaux critères dans le mode de représentation des municipalités au conseil de la Communauté urbaine de Québec et au comité exécutif également.

Il importe que chaque municipalité puisse intervenir dans la prise de décisions suivant sa véritable représentativité. C'est dans cette perspective que le projet de loi 111 entend modifier la Loi sur la Communauté urbaine de Québec. Ainsi, la composition du conseil de la Communauté urbaine de Québec demeure sensiblement la même, soit dix représentants de la ville de Québec, quatre de Beauport, quatre de Charlesbourg, quatre de Sainte-Foy et un pour chacune des neuf autres municipalités ainsi que le président du comité exécutif.

Comme c'est le cas actuellement, chaque représentant d'une municipalité, à l'exception du président et du vice-président du conseil, est tenu de voter.

La première modification qu'introduit le projet de loi a trait à la valeur du vote d'un membre lors des réunions du conseil. Ce vote ne vaudra plus une voix comme c'est le cas actuellement. La valeur de chaque vote sera fonction d'une formule établie par la loi suivant laquelle chaque municipalité possède

au conseil, par son ou ses représentants, une représentativité proportionnelle à sa population. Une municipalité représentée par plus d'un membre au conseil verra chacun d'eux détenir une égale partie du nombre total de voix détenues par cette municipalité.

Notons ici que la valeur du vote du président du comité exécutif équivaudra à celle de la plus petite municipalité, soit celle de Saint-Émile.

Cette formule devrait satisfaire au principe d'équité démocratique qui doit sous-tendre la prise d'une décision par le conseil de la Communauté urbaine de Québec.

Le second volet du changement apporté par le projet de loi dans le processus décisionnel du conseil de la communauté a trait à la majorité requise pour la prise d'une décision. Alors que présentement la règle de la majorité simple des voix prévaut, une majorité des deux tiers des voix sera désormais requise. Il faut noter cependant que la règle de la majorité simple est toujours de mise pour les décisions du conseil lorsque la Communauté urbaine de Québec joue un rôle de corporation municipale de comté dans les cas où seuls les représentants des municipalités régies par le Code municipal ont le droit de voter.

Cette exigence a pour but d'associer véritablement la ville de Québec à la prise de décision majeure du conseil, puisque globalement les représentants de cette ville détiendront plus de 35 % des voix, totales au conseil. Présentement, la part des voix de la ville de Québec représente à peine 32 % de l'ensemble des voix alors que sa population correspond à environ 36 % de la population de la Communauté urbaine de Québec et que la ville finance environ 40 % du budget de la communauté.

D'autre part, le projet de loi 111 modifie la composition du comité exécutif de la Communauté urbaine de Québec afin d'y assurer la représentation de chaque municipalité. Dorénavant, on y retrouvera un représentant pour chacune des treize municipalités du territoire de la Communauté urbaine de Québec ainsi que le président du comité exécutif qui en constituera le quatorzième membre.

Comme c'est le cas au conseil de la communauté, le nombre de voix attribuées à chacun des membres du comité exécutif sera déterminé au prorata de la population de leur municipalité dans l'ensemble de la communauté. À noter que la règle de la majorité simple des voix est maintenue.

Dans le but d'éviter qu'une municipalité ne soit entièrement privée de voix au comité exécutif lorsque son maire est absent ou lorsque le poste de maire est vacant, le conseil municipal pourra désigner un autre membre du conseil pour remplacer le maire lors d'une assemblée du comité exécutif.

M. le Président, le projet de loi 111 répond à un certain nombre de problèmes rencontrés au sein de la Communauté urbaine de Québec. En apportant des modifications importantes quant au mode de représentation et au processus décisionnel tant au conseil qu'au comité exécutif, nous visons à rétablir l'équilibre de la représentativité de chaque municipalité au sein du conseil de la communauté et de son comité exécutif, et à associer la ville de Québec à la prise des décisions de cet organisme supramunicipal.

Nous désirons avant tout lever les irritants vécus régulièrement par les élus municipaux dans l'accomplissement de leur tâche au sein de la communauté. Nous croyons que ce projet de loi est de nature à répondre au désir de changements exprimé par les élus à l'endroit de la Communauté urbaine de Québec et fait suite à certaines recommandations de la commission Lapointe. Ces modifications sont non seulement souhaitables mais également nécessaires, même urgentes.

C'est pourquoi je sollicite la collaboration de tous les membres de cette Assemblée afin d'adopter le projet de loi 111 et ce, au cours de la présente session. Je vous remercie, M. le Président, de votre très bonne attention.

**Le Vice-Président:** Nous allons poursuivre le débat avec l'intervention de M. le député de Jonquière.

**M. Francis Dufour**

**M. Dufour:** Merci, M. le Président. Je pense que, dans la vie parlementaire, on est habitué, en fin de session, à recevoir des projets de loi importants à la dernière minute, qui semblent chauffés à la vapeur mais qui ont pour effet d'arracher des décisions quelles qu'elles soient et d'éviter des discussions, possiblement, entre les personnes concernées.

On ne peut pas dire que ce projet qu'on a devant nous et qui concerne la Communauté urbaine de Québec n'a pas eu le temps de mûrir, de se positionner par rapport à tout ce qui s'est dit, dans les dernières années, concernant la Communauté urbaine de Québec.

Prenons, seulement, pour exemple, le rapport Lapointe. Il y est fait un certain nombre de recommandations déposées depuis plus d'un an. Le rapport a été repris par l'ensemble du caucus des députés de la région de Québec, il a été repris par le ministre responsable du développement régional, le député ministre de Charlesbourg, il a fait l'objet d'un nombre de tractations infiniment importantes de la part aussi des élus locaux, de tous les élus composant la communauté urbaine et, il a fait, sûrement, l'objet de tractations que je passe sans être

capable de les énumérer toutes et sans qu'il soit nécessaire, non plus, de les énumérer pour expliciter ce qui se passe dans ce projet de loi.

Donc, il y a eu un nombre de tractations importantes aboutissant à un projet de loi qui, à première vue, suscite des discussions importantes et qui ne fait pas l'unanimité chez les différents intervenants. C'est surprenant parce qu'on a eu tout le temps possible pour en arriver à des consensus entre ces différents intervenants. Donc, si, à la Communauté urbaine de Québec, depuis des années, on a des difficultés de fonctionnement, malgré toutes les études qui ont été faites, si on n'en vient même pas à des compromis politiques, c'est que les éléments de discorde, tout comme les éléments de discussions demeurent présents dans le projet de loi qui nous est présenté.

C'est assez surprenant de constater le peu de cheminement qu'a pu faire ce gouvernement qui se veut un gouvernement de consensus, un gouvernement de "business" et un gouvernement qui veut agir. On est en droit de se demander, au moment précis du dépôt de ce projet de loi ou de l'adoption du principe, si le ministre des Affaires municipales répond, d'abord, à un critère de base qui est celui de prendre ses propres décisions vis-à-vis de son ministère.

On sait, qu'actuellement, il y a la Communauté urbaine de Montréal, qu'il y a la Communauté régionale de l'Outaouais qui ont des fonctionnements différents de celui de la Communauté urbaine de Québec mais où il semblerait, à Montréal, en tout cas, qu'il y ait pas mal moins de problèmes qu'ici à Québec. Est-ce qu'il y a un climat de meilleure collaboration? Est-ce que la façon de répartir les votes permet de meilleures discussions? On peut dire en tout cas que, depuis deux ans, la Communauté urbaine de Montréal semble être sur la voie de la progression, de la discussion, de la concertation dans l'action en ce qui a trait à ses responsabilités.

(23 h 10)

Donc, on peut prétendre facilement, à première vue, qu'entre le dépôt du projet de loi et les premières réactions des différents intervenants, il y a tout un monde. Même si les ministres semblent heureux de déposer ce projet de loi, ils ont déchanté rapidement parce que, déjà, il y a des intervenants qui ont parlé très haut, très fort pour dire qu'ils n'étaient pas d'accord.

Je pense que, comme membres de l'Opposition, il y a des parties de la loi sur lesquelles on peut montrer notre désaccord parce que ça ne répond pas à des critères de base, des critères importants qui doivent exister entre des municipalités. Je pense que les municipalités par nature sont des gouvernements ou des entités administratives

autonomes, jalouses de leur autonomie, qui sont habituées à travailler, mais aussi à travailler en concertation, avec une volonté certaine de développement. On ne rencontre pas cela, mais je peux souligner quelques éléments où on apporte des changements, mais qui ne peuvent satisfaire le monde municipal dans son ensemble.

Depuis deux ans, on a pu se vanter de l'autre côté qu'on ne faisait pas trop de vague parce qu'on marchait sur l'erre d'aller de l'ancien gouvernement. Quoi qu'on en dise, on a pu se permettre de ne pas réagir trop fort parce qu'il y avait des programmes mis en place qui permettaient au gouvernement d'en face d'agir sans trop bouger et il profitait, il ramassait ce qui passait. Les bonnes actions qui ont été passées, ne vous en faites pas, vous les avez cachées sous silence, vous en avez fait votre profit. Vous avez le droit d'en profiter, mais après deux ans, vous êtes obligés de livrer la marchandise.

Vous avez décidé... Ça dure ce que ça dure. Il faudrait rappeler aux jeunes députés de cette Chambre, aux jeunes élus, qu'on ne peut pas agir juste en fonction de la popularité, il faut agir surtout en fonction de la continuité et en fonction de la responsabilité. Je vais leur rappeler cela d'une façon très amicale, je vais leur dire que la popularité basée seulement sur des sondages, ça peut durer ce que durent les roses. Cela a duré deux ans, mais je vous dis qu'à partir de maintenant vous allez être obligés de poser des actions, vous allez être obligés de nous montrer ce que vous avez dans le ventre. Actuellement, ce que vous avez, ce sont des éléments de discorde. Vous ne serez pas capables de livrer la marchandise parce que vous n'êtes pas habitués d'agir en concertation, vous n'êtes pas habitués de consulter.

Donc, même avec le rapport Lapointe qui donne un certain nombre d'éléments sur lesquels on devrait se baser, on trouve moyen de passer à côté. Il faut le faire! Le rapport Lapointe a pris plus d'un an à se faire. Il a été déposé. On a un an pour l'analyser et, en l'analysant, on laisse des éléments de côté. C'est clair que ce projet de loi a une importance primordiale pour la région et ce projet de loi revêt de l'importance à mes yeux, puisqu'il doit trouver des solutions à des problèmes existants dans la région de Québec qui est fortement représentée de l'autre côté de cette Chambre, ce qui ne veut pas dire qu'elle est mieux défendue.

Analysons le projet de loi. Il y a le maire de Québec qui a fait connaître sa position très fortement et il y a des éléments que le gouvernement devra amender ou devra améliorer pour arracher l'adhésion de l'Opposition pour qu'elle concoure à l'adoption de ce projet de loi.

Je prends juste, par exemple, la représentativité. Les maires sont présents au conseil exécutif et cette représentation un maire un vote fait qu'actuellement on part de neuf voix pour arriver à quatorze voix. Donc, ces quatorze voix du conseil exécutif font que la ville de Québec est représentée par une personne seulement, par son maire. Connaissant l'importance de la capitale, du Québec ou de la ville de Québec comme telle, il est difficile de comprendre qu'on n'a pas vu immédiatement à ce que le maire de Québec puisse être représenté soit par un observateur à temps plein, qui puisse être là tout le temps, qui puisse voter en l'absence du maire, ou par une personne supplémentaire. Il n'y a rien dans la loi qui aurait pu s'opposer à cela, mais on n'y a pas pensé.

Donc, comme ailleurs, on sera obligé d'amender rapidement si on veut donner un air de collaboration ou au moins du gros bon sens à cette loi et permettre à la ville de Québec d'avoir un représentant ou un observateur qui accompagne le maire de Québec lorsqu'il est présent et qui puisse le remplacer lorsqu'il n'est pas présent, lorsque le maire de Québec peut être retenu ailleurs par ses obligations. Cela me semble élémentaire. On devrait donner suite à cette demande qui me semble logique et qui aurait dû être prévue dans la loi au départ, parce que ça ne prend pas autant de personnes qui ont étudié cette loi pour arriver à ce qu'à un des premiers éléments, on soit obligé d'améliorer la loi parce qu'elle ne reflète pas la réalité. Le maire de la ville de Québec, par ses fonctions, étant le maire de la capitale, est appelé à aller à l'extérieur. Il est obligé de faire de la représentation. Il fait partie de nombreux comités, il a de nombreux engagements en perspective. Ses représentations à ce sujet sont très importantes et on devrait donner suite rapidement aux vœux qu'il a manifestés et auxquels je concours. Même avant que le maire de Québec ait eu quelque réaction que ce soit, j'avais compris que cela aurait dû être pensé immédiatement.

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**M. Dufour:** On a beau faire des gorges chaudes, je peux vous assurer qu'avec l'expérience que j'ai vécue dans le domaine municipal je n'ai pas de questionnement par rapport à cela et je n'ai pas de comptes à rendre aux députés de la région de Québec qui pourraient prétendre quoi que ce soit. Je vous dis que, selon mon expérience, j'aurais compris dans l'immédiat que la ville de Québec aurait pu avoir quelqu'un de présent tout le temps pour qu'il y ait une continuité. Si la ville de Québec a un poids de 35 % de population, cela mérite qu'on regarde et qu'on examine immédiatement le fondement de ce qui a été manifesté par le maire de

Québec publiquement.

Un autre point où on soulève un climat de confrontation quant à ce qui va se passer, c'est que les décisions du conseil sont à la majorité simple; le comité exécutif, c'est à la majorité simple. Dans le grand conseil où tous les gens vont être réunis, cela prend la majorité des deux tiers. Selon les expériences qui sont connues, selon ce qui se passe, 80 % des décisions sont prises au conseil exécutif. Ce n'est pas pour rien que le nombre de représentants est augmenté au conseil exécutif et que toutes les municipalités vont être représentées au conseil exécutif dans l'avenir. C'est parce qu'il se passe des choses là. S'il ne s'en passe pas, je ne vois pas la nécessité de passer de 9 à 13. Si on le fait, on devrait avoir le sens de la proportion et dire que, si vraiment c'est nécessaire que toutes les municipalités soient représentées, il serait aussi important que les votes qu'on prend au conseil exécutif se fassent de la même manière qu'à une assemblée du conseil de la communauté urbaine. Cela permettrait un climat de négociation, de concertation tout le temps.

Si on ne donne pas suite à cela, il faudra trouver une méthode pour arriver à forcer les parties à s'entendre ou à discuter. C'est le problème de la communauté urbaine: on décide ce qui va se passer, sans tenir compte des faits précis. On devrait s'appuyer sur l'ensemble des élus et on n'a pas mis ces propositions en consultation. On arrive à la dernière minute avec un projet de loi qui nous est déposé en catastrophe, sur lequel on doit se prononcer dans les deux jours, à la fin de la session. Et on trouve que c'est cela, administrer? Je trouve que c'est difficile à acheter. Cela s'est peut-être toujours fait comme cela, mais ce n'est sûrement pas la bonne façon d'arracher des consensus ou d'amener des gens à travailler ensemble dans un sentiment de continuité ou dans un sentiment de développement. Si la Communauté urbaine de Québec répond à des critères précis de développement pour le bien de l'ensemble des intervenants de la région de Québec, il faut leur donner des moyens aussi pour faire avancer leurs décisions comme leurs orientations.

Il avait été demandé un double droit de veto. Si on veut répondre à cette question, il faudrait que les décisions se prennent par le même vote d'une place à l'autre. Ce n'est pas plus compliqué, mais cela oblige toujours à négocier comme cela oblige toujours à se concerter. Quand on parle de 35 % pour la ville de Québec et qu'on lui donne un veto de 33 %, on est en droit de se demander, en examinant les migrations de population d'une municipalité à l'autre: Est-ce que ce droit de veto est perpétuel ou s'il est accordé d'une façon temporaire en attendant que cela change?

(23 h 20)

Je pense que la ville de Québec n'a pas la garantie que son droit de veto va être maintenu aussi longtemps qu'on le prétend. Le projet de loi prévoit que le droit de veto suppose les deux tiers pour qu'une résolution soit acceptée comme une position de la Communauté urbaine de Québec. La ville de Québec n'a pas la garantie qu'elle va maintenir indéfiniment ses 33 % puisqu'il y a des migrations de la population qui peut aller en périphérie et la périphérie en général - c'est vrai pour l'ensemble du Québec, les petites municipalités de banlieue ou les municipalités environnant un grand centre, quel qu'il soit - a tendance à émigrer, c'est-à-dire à aller s'installer autour du pôle principal. De ce côté, comme 33 % donnent un droit de veto pour la majorité des deux tiers, puisque la ville de Québec a 35 % des votes au moment où l'on se parle, elle pourrait facilement perdre ce droit de veto. Si on cherche à affaiblir la capitale, on a trouvé le moyen de le faire. Je pense qu'on a dans ce projet de loi suffisamment d'éléments pour ne pas régler les problèmes, suffisamment d'éléments pour affaiblir la capitale avec le temps.

Est-ce une décision carrément politique, administrative? Je pense que les auteurs de ce projet de loi - supposément le ministre des Affaires municipales, mais à mes yeux, c'est encore un travail commandé par d'autres - ne donneront pas satisfaction à la région de Québec et je prédis qu'il va y avoir autant d'éléments de discorde qu'avant, sinon plus. Après avoir fait autant de réflexions, après avoir créé autant d'attentes, je ne sais pas si le caucus des députés de la région de Québec est conscient qu'en s'impliquant publiquement dans le dossier du rapport Lapointe, en réfléchissant et en disant carrément à l'ensemble de la population qu'il regardait ce qui se passait dans la région de Québec et dans la communauté urbaine spécifique, en déposant ce projet de loi, il avait créé au départ des attentes, mais qu'il va créer en même temps des problèmes puisque, déjà, il y a une partie importante... Ne nous le cachons pas, le maire de la principale ville dit que ce n'est pas satisfaisant - à des endroits, il dit carrément que cela n'a pas de bon sens - et qu'il met en doute le sérieux de l'étude qui a été faite. Je pense qu'aussi longtemps qu'il sera maire de Québec, on devra respecter au moins ce à quoi il croit, mais l'examiner aussi au mérite. À mes yeux, il a le droit de proposer des changements. Est-ce qu'il a été consulté au cours de la démarche? On peut se poser la question. Est-ce que le ministre des Affaires municipales est en service commandé ou s'il a agi comme ministre des Affaires municipales quand il présente ce projet de loi? J'ai des doutes à ce sujet. Il y a eu une conférence de presse et c'est le



ministre responsable du Développement régional qui a répondu à sa place tout au long de la conférence de presse. Ce n'est pas drôle, il n'a pas besoin...

J'aimerais qu'il n'y ait pas trop d'interventions pendant que je parle; j'aurai le plaisir d'écouter tout à l'heure ces éternels muets. Je les écouterai tout à l'heure quand ils parleront, je vais leur faire cet honneur de les écouter parler pour voir s'ils ont des choses à dire et combien de temps ils vont parler sur le projet de loi, comment ils vont le défendre.

Donc, ces gens-là doivent regarder au mérite ce que le maire de Québec a dit sur le projet de loi, mais ils ont la responsabilité d'avoir créé des attentes et ils se doivent de répondre à ces attentes. On n'a pas le droit, même quand on est investi d'autorité, de créer des problèmes lorsqu'on a des solutions. Je pense que, lorsque des solutions nous sont proposées, le travail d'un élu, quel qu'il soit, c'est d'abord de les regarder au mérite. Ce n'est pas une question de vengeance, de vider les coffres ou de se débarrasser; c'est une question d'amener les gens à cheminer ensemble et cela, c'est la responsabilité des élus. Je pense qu'ils ont actuellement suffisamment d'éléments pour chercher un consensus.

Je ne pense pas que les députés de la région de Québec vont se contenter en disant: L'a-t-on assez écrasé, on l'a eu, notre bonbon, les a-t-on assez organisés? On a profité du fait qu'on était majoritaire pour imposer une solution. Je pense qu'il y avait encore suffisamment d'éléments pour amener les gens à se parler et à réfléchir sur la Communauté urbaine de Québec.

Le vote est extrêmement important parce que c'est lié à des décisions. D'une part, on dit que c'est aux deux tiers dans le grand conseil où il se prend à peu près 20 % des décisions. Il faut, si c'est vrai, que dans le comité exécutif on accorde la même importance. Il y a peut-être d'autres éléments qui ne sont soulevés ni par le maire de Québec ni par quelqu'un d'autre, mais le président de la Communauté urbaine de Québec avait un droit de vote plus important dans l'ancienne structure. On est en train d'extirper en grande partie son droit de vote. Avant, il représentait 11 % des votes des membres du comité exécutif et, aujourd'hui, on dit qu'il représente 1 %, 1,1 % ou 1,2 % des votes. C'est donc un changement important dans cette structure. D'une part, on change, on modifie.

J'indique déjà qu'il y a place à amélioration. J'espère que le gouvernement en place et le ministre des Affaires municipales qui a été le porte-parole d'à peu près tous les ministères à l'exception du sien... Dans chaque projet de loi, on sent qu'il y a une volonté des autres ministres, que ce soit le ministre de l'Environnement,

le ministre des Transports, responsable de la région de Québec. On sent qu'il y a des commandes. Le ministre de l'Agriculture lui donne des commandes. Il est le porte-parole de tout le monde, sauf de son ministère. Il faut inviter le ministre des Affaires municipales à devenir responsable de son ministère et à ne pas écouter les conseils de tout le monde concernant ce projet de loi.

C'est un projet de loi important qui, dans le peu d'articles qu'il compte, contient suffisamment d'éléments qui pourraient mettre en danger des décisions, comme l'avenir de la Communauté urbaine de Québec. Je fais appel au gros bon sens pour essayer de trouver des éléments de solution qui viennent des intervenants et qui soient à la satisfaction de l'ensemble des intervenants. Cela me semble drôlement important. Si une municipalité représente 35 % du vote au point de vue démographique, on doit en tenir compte.

Je ne pense pas que les députés, comme le ministre des Affaires municipales, devraient faire un règlement de comptes avec ce projet de loi. Il faut qu'on trouve une solution. Cela fait trop longtemps que le problème de la Communauté urbaine de Québec dure et perdure. Ce n'est pas seulement la responsabilité de ce gouvernement, elle existe depuis plusieurs années, la Communauté urbaine de Québec. Elle a été mise en place non pas par le gouvernement précédent, mais par l'autre auparavant. Donc, elle a un vécu. Elle a fait l'objet de discussions au départ parce que les gens se demandaient si la Communauté urbaine de Québec n'était pas un organisme de trop, un organisme embarrassant. Dans le temps - et c'était vrai non seulement pour la Communauté urbaine de Québec, mais aussi pour la Communauté urbaine de Montréal - les gens disaient: Les communautés urbaines, c'est un embarras, il faudrait s'en débarrasser. Je peux vous dire, de par l'expérience que j'ai vécue et aussi de par les relations privilégiées que j'ai eues avec l'ensemble des communautés urbaines du Québec, qu'à ma connaissance cela a cheminé depuis au moins une dizaine d'années. Pour la plupart des gens qui font partie des communautés urbaines ou de la Communauté régionale de l'Outaouais - et ce sera le cas pour les municipalités régionales de comté - au départ, il y a de la contestation et, avec le temps, après avoir appris à vivre avec cela, on dit: Si cet organisme n'existait pas, il faudrait le créer. Donc, cela répond à des besoins certains.

La Communauté urbaine de Québec a joué un rôle important pour la capitale, comme pour les environs, et on a intérêt, comme élus, à permettre à cet organisme de se développer et à ce que tous les participants y trouvent leur place. Il y a suffisamment de propositions ou de

suggestions. Il y a eu suffisamment d'études qui ont été faites. Il y a suffisamment d'élus qui se sont prononcés, comme ils ont travaillé dans le dossier, pour qu'on puisse trouver un consensus.  
(23 h 30)

C'est cela, dans le fond, le défi dont les gens de la région de Québec, avec les députés et les ministres, avaient à rendre compte; c'était de trouver une formule où tout le monde trouverait sa place. Ce n'est pas tout à fait cela qu'on a trouvé parce qu'il y a un maire d'une petite municipalité qui se prononce carrément contre la formule proposée. Il y a le maire de la ville de Québec qui se prononce carrément contre, mais, en même temps, il nous propose certains éléments de solution. Il y a l'Opposition qui, dans certains articles, est capable de dire carrément que cela ne répond pas à tous les vœux et qu'il y a des éléments de discorde. Et il y a aussi le gros bon sens qui, par respect des élus, nous dit qu'on devrait trouver une formule. Il devrait y avoir assez de matière grise dans cette Assemblée pour trouver un *modus vivendi*, autrement dit une façon pour que chacun des intervenants puisse vivre d'une façon harmonieuse et que cela puisse permettre à la Communauté urbaine de Québec de faire un travail intéressant au profit de l'ensemble de la région de Québec. Merci, M. le Président.

#### M. Rémy Poulin

**Le Vice-Président:** Alors, pour la poursuite du débat, je vais maintenant céder la parole à M. le député de Chauveau.

**M. Poulin:** Je voudrais rappeler quelques faits au député de Jonquière. Tout à l'heure, il disait que le maire de la ville de Québec n'avait pas rencontré le caucus. Je pourrais lui rappeler qu'à plusieurs reprises et très démocratiquement, nous avons eu à rencontrer le maire de Québec concernant la commission Lapointe, soit à l'hôtel de ville ou soit dans nos bureaux. Nous avons travaillé démocratiquement. Je voudrais rappeler au député de Jonquière qu'on n'a pas besoin de faire des shows à la péquiste, de vouloir tout "runner" dans les régions, de vouloir prendre tout le contrôle. On a consulté des gens, des maires de municipalités et des organismes et on a fait notre devoir.

Aujourd'hui, on dépose le projet de loi 111. C'est une partie du rapport de la commission Lapointe qui, aujourd'hui, nous parlera de la communauté urbaine. Ce faisant, le gouvernement assume le leadership qui lui revient pour dynamiser le développement de la région de la capitale. Tout au long de l'année qui s'est écoulée depuis la publication du rapport de la commission

Lapointe, le caucus des députés a consacré plusieurs séances de travail à analyser les différentes recommandations afin d'être en mesure de corriger la situation particulièrement difficile de la ville de Québec.

La commission avait mis en évidence plusieurs aspects où la gestion de la ville méritait d'être resserrée. Elle avait mis en relief la charge plus lourde qui lui incombait en tant que ville-centre, capitale et ville patrimoniale. Elle a fait plusieurs suggestions pour amener le gouvernement à tenir compte davantage de ses obligations à l'égard de la ville de Québec et de sa région, en particulier dans le contexte de la réduction des effectifs dans la fonction publique et de la rationalisation des dépenses gouvernementales.

La région de Québec - c'était le sens du programme électoral des candidats libéraux lors de la dernière élection - doit se donner de nouvelles orientations de développement de miser davantage sur le secteur privé. La région se devait également de développer un meilleur esprit de concertation à tous les niveaux pour éviter le gaspillage d'énergies et de biens publics.

Les députés du caucus ont donc cherché à travers leur analyse comment il était possible de favoriser l'énergie d'un nouvel esprit régional. On s'est rendu à l'évidence qu'il fallait crever l'abcès qui s'était développé au sein de la CUQ. À partir du moment où l'ancien gouvernement avait affaibli, par des amendements à la loi de la communauté urbaine, la situation relative de la ville de Québec au sein de la CUQ, il était prévisible qu'avec un pouvoir décisionnel plus grand les municipalités de banlieue fassent valoir avec plus d'ardeur leurs intérêts locaux et que la ville de Québec se sente frustrée par plusieurs décisions où elle était appelée à payer la facture. Toutefois, si la poursuite des intérêts locaux pouvait être légitime, dans l'ensemble, avec un tel système, toute la région y perdait. Chaque fois que les situations se polarisaient, le gouvernement était souvent appelé à la rescousse pour arbitrer des conflits. L'autonomie municipale en prenait pour son rhume et souvent les contribuables aussi.

Le projet de loi 111 est donc fondamental. Il a pour objectif principal de contraindre les maires à la discussion et à la concertation pour toutes les décisions majeures prises par le grand conseil de la communauté urbaine. La ville de Québec devra désormais être de toutes les décisions. Celles-ci devront toutefois recueillir les deux tiers des voix, ce qui donne également un poids décisif aux autres municipalités.

Quant au comité exécutif qui, dans sa composition actuelle, laisse à l'écart cinq des plus petites municipalités, il était essentiel de répondre à leur désir de participer pleine-

ment aux décisions visant les affaires courantes de la communauté pour être à même d'en répondre auprès de leurs concitoyens. Avec une formule de votation en vertu de laquelle chaque municipalité a un poids correspondant à sa population, la démocratie pourra y voir pleinement et les travaux pourront être conduits avec une meilleure cohésion au niveau régional. Il était important de préserver le poids décisionnel relatif de la ville de Québec tout en favorisant une plus grande concertation par rapport aux enjeux régionaux et aux solutions à retenir.

Ce projet de loi doit donc être perçu comme la première étape devant conduire à une vie politique régionale plus saine. D'autres propositions gouvernementales viendront s'y greffer afin que les objectifs d'aménagement et de développement viennent se consolider les uns et les autres et afin qu'une nouvelle complicité s'installe entre tous ceux et celles qui ont à coeur le développement de la région de Québec. Merci.

**Le Vice-Président:** Je cède la parole à M. le député de Taschereau.

**M. Jean Leclerc**

**M. Leclerc:** Merci, M. le Président. Comme vous le savez sans doute, le comté de Taschereau est au coeur de la ville de Québec. Je suis donc fort concerné par le développement de la ville de Québec et par la défense de ses prérogatives. Comme tout le monde, cependant, je considère que la situation à la Communauté urbaine de Québec ne peut plus durer. On n'a qu'à faire une légère rétrospective des articles de journaux de ces dernières semaines où l'on voit, sans porter aucun jugement sur les intervenants qui sont des élus comme nous finalement et qui ont droit à leur opinion: Pelletier quitte la CUQ en colère. La semaine suivante, c'est Mme Boucher et Mme Delisle. Tous les intervenants de la région de Québec sont unanimes, tous les intervenants impartiaux ou les gens de la presse sont unanimes pour dire que la situation telle que nous la vivons aujourd'hui n'est plus vivable. Il est donc de notre responsabilité comme gouvernement de changer cette situation.

Le député de Jonquière nous a dit: Vous ne faites pas l'unanimité avec la réforme que vous déposez par le projet de loi 111. Il est vrai que le maire de la ville de Québec nous demande d'amender certains articles. Il est vrai qu'un maire, M. Loranger, n'est pas satisfait. Mais est-ce que, pour légiférer, il nous faudrait, chaque fois, avoir l'unanimité de tous les intervenants? Bien sûr que non. Bien sûr que, si nous visions chaque fois l'unanimité, nous

n'adopterions pas grand lois dans une session. Ce qu'il faut rechercher et ce que l'on recherche comme gouvernement, comme caucus de la région, c'est le consensus le plus large possible. C'est à cette tâche que le caucus de la région de Québec s'est occupé au cours des derniers mois. C'est à cette tâche que le ministre responsable de la région et le ministre des Affaires municipales se sont attaqués. (23 h 40)

À la suite de ce projet de loi, on peut dire que, à tout le moins, douze des quatorze municipalités de la région sont parfaitement en accord avec le projet. Nous avons donc là un consensus, il me semble, suffisamment large pour faire en sorte que nous puissions aller de l'avant. Bien qu'étant un ardent défenseur de Québec, et c'est mon rôle de l'être, j'estime que la ville de Québec a besoin de ses banlieues autant que les banlieues ont besoin de Québec. Le projet de loi 111 que nous avons devant nous ne fait pas l'unanimité, mais douze municipalités sur quatorze, cela m'apparaît un consensus suffisamment large.

Nous avons fait, et mon collègue de Chauveau, président du caucus vous l'a fait remarquer, un nombre important de consultations. Nous avons rencontré M. Lapointe et son équipe qui ont travaillé au rapport du même nom. Nous avons rencontré à plusieurs reprises le maire de Québec, les maires des villes de banlieue et nous leur avons donné tout le loisir, tout le temps dont ils avaient besoin pour nous faire part de leurs suggestions, pour nous faire part de leurs commentaires, pour nous faire part de leurs positions sur le rapport Lapointe.

Ce qu'il nous fallait faire comme caucus, comme gouvernement, c'était de rechercher un nouveau cadre juridique qui va permettre d'améliorer les relations entre les diverses municipalités de la Communauté urbaine de Québec. Cependant, le cadre juridique est une chose, l'attitude en est une autre. Autant comme gouvernement nous avons le contrôle sur le cadre juridique que nous allons donner à la Communauté urbaine de Québec, autant l'attitude des maires et des conseillers des municipalités qui siègent ou qui siégeront à la communauté urbaine ne relève que d'eux. Il n'y a pas de plus bel exemple, il me semble, que de comparer cela au mariage. On aura beau avoir le plus beau contrat de mariage possible, si on n'a pas le goût de vivre ensemble, le mariage ne fonctionnera pas. Il me semble que, comme gouvernement, nous tentons de donner à la CUQ le meilleur cadre juridique possible, mais il faut redonner aux élus municipaux ce goût, ce désir de travailler ensemble. Je pense qu'on peut leur faire confiance puisque ces gens-là, un peu comme nous, sont élus par la population et ce sont des gens responsables.

La recherche d'un consensus est donc la méthode de travail que nous avons développée comme caucus depuis deux ans. On se rappellera le comité interport qui a travaillé sur la promotion industrielle et le développement industriel de la région de Québec. Encore là, consensus recherché.

M. le Président, il faut, à mon avis, que les élus municipaux de la région de Québec tournent la page. Il faut que les querelles, que les divisions cessent et je dis cela sans blâmer personne, je pense que tous les élus municipaux siégeant à la communauté urbaine l'ont fait de bonne foi, ils ont mené leur lutte de façon déterminée, dans le meilleur intérêt de leur population. Je crois qu'ils doivent, avec l'adoption du projet de loi 111, tourner la page, regarder vers l'avenir et oublier un peu ces chicanes qui ont caractérisé la communauté urbaine depuis au-delà de deux ans.

Un simple mot, et je suis bien aise d'en parler puisque je n'ai pas dans ma circonscription électorale de maire d'une municipalité dite petite. Mais je crois néanmoins que ces maires dûment élus ont droit d'avoir un siège au conseil exécutif de la communauté urbaine. Je souscris personnellement, comme député de Taschereau, à cette mesure du projet de loi 111.

Il faut donc que les intrigues cessent à la CUQ. Les journaux, comme je vous l'ai démontré, en font foi.

Le gouvernement statuera bientôt sur d'autres recommandations de la commission Lapointe. Le point que nous voulons régler ce soir, par le projet de loi 111, était le plus urgent. Le maire de Québec nous a instamment prié de poser un geste législatif, ce que nous faisons ce soir. Je crois, cependant, qu'il faut bien réussir ensemble cette première étape, qui est le premier pas, pour la région de Québec, de l'adoption, de la mise en place d'autres recommandations du rapport Lapointe. La ville de Québec a besoin de sa banlieue, je l'ai dit tout à l'heure. Les villes de banlieue ont besoin de leur ville-centre. Le Québec a besoin d'une capitale forte économiquement, fière de son patrimoine, bref, une capitale jouant un rôle de plus en plus grand régionalement, nationalement et internationalement.

Cependant, pour ce faire, les villes de la région devront régler leurs problèmes de plomberie et c'est ainsi que le gouvernement veut les aider par le projet de loi 111. M. le Président, je vous remercie.

Le Vice-Président: Nous poursuivons ce débat avec l'intervention de M. le député de Louis-Hébert.

### M. Réjean Doyon

M. Doyon: Merci, M. le Président. La

Communauté urbaine de Québec existe maintenant depuis près de vingt ans. Elle a un rôle extrêmement important à jouer. Il y a des fonctions ou des vocations qui lui sont attribuées par la loi dont elle s'acquitte maintenant depuis de nombreuses années.

Le rôle que j'ai eu à jouer à l'intérieur de la Communauté urbaine de Québec pendant plusieurs années, à titre de secrétaire général de cet organisme supramunicipal, m'a permis de me rendre compte que c'était là un organisme dont on ne pouvait se passer et qu'on ne pouvait administrer convenablement les villes d'aujourd'hui, avec leur population et leurs besoins, sans avoir recours à un organisme de telle nature. La Communauté urbaine de Québec a connu des difficultés, des difficultés qui prennent naissance dans les divergences inévitables qu'il y a parmi des populations, des leaders, des élus qui ont des visions différentes et qui sont habitués d'administrer indépendamment les uns des autres. La concertation ne s'improvise pas. L'entente doit venir de l'habitude. On doit s'habituer à travailler ensemble et, pour cela, il faut tenter différentes formules. Il y a eu - le ministre des Affaires municipales y a fait allusion tout à l'heure - différentes formules qui ont été essayées. Du temps où j'ai été à la Communauté urbaine de Québec, il y a une dizaine d'années, il y avait une formule qui fonctionnait raisonnablement bien. Les choses ont évolué, d'autres formules ont été mises en place et nous nous retrouvons aujourd'hui, M. le Président, dans une situation qui a été analysée à moult reprises et qui amène, qui impose des changements qui sont devenus inévitables.

Ces changements, ce n'est pas le caucus des députés libéraux qui les impose. Ces changements sont imposés par les circonstances. Ces changements ont été désirés, ont été appelés de la voix même de ceux qui, aujourd'hui, s'en plaignent, parce que, dans la vie, comme en politique, on ne peut pas tout avoir en même temps. Nous avons dû - c'est faire preuve de leadership politique - trancher et faire des choix. Nous les faisons ouvertement, consciemment et nous sommes prêts à vivre avec ces choix, à les défendre et à en subir les conséquences si nécessaire.

Il n'y a aucun maquignonnage politique là-dedans et prétendre cela, c'est dévaluer le rôle des députés qui se sont attaqués à une tâche qui était difficile. Ils auraient pu s'en laver les mains. Ils auraient pu dire: Entendez-vous, la situation est comme cela; que cela marche comme cela pourra. On n'a pas maquignonné; on s'est acquitté du devoir qui était le nôtre. Ce n'est pas la solution la plus facile qu'on a cherchée. On l'a fait constatant que, dans la région de Québec, l'intelligence est à peu près répartie également partout - ce n'est pas en fonction de

la population; c'est à peu près égal partout - et, à ce moment-là, on devait tenir compte des idées et des propositions de toutes les parties.

(23 h 50)

Le député de Jonquière fait grand état du désaccord du maire de la ville de Québec. Ce qu'il oublie de dire, cependant, c'est que la plupart des maires qui représentent la grosse majorité de la population sont d'accord avec la formule qu'on propose. Il n'en parle pas de celui-là y a quasiment 66 % des maires qui représentent cette population qui disent: La formule que vous nous proposez nous convient parfaitement. Il y a toujours quelque chose qu'on fait correctement quelque part. Tout le monde ne peut pas ne pas avoir le pas dans la parade et qu'il y en ait seulement un qui a le pas tout le temps et que ce soit toujours le même en plus. Cela ne se peut pas. C'est plutôt rare que cela se produit.

M. le Président, comme caucus libéral, nous avons fait notre travail d'une manière consciencieuse en consultant et en écoutant tout le monde, en pesant le pour et le contre. Il est bien sûr qu'on ne peut pas résoudre - cela ne s'est jamais fait - la quadrature du cercle. Nous mettons des règles concernant le processus de décision. Nous croyons que ces règles vont amener un consensus dans les prises de décision qui va être de nature à permettre aux gens qui ont la responsabilité de prendre les décisions de s'apercevoir que finalement ils ont plus d'intérêts communs que d'intérêts divergents. En tout cas, c'est la gageure que, moi, comme député de Louis-Hébert, le député de Taschereau, le député de Chauveau, le député de Charlesbourg et ministre des Transports et le ministre des Affaires municipales sommes prêts à prendre ici ce soir. Nous gageons que les gens vont avoir plus à gagner à s'entendre qu'à se chicaner. Nous voulons leur donner les instruments pour qu'ils puissent s'entendre.

M. le Président, le député de Jonquière nous reproche un tas de choses. Sauf que je n'ai pas entendu le début du commencement d'une solution aux problèmes qu'il pense avoir identifiés. Qu'est-ce qu'il propose? Il nous dit qu'il avait pensé avant le maire de Québec de lui donner un substitut. La belle affaire! Le maire de Québec dit: Je ne peux pas être à deux places en même temps et le député de Jonquière concourt avec cela. Bien oui, il vient de découvrir l'Amérique une autre fois! Il faudrait être plus sérieux que cela quand on veut faire des propositions qui ont du bon sens. Même s'il est tard, M. le Président, il faut se forcer un peu. Le député de Jonquière ne nous a pas fait la démonstration qu'il y avait quelque chose d'important à nous dire. Il nous a dit des banalités. Il a dit: Il y en a qui sont pour et il y en a qui sont contre. Il faudrait que

vous trouviez une solution où tout le monde va être pour. Mais il ne nous a pas dit ce qu'est la solution où tout le monde serait pour, par exemple. Je vais vous dire pourquoi il ne l'a pas dit. C'est parce qu'il ne la connaît pas. C'est aussi simple que cela. Peut-être qu'il ne la connaît pas parce qu'elle n'existe pas. C'est une excellente raison aussi.

M. le Président, nous croyons que le droit de veto accordé à la ville de Québec, au conseil va permettre de forcer un consensus parmi les villes. Nous croyons que tous vont avoir avantage, compte tenu du pouvoir qu'ils détiennent, à dire: Je te laisse cette chose à condition que tu m'en laisses une autre. Finalement, il va s'établir un compromis qui va résulter d'une négociation honnête parce qu'on va croire que les objectifs qu'on poursuit sont suffisamment valables pour qu'on mette de l'eau dans son vin des deux côtés. Nous croyons cela. Nous croyons que la ville de Québec avec 35 % des votes peut bloquer des décisions qui seront en contradiction avec ce qu'elle croira être ses intérêts primordiaux. Nous croyons que les villes vont disposer d'un pouvoir suffisant pour faire la même chose si besoin en est. Nous croyons, cependant, que l'administration quotidienne des choses au comité exécutif doit se faire selon le poids relatif des populations représentées par ces mêmes maires qui seront tous au comité exécutif.

Comme secrétaire général de la Communauté urbaine de Québec, j'ai été en mesure de me rendre compte à de trop nombreuses reprises, alors que je préparais des dossiers épais comme cela, que je les distribuais sur les bureaux des gens qui allaient siéger, quelques heures après, et que je leur envoyais ces documents chez eux, que la plupart d'entre eux, pour toutes sortes de bonnes raisons, arrivaient avec l'enveloppe qui n'avait pas été ouverte. On se disait: Tout cela est concocté, tout cela est préparé au comité exécutif. Ils nous arrivent avec des choses, on n'a qu'à donner le feu vert et le tampon, et cela va se faire automatiquement. Nous disons que ce n'est pas une bonne solution. Nous croyons qu'au comité exécutif les gens doivent participer à la décision de façon que les enveloppes s'ouvrent avant le grand conseil. C'est là qu'il faut que cela se regarde. Nous croyons cela. Nous avons donc pensé qu'il était important que les maires des petites municipalités soient au comité exécutif, de façon à être au courant de ce qui se passe et qu'ils puissent voter. On leur donne un droit de vote. On en donne un aussi à la ville de Québec plus important que celui des petites villes. Nous conservons l'équilibre.

Nous avons tenté de faire prévaloir le gros bon sens. Nous avons tenté de nous adapter aux exigences du moment. Je crois

que nous avons fait le maximum, du mieux que nous pouvions. Je ne prétends pas que la solution est sans reproche, qu'elle ne peut pas être améliorée, mais dans les circonstances, c'est le mieux que l'on pouvait présenter. On le présente avec conviction; on le présente parce qu'on est capable de le défendre; on le présente parce qu'on a fait des consultations qui s'imposaient pour en arriver à cette solution. Maintenant, qu'il y ait un certain nombre de personnes qui ne soient pas d'accord, je suis le premier à le regretter, mais je serais le dernier à m'en surprendre cependant. Cela ne me surprend pas. Mais, d'un autre côté, gouverner c'est prendre des décisions qui ne font pas, comme le disait le député de Taschereau tout à l'heure, nécessairement à tout coup l'unanimité.

Alors, c'est ce que nous faisons actuellement. Nous croyons que la région de Québec sera mieux servie de cette façon; nous croyons que les villes de Charlesbourg, de Beauport, de Sainte-Foy, les petites municipalités qui ont un rôle important à jouer s'identifieront davantage à la région de Québec. Nous croyons qu'il est important que la ville de Québec ait un rôle central. Tout le monde est fier de la ville de Québec. Tout le monde reconnaît le rôle important et primordial que joue la ville de Québec sur les plans économique, culturel, social, administratif, gouvernemental. On est complètement d'accord avec cela. Mais la ville de Québec ne peut pas jouer ce rôle qui est le sien, et qu'on lui reconnaît, sans la participation des villes qui l'entourent. C'est ce qu'on a tenté de garantir.

M. le Président, je suis convaincu qu'à la réflexion l'Opposition va s'apercevoir que ce projet de loi est excellent, qu'on aura sa collaboration et, très probablement, son vote.

Je voudrais en terminant, M. le Président, féliciter le ministre des Affaires municipales pour le magnifique travail qu'il a accompli dans ce dossier avec le député de Charlesbourg, ministre des Transports. C'est grâce à ces deux ministres, en grande partie, et à mes collègues de la région de Québec que nous avons cette solution à présenter ce soir.

**Le Vice-Président:** Je vais maintenant céder la parole à M. le ministre des Affaires municipales pour l'exercice de son droit de réplique.

**M. André Bourbeau (réplique)**

**M. Bourbeau:** Merci, M. le Président. J'ai écouté attentivement les propos des différents collègues et, en particulier, ceux du député de Jonquière qui a pris la parole au nom de l'Opposition. J'aimerais quand même souligner un commentaire qu'a fait le député de Jonquière et qui ne reflète pas

une bonne lecture du projet de loi. Tout à l'heure, le député de Jonquière a dit qu'il n'était pas d'accord avec certains éléments du projet de loi parce que, entre autres, au comité exécutif on aurait la formule un maire, un vote. D'ailleurs, je dois dire que le député de Jonquière n'a pas lu le projet de loi ou, s'il l'a lu, il l'a mal compris. Il n'est pas question qu'au comité exécutif on ait, M. le député de Jonquière, un maire, un vote. Il y aura treize maires qui siègeront, bien sûr, et ils vont voter tous les treize; mais chacun de leur vote n'aura pas le même poids décisionnel. Chaque maire aura un vote qui correspondra au poids de sa population, de sorte que, par exemple, le maire de Québec, quand il votera, aura un poids qui équivaudra à 35 % de la décision. Donc, ce n'est pas un vote, un maire. Chaque maire votera en fonction du poids de sa population, de sorte que certains maires auront un vote beaucoup plus lourd que d'autres, selon la population de chaque municipalité.

M. le Président, le projet de loi que nous avons proposé, selon nous, est un heureux compromis. Bien sûr, il ne fait pas entièrement l'affaire de toutes et chacune des personnes impliquées, et c'est normal. Il s'agit d'une structure politique qui réunit les élus municipaux de la grande région de Québec. Or, quand on établit des structures politiques, il est bien évident que nous avons des intérêts divergents. Comment faire en sorte de rendre absolument heureux tous ceux qui doivent siéger dans une structure politique? (minuit)

C'est, pratiquement, comme le disait quelqu'un tantôt, la quadrature du cercle. Ce que nous avons tenté de faire et ce que j'ai tenté de faire avec mes collègues, députés du caucus de Québec, avec le ministre des Transports et responsable du Développement régional, c'est de trouver une solution qui serait acceptable à la majorité des gens raisonnables de la région.

Ce que nous avons fait, nous avons tenu des consultations avec tous les maires, le maire de Québec, les maires des municipalités autres que la ville de Québec, nous les avons consultés, nous avons consulté également le rapport Lapointe. Nous avons testé des solutions pour savoir si, oui ou non, les élus municipaux seraient capables de vivre avec certaines formules. On nous a fait des propositions, le maire de Québec nous a fait des propositions, les maires des villes de banlieue nous ont fait des propositions. Nous avons brassé tout cela, nous avons réfléchi à tout cela et, finalement, nous avons pris une décision qui nous apparaît la plus raisonnable dans les circonstances. Bien sûr, cela ne peut peut-être pas faire l'affaire de tout le monde à 100 %, mais nous pensons que cette solution est équitable, qu'elle devrait normalement permettre aux gens qui siègent

à la Communauté urbaine de Québec de le faire dans un climat d'harmonie.

M. le Président, je souligne que, dans ce compromis auquel nous en sommes venus, la ville de Québec est gagnante parce que, par exemple, au conseil de la Communauté urbaine de Québec, elle gagne ce qu'on appelle un droit de veto. La ville de Québec sera la seule qui pourra, en votant au conseil, exercer efficacement un droit de veto. Elle pourra bloquer de par son seul vote une proposition qui pourrait être apportée. Bien sûr, d'autres municipalités aussi, si elles se regroupent pour voter ensemble, pourront avoir un droit de veto. En fait, toute combinaison de municipalités ensemble comportera un total d'au moins un tiers des voix et pourra effectivement exercer un droit de veto. Ce sera le cas, par exemple, si les villes de Charlesbourg, Sainte-Foy et Beauport votent ensemble contre une proposition, ou deux des trois municipalités dont je viens de parler avec deux ou trois des plus petites municipalités. Un certain nombre de municipalités votant ensemble pourront effectivement avoir l'équivalent d'un droit de veto. Mais seule la ville de Québec exercera un droit de veto en agissant seule.

Maintenant, est-ce que la ville de Québec est vraiment perdante au comité exécutif? Je crois, M. le Président, qu'elle n'est pas perdante. Au contraire, je dirais même qu'elle gagne légèrement. Dans la formule actuelle, la ville de Québec a, au comité exécutif, un poids qui équivaut environ à 32 % ou 33 % des voix. Avec la nouvelle formule, elle aura environ 35,5 % des voix. C'est donc dire que le poids décisionnel de la ville de Québec augmente sensiblement au comité exécutif. La seule différence avec maintenant, c'est que cette voix ou ce poids sera porté par une seule personne au lieu d'être réparti entre trois, comme c'est le cas présentement. Mais la ville de Québec n'y perd pas quant à son poids décisionnel.

Bien sûr, la nouvelle formule fait en sorte que chacun des maires des municipalités de la Communauté urbaine de Québec accède au comité exécutif avec un poids décisionnel correspondant à la population. Mais il nous apparaît, M. le Président, que c'est une formule équitable. En effet, comment peut-on justifier que les maires des municipalités de la région de Québec ne pourraient pas siéger au comité exécutif alors que de simples échevins de la ville de Québec y siègent présentement? La formule actuelle m'apparaît, quant à moi qui ne suis pas un élu de la région de Québec, un peu hors de l'ordinaire, un peu surprenante. On a un comité exécutif où siègent des échevins d'une municipalité et où sont exclus les maires des autres municipalités. Cela ne m'apparaît pas tout à

fait logique. Quant à moi, je préfère de beaucoup la formule actuelle qui fera en sorte que chaque maire de chaque municipalité de la grande région de Québec siégera à l'exécutif et que la ville de Québec aura le même poids décisionnel et même un poids décisionnel un peu plus élevé que précédemment, ce poids étant exercé par le maire.

Je signale, M. le Président, que nous avons prévu au projet de loi - et ceci, le député de Jonquière n'en a pas parlé - que, si le maire d'une municipalité ne peut pas siéger, il peut toujours se faire remplacer par le maire suppléant ou par un autre conseiller municipal. C'est indiqué à l'article 6, je crois, du projet de loi, si le député de Jonquière veut bien faire l'effort de regarder le projet de loi et de le lire.

M. le Président, le projet de loi est également intéressant pour la ville de Québec, je l'ai dit tout à l'heure, mais il est aussi intéressant pour les villes moyennes, les villes de Beauport, Charlesbourg et Sainte-Foy, puisque ces villes-là, si elles décident de voter ensemble, pourraient ensemble obtenir également un droit de veto au conseil. Quant aux petites municipalités, elles y trouvent aussi leur profit puisqu'elles pourront dorénavant siéger au comité exécutif, y étant représentées par leurs maires.

M. le Président, j'aimerais faire quelques commentaires sur le rapport Lapointe. On sait que le projet de loi qu'on dépose présentement fait suite au rapport de la commission d'étude sur la capitale qui a déposé son rapport il y a environ une douzaine de mois. Le gouvernement a commencé à prendre des décisions en ce qui concerne ce qu'on a appelé la commission Lapointe. Le projet de loi devant nous est la première manifestation d'actions de la part du gouvernement à la suite du rapport de la commission Lapointe. Nous avons ici un projet de loi qui vise à régler le problème des structures à la Communauté urbaine de Québec. Dans quelques jours probablement viendront d'autres décisions qui traiteront de l'avenir de la capitale, de l'intérêt que le gouvernement porte à la capitale, de l'appui financier que le gouvernement pourrait apporter à la capitale pour compenser les coûts qui lui sont occasionnés à titre de capitale, justement, et également pour lui permettre de jouer son rôle de ville patrimoniale.

Est-ce que oui ou non le gouvernement, M. le Président, acceptera de nommer un commissaire à la capitale ou quelqu'un qui jouera un rôle analogue? Je pense que nous serons en mesure de connaître la position du gouvernement et sa décision dans les prochains jours, sinon dans les prochaines semaines. Finalement, il restera à régler la question du développement industriel et des

parcs industriels. C'était un autre volet du rapport de la commission Lapointe. On peut dire avec une quasi-certitude qu'au cours des prochaines semaines, sinon des tout prochains mois, le gouvernement sera également en mesure de répondre à l'attente des citoyens de la région de Québec quant à ce volet du rapport de la commission Lapointe.

M. le Président, certains ont prétendu que c'était manquer de courage que de ne pas prendre de décision dans un sens autre que celui que nous avons pris. Je dirai quant à moi, M. le Président, que, si faire preuve de courage c'est céder servilement aux ultimatus de certains individus, je veux bien admettre quant à moi que j'ai manqué de courage. Mais je pense plutôt que, dans le cas présent, ce qui compte, c'est faire preuve d'une certaine dose de jugement. Et le projet de loi que nous déposons aujourd'hui est un projet de loi qui se veut une mesure équilibrée qui fera en sorte d'amener dans la région de Québec, je l'espère, l'harmonie et la cohésion entre les représentants des municipalités qui siègent à la Communauté urbaine de Québec.

En terminant, M. le Président, je veux remercier et féliciter les membres du caucus de la région de Québec qui se sont activés d'une façon importante dans ce dossier, non seulement dans le dossier des réformes de la Communauté urbaine de Québec, mais dans tout le dossier des suites à donner au rapport Lapointe. Les consultations nombreuses et fréquentes qui ont été tenues par les membres du caucus de la région de Québec, et en particulier par le ministre responsable de la région, le ministre des Transports et responsable du Développement régional, ont permis le résultat que nous avons devant nous: un projet de loi qui, j'en suis convaincu, va ramener la paix et l'harmonie dans la région de Québec et c'est ce que nous souhaitons tous. Je vous remercie.

**Des voix:** Bravo!

**Le Vice-Président:** Le débat étant terminé, est-ce que le principe du projet de loi 111, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

#### **Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements**

**M. Lefebvre:** M. le Président, je fais motion pour déferer le projet de loi 111 à la commission de l'aménagement et des équipements.

**Le Vice-Président:** Est-ce que cette motion de déférence est adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.  
(0 h 10)

**M. Lefebvre:** L'article 39 du feuillet, M. le Président.

#### **Projet de loi 72**

#### **Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée**

**Le Vice-Président:** À l'article 39 du feuillet, nous en sommes à la prise en considération du rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 72, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale.

Est-ce qu'il y a des interventions à ce moment-ci? M. le ministre des Affaires municipales.

**M. Bourbeau:** M. le Président, je suis heureux de constater que le projet de loi a fait l'objet d'une étude approfondie en commission parlementaire. Quant à nous, nous serions prêts à voter l'adoption du rapport.

**Le Vice-Président:** Il s'agit du projet de loi 72, M. le député de Jonquière. Donc, je vais céder la parole, pour son intervention, à M. le député de Jonquière.

#### **M. Francis Dufour**

**M. Dufour:** C'est vrai que le projet de loi a fait l'objet d'une étude détaillée en commission parlementaire, mais il n'a pas fait l'objet d'une adoption spontanée, ni volontaire, ni unanime.

Je pense que de ce côté-là il y a quelqu'un qui a dit tout à l'heure que l'intelligence était répartie également. Il avait pris cela comme critère de base pour l'ensemble de la Communauté urbaine de Québec. Ici, dans le Parlement, j'espère que c'est un peu cela qui doit se passer. L'intelligence doit se répartir un peu. Mais j'aime mieux que ce soit le gros bon sens qui soit réparti. Je ne suis pas sûr que cela se fasse toujours de cette façon. Je pense qu'avec ce projet de loi on a introduit la notion de la municipalité délinquante. On sait que la Commission municipale, dans son essence, a pour rôle premier de surveiller les municipalités et aussi d'agir de temps en temps comme arbitre. Mais, lorsqu'il y a des enquêtes qui sont faites, soit à la volonté de la Commission municipale ou à la volonté du



ministre des Affaires municipales, la Commission municipale peut - peut-être que cela lui arrivait plus souvent antérieurement mais cela arrive quelquefois - mettre en tutelle des municipalités.

Ce projet de loi est pour répondre à un problème très ponctuel qui s'est produit l'an dernier, concernant la ville de Bromont, où, dans des messages subliminaux ou réels, certains députés ministres du gouvernement qui s'étaient vantés qu'ils feraient lever les tutelles ont obligé par toutes sortes de tractations, mais des tractations sous le couvert, presque anonymes parce qu'on n'est pas capable de savoir toujours où est la vérité...

On a levé la tutelle de la ville de Bromont sans qu'on soit capable de prouver hors de tout doute, en tout cas sans prouver non plus à l'Opposition que la levée de la tutelle était une chose qui devait se faire d'une façon correcte, normale, selon les normes. C'est tellement vrai que cela a pris deux enquêtes sous tutelle financière pour arriver à lever la tutelle. À ce moment-là, le président de la Commission municipale avait déclaré: Oui, on peut lever l'enquête mais c'est donc malheureux qu'on ne puisse pas garder un pied dans la porte pour continuer à regarder ce qui se passe sur le terrain.

C'est ce qui est arrivé. Là encore, le ministre des Affaires municipales répond à une demande qui n'est même pas de ses collègues ministres, mais d'un de ses organismes. C'est le bout du bout. Non seulement le ministre répond de ses actions à ses collègues ministres mais il est rendu que les organismes desquels il est responsable lui posent des ultimatus ou lui donnent des ordres de faire adopter des lois. Il le fait bien parce qu'il est imperturbable. Il ne change pas d'opinion. Il est crampé dans ses positions comme s'il avait la vérité tout seul ou s'il n'avait pas la vérité, justement. Il ne s'avance pas. Il ne change rien. Il a un message carré qui est donné. Le ministre accepte cela et dit: C'est de même que cela va passer.

Il nous présente ce projet de loi après étude en commission parlementaire en gardant un pied dans la porte, c'est-à-dire qu'on pourra lever des tutelles et on va garder des tutelles. Dans le fond, c'est le principe de la liberté du délinquant en liberté surveillée. On dit à quelqu'un: On va te libérer de tes problèmes, mais on va te garder et tu vas te rapporter régulièrement.

Donc, la Commission municipale, qu'est-ce qu'elle va faire par ce projet de loi? Elle va dire à la municipalité: On lève une partie de la tutelle mais on continue à avoir l'oeil sur vous autres. Surveillez-vous, les municipalités, vous êtes délinquants. On va vous "repoigner". Cela permet, en fait, de continuer à faire des pressions sur les

municipalités.

N'oublions pas qu'actuellement on est en train de changer presque toute la responsabilité de la Commission municipale sans réviser la loi. On est prêt à confier à peu près n'importe quelle responsabilité à la Commission municipale sans regarder intrinsèquement ce qu'elle a à faire. Ça a l'air qu'elle n'a pas de travail. On lui cherche du travail en plus et, par rapport à ce projet de loi, on va garder les municipalités sous la coupe de la Commission municipale, ce qui causera des problèmes parce que, n'oublions pas une chose, dans le cas actuel, les municipalités, ont à emprunter, comme elles ont à poser des gestes, à passer des contrats avec des entrepreneurs, comme avec des intervenants de l'extérieur. Pour les emprunts, c'est important que celui qui prête à une municipalité sache à quoi s'en tenir, quelle est la qualité et la valeur de son intervenant. Avec ce projet de loi, avec la mise en tutelle partielle, je doute que le prêteur éventuel comme celui qui va contracter avec la municipalité sachent réellement à quoi s'en tenir. Est-ce que c'est dans la tutelle, est-ce que cela ne l'est pas? Une patte en l'air, une patte à terre. C'est ce qui se produira dans ce projet de loi-là.

Je pense aussi qu'en faisant ce projet de loi, cela prouve le laxisme de la Commission municipale jusqu'à un certain point, parce qu'elle n'a pas le courage d'aller jusqu'au bout de sa recherche. Elle ne va pas au bout de sa recherche, parce que ou la municipalité est coupable, donc elle doit continuer à être tenue en tutelle, ou la tutelle doit être levée. On ne peut pas accepter qu'un organisme puisse tenir en laisse les municipalités, parce que trop, c'est trop.

Le ministre des Affaires municipales aurait intérêt, à ce moment-là, à ne pas écouter tout ce que les autres disent, mais à écouter, quelques fois, son jugement, à écouter ses conseillers et, de temps en temps, l'Opposition. Il se mettrait moins les pieds dans les plats. On est là pour essayer de l'aider à protéger les municipalités et, en même temps, à les respecter. Ce sont des entités juridiques, elles ont des mandats confiés par le gouvernement; les seuls mandats que les municipalités ont sont ceux qui leur sont confiés par le gouvernement du Québec. On les donne ou bien on ne les donne pas et, avec ce projet de loi, on donne un mandat, on l'enlève, on le garde à peu près de n'importe quelle façon et, pour moi, c'est presque une injure à faire aux municipalités.

D'ailleurs, l'Union des municipalités du Québec s'est opposée fortement à ce projet de loi. L'Union des municipalités du Québec a dit carrément, par une lettre de son président, entérinée par son conseil

d'administration, que ce projet de loi ne satisfaisait pas les critères d'honorabilité et de respectabilité des municipalités. Je pense que si le ministre avait voulu faire quelque chose, il aurait dû, de temps en temps, dire à ses organismes comme à ses collègues: Laissez-moi faire mon travail, je suis un ministre responsable, je suis le défenseur des municipalités. Les municipalités demandent carrément et ont toujours demandé d'avoir un ministre responsable pour les représenter et, que je sache, jusqu'à maintenant, elles ne l'ont pas trouvé dans la personne du ministre des Affaires municipales, ce que je déplore beaucoup avec les municipalités. Et, à mes yeux, ce projet de loi n'est pas un projet de loi acceptable pour les municipalités et donne un pouvoir trop grand à la Commission municipale.

En même temps, c'est une façon de se débarrasser de ses responsabilités parce que, en maintenant les municipalités dans un état de dépendance, dans un état de liberté surveillée, on perpétue une action qui est grave, parce qu'on ne met pas une tutelle pour n'importe quelle raison. On maintient des municipalités dans un état qui, à mes yeux, est trop onéreux pour le but qu'on recherche. Il y avait une façon de le faire. Actuellement la loi permet de faire des tutelles et de les lever. On fait l'un ou l'autre, mais on ne se garde pas des mesures pour jouer sur tous les plans et garder tous les tableaux. Je pense que, dans la vie, on a un choix à faire. Le ministre, encore là, a fait un mauvais choix. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Je cède la parole à M. le ministre des Affaires municipales pour une intervention d'au maximum cinq minutes.

**M. André Bourbeau**

**M. Bourbeau:** M. le Président, simplement pour constater que le député de Jonquière n'a pas pu résister, encore une fois, à son irrésistible envie de prendre la parole sur le même projet de loi à toutes les étapes. Je veux simplement relever certains points de son intervention.

Je trouve déplorable que le député de Jonquière profite d'une occasion comme celle-ci pour attaquer publiquement la crédibilité de la Commission municipale, en faisant référence au dossier de Bromont. Je crois que c'est grave pour un député, publiquement, devant les caméras de télévision, d'insinuer devant la population du Québec que la Commission municipale se serait laissé influencer par des hommes politiques, par le gouvernement pour lever la tutelle de Bromont.

(0 h 20)

Le député de Jonquière devrait être plus responsable et réaliser qu'il s'agit d'un

tribunal administratif et qu'un tribunal administratif, M. le Président, ne peut pas se permettre quelque ingérence que ce soit. Connaissant l'honorabilité de la Commission municipale et sa réputation dans le monde municipal, je pense que peu de gens au Québec vont croire ce que vient de dire le député de Jonquière. La tutelle de Bromont a été levée parce que la ville de Bromont était dans une excellente situation financière. Il s'agit d'aller faire une visite de trois heures dans la ville de Bromont, de faire le tour des quartiers de la ville de Bromont pour voir tout le développement qui s'y fait présentement pour comprendre ce qu'est une ville en plein développement et qu'on n'a absolument pas besoin de maintenir la tutelle que l'ancien gouvernement lui avait imposée.

Pour ce qui est du fait qu'on puisse avoir ou non une tutelle partielle, le député jette les hauts cris parce qu'on veut permettre à la Commission municipale de maintenir une tutelle partielle lorsqu'elle est en train, justement, de se désengager d'une tutelle. Je répète ce que j'ai déjà dit, ce que le député de Jonquière ne semble pas vouloir comprendre, c'est qu'il y a deux sortes de tutelles au Québec: celles qui sont décrétées par la Cour supérieure et celles qui sont décrétées par le gouvernement.

Dans le premier cas, la Commission municipale, lorsqu'elle veut lever la tutelle, a le pouvoir de le faire d'une façon partielle, de se désengager progressivement de sa tutelle jusqu'à ce que la municipalité soit capable de s'administrer toute seule. Tout ce qu'on demande, c'est que ce pouvoir de tutelle partielle, qui existe déjà lorsqu'il s'agit de tutelle imposée par la cour, existe également quand la tutelle est décrétée par le gouvernement. C'est un pouvoir qui existe déjà et que la Commission municipale exerce à l'égard des municipalités depuis 1932 dans le cas des tutelles décrétées par la Cour supérieure.

Je ne vois pas quel mal il y aurait à ce que la Commission municipale ait le même pouvoir quand il arrive que la tutelle est décrétée non pas par la cour, mais par le gouvernement. C'est un pouvoir qui va apporter une souplesse dans l'administration de la tutelle et qui va permettre précisément à la Commission municipale de se désengager plus rapidement car, plutôt que de maintenir une tutelle totale à l'endroit d'une municipalité, lorsqu'elle juge opportun de le faire, elle ne pourra conserver le contrôle que sur certains aspects de l'administration d'une municipalité, lorsqu'elle jugera que la municipalité est en mesure de s'administrer elle-même partiellement.

Bref, M. le Président, je pense que le projet de loi 72 répond à un besoin qui nous a été confirmé par la Commission municipale elle-même lorsqu'elle administre les tutelles de certaines municipalités. C'est pourquoi je

n'ai aucune espèce d'hésitation à recommander à mes collègues en cette Chambre de voter pour le projet de loi 72. Je vous remercie.

**Le Vice-Président:** Le débat étant terminé, est-ce que le rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 72, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Commission municipale, est adopté?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.  
M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** L'article 44 du feuilletton, M. le Président.

**M. Gendron:** Sur division, M. le Président.

#### Projet de loi 79

##### Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

**Le Vice-Président:** Excusez-moi. Adopté sur division.

À l'article 44 du feuilletton, nous allons procéder à la prise en considération du rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités. Est-ce qu'il y a des interventions à ce moment-ci?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Il n'y a pas d'interventions? Est-ce que le rapport de la commission est adopté?

**M. Gendron:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.  
M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** L'article 47 du feuilletton, M. le Président.

#### Projet de loi 87

##### Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

**Le Vice-Président:** À l'article 47 du feuilletton, M. le ministre des Affaires municipales propose l'adoption du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil. Est-ce qu'il y a

des interventions à ce stade-ci?

M. le ministre des Affaires municipales.

**M. André Bourbeau**

**M. Bourbeau:** M. le Président, le projet de loi 87 a subi toutes les étapes avant son adoption. Nous avons fait tous les exposés nécessaires lors de l'adoption du principe. Il y a eu l'étude article par article en commission parlementaire. Nous avons procédé à l'étape du rapport de la commission parlementaire et, maintenant, nous en sommes à l'adoption du projet de loi. Je pense qu'il s'agit d'un excellent projet de loi qui a été reconnu comme tel non seulement par les députés en cette Chambre, mais également par les observateurs, les critiques financiers et les éditorialistes. Quant à moi, M. le Président, je pense que nous pourrions procéder dès maintenant à son adoption. Merci.

**Le Vice-Président:** Pour la poursuite de ce débat, je vais céder la parole à M. le député de Shefford.

**M. Roger Paré**

**M. Paré:** Merci, M. le Président. Je sais qu'il n'est pas très tôt, il est minuit vingt-cinq minutes. Je vais quand même obliger mes collègues à rester un peu plus longtemps pour prendre quelques minutes pour parler du projet de loi 87.

La raison est simple, c'est parce que c'est un projet de loi majeur puisqu'il concerne le logement, l'habitation, et spécialement pour les plus démunis. C'est probablement, sinon la dernière, une dernière occasion qu'on a de parler de ce sujet. Pour une raison bien simple, c'est que le projet de loi 87 vient faire en sorte que le gouvernement du Québec se départisse de cette responsabilité de la conversion des logements locatifs en copropriété.

C'est encore une fois une responsabilité qui est donnée aux municipalités du Québec. Il y a une année, c'était un projet de loi - si je me rappelle bien, 137 - où le ministre se départissait de l'ensemble de l'habitation en donnant cela à une société d'État, la Société d'habitation du Québec. Maintenant, on vient se départir d'une responsabilité en la transférant à l'ensemble des municipalités du Québec.

Donc, si on a à en parler, à donner notre point de vue, c'est maintenant qu'il faut le faire. L'habitation, c'est important. Il y a eu de grands déménagements qui se sont faits dans ce secteur. Qu'on se rappelle le début des années soixante-dix; deux municipalités ont été très durement touchées par des déménagements. Quand je parle de municipalités, je parle de citoyens, dans des quartiers populaires.

À Montréal, entre autres, pour passer la fameuse autoroute est-ouest, on a déménagé des milliers de citoyens pour les envoyer dans d'autres quartiers. Ils n'avaient pas le choix. Ils étaient déménagés parce qu'on avait décidé qu'on faisait passer une route là. Ce n'est pas encore réglé. La route est encore en construction, 17 ans plus tard. Mais des gens ont été déménagés, ont dû changer de quartier malgré eux. Très souvent, comme c'étaient des quartiers populaires, ils ont dû absorber, à cause du déménagement, non seulement des coûts supplémentaires, mais une augmentation de leur loyer. On a vécu dans cette période du gouvernement Bourassa 1er, tome I, d'autres déménagements.

Ici, à Québec, le quartier Saint-Roch; on a vidé tout un quartier, tout un espace, dont il est encore largement question de nos jours parce qu'on n'a pas réussi à trouver une façon de le repeupler. Il y a un projet de loi privé qui va être déposé par Québec - qui est déposé et qui va être discuté demain - pour, finalement, essayer de trouver une solution à cela.

Donc, c'est encore très d'actualité sauf qu'encre une fois des centaines, un peu plus d'un millier de personnes, ont été déplacées d'un quartier populaire central. Cela fait encore de 15 à 20 ans. On a déplacé des gens dans des municipalités qui sont les deux grandes métropoles du Québec, les deux grandes municipalités du Québec, c'est-à-dire Montréal et Québec. Dès ce moment, au début des années soixante-dix, il y avait des déménagements massifs parce qu'on avait décidé, dans le cas de Montréal, de faire passer une autoroute. Dans le cas de Québec, on avait décidé de changer l'habitation, d'essayer d'amener des commerces, des bureaux et un autre genre d'habitation dans un quartier très populaire qui est tout près d'ici.

Maintenant, on décide qu'on transfère aux municipalités un pouvoir. La fiscalité ne suivra pas. Le pouvoir, la responsabilité comme telle, les municipalités doivent par contre l'absorber. Pourquoi je fais le lien entre ce qui s'est passé et ce qui se passe? C'est parce qu'il y a un autre phénomène qui se produit dans le déplacement des citoyens, des résidents, c'est la transformation des logements locatifs en copropriété. Ça s'est produit sur une grande échelle depuis quelques années.

En 1974, le gouvernement avait décidé de mettre un moratoire parce qu'on avait peur, justement, que cela se fasse sur une trop grande échelle et que cela pénalise trop de personnes. Malgré le moratoire, cela s'est fait quand même sur une grande échelle. Là, ce qu'on vient faire, c'est, finalement, permettre à chacune des municipalités de lever le moratoire, permettre la transformation en copropriété. Donc, cela

veut dire risque d'accentuer ce phénomène et de déplacer encore beaucoup de personnes. Mais pas déplacer pour une école, un hôpital, un édifice quelconque ou une route, déplacer des gens pour permettre à d'autres personnes de prendre leur logement. C'est ça, la copropriété, ce qu'on appelle la "gentrification", permettre à des gens de revenir dans les centres-villes parce que ce sont surtout les municipalités de Montréal et de Québec qui vont être touchées par cela. (0 h 30)

On avait dit en deuxième lecture qu'on serait contre le projet de loi et qu'on verrait, à la suite de l'étude article par article en commission parlementaire, si nous étions pour changer d'idée. Je dois vous dire que les craintes que j'avais à ce moment-là se sont tout simplement raffermies et c'est pour cela qu'on va devoir voter contre. Voter contre ce projet de loi en troisième lecture. Les craintes qu'on avait sont juste plus grandes maintenant qu'on en a discuté pendant des heures et des heures, des jours et des jours. Au moins, on a fait le tour du dossier. On est allé voir si toutes les craintes qu'on avait étaient justifiées ou pas et malheureusement, je dois dire que oui.

Il y a des principes fondamentaux qui sont touchés dans la loi 87. Il y a le principe dont je parlais tantôt, soit de transférer des pouvoirs aux municipalités sans même qu'elles les aient vraiment demandés. En commission parlementaire au mois d'août dernier, à Montréal et à Québec, l'Union des municipalités du Québec n'a pas demandé d'avoir cette responsabilité au nom de toutes les municipalités du Québec. Montréal, dans son mémoire, a demandé d'avoir un droit de regard, d'être consultée. Mais ce qu'on fait, c'est autre chose, c'est un transfert net, global et total de la responsabilité. C'est un des premiers principes qui est touché, ce transfert, finalement, sans qu'il y ait eu de demandes de municipalités et sans qu'on leur donne les moyens techniques et financiers de les assumer.

Un autre principe est touché. Et cela, je l'ai dénoncé en commission parlementaire, le ministre le sait, on en a discuté passablement. On fait en sorte que la Communauté urbaine de Montréal ne soit pas traitée comme tout le reste du Québec. Deux poids, deux mesures. Situation différente pour la Communauté urbaine de Montréal par rapport à l'ensemble des autres municipalités du Québec. On avait dit que les deux villes qui seraient les plus pénalisées seraient Montréal et Québec. Pourtant, on a fait une exception pour la grande région de Montréal. Quand je parle de la grande région, je parle de l'île seulement et non pas de Laval, de Longueuil, de la grande région de 3 000 000 de citoyens, je parle de l'île de Montréal. On a fait une différence pour Montréal mais pas pour Québec, alors que Québec a aussi

beaucoup de transformations qui s'effectuent sur son territoire, donc danger de dépeuplement ou du moins de changement de population par la "gentrification".

Donc, on vient traiter Montréal ou la Communauté urbaine de Montréal de façon différente du reste du Québec. C'est un autre principe qui est touché. Aussi, on ne donne pas les mêmes possibilités à tous les citoyens du Québec; et là, je m'explique. Étant donné, premièrement, que Montréal est différente des autres municipalités en fonction du traitement que vient lui conférer la loi 87, cela veut dire que les gens de Montréal n'ont pas les mêmes possibilités que les gens de Longueuil. C'est un des facteurs puisqu'on dit qu'on lève le moratoire partout sauf à Montréal. C'est en même temps un projet de loi qui dit des choses mais qui, en fait, ne fait pas nécessairement ce que cela dit. Voici ce que je veux dire par là. On dit que Montréal ou la Communauté urbaine de Montréal est traitée de façon différente du reste du Québec parce que le moratoire est levé partout, sauf sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal, à moins que les municipalités ne décident, par règlement, de l'empêcher ou de le restreindre.

Par contre, dans la Communauté urbaine de Montréal, on dit: C'est défendu, sauf si les municipalités, par dérogation, décident de le permettre. Donc, c'est exactement la même chose. On arrive aux mêmes fins, mais on tient un discours différent. Pourquoi est-ce qu'on tient un discours différent quand on va arriver aux mêmes fins? Si Montréal décide, par dérogation, de le permettre partout, elle le pourra. Et à Longueuil, si on n'amène pas une réglementation pour l'empêcher, ce sera permis; donc, on arrivera aux mêmes fins.

Si Montréal décide, par une dérogation, de le permettre seulement dans les édifices de quatre logements et plus, eh bien, Longueuil peut, par règlement, décider de l'interdire partout sauf dans les édifices de quatre logements et plus. On arrivera aux mêmes fins. Pour quelle raison, si le projet de loi lève finalement le moratoire ou le permet partout, dans toutes les municipalités, dit-on que Montréal est traitée d'une façon différente dans le projet de loi et le laisse-t-on entendre dans le discours? C'est pour ne pas lever de vagues, pour permettre à tout le monde d'être satisfait ou d'empêcher les gens de critiquer. Comme en commission parlementaire Montréal est venue dire qu'elle était contre la levée du moratoire, eh bien, on dit qu'elle est défendue sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal mais qu'elle est permise partout ailleurs. Mais en fait, avec les exemples que je viens de vous donner, on peut le lever partout, on peut le permettre sur tout le territoire du Québec mais on risque, parce qu'on l'amène comme cela dans chacune des municipalités du

Québec, de faire en sorte que les gens n'aient pas les mêmes possibilités partout.

Si les municipalités n'harmonisent pas leur réglementation quant à la possibilité de conversion, cela veut dire que Longueuil peut effectivement faire en sorte qu'il va y avoir beaucoup de transformations mais qu'à Montréal, il n'y en aura pas.

Cela peut faire en sorte que sur l'île de Montréal, des municipalités puissent décider de lever le moratoire totalement. Je vais prendre un exemple. Verdun pourrait décider non seulement de lever le moratoire, mais de subventionner la rénovation et permettre la conversion même dans les édifices dont la rénovation s'est effectuée avec la collaboration de la municipalité, c'est-à-dire avec des subventions. Imaginez-vous comment cela va se vivre. Imaginez-vous la pression sur Montréal pour lever le moratoire.

Je parle de Verdun, mais cela pourrait être n'importe quelle des 29 municipalités de Montréal qui pourrait faire cela. Donc, on peut se ramasser avec des espèces de pressions presque invivables, une espèce de compétition sur le territoire de l'île de Montréal. Mais je vais aller plus loin.

On a permis, par le projet de loi, à la municipalité de décider par dérogation la conversion, la transformation des édifices locatifs en copropriété divise. Cela veut dire que la municipalité pourrait décider d'y aller par arrondissement, par quartier, par secteur. Donc, cela voudrait dire qu'on pourrait le permettre sur le Plateau-Mont-Royal, dans le centre-sud, à Maisonneuve-Hochelaga, dans le quartier Côte-des-Neiges. On pourrait le permettre dans un quartier en particulier, mais pas dans les autres. Donc, cela veut dire que cette espèce d'iniquité, on va la retrouver non seulement sur l'ensemble du territoire québécois en fonction des choix des municipalités, mais même dans la ville de Montréal, on pourra retrouver cette possibilité d'iniquité par rapport au pouvoir des citoyens d'avoir les mêmes possibilités.

Et cela pourrait aller plus loin. C'est permis, selon la loi, par secteur ou par catégorie d'immeubles. Cela veut dire que mon voisin pourrait et que moi, je ne pourrais pas. Vous allez dire: Si on est contre, tant mieux s'il y en a qui ne peuvent pas. Mais comment accepter que certains peuvent et que d'autres ne peuvent pas, quand on dit qu'une loi doit être équitable et donner les mêmes possibilités à tous les citoyens tout particulièrement ceux d'une même ville?

Mais ce n'est pas cela. Par un amendement apporté à la loi, on a permis qu'à la ville de Montréal, ces décisions ne se prennent pas au conseil municipal, mais qu'il y ait un comité restreint d'élus qui puisse décider. Et le ministre a dit pour quelle raison. Étant donné qu'il peut y avoir

plusieurs situations, plusieurs cas, cela peut se répéter souvent, et que cela peut être du cas par cas, que le conseil municipal ne soit pas pris à décider à chaque réunion et permettre que cela se fasse plus vite et mieux - quand on parle de l'efficacité administrative, cela peut en être - sauf que quand c'est pour traiter du cas par cas dans une société, c'est inquiétant.

C'est ce que permet le projet de loi 87. Qu'il y ait à la ville de Montréal un comité restreint qui puisse décider du cas par cas de la levée du moratoire, de la transformation des immeubles locatifs en copropriété, c'est inquiétant. Je fais confiance aux élus de Montréal, je dois le dire. Je connais la philosophie des gens en place, la protection, le souci, la volonté qu'ils ont de protéger les locataires. Sauf qu'ils ne sont pas là pour toujours, premièrement.

Deuxièmement, selon ce que je vous expliquais tantôt, la pression qui va être exercée sur ces gens, étant donné que les villes autour peuvent décider non seulement de lever le moratoire mais d'inciter la conversion par des programmes de subvention... Je dois vous dire que je ne charrie pas en disant cela, cela a été confirmé durant les longues heures et les nombreuses journées où on a discuté de ce projet de loi en commission parlementaire; c'est non seulement possible mais c'est ainsi que cela va se faire.  
(0 h 40)

Imaginez-vous les pressions si, d'un côté de la rue Papineau, on peut convertir et que, de l'autre côté, on ne peut pas parce que l'arrondissement finit là. Cela peut aller jusque-là. Imaginez-vous, si du côté ouest, c'est permis et que du côté est de la rue Papineau, ce n'est pas permis, les pressions qui vont venir du milieu pour qu'on le permette de l'autre côté aussi et, finalement, partout. C'est cela que nous apporte le projet de loi 87. Cela touche, à mon avis, des droits des citoyens d'une façon individuelle. Donc, finalement, on vient le permettre et ce qu'on a cru comprendre en commission parlementaire, c'est qu'effectivement quand le ministre a déposé son document, **La levée du moratoire, une décision qui s'impose**, il avait la volonté et la détermination de lever le moratoire et dans ce document-là on retrouvait des objectifs qui étaient l'accès à la propriété pour les ménages à revenu moyen et le maintien du stock de logements locatifs, c'est-à-dire essayer de conserver le même nombre de logements disponibles, spécialement à Montréal et à Québec. Donc, on s'était fixé deux objectifs, mais une volonté déterminée de lever le moratoire. En commission parlementaire il y avait unanimité contre ça, mais le ministre est arrivé et il a déposé un autre document:

"Modification à la législation sur le logement locatif". On a écouté ce qui s'est dit en commission et on a trouvé une façon de lever le moratoire, de maintenir le but qu'on s'était fixé, mais pour ne pas déplaire aux gens, pour empêcher qu'il y ait des vagues, pour faire un peu plaisir à tout le monde, on a permis finalement que le moratoire soit levé et que la conversion s'effectue. C'est ce qu'on retrouve dans le projet de loi 87.

Donc, comme Montréal est la ville qui s'était dite contre, on a dit: Chez vous ce ne sera pas permis, mais ailleurs au Québec c'est permis. Maintenant cela nous permet de lever le moratoire. Mais en même temps on a changé les objectifs, même si on atteint le but visé, la levée du moratoire. Maintenant, on parle du maintien du stock locatif, ce qu'on retrouvait comme un des deux objectifs, mais le deuxième, c'est la protection des locataires. On vient d'oublier le premier qui était l'accès à la propriété. Pour quelle raison? Parce qu'on n'a pas amené de programme d'aide pour permettre cette conversion. Pourtant, il s'était dégagé des choses extraordinaires à la commission parlementaire du mois d'août.

Ce que les intervenants ont dit: Oui, il y a des trous dans la loi. Il se pratique sur le terrain des choses inacceptables. On fout des gens à la porte parce qu'on contourne la loi et on permet cette conversion, cette transformation en copropriété divise. Empêchons cela. Modifions la Loi sur la Régie du logement pour empêcher que cela ne se fasse. Mais il était clair et net qu'on ne doit pas faire cela, on ne doit pas lever le moratoire... Je m'excuse, oui, on doit modifier la Régie du logement, mais la modifier sans lever le moratoire. On a dit: Il ne faut pas que le moratoire soit levé avant qu'on ait une véritable politique de l'habitation, une véritable politique de la famille, des programmes d'accès à la propriété résidentielle et avant de permettre aux gens d'accéder à la propriété d'une façon collective, c'est-à-dire par des coopératives et des organismes sans but lucratif.

Ces quatre points s'étaient dégagés de façon unanime ou presque; c'étaient des consensus. On n'a pas de politique de l'habitation. On a une politique de la famille qui vient d'être déposée, juste des grandes orientations avec un conseil de la famille pour reporter à plus tard des décisions, mais, entre-temps, permettre cette conversion, permettre de déloger des familles dans le centre-ville de Montréal et de Québec, des familles les plus démunies qui consacrent déjà de 30 % à 40 % de leurs revenus pour se loger, c'est une décision antifamiliale parce que la conversion amène une spéculation énorme. On en a eu la preuve à Montréal. Dans la même année, il y a eu des augmentations qui variaient de 22 % à

38 %, grosso modo. C'est énorme parce que cela se répercute sur le prix du logement à payer, mais il y a même eu des exemples où cela a augmenté en l'espace d'une année - et le ministre le sait, il en a été question en commission parlementaire de 200 %. Cela veut dire qu'il y a des gens qui paient pour. Donc ce sont les locataires parce qu'ils finissent par en payer la note. Il n'y a pas de programme d'aide, d'accès à la propriété. Donc, ces augmentations vont juste faire en sorte que moins de gens vont pouvoir accéder à la propriété et, comme on l'a prouvé en commission parlementaire, dans la situation actuelle et tel que se présente le projet coopératif à l'heure actuelle, Logipop, catégorie 2, qui n'a même pas été appliqué au moment où l'on se parle pour l'année 1987-1988, on ne donne pas la chance aux gens d'accéder à la propriété d'une façon coopérative.

Donc, ce que les intervenants sont venus nous dire en commission parlementaire, c'est qu'il faudrait respecter ces quatre conditions avant de lever le moratoire. On n'a respecté aucune de ces quatre conditions et pourtant, on lève le moratoire. Le ministre va répondre tantôt, et je le sais: On ne lève pas le moratoire, on l'interdit sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal et pour le reste, cela va commencer en juillet 1988 et cela prendra une réglementation. Sauf que c'est le pouvoir qu'on vient de donner de le lever partout. On vient de transférer finalement la patate chaude, le problème aux municipalités. C'est pour cela qu'il faut en parler maintenant. À l'avenir, cela va se parler dans les conseils municipaux, ce que nous sommes en train de discuter ici.

Sauf qu'en même temps, comment peut-on accepter de transférer cela, quand on a refusé, sur une demande du président du Conseil du trésor, un des rapports des Sages qui demandait qu'on transfère les responsabilités de la Régie du logement aux municipalités. On a décidé que non, c'était trop vaste comme situation, qu'il fallait que cela demeure un organisme national dans tout le Québec. On a trouvé que cela devait demeurer sous la responsabilité du gouvernement par une régie. Maintenant, toute cette transformation, qui va amener autant de déplacements, on accepte de l'amener aux municipalités.

C'est un danger énorme. Le seul contrôle qu'aura la Régie du logement sur l'application des décisions des municipalités, ce ne sera pas de voir si la réglementation respecte un minimum de logements vacants ou de vétusté dans les logements. Ce sera seulement de vérifier si la demande de transformation venant d'un propriétaire est conforme avec la réglementation, mais non pas de regarder si la réglementation respecte un minimum décent de protection du stock

de logements locatifs. Donc, on vient maintenant de faire en sorte qu'il y ait des disparités énormes dans le logement au Québec, dans les municipalités de la Communauté urbaine de Montréal et même, dans les quartiers, les arrondissements et les types d'habitations à Montréal. C'est l'une des choses que nous avons découvertes, qui est venue se confirmer davantage par l'étude article par article du projet de loi 87. C'est une chose.

Le deuxième point sur lequel je veux intervenir rapidement, c'est la conversion. On dit: On va empêcher maintenant les réparations majeures qui sont utilisées d'une façon abusive afin de permettre l'expulsion des gens. Je dois vous dire que c'est beau dans un discours, mais, dans la pratique, ce n'est pas comme cela. C'est encore permis et possible avant d'envoyer l'avis d'intention. Ce sera donc possible. On a seulement à ne pas envoyer d'avis d'intention et à utiliser le même système qu'on utilise à l'heure actuelle. Ce sera aussi possible lorsqu'une majorité de propriétaires en copropriété divise seront résidents, c'est-à-dire qu'ils demeureront dans leur logement. À ce moment-là, ils pourront se permettre des transformations majeures sur l'ensemble de l'édifice. Cela veut dire quoi? Cela veut dire que lorsque les rénovations seront terminées, il y aura des augmentations énormes pour le locataire à cause des taxes qui auront augmenté, des frais de transformation et des rénovations. Les logements vont tellement augmenter que ce fameux droit de maintien dans les lieux dont on parle tant dans ce projet de loi deviendra inapplicable, parce que les gens qui ont déjà de la difficulté à faire face à leur paiement mensuel vont être coincés avec une augmentation semblable et ils vont devoir déménager de toute façon.

C'est seulement théorique, cette protection, parce que le ministre a refusé que l'on puisse contester la nature et l'opportunité des travaux. Ce que cela veut dire, c'est que si un propriétaire décide de faire des travaux majeurs, il peut en faire. La seule chose que la régie pourra regarder, c'est l'opportunité du déménagement temporaire du locataire et non pas l'opportunité et l'utilité des rénovations comme telles. Les travaux qui peuvent être effectués, ce ne sont pas seulement des travaux de remise en état à cause de la plomberie qui coule, à cause du filage qui est dangereux. Si on décide de faire des travaux qui ne sont pas des travaux de remise en état, mais des travaux de modernisation, on ne peut pas l'en empêcher parce qu'on ne peut pas contester la nature des travaux.

(0 h 50)

La modernisation, à mon avis, c'est même un bris de bail. Voici ce que cela veut dire en termes simples. Un locataire, le 1er

juillet, signe un bail pour un logement au coût de 200 \$, 250 \$ ou 300 \$ par mois, un logement plus ou moins moderne, un logement qui est en état, disons, de second, qui n'a pas nécessairement toutes les qualités d'un logement neuf, d'un style plutôt ancien comme on en voit souvent dans des quartiers de Montréal et de Québec, avec des plafonds de huit pieds de hauteur, etc. Ce n'est pas moderne, mais l'individu a décidé d'aller y rester parce que sa capacité de payer lui permet de le faire, à 200 \$, 250 \$, 300 \$ par mois. Mais si le propriétaire décide, en cours de bail, de transformer complètement le visage du logement - on change les fenêtres, on change les murs, on change les armoires, on enlève les armoires en "sheathing" qui étaient là depuis des années pour les remplacer par des belles armoires en chêne ou autre matériau - on vient de faire un bris de bail parce qu'on vient de changer la nature du logement. On sait ce que cela va amener comme augmentation à la fin du bail. Cela peut même doubler le prix mensuel du logement. On a brisé le bail, mais on ne peut pas le contester. La loi ne nous permet pas de contester cette transformation, ce prix de bail. Cela veut dire que les locataires devront s'en aller, parce qu'on a décidé de faire des rénovations. Le maintien dans les lieux d'une façon illimitée, cela n'existe pas vraiment dans ce projet de loi parce que, pour avoir un véritable maintien dans les lieux, il faut avoir les moyens d'y rester et on ne le pourra pas parce que le projet de loi ne nous le permet pas.

Un autre point sur lequel je veux intervenir, c'est le harcèlement. On dit, dans ce projet de loi, qu'on va empêcher le harcèlement. Je ne pense pas qu'on va l'empêcher, en tout cas pas autant qu'on aurait dû. Pourquoi? Parce qu'il y a un moyen qui est utilisé, c'est-à-dire l'achat de départ. Ce fameux droit de maintien dans les lieux pour une période illimitée, c'est, pour le ministre, quelque chose de monnayable, c'est quelque chose qu'on peut vendre. Ce n'est pas un droit, c'est comme un bien. Cela veut donc dire qu'au locataire qui est en place, qui a un droit de maintien illimité dans les lieux, le propriétaire n'a qu'à lui offrir un montant pour partir et si le locataire accepte, le logement est libre et on peut le transformer. Nous, on l'a dénoncé, les gens l'ont dénoncé en commission parlementaire. Le président de la Commission des droits de la personne est venu dire que c'était du harcèlement de vouloir acheter ce droit qu'on donne maintenant au locataire.

Le ministre, en commission parlementaire, a dit complètement le contraire, que non seulement ce n'est pas du harcèlement, mais c'est l'entreprise privée, et qu'on devrait l'utiliser parce que, pour le locataire, c'est un gain possible. Il pourra maintenant

"bargainer" ce droit de maintien comme un bien individuel qu'il possède. Il peut le vendre. Pour le propriétaire, c'est une façon de se libérer d'un locataire en place. Imaginez comment cela va se vivre. Au moment où l'on se parle, c'est déjà utilisé. Comment cela va-t-il se pratiquer? On sait déjà - je le sais pour avoir vu des cas - qu'on offre jusqu'à 3000 \$ et 5000 \$ à des citoyens pour partir. On lisait dans le journal *Le Soleil* du 17 novembre - cela ne fait pas longtemps, cela fait près d'un mois - que, sur le boulevard Saint-Cyrille, à Québec - je ne vous parle pas de quelque chose de très éloigné - on offre 16 000 \$ à des locataires pour évacuer les lieux en silence. On achète un droit de départ pour ne pas aller à la Régie du logement, 16 000 \$. Cela va être quoi?

Imaginez-vous, on est rendu à 16 000 \$ par logement pour mettre des locataires dehors. On n'appelle pas cela du harcèlement. Je dois vous dire qu'il va y en avoir du harcèlement qui va s'exercer de cette façon. On est rendu à 16 000 \$ par logement. Il y a quelqu'un qui va payer pour cela. Qui va payer pour cela? L'acheteur. L'acheteur va devoir payer plus cher parce que ce n'est pas vrai que le propriétaire va payer 16 000 \$ pour se débarrasser de son locataire et l'assumer tout seul. Donc, pour l'acheteur éventuel, ce sont des coûts additionnels dans l'évaluation, dans la spéculation. Et, quand un édifice dans une rue, dans un quartier finit par être multiplié par 100 ou 200 % d'augmentation, cela veut dire que cela va se refléter sur l'ensemble du secteur. On va être obligés de ramener des lois, comme on en a adopté dernièrement ou comme on va en adopter avant la fin de la session, pour amener du plafonnement de taxes qui fera en sorte que ce sont encore les plus petits qui vont payer plus cher. Plafonner, cela veut dire que ceux qui ont profité de la spéculation n'auront pas absorbé la totalité des gains financiers qu'ils vont acquérir.

Vous voyez que, finalement, ce n'est pas vraiment une bonne protection. Et le ministre est venu reconnaître qu'effectivement il va s'en faire encore une fois de la transformation. Il va s'en faire de l'éviction de locataires. Il a même reconnu - et il l'a cité à quelques reprises - ce que cela vient faire. Cela vient civiliser la transformation, cela vient civiliser le départ des locataires.

On peut bien dire: Oui, on va civiliser, mais on va faire partir du monde encore. Et cela aura les effets qu'on a connus quand on a déplacé des gens pour de grandes constructions, pour des routes, comme je le disais au début de mon intervention. Je vais conclure là-dessus. Avant, on déplaçait les gens pour des routes, pour des édifices, pour des bureaux. Maintenant, on va les déplacer pour permettre à d'autres personnes de



prendre leur place. Les déplacer, cela veut dire qu'on va mettre les gens dans des situations plus difficiles encore. C'est ce qu'on retrouve depuis deux ans: les riches plus riches, les pauvres plus pauvres. C'est exactement ce que ce projet de loi va faire. Ce n'est pas une véritable protection puisqu'on va permettre la transformation.

Je vais terminer en demandant de nouveau au ministre d'au moins amener des améliorations ou d'accéder à certaines demandes que je lui ai faites au nom des associations. C'est, entre autres, le financement des associations de locataires pour permettre aux locataires dans la situation, qui vont probablement être perturbés au cours des années qui viennent, de pouvoir se référer à des associations composées de gens qui vivent dans le milieu, qui connaissent les situations et qui sont prêts à intervenir. Il ne faudrait pas oublier qu'il y a des phénomènes qui vont se créer par cela, entre autres, la féminisation de la pauvreté. On sait que, dans ces quartiers, il y a des pourcentages énormes de chefs de familles monoparentales qui demeurent dans ces logements qui vont être transformés parce qu'ils sont dans les quartiers les plus populaires.

Ce projet de loi, malheureusement, s'il vient donner la chance aux gens de faire des profits, on se rend compte que cela nous permet de faire passer le profit avant l'humain, et c'est dommage. Quand on parle de qualité de vie, une des premières qualités de vie, c'est de permettre aux gens de choisir leur milieu de vie. Ce qu'on va faire, ce ne sera pas cela du tout parce qu'on va déplacer des gens parmi les plus pauvres de la société, les gens qui ont le moins de revenus, spécialement les personnes âgées qui sont dans les quartiers centraux. L'exemple nous le prouve: le Plateau-Mont-Royal, dans le bout du centre-ville de Montréal, le centre-sud. C'est là que sont les gens les plus démunis. Il y a aussi le quartier Villieray et Rosemont, Hochelaga-Maisonneuve. C'est là que depuis 20 ans, depuis 15 ans surtout, se déplacent le plus de gens à cause de la gentrification.

Donc, si les toutes dernières années nous prouvent que cela s'effectue au détriment de ces gens-là, c'est encore au détriment de ces gens que cela va se faire, et spécialement dans la ville de Québec qui est exclue du projet de loi. Donc, la transformation peut se faire maintenant sur une grande échelle. Il n'y a rien qui l'arrête, il n'y a rien qui l'empêche. À Québec, c'est maintenant permis, et les autorités municipales de Montréal sont venues nous dire en commission parlementaire qu'elles étaient favorables à cette transformation, même sur le dos des plus démunis. Imaginez-vous, on vient de lever le moratoire. À quelle vitesse cela se fera-t-il? Imaginez-vous les transformations qui vont se faire

ici.

Oui, cela va être beau probablement. Cela va permettre la rénovation, cela va permettre la spéculation parce qu'il est prouvé que, dans les grandes villes où cela s'est fait, 75 % des logements en copropriété demeurent en location. Mais ce ne sont plus les mêmes locataires qui demeurent là. Cela coûte tellement cher que c'est une clientèle de luxe qui prend la place de la clientèle plus démunie.  
(1 heure)

On déplace les gens des centres-villes pour les envoyer en banlieue, dans d'autres quartiers, dans des logements plus vétustes. C'est ce qu'on est en train de faire. Et je trouve ça dommage, quand on parle d'une politique de l'habitation qu'on ne dépose pas, quand on ose déposer une politique de la famille et qu'en même temps on s'en vient la déloger. C'est inacceptable. C'est inquiétant. On ne crée pas de programme d'accès à la propriété. Au contraire, on abolit le seul qui existait. Cela veut dire que les gens qui n'avaient pas les moyens vont en avoir moins à cause de la spéculation, à cause de l'évaluation qui va augmenter. Donc, pour toutes ces raisons, on va devoir voter contre ce projet de loi là, parce qu'on pense qu'il n'aide pas les bonnes personnes.

On sait ce que ça va apporter - La preuve a été faite - Spéculation, déplacement, augmentation, au moment où on dépose une réforme de l'aide sociale qui va pénaliser 75 % des assistés sociaux. On les pénalise d'une façon et on va les pénaliser encore une fois dans le logement, qui est un droit capital. On ne vit pas dans un pays de l'Équateur ici. On n'est pas au Mexique. On n'est pas là où la température peut nous permettre d'être dehors à longueur d'année. Allez voir dehors comment il fait froid. On n'a pas le choix, il faut se loger. Et ce projet de loi n'apporte rien pour les plus démunis en matière de logement. Pour les ménages à revenu moyen, on ne crée aucun programme d'aide, mais une augmentation des loyers, une augmentation du coût parce que la transformation va amener une augmentation. Donc, cela veut dire qu'on n'apportera pas d'aide. On ne vient même pas aider les ménages à revenu moyen. Les gens qu'on va surtout aider, à mon avis, ce sont les gens qui ont les moyens de faire de la spéculation. On va le leur permettre maintenant. Et cela n'aide pas, malheureusement, les gens les plus démunis. Cela n'aide pas la majorité des gens dans la société. Donc, pour toutes ces raisons, M. le Président, on va devoir voter contre le projet de loi.

Une question à laquelle j'aimerais que le ministre puisse répondre, en terminant, sur l'article 2 modifiant l'article 54.5 de la Loi sur la Régie du logement, où on parle d'un rapport d'expert. Là-dessus, le ministre a

fait un pas dans la bonne direction. Je dois le reconnaître. Il a accepté que le document d'information soit donné à tout le monde. Je le reconnais: il y a des points positifs dans la loi. Sauf que même s'il y a des points positifs, quand, sur la base même, sur le fond de la loi, c'est un danger pour les plus démunis, on ne peut pas être pour la loi comme telle. Quand on dit aux gens: On va vous tuer et que, dans le projet final, on leur dit: Vous êtes encore vivants, mais on vous a coupé les deux jambes, je dois vous dire qu'on ne peut pas être en faveur de ça.

Mais on a accepté qu'il y ait un rapport d'expert et aussi un document d'information. Mais qui est l'expert? Est-ce que c'est un architecte? Est-ce que c'est un ingénieur? Est-ce que c'est un fonctionnaire municipal? Qui va avoir la responsabilité, finalement, d'élaborer, de définir, de produire ce rapport? Parce qu'il faudra faire attention à ce que ce rapport d'expert ait au moins la même valeur sur l'ensemble du territoire québécois. Qui sera cet expert, quand on parle de rapport d'expert, puisqu'on ne le dit pas? Est-ce que c'est un architecte?

Comment va-t-il être possible d'avoir un rapport d'expert quand on dit que c'est pour les parties communes seulement, quand on sait très bien, finalement, que c'est l'ensemble d'une maison qui fait en sorte qu'elle a une valeur plus ou moins élevée? On peut bien aller se promener dans les passages, aller au sous-sol et aller sur la couverture, mais, pour savoir si l'édifice est en bon état, il faut aller voir partout, dans tous les appartements. Si cela coule dans un appartement, cela veut dire que l'état est plus ou moins bon. Il faut qu'on ait la possibilité d'examiner et d'avoir un rapport d'expert sur l'ensemble de la bâtisse et non pas sur les parties communes, parce qu'à ce moment-là ce n'est pas correct. Ce n'est pas correct, parce que, si cela coule dans les murs, si ça coule dans des logements où la toiture est directement touchée, si on ne va pas voir l'isolation dans l'ensemble de la bâtisse, à un moment donné, il y aura des rénovations, des travaux majeurs à effectuer et c'est l'ensemble des locataires restant en place, c'est l'ensemble des futurs propriétaires en copropriété qui devra en assumer les coûts. Donc, j'espère que vous pourrez nous définir - étant donné que, malheureusement, en commission parlementaire, je ne vous ai pas posé cette question - qui est cet expert.

Donc, pour toutes ces raisons, je dois vous dire, malheureusement qu'on devra être contre le projet de loi. On devra être contre parce que la commission parlementaire est juste venue nous confirmer que le danger est encore plus grand, qu'il y a des principes de base qui sont touchés dans le sens qu'on ne donne pas les mêmes possibilités à tous les citoyens, peu importe où ils se retrouvent au

Québec. Surtout qu'avec les pouvoirs donnés aux municipalités de catégoriser des logements en fonction des secteurs et des quartiers, on vient faire en sorte qu'on n'a pas, comme citoyens, les mêmes possibilités. On vient faire en sorte que Montréal, dans le discours, mais pas dans les faits, comme je l'ai expliqué tantôt, est traitée d'une façon différente du reste du Québec. On n'a pas, mais pas du tout répondu aux quatre demandes qui ont été faites en commission parlementaire par tous les intervenants, que ce soit les municipalités, les propriétaires, les locataires, les personnes âgées ou les personnes handicapées, relativement à une politique de la famille, à une politique du logement, à des programmes d'accès à la copropriété. On n'a pas permis qu'on puisse accéder à la propriété d'une façon collective par le moyen de coopératives et d'organismes sans but lucratif, alors que les programmes, à l'heure actuelle, sont de moins en moins favorables, de moins en moins utilisables. On ne donne pas, par ce projet de loi, les délais suffisants pour permettre aux gens de former une coopérative et de devenir propriétaires d'une façon collective. Je trouve dommage que la ville de Québec, connaissant la situation actuelle, n'ait pas été préservée au moins au même titre que la ville de Montréal. Comme Québec avait dit qu'elle était d'accord, le ministre a essayé de faire plaisir à tout le monde. Il a essayé d'exempter toute critique et cela a fait en sorte, comme vous le dites, que tout le monde semble favorable au projet sauf que, quand on aura à vivre avec, on ne sera peut-être pas d'accord.

J'entends non pas le ministre, mais un député me dire: Assez, assez. Je dois vous dire: Oui, je vais conclure en disant que j'ai peut-être pris plus de temps que je ne l'aurais voulu. Comme je vous le disais au début de mon intervention, c'est peut-être la dernière occasion qu'on a, comme représentants de la population du Québec à l'Assemblée nationale, d'intervenir sur ce sujet puisqu'on vient de se départir d'une responsabilité. On vient de la céder aux municipalités. On sait que cela risque de nous ramener des problèmes qu'on devra régler, nous aussi, cas par cas, c'est-à-dire par des projets de loi privés, comme on en a eu plusieurs qu'on doit discuter toujours en fin de session, problèmes qui pourront être soulevés par des citoyens auprès de leur municipalité. J'espère que non. Mais je dois vous dire que je suis inquiet, parce que les municipalités vont se ramasser maintenant avec des problèmes qu'elles devront régler. On risque d'avoir des problèmes qui vont être créés entre les citoyens des municipalités et entre les municipalités. Pour toutes ces raisons, M. le Président, on va voter contre ce projet de loi en troisième lecture. Merci beaucoup.

**Le Vice-Président:** Je vais maintenant céder la parole à M. le ministre des Affaires municipales pour l'exercice de son droit de réplique.

**M. André Bourbeau (réplique)**

**M. Bourbeau:** M. le Président, après plus d'un an d'efforts, j'ai maintenant le plaisir de faire le dernier discours sur le projet de loi 87 qui amende le Code civil et la Régie du logement. Ce projet de loi permettra bientôt, je l'espère, à certains locataires d'accéder à la propriété d'un logement en même temps, tout en les protégeant davantage qu'ils le sont maintenant.

J'ai écouté attentivement les propos du député de Shefford et je dois dire que je suis très déçu d'entendre un discours aussi négatif sur un projet de loi que l'ensemble des observateurs a estimé comme étant particulièrement à point, comme étant un bon projet de loi. Je sais que le député de Shefford est sincère. Je sais qu'il travaille fort, qu'il a fait un travail remarquable en commission parlementaire pour éplucher le projet de loi avec nous. Je suis vraiment déçu que les conclusions qu'il en retire soient aussi pessimistes et aussi négatives que ce que l'on vient d'entendre. À l'entendre parler, M. le Président, il n'y a absolument rien ou presque rien de bon dans ce projet de loi. Il a même annoncé que sa formation politique va voter contre le projet de loi.

Pourtant, l'ensemble des observateurs se sont déclarés satisfaits de ce projet de loi. Les groupes de locataires ont acclamé le projet de loi comme étant un projet de loi qui fait faire un immense bond en avant aux locataires. Les principaux groupes de propriétaires que j'ai rencontrés se sont également déclarés satisfaits. Les observateurs, les chroniqueurs spécialisés et les éditorialistes, bref l'ensemble de ceux qui connaissent un peu le domaine ou qui sont intéressés par le domaine ont considéré que le projet de loi apporte une amélioration majeure à la situation actuelle.

Pourtant, l'Opposition nous dit qu'elle va voter contre le projet de loi. C'est vraiment décevant pour quelqu'un qui aurait voulu faire l'unanimité sur un projet de loi aussi important. Je présume que c'est le rôle de l'Opposition de soulever des craintes à gauche et à droite et de conclure que ces craintes, c'est suffisant pour qu'elle ne vote pas pour le projet de loi.  
(1 h 10)

Je dois dire que le député de Shefford, qui est un individu que je respecte beaucoup et que j'estime bien, s'est livré un peu à une certaine démagogie dans son allocution, M. le Président. Il nous avait habitués dans le passé à un peu plus de rigueur. Par exemple, il vient dire qu'avec ce projet de loi les

riches seront plus riches et les pauvres plus pauvres; là je considère vraiment que le député de Shefford est allé un peu loin. Je lui dirai que, à mon avis, le projet de loi fera en sorte que les riches ne seront pas plus riches. Ce n'est pas notre intention de tenter de les appauvrir, non plus. Je lui dirai que les pauvres ont une bonne chance d'être un peu moins pauvres et peut-être même un peu plus riches s'ils peuvent accéder à la propriété. C'est l'un des objectifs du projet de loi.

Il y a un peu plus d'un an, M. le Président, le gouvernement répondait à la demande de l'administration de la ville de Montréal de l'époque et j'annonçais l'intention du gouvernement de permettre éventuellement la conversion des immeubles locatifs en copropriété, tout en améliorant la condition des locataires et en renforçant le statut des locataires. J'ai même parlé d'une protection blindée que le gouvernement voulait accorder aux locataires. Je peux dire aujourd'hui, après 18 mois, que le gouvernement a rempli sa promesse, qu'il s'est acquitté de cette obligation ou de ces engagements. En effet, dans le projet de loi, qui sera bientôt une loi, que nous avons devant nous, nous faisons en sorte d'améliorer sensiblement la condition des locataires et à plusieurs chapitres.

Permettez-moi de vous donner quelques exemples. Les locataires, jusqu'à récemment, on le sait, faisaient l'objet d'attaques de la part de spéculateurs surtout dans les petits immeubles de deux, trois ou quatre logements où plusieurs individus achetaient ensemble les immeubles en ce qu'on appelle indivision. C'étaient des propriétaires indivis. Chaque acheteur indivis délogeait des locataires en vertu de ce qu'on appelle la reprise de possession. Systématiquement, on vidait les immeubles de leurs locataires: des duplex, des triplex. Des rues entières de Montréal et de Québec étaient ainsi l'objet d'attaques de la part de spéculateurs. Une fois qu'on avait réussi à sortir les locataires en vertu de la reprise de possession, on pouvait, évidemment, convertir ces immeubles en copropriété, les locataires avaient été évincés.

M. le Président, j'ai le plaisir de vous dire que, dorénavant, ce ne sera plus possible; ce trou sera bloqué par la nouvelle loi. Le député de Shefford n'a pas fait état de cela.

M. le Président, il y a également la question des réparations majeures. Une autre formule a été employée jusqu'à maintenant par les spéculateurs pour évincer des locataires et ainsi pouvoir accéder à la conversion en copropriété. C'est simple, M. le Président! Le système qui existe présentement, et qui existe en vertu des lois qui ont été adoptées par l'ancien gouvernement, fait en sorte que la seule façon légale aujourd'hui

de pouvoir convertir un immeuble en copropriété, c'est de déloger les locataires. La jurisprudence et la loi sont telles que, lorsqu'un propriétaire a réussi à foutre tous ses locataires à la porte, il obtient de la Cour supérieure le droit de convertir légalement, parce que la cour a jugé qu'un immeuble qui est vidé de ses locataires n'est plus un immeuble à logements et que, il échappe donc à la juridiction de la Régie du logement.

Cette situation existe depuis plusieurs années en vertu des lois que l'ancien gouvernement a adoptées. L'ancien gouvernement le savait, on le lui avait dit à plusieurs reprises. Les groupes de locataires sont intervenus à de nombreuses reprises auprès de l'ancien gouvernement en lui demandant de bloquer cette situation inique qui faisait que le gouvernement, par ses lois, accordait une prime à l'éviction. On disait aux propriétaires: Évincez vos locataires et vous serez récompensés. Si vous réussissez à les évincer, vous aurez le droit de convertir. C'était cela, la situation et je n'exagère pas, M. le Président. Cela se passait comme cela dans le champ. L'ancien gouvernement n'a rien fait pour corriger cette situation. Aujourd'hui, nous corrigeons la situation. Il ne sera plus possible dorénavant d'obtenir la conversion d'un immeuble, même si l'immeuble est vidé de tous ses locataires. C'est une amélioration majeure dont le député de Shefford n'a pas parlé.

Bien sûr, l'Opposition voudrait qu'on aille aussi loin que de dire aux propriétaires: Dorénavant, vous ne pourrez plus rénover vos maisons. C'est exactement ce que nous demandait le député de Shefford tout à l'heure. Il voulait qu'on donne à la Régie du logement le pouvoir de contrôler non seulement les réparations majeures, mais même de décider si un propriétaire a le droit ou non de réparer son immeuble. M. le Président, nous ne sommes pas allés jusque-là. Nous ne voulons pas vivre dans une société qui va interdire à ses propriétaires, à ses citoyens de faire des réparations à des immeubles. Les sociétés qui se sont permis ce luxe se sont retrouvées rapidement avec un stock locatif qui n'était composé que de taudis, bien sûr, puisque ce n'était plus le propriétaire qui décidait de l'opportunité de faire des travaux, c'étaient les fonctionnaires. Nous ne vivons pas, que je sache, M. le Président, dans une société totalitaire et, jusqu'à preuve du contraire, je ne pense pas que les Québécois veulent permettre à des fonctionnaires de venir dire à quelqu'un si, oui ou non, il pourra réparer son immeuble.

Ce que nous faisons, cependant, c'est que nous laissons à la Régie du logement le soin d'apprécier si, oui ou non, un propriétaire peut déloger des locataires lorsqu'il fait des réparations majeures. C'est

une amélioration sensible. Dorénavant, il ne sera plus possible, comme c'est le cas présentement, pour un propriétaire, après un préavis de 30 jours seulement, d'expulser un locataire pour pouvoir faire des réparations majeures qui ne sont ni urgentes, ni même nécessaires.

Dorénavant, M. le Président, si un propriétaire veut faire des réparations majeures qui ne sont ni urgentes, ni nécessaires, il devra donner un préavis de trois mois. Et, encore, si le locataire n'est pas d'accord, le propriétaire devra de toute façon offrir un dédommagement, ce sera obligatoire. Si le locataire n'est d'accord, ni avec le dédommagement, ni même avec l'éviction, c'est le propriétaire dorénavant qui devra s'adresser à la Régie du logement pour faire statuer sur ce cas. La Régie du logement, après une vérification ou une enquête, pourra retarder l'éviction si elle juge opportun de le faire. Elle ne pourra pas interdire les travaux, mais elle pourra retarder l'éviction. Elle pourra statuer sur l'indemnité, si elle juge que l'indemnité offerte n'est pas nécessaire. C'est ce que j'ai appelé civiliser les réparations majeures. Quand le député tout à l'heure parlait de civiliser, la civilisation dont je parlais était au chapitre des réparations majeures.

Finalement, M. le Président, un autre trou que nous allons bloquer, c'est la question du harcèlement. On sait que de plus en plus certains propriétaires - et, je le dis, ce n'est pas la majorité, c'est un petit nombre, mais un petit nombre très actif de propriétaires - n'hésitent aucunement à intimider des locataires et à les harceler, surtout des personnes âgées, pour tenter soit d'obtenir un renouvellement de bail à des conditions beaucoup plus élevées que les conditions qui prévalent au moment du harcèlement ou encore, tout simplement, pour obtenir une résiliation du bail ou pour évincer des locataires souvent dans le but de convertir l'immeuble en copropriété. L'ancien gouvernement savait que cela se produisait. Il n'a rien fait à ce sujet malgré les demandes répétées des groupes de locataires. Nous allons également bloquer, M. le Président, ce trou en définissant dans la loi ce qu'est le harcèlement et en rendant passible d'amende pouvant aller jusqu'à 25 000 \$ par locataire quiconque sera reconnu coupable de harcèlement. Ce sont des améliorations majeures à la situation actuelle et qui ont été reconnues comme telles par des observateurs neutres, ceux qui ne sont pas intéressés politiquement par le projet de loi.

Bref, M. le Président, qui va profiter du projet de loi? Je pense qu'on peut dire facilement que les locataires vont profiter du projet de loi puisque leur condition va être nettement améliorée. Également, les locataires qui voudraient accéder à la

propriété vont profiter du projet de loi puisque dans certaines circonstances - le député a parlé tout à l'heure de la façon dont cela se produirait - il sera possible à des locataires d'accéder à la propriété de leur logement. Également, M. le Président, je pense bien qu'on peut dire que le gouvernement va profiter du projet de loi car il est reconnu comme étant un excellent projet de loi qui va certainement lui apporter l'adhésion de la population.

Maintenant, M. le Président, qui va perdre avec ce projet de loi? Laissez-moi vous le dire. En premier lieu, je pense qu'il y a les spéculateurs qui vont perdre. Ceux qui voulaient profiter de trous dans la loi actuelle pour tenter de faire des profits illicites vont y perdre parce que, dorénavant, ils ne pourront plus contourner un moratoire qui, de toute façon, était pratiquement inexistant. Ils ne pourront plus convertir un immeuble en évinçant les locataires. (1 h 20)

Il y a également les quelques propriétaires qui usaient d'intimidation ou de harcèlement à l'endroit des locataires. Ces gens-là aussi vont y perdre, parce qu'ils ne pourront plus, dorénavant, se conduire de pareille façon.

Je suis obligé de dire, M. le Président, que je suis d'avis que l'Opposition également va y perdre puisqu'elle a l'intention de voter contre ce projet de loi. Je ne sais pas sur quelle partie du projet de loi l'Opposition va s'appuyer. Est-ce que l'Opposition va voter contre parce que le projet de loi protège les locataires? Est-ce que l'Opposition va voter contre parce que le projet de loi permet à des locataires d'accéder à la propriété? L'Opposition va-t-elle voter contre le projet de loi parce qu'on tente de contrer le harcèlement. Il faudrait bien que l'Opposition, un jour, nous dise - et qu'elle s'explique - pourquoi elle entend voter contre un projet de loi qui manifestement apporte une amélioration sensible à la situation actuelle.

M. le Président, j'aimerais, vous me le permettez, remercier l'équipe qui m'a permis, après de longs mois de travail acharné, de finalement déposer le projet de loi 87 à l'Assemblée nationale. Je voudrais remercier les membres de mon cabinet politique qui ont travaillé d'arrache-pied au cours de ces mois. Je voudrais remercier également l'équipe de fonctionnaires qui a travaillé pendant toute cette période avec beaucoup de compétence et de dévouement, les gens de la Régie du logement, les gens de la Société d'habitation du Québec qui, tous, se sont donné la main pour façonner ce projet de loi.

En terminant, M. le Président, vous me permettez une dernière fois de citer un court extrait de l'éditorial de **La Presse** du 12 novembre 1987. L'éditorialiste écrit ceci

au sujet du projet de loi que nous avons devant nous. Je cite: "Il est rare qu'une loi compliquée soit une bonne loi. Celle que vient de proposer le gouvernement est cependant une exception."

Pourquoi est-ce une bonne loi? Parce que, comme je vous l'ai dit, c'est une loi qui protégera davantage les locataires qu'ils ne le sont présentement; c'est une loi qui va faciliter à des groupes de locataires l'accès à la propriété; c'est une loi qui permettra d'améliorer le stock locatif; finalement, M. le Président, c'est une loi qui permettra au gouvernement d'améliorer la qualité de vie des citoyens, et c'est ce que nous recherchons tous. Je vous remercie.

**Le Vice-Président:** Le débat étant terminé, est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi 87, Loi modifiant la Loi sur la Régie du logement et le Code civil, proposée par le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation, est adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté sur division. M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** L'article 10 du feuilletton, M. le Président.

#### Projet de loi 54

##### Adoption du principe

**Le Vice-Président:** À l'article 10 du feuilletton, M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation propose maintenant l'adoption du principe du projet de loi 54, Loi sur le registre des associations et entreprises.

M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.

#### M. Pierre-C. Fortier

**M. Fortier:** Merci, M. le Président. L'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de loi et il en recommande l'étude à l'Assemblée.

M. le Président, les 20 et 21 octobre dernier, la commission du budget et de l'administration a entendu, lors d'une consultation générale, des organismes publics et privés qui ont exprimé leur opinion sur le projet de loi 54, Loi sur le registre des associations et entreprises.

À la suite de cette consultation, il apparaît clairement que l'ensemble des intervenants est d'accord avec le principe de ce projet de loi. Le projet de loi 54 s'inscrit dans l'effort de déréglementation, de rationalisation des activités de l'État et de réduction de l'intervention étatique dans les

activités des associations et des entreprises.

Partant de la multitude des dispositions législatives adoptées sans aucune coordination depuis plus de 100 ans, et c'est bien facile de le comprendre, qui établissaient autant de sources d'information sur les associations et entreprises, le gouvernement propose de créer, tant pour la cueillette de l'information que pour la diffusion, un guichet unique régi par un seul texte de loi, et c'est le projet de loi dont j'ai le plaisir de proposer l'adoption du principe aujourd'hui.

Contrairement à ce qui se passe actuellement, le projet de loi propose que la source première de l'information de base emmagasinée et diffusée par ce système soit chaque association et chaque entreprise concernée. Le gouvernement propose aussi que l'ensemble des activités de cueillette, de traitement et de diffusion de l'information relative aux associations et entreprises soit fait par un seul organisme, donc un seul guichet, de façon à mieux coordonner les activités qui dériveront de la loi 54. Cela favorisera une rationalisation des activités actuellement assumées de façon indépendante par un grand nombre d'intervenants gouvernementaux, d'où une certaine confusion, il faut bien l'avouer.

Enfin, le gouvernement propose la disparition des permis des compagnies étrangères, des permis de mainmorte et du contrôle administratif de la confusion des dénominations sociales des compagnies. Toutes ces interventions étatiques dans le domaine économique tirent leurs origines de pratiques dépassées dans notre économie actuelle, ne portent que sur une faible partie du champ d'intervention qu'elle visent et sont devenues des sources de tracasseries inutiles pour tous.

Le gouvernement propose leur remplacement par une diffusion adéquate de l'information relative à l'ensemble des intervenants économiques québécois. Le registre proposé par le projet de loi sera unique au monde, en raison de l'unification des règles applicables à l'ensemble des associations et entreprises et en raison de leur simplification. Nulle part ailleurs l'ensemble des informations de base sur les associations et les entreprises du Québec n'est disponible à un même endroit, indépendamment de la forme juridique empruntée ou de la qualité des personnes qui en sont responsables.

En proposant l'adoption de ce projet, le gouvernement veut adapter l'administration du gouvernement du Québec à l'ère des technologies modernes. En effet, par l'utilisation des technologies de l'informatique, de la télématique et du microfilm, le gouvernement veut actualiser le fonctionnement du système d'enregistrement des associations et entreprises pour augmenter la sécurité des transactions,

simplifier les procédures reliées à la constitution des associations et des entreprises et favoriser la circulation des données de base de celles-ci.

Le premier objet du registre est donc la sécurité des transactions. Le registre rendra publiques, fiables et accessibles les principales informations qu'a intérêt à connaître toute personne établissant une relation économique avec une association ou une entreprise. Il s'agit, entre autres, de permettre au public en général et aux entreprises en particulier de connaître les responsables des associations et des entreprises avec lesquelles ils transigent.

Le deuxième volet du registre est de constater la création des sociétés à commandite et l'existence des personnes morales constituées au Québec. À ce sujet, le projet de loi modifie une cinquantaine de lois relatives aux associations et entreprises. Il prévoit que les corporations seront dorénavant constituées par le dépôt de leur document constitutif au registre des associations et des entreprises. Les procédures seront donc simplifiées par l'application d'un système unique et par la disparition des publications à la **Gazette officielle du Québec**. Le troisième objectif est la circulation des informations - et cela est très important, M. le Président, vous en conviendrez - dans le monde économique dans lequel nous vivons.

Grâce au registre, l'État et les entreprises auront à leur disposition un ensemble de données fondamentales qui pourront être utilisées à des fins de planification et de développement économique. Le projet de loi, afin d'atteindre ses objectifs, propose la création d'un registre central où devront s'inscrire les associations et les entreprises suivantes: les corporations, les sociétés et entreprises individuelles commerciales, les sociétés et entreprises individuelles civiques qui utilisent un nom d'emprunt, ainsi que certaines associations et certains patrimoines d'affectation non dotés de la personnalité morale. Le projet de loi propose un système de mise à jour des informations nécessaires à la fiabilité du registre et une procédure de radiation visant à en assurer l'épuration.

(1 h 30)

L'adoption du projet de loi 54 permettra une réduction quantitative importante des textes législatifs actuels. Six lois et quatorze règlements feront place à une seule loi et à un seul règlement. La recherche, la consultation et la compréhension des dispositions applicables en seront grandement facilitées. Nulle part ailleurs que dans la question des noms d'associations et des entreprises cette amélioration n'est plus évidente. Il existe actuellement quatre règlements complexes sur les noms des corporations et un très

grand nombre de dispositions législatives sur les noms des autres formes juridiques d'associations et d'entreprises. À cela s'ajoute une jurisprudence tout aussi méconnue que constante sur le mode d'acquisition des droits sur les noms et la valeur de leur enregistrement. La quasi-totalité de ces règles est reprise dans le projet de loi en trois articles simples qui seront complétés par quelques dispositions réglementaires intégrées au règlement d'application de la future loi sur le registre. Il en résultera une cohérence des règles, une accessibilité et une facilité de compréhension de celles-ci qui n'existent pas, malheureusement, actuellement. Le gouvernement a voulu, en proposant le projet de loi 54, régler plusieurs problèmes occasionnés par le système actuel de publicité légale relative aux associations et aux entreprises. L'existence de plusieurs registres présentement entraîne pour les associations et les entreprises qui sont constituées au Québec une multiplication de formalités légales et administratives ainsi que de nombreux frais s'y rattachant. Ainsi, par exemple, une compagnie doit, lors de sa constitution, fournir à l'inspecteur général des institutions financières du Québec des informations en vertu de la Loi sur les compagnies et en vertu également de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies. Elle doit aussi fournir, en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les mêmes informations au notaire de chaque district judiciaire dans lequel elle exerce son activité. Elle fournit aussi les mêmes informations d'identité à des organismes gouvernementaux spécialisés, telles la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec et la Commission des normes du travail, en vertu d'autres lois qui n'ont pas pour objet de constituer des personnes morales.

L'accès aux informations concernant les associations et les entreprises n'est pas toujours facile. Les registres officiels sont conservés dans plusieurs ministères ou organismes différents. Comme le soulignait d'ailleurs le député de Lévis lors de la consultation générale de la commission du budget et de l'administration, il est souvent très difficile, pour ne pas dire impossible, d'obtenir des informations concernant des entreprises étrangères qui exercent leurs activités au Québec. Je crois d'ailleurs que cette absence d'information a occasionné des difficultés extrêmement nombreuses à plusieurs citoyens du Québec qui se sont trouvés aux prises avec des parcelles de terrains qui, somme toute, n'avaient aucune valeur financière alors qu'ils avaient investi leurs épargnes dans l'achat de ces parcelles de terrains alors qu'il était - et cela a été fait également par des étrangers quelquefois - à peu près impossible de retrouver les

vrais propriétaires des terrains qui avaient été achetés à l'origine.

On remarque aussi que les informations contenues au registre officiel ne sont pas sûres présentement, faute de mises à jour adéquates et en raison de pratiques administratives inégales. L'information qui a une valeur légale n'est souvent pas conforme à la réalité. Ainsi, rappelons-nous la mésaventure d'un ancien conseiller municipal de la vieille capitale qui n'avait pas modifié sa déclaration de raison sociale déposée à la Cour supérieure lors de la vente de l'une de ses deux tabagies et qui, par la suite, a été dénoncé par l'opposition municipale parce que des revues pornographiques - disait-on - étaient vendues dans l'établissement dont il apparaissait encore comme le véritable propriétaire dans les registres gouvernementaux. L'information contenue au fichier central des entreprises qui n'a aucune valeur légale reflète souvent mieux la réalité puisqu'elle est mise à jour grâce à des échanges avec les fichiers de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec et de la Commission des normes du travail. Toutefois, cette information n'est pas officielle et ne provient pas directement de l'entreprise, mais d'une multitude de sources extérieures à celle-ci. Certaines études ont démontré que le système actuel de publicité était complètement dépassé. On a d'abord examiné la possibilité de rationaliser la loi relative aux raisons sociales ainsi que les infrastructures administratives qui y sont reliées. Dans ce sens, un projet d'intervention a été soumis par le directeur des services judiciaires à Montréal dans le cadre d'une maîtrise en administration publique. À la suite de cette étude, des sous-ministres adjoints à la Justice et aux Institutions financières ont créé, en 1981, le comité d'étude interministériel sur l'enregistrement des raisons sociales au Québec. Ce comité, qui s'est réuni à quelques reprises, a proposé de moderniser le système de la publicité légale des entreprises individuelles et des sociétés de personnes. Dans la foulée de ce rapport, il fut suggéré de procéder à l'adoption d'une loi sur les déclarations de noms d'emprunt. Parallèlement à ces efforts, du côté des raisons sociales, on songeait sérieusement à remplacer la Loi concernant les renseignements sur les compagnies pour tenir compte de l'évolution du domaine depuis son adoption en 1930. Toutes ces tentatives n'ont pas eu de suite. Constatant que cette approche parcellaire ne pouvait répondre aux besoins du public et des entreprises en cette fin du XXe siècle, le gouvernement actuel a choisi d'adopter une approche globale plus susceptible d'aboutir à des résultats satisfaisants. Le gouvernement a donc décidé d'instituer un véritable registre des associations et des entreprises. C'est le

projet de loi 54 qui est présentement devant nous.

Le gouvernement, pour concevoir le présent projet de loi, a d'abord tenu compte de l'état actuel du droit ainsi que des études qui ont démontré que le système actuel est dépassé. Il a tenu compte de l'existence du fichier central des entreprises, de ses forces et de ses faiblesses. Il a également tenu compte de la Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens, qui établit de nouvelles règles concernant les personnes, notamment les personnes morales.

L'organisation législative des différents registres que l'on retrouve dans les autres provinces canadiennes, en Europe et aux États-Unis, a été étudiée. Des documents d'étude relatifs à chacun des principaux aspects du projet de loi ont été préparés. À la suite d'une période de réflexion et de discussions, un projet de loi a été discuté sous la supervision de l'Inspecteur général des institutions financières du Québec. Le bureau des lois du ministère de la Justice ainsi que les experts du secrétariat du Comité de législation au Conseil exécutif ont vérifié la rédaction et la cohérence du projet de loi.

Les préoccupations des associations qui sont intervenues en commission parlementaire rejoignent un grand nombre des préoccupations et des objectifs considérés lors de l'élaboration du projet de loi. Ainsi, la Chambre de commerce du Québec s'est posé la question de l'utilité réelle du registre pour les entreprises. L'utilité du registre réside dans le fait que ce dernier pourra donner une information fiable, complète et mise à jour sur toute association ou entreprise qui exerce une activité au Québec. Pareille information s'avère indispensable, pour ne donner qu'un exemple, dans le choix du nom d'une entreprise.

Le registre, en donnant les dénominations et les raisons sociales, les noms commerciaux et les marques de commerce utilisés par les associations ou entreprises du Québec, permettra ainsi aux entreprises, aux associations et à leur fondateur de choisir un nom qui n'entre pas en confusion avec un nom déjà utilisé. Cette recherche d'un nom sera d'autant plus facilitée que les noms des entreprises et des associations inscrites au registre, tout comme l'ensemble des informations contenues au registre seront disponibles non seulement dans les bureaux de l'inspecteur général, mais aussi dans tous les bureaux de notaires du Québec. Il sera aussi possible d'y accéder à l'aide d'un réseau de télécommunication.

Il convient de souligner que, afin de faciliter la tâche des assujettis, le projet de loi prévoit la possibilité d'ententes interministérielles et intergouvernementales

afin de transférer des informations, d'alléger les obligations des assujettis et ainsi, de mettre à jour le registre. Il le fait ensuite en abolissant la nécessité pour certaines corporations surtout étrangères d'obtenir un permis de mainmorte avant d'acquérir des immeubles.

Mentionnons - je crois qu'il est important de le faire - que le projet de loi réduit le nombre de règles de droit en remplaçant notamment six lois par une seule et quatorze règlements par un seul. (1 h 40)

M. le Président, j'avais préparé de nombreux commentaires sur les diverses représentations qui nous ont été faites en commission parlementaire lorsque nous avons entendu une dizaine d'associations et d'organismes qui sont venus devant nous pour nous faire certains commentaires. Mais, étant donné l'heure tardive, je réserverai ces commentaires pour l'étude que nous en ferons lors de la commission parlementaire qui siégera soit à la fin de janvier ou au début de février et qui sera annoncée par le leader. À ce moment-là, je me permettrai de prendre cela en considération et de faire des commentaires sur les recommandations qui nous ont été faites.

D'une façon générale, je dirais simplement ce que les associations et les organismes qui sont venus devant nous ont fait des commentaires positifs. Ils ont fait certaines remarques. Ils se sont inquiétés, bien sûr, de la lourdeur de la réglementation qui pourrait être adoptée par le gouvernement. Mais je me suis engagé, lors de cette commission parlementaire que nous avons tenue au mois d'octobre, à publier ou à rendre public le projet de réglementation qui sera adopté. Je l'ai fait distribuer aux membres de la commission du budget de l'administration et je le ferai circuler aux organismes qui sont venus devant la commission parlementaire. Mais, à la lecture, de toute évidence, ceux qui prendront connaissance de ce projet de réglementation réaliseront qu'il ne contient que quelque sept ou dix pages, de mémoire, je crois, et que la réglementation est fort succincte et très limitée. Donc, je crois que la crainte que certains organismes pouvaient avoir sur la lourdeur de la réglementation sera vite dissipée par une lecture rapide du projet de règlement que j'ai rendu public.

Ainsi, par ailleurs, le projet de loi réduit le nombre de règles de droit, comme je l'ai dit, en remplaçant deux lois, soit la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés et la Loi concernant les renseignements sur les compagnies. Il abroge quatre lois, dont la Loi sur les compagnies étrangères et la Loi sur la mainmorte, tel que je l'ai dit précédemment. Le projet de loi diminue le nombre de règlements en faisant disparaître ceux qui perdent leur



objet par le remplacement ou l'abrogation de la loi en vertu de laquelle ils étaient adoptés. C'est notamment le cas de ceux adoptés en vertu de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies, de la Loi sur les compagnies étrangères et de la Loi sur la mainmorte.

Ce fait, d'ailleurs, a été souligné par l'Association des manufacturiers canadiens ainsi que par le Conseil du patronat qui se sont réjouis de voir enfin le gouvernement, dans un secteur bien précis, réduire l'étendue de la réglementation et l'étendue de notre législation dans un secteur qui touche toutes les entreprises du Québec. Le projet de loi diminue le nombre de règlements en remplaçant notamment les quatre règlements actuels sur les noms des compagnies québécoises et étrangères et quatre règlements sur les tarifs de constitution en corporation par quelques dispositions du règlement d'application de la future loi sur le registre.

Comme vous pouvez le constater, M. le Président, le projet de loi sur le registre des associations et des entreprises fera du Québec le seul endroit au monde à posséder un registre de publicité légale de toutes les associations et entreprises qui y sont constituées ou y exercent leurs activités. Ce projet de loi a fait l'objet d'une large consultation dans les milieux concernés. Ces grands principes ont reçu l'appui unanime du milieu économique québécois. Il reste quelques inquiétudes auxquelles j'espère avoir apporté les assurances requises et auxquelles j'apporterai les assurances requises lorsque nous en ferons l'étude article par article à la fin de janvier ou au début de février.

Bref, je suis confiant que cette réforme importante saura apporter au Québec la sécurité économique gage d'une prospérité accessible à tous les citoyens. M. le Président, c'est avec plaisir que, en conséquence, je propose l'adoption du projet de loi numéro 54.

Le **Vice-Président**: Alors, nous allons maintenant poursuivre le débat avec l'intervention de M. le député de Lévis.

#### **M. Jean Garon**

**M. Garon**: M. le Président, j'ai entendu quelques applaudissements légers des quelques députés ministériels encore présents en cette salle. Je n'étais pas convaincu que c'était pour la bonté du projet de loi, j'ai eu l'impression que c'était parce que le ministre avait fini. M. le Président, je dois vous dire que, en cette heure tardive, à 1 h 45 du matin, dans un projet de loi qui est un peu un projet de loi genre taupe et qui a... Le ministre a dit qu'il a pour effet de déréglementer mais il comporte quand même 638 articles. C'est une déréglementation d'une

drôle de nature. Il comporte 638 articles et c'est un projet de loi considérable. Cela ne veut pas dire que le projet de loi est complètement mauvais pour autant puisqu'il aura pour objet de constituer un guichet unique pour la constitution et la publicité légale des associations et entreprises. Il a reçu l'appui de principe chez les intervenants que nous avons entendus en octobre dernier en consultation générale. Il s'agit, en plus, d'une protection pour les consommateurs qui pourraient ainsi obtenir, par le biais de ce fichier, des informations sur les associations et entreprises avec lesquelles ils font affaire. Ce sera aussi une aide pour ceux qui voudront obtenir des renseignements. Je pense plutôt aux professionnels qui défendent des gens dans le domaine du commerce, que ce soient des avocats, des notaires, des comptables et des gens qui ont, dans le domaine du commerce et des affaires, à mieux connaître l'identité des associations et entreprises avec lesquelles ils font affaire.

Soulignons toutefois que ce travail de simplification a été commencé sous le gouvernement précédent du Parti québécois. Nous ne pouvons donc qu'être en accord avec l'objectif visé que sous-tend cette nouvelle loi.

Quelques points ont cependant retenu notre attention lors de l'étude des mémoires en consultation générale et nous nous en voudrions de passer sous silence les principaux points d'interrogation des groupes qui ont envoyé des mémoires et/ou qui se sont fait entendre en commission parlementaire.

Je voudrais traiter brièvement, M. le Président, particulièrement de quatre points parce que je pense bien qu'à 1 h 45 il n'y a pas beaucoup de gens qui ont mis leur réveil pour nous réentendre parler de ce projet. C'est plutôt pour l'enregistrement des débats que je souligne ces quelques points. Je pense bien que la cote d'écoute de l'Assemblée nationale ne doit pas être à son niveau le plus élevé à ce moment-ci. Je voudrais dire en particulier que cela peut étonner que le gouvernement, qui avait dit qu'il n'étudierait pas les projets de loi la nuit, soit en train d'étudier un projet de loi sur l'information aux consommateurs à 2 heures du matin. Vous savez qu'on ne pourra pas dire que ce sont nos discours en deuxième lecture qui auront éveillé les consommateurs aux droits qu'ils pourraient avoir en vertu de ce projet de loi. Il me semble qu'un projet de loi de cette nature aurait dû être adopté en plein jour, laissant aux constitutionnalistes fédéraux le moment qu'ils privilégient pour leurs débats, soit la nuit.

Les points dont je voudrais traiter, M. le Président, sont: le champ d'application de la loi, le contrôle administratif a priori ou a posteriori de la dénomination sociale, les problèmes juridictionnels et constitutionnels

qu'elle peut soulever et le fait que le gouvernement n'a pas fait la démonstration de l'utilité du registre selon une analyse coûts-bénéfices.

Premièrement, la position qui nous rejoint le plus concernant le champ d'application de la loi, c'est celle qui a été manifestée par le Barreau du Québec. En effet, le Barreau se demande ce qu'il en sera concrètement du champ d'application de la loi. Le Barreau se demande s'il est nécessaire d'inclure dans le champ d'application de la loi les personnes physiques qui exercent des activités commerciales en leur nom propre. On s'est même demandé en commission parlementaire si chacun des camelots du Québec qui distribue les journaux, en tant que personne physique qui fait un petit commerce ou a une petite entreprise, ne devrait pas être enregistré dans le registre prévu par le projet de loi que le ministre présente, puisque l'article 1, très général, dit: "La présente loi s'applique à: 1° toute personne physique qui exerce une activité commerciale au Québec".

Le Barreau s'est inquiété à juste titre et il s'est demandé si le projet de loi n'était pas trop vaste pour inclure toute personne qui fait des activités commerciales. En plus, le projet de loi parle des associations sans but lucratif qui contractent fréquemment - c'est le mot utilisé - avec les tiers. Qu'est-ce que cela veut dire, fréquemment? Cela veut dire combien de fois par année, fréquemment?

(1 h 50)

Les gens du Barreau, qui sont des spécialistes de l'interprétation des lois, se sont demandé si cela n'inclurait pas les troupes scouts, les associations des partis politiques dans chacun des comtés qui font des affaires, qui louent des salles, qui retirent des revenus, mais qui en même temps font toutes sortes de transactions, les clubs Optimistes, tous les clubs sociaux qu'on peut imaginer, les téléthons du genre Jerry Lewis ou encore Michel Louvain. Les différents téléthons qui ramassent des fonds, qui donc doivent faire des affaires pour opérationnaliser les téléthons, seront obligés de s'immatriculer. On s' imagine tous ces clubs sociaux qui auront des obligations en vertu de la loi parce qu'ils font une oeuvre bénévole dans notre société et qu'ils doivent faire des transactions commerciales dans le cours de leurs opérations.

L'Inspecteur général des institutions financières, M. le Président - quand vous allez entendre le chiffre que je vais vous dire, ne sautez pas en bas de votre chaise - estimait à plus de 700 000 les organismes, sociétés, associations, individus qui se verraient obligés de s'immatriculer. M. le Président, le gouvernement a choisi de déréglementer, a décidé de laisser la personne humaine davantage libre, d'être

moins contrôlée, de moins l'attacher; elle est plus attachée que jamais, elle est plus condamnée que jamais si elle ne s'attache pas et là, maintenant, elle devra s'enregistrer, les troupes scouts devront s'enregistrer, imaginez-vous, pour acheter des ballons, pour faire différentes transactions pour amuser les jeunes enfants. Vous voyez qu'il y a un point majeur au point de vue de l'applicabilité, de l'application de la loi et du domaine qu'elle va couvrir.

Deuxièmement, le contrôle administratif a priori ou a posteriori des dénominations sociales. Le projet de loi rompt avec le passé et abolit toute possibilité de contrôle administratif a priori - avant - ou a posteriori - après - des dénominations sociales. Ne serait-il pas mieux de conserver ce contrôle administratif au lieu de référer ce problème aux tribunaux? Les gens qui jusqu'à maintenant avaient un nom, qui enregistraient un nom et qui devaient demander l'autorisation au gouvernement, maintenant, n'auront plus de permission à demander, leur nom sera enregistré automatiquement. S'il y a problème, ils iront s'organiser devant les tribunaux. Imaginez-vous, M. le Président, tous les procès... Je comprends que, comme avocat, vous ne soyez peut-être pas complètement fâché. Cela fera une clientèle nouvelle, mais je ne suis pas convaincu que les citoyens seront très heureux de cela et c'est une des remarques qu'a faites le Barreau, et je le cite - pour vous dire que ce ne sont pas mes paroles, ce sont celles du Barreau. Le Barreau a dit: On considère qu'une compagnie, c'est une personne créée par l'État et l'État qui a créé la compagnie a une certaine responsabilité par rapport à cette créature, responsabilité qui a toujours été assumée en contrôlant le nom qu'il allait lui accorder. Dire que l'usage du nom, c'est seulement cela qui confère un droit, cela n'a rien à voir avec la question de la protection du public et du contrôle de la confusion. On est d'accord avec le fait que, pour pouvoir réclamer le droit sur le nom, il faut s'en servir, mais c'est autre chose de dire: Je peux maintenant prendre le même nom que quelqu'un d'autre et, à ce moment-là, induire les gens en erreur. Il faudrait que les compagnies, au moins à ce chapitre, ne puissent pas être utilisées pour tromper le public. On considère qu'à ce moment il relève vraiment du travail de l'inspecteur général de veiller à ce que cette chose se fasse plutôt que de déférer cela aux tribunaux.

Si le ministre n'apporte pas d'amendement au projet de loi, qu'il réfère toute la question de la dénomination sociale aux gens qui auront utilisé un nom, quitte à ce qu'ils se poursuivent après cela entre eux, on pourra assister à quelques centaines, peut-être quelques milliers de causes devant les

tribunaux par des gens qui n'auront pas d'information sur l'utilisation par d'autres de noms et qui utiliseront, enregistreront des noms qui auront peut-être été enregistrés par d'autres, qui, à ce moment-là, pourront encourir des poursuites judiciaires pour utiliser un nom déjà utilisé. Jusqu'à maintenant, ce service était fourni par le gouvernement. Le ministre propose qu'il ne soit plus assuré et que, quand les gens utiliseront un nom, ils aient un droit automatique de poursuivre devant les tribunaux pour utiliser un nom qu'ils n'ont pas le droit d'utiliser. Évidemment, cela crée un régime nouveau et il n'est pas certain que ce régime sera aussi apprécié que le ministre semble le penser.

Troisièmement, l'Association des banquiers canadiens a fait état de la possibilité de conflits de juridiction de cette loi avec la Loi sur les banques. Quatrièmement, le coût pour instaurer un tel système est, pour le développement bureautique et de l'informatique pour la première année, de 445 000 \$ et chacune des années suivantes, le coût global sera de 200 000 \$, mais en fonction de l'ampleur que prendra le système. Cinquièmement, à la suite des pressions de l'Opposition et de quelques groupes, l'article 625 du projet de loi, semble-t-il, pourrait être retiré par le ministre. Cet article se lisait comme suit et je vous le lis pour vous démontrer à quel point il allait loin: "Un projet de règlement peut être édicté, en vertu de l'un des articles 88, 89 ou 624, à l'expiration d'un délai plus court que celui qui lui est applicable en vertu de l'article 11 de la Loi sur les règlements ou sans avoir fait l'objet d'une publication - Imaginez-vous! Quelque chose qui doit renseigner les consommateurs, on donne un pouvoir spécial - conformément à cet article, lorsque le gouvernement est d'avis que ce délai ou cette publication empêcherait la mise en vigueur des règlements à la même date que celle fixée pour l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'immatriculation des assujettis.

"De plus, un règlement peut entrer en vigueur dès la date de sa publication à la **Gazette officielle du Québec** ou entre celle-ci et celle applicable en vertu de l'article 17 de la Loi sur les règlements lorsque le gouvernement est d'avis que les mêmes circonstances le justifient."

À toutes fins utiles, c'est un article inacceptable qui va à l'encontre de la Loi sur les règlements et, éventuellement, il peut y avoir décision arbitraire quant à l'application de cet article. Il s'agit d'une loi pour renseigner les consommateurs et les utilisateurs. C'est la loi qui aura le moins de publications à la **Gazette officielle** qu'on pourra trouver sur le marché des règlements qui sont adoptés en vertu des lois. C'est une drôle de façon de renseigner le public.

Le principe de la loi est bon. Nous allons donc adopter le principe du projet de loi. Cependant, lors de l'étude détaillée, nous souleverons des interrogations touchant chacun des articles qui posent des problèmes d'application considérables. Ce n'est pas mon intention de faire un grand débat sur un article au moment de l'adoption du principe avec lequel nous sommes d'accord, mais, en commission parlementaire, il y aura seulement lieu de faire une étude approfondie de certains articles qui peuvent créer des problèmes dans l'application trop étendue qu'a prévue le ministre dans la loi. Le principe d'un guichet unique, pour renseigner et faire la publicité des personnes physiques qui vivent derrière les noms de compagnies, derrière les associations, les groupes qui fonctionnent sous un nom général et qui ne permet pas de savoir qui sont les personnes physiques qui fonctionnent sous ce nom, est une bonne chose. Cela va permettre de le savoir plus facilement, mais à condition que le tout soit bien facturé et c'est sur quoi nous aurons à travailler en commission parlementaire.

Comme l'a dit le ministre, je souhaite, dans la deuxième partie du mois de janvier - lorsqu'il fait 30 sous zéro, c'est un beau temps - pouvoir travailler dans la chaleur du parlement à la bonification d'un projet de loi qui comporte 638 articles. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Je vais céder la parole à M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation pour l'exercice de son droit de réplique.

#### M. Pierre-C. Fortier (réplique)

M. Fortier: Très brièvement, M. le Président, bien sûr le député de Lévis a fait état du fait qu'il s'agissait d'un projet de loi qui avait 600 articles, je crois, mais, lorsqu'on en prend connaissance, on s'aperçoit qu'il n'y a, en fait qu'une centaine d'articles puisque tous les autres articles sont des articles de concordance avec une multitude de lois existantes ou qui font disparaître des lois existantes. Il s'agit d'un projet de loi assez simple malgré sa complexité apparente.

J'ai entendu le député de Lévis prendre la défense des banques. Cela m'a réjoui de voir le député de Lévis prendre la défense des banques et des organismes fédéraux. C'est la première fois que je le vois prendre la défense d'organismes qui dépendent du gouvernement fédéral. Il a dit qu'il s'inquiète de la constitutionnalité du projet de loi. Mon Dieu! c'est la première fois que j'entends cela: le député de Lévis, qui est très nationaliste, cette fois-ci, prend la défense d'un organisme fédéral. On aura tout vu. Deux heures du matin, jeudi, 17 décembre 1987. J'en prends note. Le député de Lévis qui prend la défense d'organismes fédéraux.

On aura tout vu.

Par ailleurs, il a indiqué que j'avais dit en commission parlementaire que nous allions retirer l'article 625. Nous n'en avons plus besoin. J'avais dit que nous allions le retirer. J'avais même fait la promesse, également, pour réconforter les intervenants, que ce qui était dans le règlement, en ce qui a trait aux demandes qui étaient faites en relation avec l'article 17, ce serait mis dorénavant dans l'article 17 de la loi. Je n'ai pas abordé tous les commentaires qui ont été faits par le Barreau, par l'Association des manufacturiers canadiens, le contrôle a priori, l'étendue possible à des multitudes de gens...

Combien de milliers en aviez-vous? Non, il n'en est pas question, M. le député de Lévis. Nous avons toutes les réponses aux questions qui ont été posées et je crois que le Barreau a erré dans plusieurs de ses commentaires.

J'ai rencontré le bâtonnier récemment. Nous avons eu une conversation avec lui et, si nécessaire, nous aurons une dernière rencontre avec l'Inspecteur général des institutions financières, au début de janvier. Lorsque le Barreau disait en particulier que même les camelots seraient peut-être définis comme des commerçants, la jurisprudence - et vous le savez mieux que moi qui ne suis pas avocat - est telle qu'un camelot n'est pas un commerçant. Il n'est qu'un intermédiaire et il n'est nullement question d'assujettir les camelots aux intervenants dans le métier.

Tout cela pour dire que je me réjouis du fait que l'Opposition est d'accord avec le principe. Je me réjouis de voir autant de mes collègues de l'Assemblée nationale à 2 heures du matin. Je remercie mes collègues de leur appui. Je remercie le député de Lévis qui a été bref, succinct et clair, pour une fois. Je le remercie de son appui. Je lui dis: On se reverra au début de février pour l'étude de ce projet de loi très important pour la communauté financière et économique du Québec. Merci.

**Le Vice-Président:** Le débat étant terminé, est-ce que cette motion d'adoption du principe du projet de loi 54, Loi sur le registre des associations et entreprises, est adoptée?

**M. Lefebvre:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** M. le Président, je fais motion pour déférer le projet de loi 54 à la commission du budget de l'administration..

**Le Vice-Président:** Est-ce que cette motion de déférence est adoptée?

**M. Lefebvre:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** À moins qu'il y ait des objections, M. le Président, je fais motion pour ajourner les travaux à ce matin, 10 heures.

**Le Vice-Président:** Est-ce que cette motion d'ajournement est adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Présidents** Adopté. En conséquence, l'assemblée ajourne ses travaux qui reprendront ce matin, jeudi 17 décembre à 10 heures.

(Fin de la séance à 2 h 3)